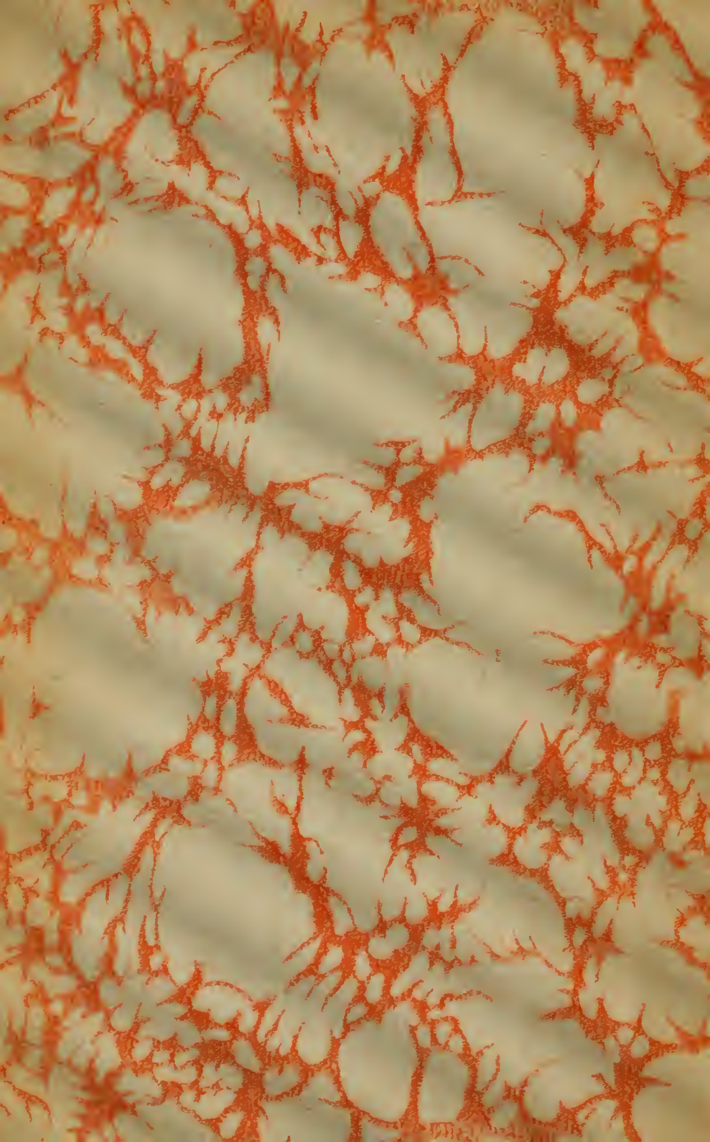




8e SÉRIE b

# Voix Américaines

sur la

# Guerre de 1914-1915

ARTICLES TRADUITS OU ANALYSÉS
PAR S. R.
MEMBRE DE PLUSIEURS SOCIÉTÉS SAVANTES.

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

PARIS
5-7, RUE DES BEAUX-ARTS

NANCY
18, RUE DES GLACIS

36

*Prix : 60 centimes.*

# PAGES D'HISTOIRE — 1914-1915

## PLAN GÉNÉRAL

**1re Série. — L'Explosion vue de la frontière de l'Est** (23 juillet — 5 août). 5 volumes parus : *a)* Le Guet-Apens; *b)* La Tension diplomatique ; *c)* En mobilisation ; *d)* La Journée du 4 août; *e)* En guerre.

**2e Série. — Les Pourparlers diplomatiques.**
*a)* Livre bleu anglais ;
*b)* Livre gris belge ;
*c)* Livre orange russe ;
*d)* Livre bleu serbe;
*e)* Livre blanc allemand ;
*f)* Livre jaune français ;
*g)* Les déclarations de guerre et les séances des Parlements allemand, anglais, belge et russe.

**3e Série. — Les Communiqués officiels.** *Suite chronologique des dépêches du Gouvernement français.* 5 vol. parus (du 5 août au 30 novembre).

**4e Série. — Atlas-Index de tous les théâtres de la guerre.**
*a)* Campagnes de France et de Belgique (34 cartes en 4 couleurs, index alphabétique) ;
*b)* Campagne des Vosges, d'Alsace, de Lorraine, de l'Allemagne de l'Ouest ;
*c)* Cartes des principaux champs de bataille ;
*d)* Front Est : Prusse Orientale, Galicie, Pologne, Hongrie ;
*e)* Front Sud : Serbie, Bosnie-Herzégovine, etc. ;
*f)* Cartes d'ensemble d'Europe. Colonies allemandes.

**5e Série. — Les Mises à l'Ordre du Jour.** *Citations, Promotions, Légion d'honneur, Médaille militaire.* 5 vol. parus (du 8 août au 1er novembre).

**6e Série. — Pangermanisme.**
*a)* Traduction d'ouvrages pangermanistes ;
*b)* La Doctrine de guerre ;
*c)* Les Faussaires ;
*d)* Les Huns (illustré) ;
*e)* Les Vandales (illustré) ;
*f)* Manifestes des 93 et des Universités allemandes.

**7e Série. — L'Indignation du monde civilisé.**
*a)* Devant l'Institut de France ;
*b)* Devant l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres ;
*c)* Devant l'Académie Française ;
*d)* La protestation des grands hommes de l'étranger ;
*e)* Ordres du jour des sociétés savantes et artistiques.

**8e Série. — La Guerre et la Presse mondiale.**
*a)* Extraits du *Bulletin des Armées de la République :*
*b)* Articles choisis dans les grands quotidiens de Paris ;
*c)* Presse de province ;
*d)* Presse des pays alliés ;
*e)* Presse des pays neutres ;
*f)* Presse des pays ennemis ;
*g)* Les meilleures Caricatures et les meilleures Chansons.

**9e Série. — Pendant la guerre.**
*a)* La Vie à Paris; — *b)* La Vie en Province; — *c)* La Vie à l'Étranger, etc.

**10e Série. — Les Opérations militaires.**
Les Français en Alsace. — Les Français en Belgique. — La Retraite stratégique. — Le Grand-Couronné de Nancy. — La Bataille de la Marne. — La Campagne des Vosges. — Bataille de l'Aisne. — Combats dans l'Argonne et dans la Woëvre. — Bataille du Nord, etc., etc.

# VOIX AMÉRICAINES

SUR

# La Guerre de 1914-1915

ARTICLES TRADUITS OU ANALYSÉS
PAR S. R.
MEMBRE DE PLUSIEURS SOCIÉTÉS SAVANTES

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

PARIS
5-7, RUE DES BEAUX-ARTS

NANCY
18, RUE DES GLACIS, 18

*Il a été tiré de ce volume cinquante-cinq exemplaires numérotés à la presse, dont :*

*5 sur papier du Japon (Nos 1 à 5) ;*

*50 sur papier de Hollande (Nos 6 à 55).*

# PREFACE

L'Allemagne n'a négligé aucun effort, depuis le début de la guerre, pour gagner à sa cause l'opinion des États-Unis. Servie par un ambassadeur remuant et par quelques hommes zélés jusqu'à l'indiscrétion, notamment l'ex-ministre Dernburg et le professeur Kuno Meyer, elle a multiplié ses tentatives avec cette méthode, cette patience, ce souci du détail que les Anglais qualifient de *thoroughness*, traduisant ainsi l'allemand *Gründlichkeit;* nous avons l'équivalent de la chose, mais non du mot.

Pour peu que la thèse allemande eût été défendable, elle l'aurait emporté, car le terrain y était propice : un cinquième de la population des Etats-Unis a des attaches allemandes et, parmi les nombreux Américains

d'origine irlandaise, il en est beaucoup qui ont conservé, à l'endroit de l'Angleterre, les rancunes de leurs ancêtres persécutés.

Or, non seulement l'opinion des États-Unis ne s'est pas prononcée pour l'Allemagne, mais elle lui est de plus en plus hostile. C'est là un fait que reconnaissent les Allemands eux-mêmes. Un de leurs organes les plus autorisés, la *Gazette de Cologne*, déclarait récemment que les États-Unis ne pourraient prétendre au rôle de médiateur, parce-qu'ils témoignaient d'une partialité excessive en faveur des Alliés.

Dans les cercles où l'on pense, la question n'est plus de savoir si l'Allemagne est ou non dans son droit, mais dans quelle mesure il convient de lui faire sentir, officiellement, qu'elle est dans son tort. Le Président actuel, M. Wilson, très soucieux de neutralité, espère encore que son pays en recueillera les fruits quand il aura l'honneur et la joie de pacifier l'Europe. Au contraire, l'ancien Président, le colonel Roosevelt, insiste sur le fait que les États-Unis ont apposé leur signature au bas de conventions solennelles dont l'Allemagne a fait fi, alors qu'elle les avait signées elle-même ; les États-Unis, suivant lui, ont le devoir strict d'intervenir, non par les armes, mais par la diplomatie, à l'appui du droit des

gens foulé aux pieds, dans la mesure où ils en ont garanti le respect.

L'insuccès de la propagande allemande tient surtout à une cause, ou plutôt, comme l'a dit le *New-York Herald*, à un seul mot : « Belgique ». Les États-Unis auraient encore, à la rigueur, compris que l'Allemagne, se sentant menacée à l'est et à l'ouest, engageât une guerre préventive ; ils n'admettent pas qu'une nécessité militaire quelconque puisse justifier la violation d'un traité international et, lorsqu'une pareille violation, faite au détriment d'un pays heureux et paisible, est suivie d'une guerre de destruction sauvage et de pillage contre ce pays, ils ne discutent même plus ; ils crient : « A l'assassin ! » et « Au voleur ! » Ce n'est plus de politique ni de droit international qu'il s'agit, mais de droit commun.

En présence de l'indignation soulevée par ces attentats sur la Belgique, les avocats de l'Allemagne ont dû, dès le début, adopter une tactique défensive. Leurs plaidoyers ont porté sur deux points. D'abord, ils ont affirmé que l'opinion américaine, pervertie par des nouvelles de source anglaise, était mal informée; puis, ils ont prétendu que les Américains, n'ayant pas d'ennemis puissants à leurs portes, jugeaient l'Allemagne sans

tenir compte des obligations et des dangers qui pèsent sur elle. On a répondu que les journaux américains étaient ouverts à des nouvelles de toute provenance et l'on a fait observer que l'Allemagne se condamnait elle-même en alléguant qu'après quarante ans de paix et de prospérité, elle n'avait réussi qu'à s'entourer d'ennemis. Des enquêtes approfondies, fondées sur les documents diplomatiques, ont établi que la guerre européenne, provoquée par l'Autriche-Hongrie, avait été précipitée et déchaînée par l'Allemagne ; les intentions pacifiques de la Triple-Entente ont été mises en pleine lumière. Un ancien procureur général, M. James M. Beck, a étudié la cause comme il aurait fait un procès civil et rendu un jugement dont l'immense majorité des Américains a reconnu le bien-fondé (1).

Devant le tribunal de l'opinion du Nouveau-Monde, il est remarquable que les Allemands n'aient jamais fait valoir les fameux principes de la morale du *surhomme* : « La force prime le droit ; ce n'est pas une cause juste qui fait une bonne guerre, mais une

(1) James M. Beck, former assistant attorney-general of the United States. *The Double Alliance versus the Triple Entente.* Réimprimé, d'après le *New-York Times*, par la Presse universitaire d'Oxford (0 fr. 30).

bonne guerre qui fait une cause juste. » Ces paradoxes misérables ne sont pas articles d'exportation. Une politique sans scrupule peut s'en inspirer ; les avocats de cette politique se garderont avec soin de les invoquer pour la couvrir. Il y a là une consolation au milieu de tant de tristesses : le crime lui-même rend hommage à la vertu, la violence à la justice. C'est encore aux vieilles idées morales, résidu de l'expérience du genre humain, qu'on fait appel, pour se défendre de les avoir outragées.

Les pages réunies ici répondent au double plaidoyer de l'Allemagne. On y trouvera la preuve que la presse des États-Unis a connu, dans tous ses détails, les origines du conflit, qu'elle en a fixé les responsabilités avec une précision toute scientifique ; on y trouvera aussi des opinions réfléchies qui réduisent à sa juste valeur la « Kultur » allemande et l'opposent à la civilisation plus large et plus humaine qui doit être celle de l'avenir.

Le traducteur a beaucoup emprunté à la grande Revue libérale de New-York *The Nation*. C'est un périodique déjà ancien qui, au cours de sa longue carrière, n'a jamais séparé la politique de la morale. Il n'est pas puritain, il ignore le *cant*, mais il est écrit

par d'honnêtes gens pour d'honnêtes gens. Ses rédacteurs, qui sont surtout des professeurs d'Université, se font un devoir d'approfondir les questions et de ne parler que de ce qu'ils savent; la prose superficielle et vide n'y trouve point accès. Les juges les plus difficiles, en France, estimeront sans doute, en lisant les articles traduits de la *Nation*, qu'il n'en paraît de mieux composés, de mieux informés et de plus sages dans la presse périodique d'aucun pays.

S. R.

---

# VOIX AMÉRICAINES

## L'archiduc François-Ferdinand.

Gratz, 11 juillet 1914.

Les parcs ombreux de cette jolie ville étaient pleins des flâneurs habituels par temps de vacances, dans l'après-midi du dimanche 28 juin, lorsque le bruit de l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand commença à se répandre. On le reçut d'abord avec scepticisme; mais bientôt le bureau du journal afficha des bulletins confirmant la nouvelle et donnant les principaux détails du crime. L'excitation devint intense. La ville de Gratz s'intéressait particulièrement à l'archiduc; il y était né; il y avait passé ses premières années; d'autre part, sa politique l'avait rendu si impopulaire que partout, excepté dans les cercles militaires et cléricaux, son avènement prochain au trône éveillait de graves appréhensions.

François-Ferdinand — réserve toujours faite des militaires et des cléricaux — était, en effet, aussi impopulaire dans sa ville natale que dans d'autres parties de la Styrie, où la population est en majorité allemande. Cela pour deux raisons : il favorisait, dans la politique autrichienne, les intérêts slaves plutôt que les intérêts allemands; en matière religieuse, il était violemment cléri-

cal et hostile aux idées de liberté. A Gratz, l'antagonisme entre l'élément slave et l'élément germanique est encore accru du fait du voisinage de cette ville avec la frontière ethnographique de l'Empire. La ville se considère comme le poste avancé, vers le sud-est, de la culture et de la langue allemandes ; à quelques milles plus loin vers le sud, la population est slave ; à quelques milles vers l'est se trouve la limite occidentale de la plaine hongroise. Le conflit aigu et irrépressible qui se poursuit depuis une génération entre les éléments slaves et germaniques de la population est un des phénomènes les plus intéressants de l'histoire. Les citoyens de langue allemande, en Autriche, se considèrent comme les fils aînés de l'Empire ; en cette qualité, ils réclament la préséance dans la vie sociale et politique ; et, en fait, bien qu'inférieurs en nombre, ils détiennent de temps immémorial la plus grande partie du pouvoir militaire, de la richesse et de l'industrie.

Pourtant, depuis 1866, les éléments slaves de la population ont affirmé leurs droits avec vigueur et succès ; ils ont fait effort pour acquérir la situation à laquelle leur supériorité numérique semble leur donner droit. Les Allemands de la frontière autrichienne se trouvent par suite engagés dans une lutte de vie ou de mort avec un ennemi implacable, qui est décidé à détruire le plus possible l'influence germanique et à lui substituer celle des Slaves.

François-Ferdinand, quoique de sang allemand, n'a pas prêté son appui aux Austro-Allemands, mais a mis sa grande influence au service des Slaves. On ne sait jusqu'à quel point

cette attitude lui fut suggérée par sa femme, qui était Bohémienne, mais on croit généralement que ce facteur eut de l'importance. François-Ferdinand était un homme énergique, plein de confiance en lui-même, mais très attaché à son épouse morganatique; il est probable qu'il inclinait à aider les concitoyens de celle-ci dans leurs efforts pour revendiquer la situation qui leur revenait de droit.

Ses relations avec les autres éléments slaves et non-magyars de la Hongrie s'inspiraient des mêmes préférences. En Hongrie, comme en Autriche, la race de tout temps dominante est numériquement la moins nombreuse; politiquement, elle doit subir l'opposition d'autres races parlant d'autres langues et ayant d'autres traditions. Ces races subordonnées — Allemands, Croates, Slavons, Slovaques, Ruthènes, Roumains — occupent, à l'égard de la race dominante, une position tout autre que les races subordonnées de l'Autriche. Les Magyars de Hongrie sont gens énergiques, nés pour dominer, dont les partis, quelles que soient leurs divergences à d'autres égards, sont absolument unis contre les éléments non-magyars du pays. Ils n'ont jamais renoncé à leur résolution d'être une caste dominante et de maintenir les autres races sous leur joug. Au point de vue politique aussi, c'est un peuple hautement développé, capable de s'unir en vue d'un but commun. En Autriche, d'autre part, les Allemands sont divisés en une foule de partis et de groupements, souvent si férocement hostiles que toute action commune leur est impossible. Leurs adversaires slaves en tirent bon parti, et c'est pourquoi ils occupent

une position beaucoup plus forte qu'en Hongrie, en tant qu'il s'agit du maintien de leur langue et de leurs institutions.

On conçoit, dès lors, combien les populations non-magyares de la Hongrie ont recherché le patronage moral et politique de l'archiduc François-Ferdinand. Les Croates lui ont eu des obligations dans leurs longues luttes avec les maîtres magyars de Budapest et se promettaient beaucoup de son accession au trône. Les Roumains de l'est de la Hongrie jouissaient également de sa faveur. En général, on le croyait très hostile aux Magyars, mais c'est là sans doute une accusation injuste, car François-Ferdinand a témoigné de plus d'une manière sa sympathie aux Magyars, parlant leur langue couramment, aimant à la parler, faisant de fréquentes visites aux magnats hongrois. C'était, en somme, un prince d'esprit large, avec des vues d'homme d'Etat; il savait comprendre les besoins et les droits de toutes les races qu'il était appelé un jour à gouverner.

Comme par une ironie du destin, l'archiduc, qui cherchait à favoriser ses sujets slaves, devint la victime de l'un d'eux. Mais le meurtre de François-Ferdinand fut un effet de la colère éprouvée par tous les Serbes, tant en Serbie qu'au dehors, par suite de l'attitude de l'Autriche-Hongrie envers la Serbie pendant la guerre balkanique et lors de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. Les Serbes sont une nation ambitieuse, qui ont conçu de vastes projets panserbes. La guerre balkanique leur permit d'en réaliser une partie par l'acquisition des anciens territoires serbes de Macédoine. Un développe-

ment ultérieur de ces conquêtes devait les rendre maîtres de la Bosnie, de l'Herzégovine, du Montenegro et finalement de la Dalmatie. La population de tous ces pays est, en majorité, serbe, et leur entrée dans le royaume donnerait à la Serbie un territoire étendu, compact et pourvu d'un littoral considérable. Les gouvernements de Vienne et de Budapest n'ont rien négligé pour s'opposer à ces ambitions. De là, les querelles diplomatiques assez aigres qui se sont produites entre les cabinets de Vienne et de Belgrade, et qui ont souvent amené les deux pays à la veille d'une guerre. De là aussi l'assassinat de François-Ferdinand. Les projets de l'archiduc au sujet des Serbes comprenaient, à la vérité, la création d'une plus grande Serbie, mais dans les limites de la monarchie dualiste. Pour les enthousiastes serbes, ce projet est souverainement haïssable : leur *plus grande Serbie* doit être un pays indépendant.

Si les Austro-Allemands en voulaient à l'archiduc de la position qu'il avait prise dans ces conflits de races, ils étaient encore plus irrités de son cléricalisme. Nous autres, en Amérique, nous ne nous doutons pas de notre bonheur de n'avoir aucun parti politique qui représente une secte religieuse. En Autriche, les avocats et les orateurs du parti clérical n'hésitent souvent pas à faire appel au public en le priant de soutenir ses candidats aux postes politiques par des raisons purement religieuses, parce que, disent-ils, Dieu est de leur côté et le diable de l'autre. Un orateur de cette espèce, parlant récemment près de Gratz, promit la faveur de saint Antoine de Padoue, saint très populaire dans la contrée, à

tous ceux qui voteraient pour son parti, et menaça de la colère du saint ceux qui voteraient autrement. De telles méthodes électorales ne peuvent qu'apporter de la confusion dans toute question politique; il en résulte, en Autriche, que la plus grande partie de l'intelligence et de l'industrie se détourne de l'Eglise, de sorte que les deux classes de la population qui lui restent encore fidèles sont les plus élevées et les plus infimes — la haute noblesse et les paysans. Ces derniers, ignorants et superstitieux, sont aisément tenus en bride par le clergé. La haute noblesse est encore fidèle, probablement, du moins dans une large mesure, parce que la famille impériale et toutes ses ramifications adhèrent sans réserve à l'Eglise d'Etat. Ainsi personne n'aurait blâmé François-Ferdinand de fréquenter dévotement les églises; chez un archiduc, cela va de soi. Mais, depuis son mariage avec la comtesse Sophie Chotek, il allait beaucoup plus loin. Sa femme était profondément religieuse et, sans doute pour lui plaire, il devint un soutien actif de la politique de propagande faite par l'Eglise. Dans des affaires purement ecclésiastiques, telles que la nomination des évêques, il favorisa des ultramontains au lieu des candidats libéraux et nationaux. L'intérêt qu'il témoignait à la vie sociale, à la vie intérieure du peuple autrichien prit cette direction, et celle-là seule. Il semblait ne guère se soucier d'art, de musique, d'éducation, de littérature — toutes choses qui occupent tant l'attention des classes moyennes et supérieures en Autriche — si ce n'est pourtant dans leurs relations avec l'Eglise.

Malgré tout cela, ceux mêmes qui n'aimaient

pas l'archiduc éprouvent un chagrin sincère de sa mort. On reconnaît qu'il était actif, capable de conduire des hommes, qu'il avait de bonnes intentions, qu'il était bon mari et bon père ; on sent que le gouvernement de l'Autriche-Hongrie, avec ses difficultés redoutables et presque insurmontables, a besoin d'un pareil chef. Le chef de l'Etat autrichien, en effet, le gouverne réellement, et la première chose qu'on doive attendre de lui, c'est qu'il ait du caractère. Les particularités intellectuelles et morales de ce chef, ses préférences et ses aversions, sont choses relativement peu importantes, puisque sa politique, quelle qu'elle soit, doit sûrement déplaire à un très grand nombre de ses sujets, tant il y a d'antagonisme d'intérêts entre les différents groupes qui constituent la population de l'Empire. Il est très regrettable que l'archiduc ait disparu de la scène dans toute sa vigueur et quand le peuple commençait à le comprendre et à le respecter. Et quant aux conséquences politiques de ce meurtre, il est impossible de les prévoir.

Henry S. Pratt.

*New York Nation*, 30 juillet 1914, p. 126-127.

---

## La Folie guerrière.

Depuis longtemps, on avait lieu de croire que le parti militaire, devenu très influent en Autriche-Hongrie, était décidé à partir en guerre contre la Serbie, quelle que fût la conduite de cette nation. Après l'assassinat du prince héritier d'Autriche à Serajevo, les exigences de l'Autriche à l'égard du gouvernement serbe prirent la forme la plus impérieuse qu'on puisse imaginer. Il est clair aujourd'hui qu'elles avaient pour but de provoquer un refus et de déchaîner les hostilités. La réponse serbe, qui équivalait à une soumission presque complète, fut qualifiée aussitôt par le gouvernement de Vienne, non seulement de « non satisfaisante », mais de « malhonnête! » Pareil langage n'avait jamais été tenu dans une note diplomatique. Puis vint l'avis, non moins insolent, qu'au cas même où la Serbie accepterait tous les détails de l'ultimatum autrichien, ce serait trop tard. L'armée autrichienne devait avoir sa guerre longtemps attendue. A défaut d'un prétexte décent, on irait de l'avant sans aucun prétexte. Tout cela a fort surpris les Américains.

Notre pays a compris et partagé l'émotion soulevée par l'assassinat de l'archiduc Ferdinand; mais les nouvelles subséquentes ne laissaient nullement prévoir les développements qu'allait prendre cet incident. Aujourd'hui (30 juillet) que nous possédons les journaux étrangers parus

entre le 1er et le 15 du mois, tout nous semble beaucoup plus clair. Nous voyons avec évidence qu'une campagne de presse et une campagne militaire contre la Serbie ont immédiatement été organisées à Vienne. Ce n'étaient pas seulement, tant s'en faut, les expressions naturelles du chagrin et de la colère soulevées par le meurtre de l'héritier du trône, mais toute la question du mouvement national, les menaces que ce mouvement paraissait impliquer pour l'Autriche, qui passaient au premier plan. Il y eut des signes nombreux que le vieil empereur François-Joseph était plus ou moins mis de côté par le parti agressif. Une fois, l'empereur s'aventura jusqu'à envoyer à la presse une déclaration à l'encontre de certaines assertions des militaristes ; mais sa main débile était trop faible pour résister à l'assaut. Ceux qui avaient compté avec tant de confiance que l'archiduc Ferdinand saurait parler haut et ferme dans les affaires extérieures, étaient décidés à ne pas être frustrés par sa mort. Leur plan était si manifeste que le *Fremdenblatt* de Hambourg, dès le 4 juillet, parla d'une attaque de l'Autriche contre la Serbie comme d'une affaire entendue. La seule question était l'attitude de la Russie; serait-elle entraînée dans le conflit? En ce cas, affirmait la feuille, « il ne peut y avoir aucun doute que l'ambassadeur d'Allemagne à Saint-Pétersbourg notifierait au Tsar que l'Allemagne considérait l'affaire comme un *casus fœderis* », c'est-à-dire que l'Allemagne, liée par traité avec l'Autriche, serait obligée de faire la guerre à la Russie.

On pourrait emprunter beaucoup de citations aux journaux viennois des deux première se-

maines de juillet, montrant avec quel zèle on a allumé dans cette ville non seulement un esprit antiserbe, mais un esprit belliqueux. Ainsi le *Deutsche Volksblatt*, officieux, publia une décision du Conseil des ministres portant que les mesures les plus sévères seraient appliquées aux Serbes en Bosnie. Ces mesures comprenaient un contrôle rigoureux des écoles serbes, où la discipline militaire serait introduite. Ce journal annonçait aussi que des fonctionnaires autrichiens devaient participer à l'enquête imposée au gouvernement serbe sur l'assassinat de Sarajevo. Le *Neues Wiener Tageblatt* parlait de la satisfaction causée par la croyance que l'Autriche allait bientôt, si cela était nécessaire « intervenir avec énergie » en Serbie. La *Reichspost* est plus vive encore : elle déclare que les procédés diplomatiques ne serviraient de rien avec la Serbie, que l'Autriche doit agir sommairement envers cette Puissance. La *Neue Freie Presse* prévoyait une intervention active ou la guerre ; elle était d'avis que la Russie devait laisser à l'Autriche carte blanche à Belgrade, puisque les ambitions et les complots des Serbes constituaient un danger, non seulement pour l'Autriche, mais pour toute l'Europe et devaient être sévèrement réprimés. L'attitude générale de la presse viennoise fut assez bien représentée par la *Reichspost*, lorsque cet organe déclara que l'Autriche ne menaçait pas la Serbie, mais que la Serbie menaçait la monarchie dualiste !

De tout cela, la déclaration de guerre par l'Autriche était l'inévitable conséquence. Ce pas fut franchi sans aucun respect de l'opinion du monde ; il comporte des conséquences qui peu-

vent déchaîner la terrible catastrophe dont Sir Edward Grey, lundi dernier (27 juillet), a solennellement averti l'Europe. Tout le monde voit que l'Autriche ne cherche pas seulement à frapper le Panserbisme, mais à acquérir du territoire serbe. Or, il est sûr que cela ne serait pas toléré par les Puissances, quelque rapide que fût le triomphe des armes autrichiennes, sans une conférence européenne. L'empereur allemand a refusé son assentiment à la convocation anticipée d'une telle conférence, destinée à empêcher la guerre; mais il faudra bien en venir là un jour, à moins que toutes les nations du continent ne soient entraînées dans le conflit dont l'Autriche, avec tant d'arrogance et de scélératesse, donne le signal.

*New York Nation*, 30 juillet 1914, p. 121.

---

## Esclavage et militarisme.

L'éloge du militarisme, qui retentit encore parfois dans certains quartiers, ressemble étrangement à celui de l'esclavage des nègres, que l'on entendait dans ce pays à la veille de la guerre civile, laquelle devait y mettre fin pour toujours. Dans l'un et l'autre cas, ce qui fut d'abord excusé comme un mal passager a été plus tard exalté comme un bien permanent. Washington et Jefferson avaient honte de l'esclavage et le déploraient; Toombs et Davis y voyaient la condition même de la société la plus parfaite. Feu le professeur von Holst a réuni une collection frappante de citations empruntées à des écrivains et à des hommes d'État du Sud, où l'on peut suivre ces changements de l'opinion. Cette vieille histoire se répète aujourd'hui. Autrefois, personne ne défendait le militarisme, sinon comme une dure nécessité. Le service militaire imposé à toute la jeunesse pendant deux ou trois ans, d'énormes sacrifices d'argent, le fardeau croissant des impôts, la paix sans cesse menacée, tout cela, disait-on, est fort triste, mais c'est un devoir civique, une obligation qu'il faut accepter. Tout le monde espérait, d'ailleurs, qu'un jour viendrait où l'on pourrait s'en affranchir. Peu à peu, cette manière de voir s'est modifiée. Le jour vint où la nation en armes fut déclarée le plus parfait modèle de la civilisation moderne. Pour la discipline intellectuelle et morale, rien ne valait, disait-on, la

vie du soldat; rien de plus fortifiant que la préparation la plus complète possible à la guerre; rien d'aussi glorieux que la guerre elle-même. Le peuple en armes était la fleur même de la civilisation.

Nous n'exagérons pas les dires des partisans enthousiastes du militarisme. Et nous ne songeons pas seulement aux fanatiques des armements et de la guerre, — à des gens comme Bernhardi, dont les écrits ont nui à la cause allemande plus que n'auraient pu le faire dix corps d'armée ennemis. Des idées semblables aux siennes ont pénétré dans toutes les classes; elles sont adoptées — ou du moins énoncées en temps de guerre — par des membres du clergé, par des professeurs de philosophie et de morale. Inutile de citer des noms. Nous ne prétendons pas d'ailleurs que le culte du militarisme soit exclusivement allemand. C'est devenu une terrible obsession qui pèse sur toute l'Europe. On peut en distinguer la croissance, et peut-être les motifs, plus clairement dans l'Empire allemand qu'ailleurs; mais le même esprit s'est manifesté partout. Nous estimons qu'il a obscurci la vue et corrompu le jugement, exactement comme l'institution de l'esclavage. Des hommes sensés et instruits finissent par aimer le mal qui les a d'abord épouvantés.

Ce changement n'est pas aussi inintelligible qu'il le paraît d'abord. Dans le cas de l'esclavage, les historiens et les moralistes nous montrent comment les choses se sont passées. Les meilleurs citoyens furent aveuglés par l'égoïsme et l'avidité au point de fermer les yeux aux vérités éternelles. En Allemagne, parce que

Stein et Bismarck réussirent par le militarisme, par l'organisation de la nation armée, on ne voulait pas que le bien de tous fût sorti d'un mal. Un peu plus et l'on plaça le soldat au-dessus des autres citoyens, on glorifia la guerre en elle-même. Mais comme une longue et sanglante guerre a mis fin à l'esclavage, on voudrait espérer qu'une autre guerre affranchira le monde de la malédiction du militarisme. Peut-être est-il dans les desseins de la Providence que cette lutte affreuse entre toutes inspire à l'humanité une salutaire horreur, la fasse frémir désormais à la pensée seule de la guerre, lui enseigne la haine de ceux qui la préparent et la louent. Ainsi le militarisme, comme l'esclavage, pourrait succomber sur les champs de bataille. Les torrents de sang qui coulent actuellement n'auraient pas été versés en vain. De telles espérances ne sont pas interdites aux hommes de notre pays, que le Président Wilson vient d'inviter à des prières communes pour la paix.

*New York Nation*, 1er octobre 1914, p. 395 (trad. libre).

---

## Le chauvinisme allemand à la veille de la guerre.

Paris, 26 juin 1914.

L'opinion « d'un ambassadeur » sur la politique chauvine en Allemagne a fait en France une profonde impression. Ce n'est pas parce que la publication de ce document, dans un organe autorisé comme le *Lokal Anzeiger* de Berlin, a fait croire que c'était le produit d'une entrevue avec l'ambassadeur britannique, le judicieux et expérimenté Sir E. Goschen. Il exprime vraiment l'opinion des cercles relativement conservateurs, les moins enclins à l'alarme parmi les observateurs de l'attitude internationale de l'Allemagne. On ne doit pas croire que l'inquiétude au sujet d'une guerre prochaine, si vivement ressentie en France, ait disparu. Elle subsiste au fond de l'incertitude financière qui pèse sur tous les marchés européens. Non seulement dans l'intérêt de la justice et par équité pour la France, mais dans l'intérêt de la paix du monde, il faut espérer que l'on pèsera à leur valeur des jugements aussi calmes, aussi sérieux sur les dangers de la situation présente.

« Certainement, a dit l'ambassadeur (quel qu'il soit), nous ne doutons pas des dispositions pacifiques du gouvernement allemand, mais nous redoutons des circonstances qui pourraient l'obliger à se départir de ses dispositions pacifiques.

« De pareilles circonstances internationales, ajouta-t-il, sont la condition instable des Etats balkaniques et l'avenir incertain de la monarchie dualiste d'Austro-Hongrie, avec tous les problèmes compliqués qu'ils soulèvent : la nécessité, pour l'industrie allemande, de trouver de nouveaux débouchés au dehors; la disproportion qui existe entre le désir d'expansion de l'Allemagne, avec sa population sans cesse croissante, et l'impossibilité croissante où est le monde de satisfaire ce désir et ce besoin, surtout maintenant que le champ de l'activité mondiale devient plus étroit à mesure qu'il est plus occupé.

« Le simple amour de la paix ne peut résoudre de pareils problèmes! Ajoutez à cela que les gouvernements de la Triple Entente ne peuvent pas avoir, dans le peuple allemand, la même confiance que dans le gouvernement de l'Allemagne. Le chauvinisme a fait des progrès incontestables dans la population germanique. Je suis convaincu qu'il existe là un chauvinisme latent, beaucoup plus dangereux que les sentiments analogues en Angleterre, en Russie ou en France. Le chauvinisme allemand recrute ses partisans dans les classes les plus élevées de la nation, noblesse, clergé, armée et marine, professeurs et élèves d'universités et de gymnases, et, en général, dans tout le monde des écoles. »

L'ambassadeur explique cela par ces campagnes de presse dont les échos soulèvent en France des inquiétudes continuelles, ainsi que par les cérémonies et parades, sans cesse renouvelées, des associations de vétérans et des sociétés patriotiques.

« Partout, dans les classes cultivées, cela de-

vient un dogme en Allemagne que l'Empire allemand ne joue pas un rôle proportionné à sa puissance dans la politique mondiale. Partout les grands organes de l'opinion publique répandent la doctrine irritante et dangereuse que le prestige allemand est sur son déclin. En conséquence, les patriotes réclament à grands cris l'action. »

L'ambassadeur insista sur une face de la situation intérieure de l'Allemagne qui a déjà causé de l'appréhension en France. L'évolution politique de la France et de l'Angleterre est arrivée à une certaine stabilité; même les socialistes de ces pays ne peuvent plus espérer de grands changements constitutionnels; quant à la Russie, cette évolution y commence à peine. Mais l'Allemagne, elle, est dans la première chaleur de la révolte contre l'ancien ordre de choses, et les classes dirigeantes, possédantes, privilégiées sont déjà excitées à la résistance. « Un tel conflit, ajoute-t-il, n'est pas de nature à calmer les nationalistes allemands, qui pourraient fort bien chercher une diversion étrangère pour leur activité. »

Le journal de Berlin qui a eu le courage de publier cette entrevue y répond avec mauvaise humeur : « L'affaire du Maroc n'est pas oubliée en Allemagne, et nous sommes décidés à en empêcher une répétition. » La *Post*, organe pangermaniste, ajoute : « Si notre extension nécessaire est contenue, nous serons obligés de tirer l'épée, et alors... malheur aux vaincus ! »

*New York Nation*, 9 juillet 1914, p. 39 (sous la signature S. D.).

## La responsabilité de la guerre.

L'Allemagne, ayant tiré l'épée du fourreau, a frappé sans délai. L'entrée de ses troupes dans le Luxembourg et en Belgique — deux pays dont la neutralité était solennellement garantie par les Puissances européennes, y compris l'Allemagne — a été comme un défi direct à l'Angleterre, dont la réponse ne pouvait faire aucun doute. Par ces actes, l'Allemagne s'est mise hors la loi ; elle s'est montrée prête à lever une main rebelle contre toute l'Europe occidentale. Et il ne s'agit pas seulement de son attitude actuelle, impliquant le dessein de violer des contrats internationaux. En temps de guerre, les traités s'écroulent, et les maîtres de l'Allemagne peuvent arguer de nécessités militaires. Mais on ne nous a pas caché le but suprême, l'enjeu énorme pour lequel l'empereur a tout risqué. Si l'Allemagne pouvait vaincre la France et la Russie, l'Angleterre restant à l'écart, elle ne serait pas seulement la première puissance de l'Europe, mais la maîtresse du continent. Elle s'accroîtrait de la Belgique et de la Hollande, elle présenterait un front formidable sur la mer du Nord. Par ces menaces latentes, l'empereur Guillaume s'est mis dans le même cas que le premier Napoléon. Si une coalition contre ses prétentions exorbitantes n'existait pas, il faudrait l'inventer.

Le Luxembourg de 1914 rappelle le Luxem-

bourg de 1867. A cette époque, c'était Napoléon III qui cherchait à l'annexer. Moltke voulait profiter de cette occasion pour faire la guerre à la France; mais Bismarck opposa son veto. Moltke donnait sa parole que les Prussiens pouvaient battre les Français. La guerre devait venir tôt ou tard; pourquoi ne pas la faire tout de suite? Bismarck refusa. Il ne croyait pas, disait-il, à la politique des guerres préventives. En outre, et c'était là sa vraie raison, la Prusse ne pouvait être sûre qu'une attaque non provoquée contre la France ne donnât pas lieu à des alliances militaires dirigées contre elle et trop fortes pour être brisées. Elle se contenta, pour le moment, de mettre Napoléon III en échec par la publication de traités secrets d'alliance offensive et défensive avec les royaumes de l'Allemagne du Sud, et de provoquer la réunion, à Londres, d'une conférence qui neutralisa le Luxembourg. Mais, à cette époque, il y avait à Berlin un grand homme d'Etat qui imposait sa volonté au roi. Aujourd'hui, nous voyons un faible chancelier, entièrement dominé par son maître. L'empereur Guillaume a débarqué son pilote!

Il proteste qu'il a été contraint à la guerre par « des ennemis jaloux ». De cela, l'histoire sera juge. A la lumière de ce que nous savons, une chose est sûre : c'est que, si l'empereur n'a pas directement désiré et déchaîné la guerre, il a, du moins, failli à l'empêcher, alors que cela lui était facile. La preuve s'en lit à la surface même des événements tels que la presse nous les apprend dans leur succession. Nulle part, en Europe, on n'a éprouvé, comme aux États-Unis,

une surprise immense à voir surgir le spectre de la guerre. Le danger y avait été visible dès l'abord. On l'avait senti, à l'état aigu, dès la présentation de la rude note autrichienne à la Serbie. On en conclut tout de suite que ce pas avait été fait avec la connivence et le consentement de l'Allemagne. Le ministère allemand des Affaires Étrangères ne le nia point, mais il déclara que, tout en ayant été informé du caractère général de la note autrichienne, il n'avait pas entendu en appuyer la forme violente. Ainsi l'Autriche avait fait, avec ses grosses bottes, trop de bruit même pour un Junker prussien! Mais le point délicat était Saint-Pétersbourg. L'affront de l'Autriche à la Serbie y causa une extrême émotion. Un conseil extraordinaire des ministres fut immédiatement convoqué; le public fut informé de ses décisions : « Les ministres estiment à l'unanimité que l'Autriche-Hongrie a lancé une provocation à la Russie et que, suivant les paroles de M. Sazonoff, il ne pouvait y être fait qu'une seule réponse. »

Toute l'Europe vit là une menace de guerre qu'aucun pays ne pouvait limiter dans ses effets. Alors le secrétaire anglais des Affaires Étrangères, sir Edward Grey, allant droit au cœur de l'affaire, adressa un appel à l'empereur allemand Il le supplia de se joindre à l'Angleterre pour convoquer immédiatement un Congrès des Puissances à l'effet d'aplanir le différend entre l'Autriche et la Serbie — et d'éviter la guerre. Après une journée de réflexion, l'empereur refusa. Il prétendait encore désirer la paix et travailler sérieusement à la conserver; mais, qu'il fût sincère ou non, il est évident aujourd'hui que son

refus opposé au projet anglais a été fatal. Il serait inutile de spéculer sur ses motifs. Mais on ne peut échapper à l'une ou l'autre de ces conclusions : ou bien il se rendit compte très inexactement de la situation diplomatique et se trompa complètement dans son espoir d'intimider une seconde fois la Russie, ou il choisit volontairement une voie qu'il savait devoir mener à la guerre.

De toutes façons, sa décision a été grosse de conséquences que l'esprit humain est encore impuissant à embrasser. L'une d'elles, pourtant, semble écrite clairement dans le livre des destins. C'est qu'après cette guerre, la plus horrible et la plus scélérate de toutes, le pouvoir de vie et de mort sur des millions d'hommes, le droit de décréter la ruine de l'industrie, du commerce, de la finance, de déchaîner à travers le monde, comme une peste, d'indescriptibles misères, tout cela doit être retiré des mains de trois hommes. Personne ne peut prédire les résultats des batailles. Des dynasties peuvent s'écrouler avant que tout soit terminé, des empires changer de forme. Mais, quoi qu'il arrive, l'Europe et l'humanité ne se résoudront pas au retour d'un état de choses où trois empereurs, par l'effet de leur volonté ou même d'un caprice, peuvent donner le signal de la destruction et du massacre.

*New York Nation*, 6 août 1914, p. 151.

---

## La neutralité de la Belgique.

Un de mes amis a récemment exprimé un doute sur le fait de la violation de la neutralité belge par l'Allemagne et m'a signalé un article d'une publication de New-York, *Vital-Issue* (n° 4), qui porte le titre suivant : « La neutralité belge ; sa vraie signification ; pourquoi le chancelier allemand a qualifié de *chiffon de papier* la garantie de cette neutralité ; histoire de divers traités. » L'auteur est le professeur John W. Burgess, de la Columbia University, à New-York. L'article est daté du 11 septembre 1914.

« On a tant parlé de la neutralité belge comme d'une chose sacrée, on s'est fait tant d'illusions sur sa nature, qu'il peut être utile d'examiner le fondement de cette idée et de s'en rendre un compte exact. Ce n'est pas une question morale ; c'est une question de vérité. » L'auteur fait allusion au traité de 1839 entre la Belgique et la Hollande ; « c'est dans ce traité, dit-il, qu'on trouve la garantie originaire de la neutralité belge. » Il ajoute que cet accord fut approuvé par la Prusse et les autres Puissances qui signèrent le *Quintuple-Traité* le même jour ; qu'un peu plus tard, ce second traité fut ratifié par la Confédération germanique, dont la Prusse et l'Autriche faisaient partie. Puis, en 1866, la Confédération germanique fut dissoute par la guerre ; l'année suivante fut formée l'union de l'Allemagne du Nord, dont la Prusse était l'État prin-

cipal. Il se demande si ces changements ont abrogé la garantie du traité de 1839 ou l'ont fait tomber en désuétude. La réponse à cette question, suivant M. Burgess, fut fournie en 1870, époque où les hommes d'État britanniques éprouvèrent tant de doutes à ce sujet qu'ils obtinrent de la Confédération de l'Allemagne du Nord et de la France des traités distincts, mais identiques « garantissant la neutralité de la Belgique durant la guerre entre la France et la Confédération allemande, ainsi que pour une année après la fin de cette guerre ». Or, ces traités expirèrent en 1872 et l'empire allemand actuel n'a jamais signé de traité garantissant la neutralité de la Belgique. « Cela posé, nous pouvons mieux comprendre pourquoi le chancelier allemand a qualifié de *chiffon de papier* la garantie de la neutralité belge. »

Je me propose de discuter les allégations de M. Burgess.

La neutralisation de la Belgique date, en réalité, du traité signé le 15 novembre 1831. Article 7 : « La Belgique, dans les limites indiquées aux articles 1, 2 et 4, formera un État indépendant et perpétuellement neutre. Elle sera tenue d'observer cette même neutralité envers tous les autres États. » Article 25 : « Les Cours d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie garantissent à S. M. le Roi des Belges l'exécution de tous les articles qui précèdent. » (Martens, *Nouveau Recueil de Traités*, XI, 394, 404.) Par le traité de Londres (19 avril 1839), la Hollande admit l'indépendance de la Belgique ; l'article 7 fut réitéré sans changement : « La Belgique, dans les limites indiquées

aux articles 1, 2 et 4, formera un État indépendant et perpétuellement neutre. Elle sera tenue d'observer cette même neutralité envers tous les autres Etats. » Le même jour, les cinq grandes puissances signèrent le *Quintuple-Traité*, dont l'article 2 annule le traité de 1831, mais dont l'article premier stipule que le traité entre la Belgique et la Hollande — comprenant, naturellement, la garantie formulée à l'article 7 — aurait la même autorité que s'il était inséré dans le *Quintuple-Traité*. De la sorte, l'indépendance et la neutralité de la Belgique ont de nouveau été garanties par les parties contractantes (*ibid.*, XVI, 777, 788-790).

En 1870, l'état de guerre entre la France et la Prusse, joint à la connaissance de certaines conversations diplomatiques entre Benedetti et Bismarck au sujet de la Belgique, poussa Gladstone à demander une reconnaissance temporaire, mais formelle, de la neutralité belge et l'assurance qu'elle serait respectée (Morley, *Life of Gladstone*, II, 340, 341). Le 9 août 1870, un traité fut signé à Londres entre la Grande-Bretagne et la Prusse ; la garantie du traité de 1839 y fut formellement admise par les deux parties : « S. M. la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et S. M. le Roi de Prusse, désireux à l'heure présente de consigner dans un acte solennel leur ferme résolution de maintenir l'indépendance et la neutralité de la Belgique, telles qu'elles sont assurées par l'article 7 du traité signé à Londres le 19 avril 1839 entre la Belgique et les Pays-Bas, article qui fut reconnu par le Quintuple Traité de 1839 comme ayant même force et valeur que s'il avait été

inséré textuellement dans ledit traité, leurs dites Majestés ont décidé de conclure entre elles un traité séparé, lequel, sans altérer ou invalider les conditions dudit Quintuple Traité, en sera réputé subsidiaire et accessoire. » La Prusse promit alors de respecter la neutralité de la Belgique aussi longtemps qu'elle serait respectée par la France, et la Prusse s'engagea à coopérer à la défense de cette neutralité au cas où elle serait violée par la France. « Ce traité liera les hautes parties contractantes durant la présente guerre entre la Confédération de l'Allemagne du Nord et la France, ainsi que pendant douze mois après la ratification d'un traité de paix conclu entre ces parties ; à l'expiration de ce temps, l'indépendance et la neutralité de la Belgique continueront, en tant que cela concerne les hautes parties contractantes, à reposer comme précédemment sur l'article 1 du Quintuple Traité du 19 avril 1839. » (Martens, XIX, 591-593.)

M. Burgess cite, avec une date erronée, une observation faite par Gladstone en 1870, à l'effet de montrer que cet homme d'État doutait que le traité de 1839 liât la Prusse ou la Confédération de l'Allemagne du Nord. Mais il n'est pas sûr, vu le contexte, que Gladstone ait jamais éprouvé pareil doute. L'auteur ne mentionne pas non plus de nombreuses autres expressions, au cours des négociations de cette époque, qui rendent sa thèse tout à fait caduque. Ainsi, lors des débats du Parlement britannique relatifs au traité proposé, on objecta que le traité de 1839 donnait d'amples garanties et liait la Prusse, aussi bien que les autres parties contractantes, et qu'un accord complémentaire pourrait être interprété

comme un affaiblissement de l'accord original. Là-dessus Earl Granville déclara à la Chambre des Lords : « Je nie absolument que cet instrument affaiblisse à un degré quelconque l'effet du précédent traité de 1839. Il y a une réserve expresse en faveur de ce traité. » (*Parliamentary Debates*, CCIII 1757.) Le même jour, Gladstone dit aux Communes : « Le traité de 1839 ne perd rien de sa force, même au cours de l'existence du présent traité. Il n'y a aucune espèce de dérogation à ce traité. Le traité de 1839 contient des expressions qui sont expressément contenues dans le présent instrument, pour éviter qu'on puisse dire qu'en conséquence de l'existence de cet instrument, le traité de 1839 a été altéré ou affaibli. Cela eût été une simple opinion : mais c'est une opinion contre laquelle nous avons cru devoir nous mettre en garde. » (*Ibid.* 1789.) Gladstone avait déjà affirmé qu'après l'expiration du traité proposé « les deux Puissances belligérantes, étant parties au traité de 1839, reprendront les obligations dont elles se sont chargées par ce traité. » (*Ibid.*, 1700.) Une quinzaine auparavant, Bismarck, écrivant au ministre de Belgique à Berlin, s'était exprimé ainsi : « J'ai l'honneur de vous donner par écrit la déclaration, surabondante en présence des traités en vigueur, que la Confédération du Nord et ses alliés respecteront la neutralité de la Belgique, bien entendu qu'elle sera respectée par l'autre partie belligérante. » (*Archives diplomatiques*, 1871-1872, I. 244.)

Je ne puis admettre que M. le professeur Burgess ait établi correctement les faits. En tant qu'il maintient que la Prusse, partie de la Confé-

dération de l'Allemagne du Nord, n'était pas liée par le Quintuple Traité, il s'autorise du traité de 1870 qu'il paraphrase, mais il ne peut le faire qu'en omettant une section précédente de ce traité qui réduirait son argument à néant, alors que la section dont il use n'est séparée que par un point-virgule des clauses suivantes, qui démolissent complètement sa thèse.

En ce qui concerne la Prusse, il est évident qu'on n'a reconnu nulle part, ni en Allemagne ni ailleurs, que le traité de 1839 eût subi une altération ou fût devenu caduc du fait de l'entrée de la Prusse dans la Confédération de l'Allemagne du Nord. Le traité de 1870 n'a pas eu pour but d'obtenir la garantie de cette Confédération, mais a été conclu parce que l'Angleterre, alors comme en 1914, désirait obtenir l'assurance que la neutralité belge serait respectée par ceux qui avaient promis de la respecter. Cette assurance fut donnée pour la Prusse par le roi de Prusse, qui reconnut en même temps la validité du traité de 1839. Et la validité de ce traité n'a pas été considérée comme affaiblie par le traité de 1870, puisque, à l'expiration de ce dernier, le premier devait rester en vigueur, comme il continuait de l'être entre temps.

Il n'y a pas de doute que le monde entier, y compris l'Allemagne, croyait que l'Allemagne était engagée d'honneur et par traité à respecter, sinon à faire respecter la neutralité de la Belgique. En 1909, répondant à une question posée aux Communes, à l'effet de savoir si l'Angleterre était encore obligée à maintenir l'intégrité de la Belgique, le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères répondit que « les traités signés à

Londres le 19 avril 1839, aux termes desquels la Grande-Bretagne, l'Autriche, la France, la Prusse et la Russie garantissent l'indépendance et la neutralité de la Belgique, sont encore en vigueur ». (*Parliamentary Debates*, 1909, II, 323.)

Les Allemands eux-mêmes n'ont pas allégué pour leur défense la thèse proposée par le professeur Burgess. Le chancelier impérial von Bethmann-Hollweg dit au Reichstag : « Nous sommes maintenant dans la nécessité de nous défendre, et nécessité ne connaît point de loi ! Nos troupes ont occupé le Luxembourg ; elles ont dû peut-être aussi déjà pénétrer dans le territoire belge. Cela est contraire aux règles du droit international. Il est vrai que le gouvernement français a déclaré à Bruxelles qu'il respecterait la neutralité de la Belgique tant que ses adversaires la respecteraient. Mais nous savons que la France était prête à l'invasion. La France pouvait attendre, nous ne le pouvions pas. Une attaque française sur notre flanc, vers le Bas-Rhin, aurait pu devenir funeste. Ainsi nous avons été obligés de passer outre aux protestations des gouvernements de Luxembourg et de Belgique. » (*Berliner Tageblatt*, 5 août 1914.) Le chancelier, comme autrefois Bernhardi, invoquait l'excuse de nécessité suprême, que la jurisprudence internationale reconnaît, mais hésite à définir.

Un correspondant de *Vital Issue* écrit : « L'Allemagne a été particulièrement malheureuse dans sa diplomatie, et les expressions de son chancelier au sujet de la violation de la neutralité belge ont aliéné à l'Allemagne la grande majorité des sympathies de ce pays. » Sa lettre est datée de

Toledo, Ohio. A cette communication, l'éditeur de *Vital Issue* a ajouté cette note : « Ce *gentleman* (un Canadien, nous dit-on), sera probablement heureux de voir la « lumière nouvelle » que projette ce fascicule sur la prétendue violation de la neutralité belge. N'est-il pas remarquable que le public ait été trompé ainsi? »

Revenant au commencement de cet article, j'observe qu'immédiatement au-dessous du titre et immédiatement au-dessus du nom du professeur Burgess, l'éditeur a imprimé une autre note qui se termine ainsi : « Malgré d'immenses difficultés, ce journal continuera à jeter une vraie lumière sur la présente crise européenne. »

Edward-Raymond Turner.

Ann-Arbor, Michigan, novembre 30.

*New York Nation*, 24 décembre 1914, p. 743-744.

---

## Le plaidoyer de M. Dernburg.

« Laissons maintenant ces documents belges parler eux-mêmes. » Telle est la phrase finale du plaidoyer du Dr Dernburg pour justifier la violation, par l'Allemagne, des obligations que lui imposaient les traités. En effet, ces documents parlent eux-mêmes, mais ils ne parlent pas pour Dernburg. Ce personnage, dans son introduction de 1500 mots environ, n'en a pas trouvé un seul pour constater ce fait très simple : les arrangements militaires discutés entre un représentant de l'armée britannique et un représentant de l'armée belge concernaient uniquement l'éventualité d'une attaque de la Belgique. On conçoit que le plaidoyer de l'avocat d'une puissance belligérante soit quelque peu sophistique, mais il y a des limites au delà desquelles le sophisme devient une insulte à l'intelligence. Ces limites sont franchies lorsque la considération de mesures à prendre par un pays, au cas où un traité serait violé par un autre pays, est arbitrairement regardée comme une preuve que le premier pays lui-même était décidé à violer le traité. Telle est pourtant la base et la seule sur laquelle le Dr Dernburg a fait reposer tout son plaidoyer en faveur de l'Allemagne, pour l'absoudre du crime qu'elle a commis en attaquant la Belgique !

*New York Nation*, 24 décembre 1914, p. 728.

## L'arrière-plan de la Guerre.

On ne peut dire que la publication de la correspondance diplomatique française ait incliné personne à changer d'avis sur les causes de la conflagration actuelle. Aucun fait entièrement nouveau n'a été révélé. C'est seulement l'histoire déjà connue, contée à un point de vue différent. Mais ce point de vue est d'un grand intérêt. Le ministre français des Affaires étrangères a été bien servi à Vienne, à Rome et à Berlin; les correspondances des ambassadeurs dans ces trois capitales sont perspicaces et instructives au plus haut point. Peut-être ne jettent-elles aucune lumière inattendue sur les négociations qui ont précédé la guerre, car nous étions déjà suffisamment éclairés à ce sujet par les publications officielles faites par la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Russie et la Belgique. Mais cette version française a sa valeur par les confirmations et les compléments qu'elle apporte à nos connaissances. Elle comble certaines lacunes et aide à placer l'affaire dans la perspective qui lui convient.

Dans ses dépêches de Vienne, l'ambassadeur français, M. Dumaine, contribue à nous montrer quelle confiance — on dirait plutôt quel excès de confiance — régnait en Autriche. Elle croyait pouvoir imposer, sans difficulté sérieuse, sa volonté à la Serbie. Evidemment, elle comptait que l'Allemagne lui prêterait son appui sans restriction. A son avis, une action de la Russie n'irait pas

plus loin que la protestation de cette Puissance en 1909, lors de l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine. Le 15 juillet, M. Dumaine communique cet extrait de la *Militärische Rundschau :* « L'instant nous est encore favorable. Si nous ne nous décidons pas à la guerre, celle que nous devrons faire dans deux ou trois ans au plus tard s'engagera dans des circonstances beaucoup moins propices. Actuellement, c'est à nous qu'appartient l'initiative : la Russie n'est pas prête; les facteurs moraux et le bon droit sont pour nous, de même que la force. Puisqu'un jour nous devons accepter la lutte, provoquons-la tout de suite. Notre prestige, notre situation de grande Puissance, notre honneur sont en question : plus encore, car, vraisemblablement, il s'agirait de notre existence, d'être ou de ne pas être, ce qui réellement est aujourd'hui la grande affaire. »

Le *Livre jaune français* nous fournit aussi plusieurs dépêches significatives concernant l'attitude de l'Italie pendant la crise. Nous y trouvons de nouvelles preuves que le Gouvernement italien n'a pas été informé par l'Autriche et l'Allemagne, dans l'affaire de l'ultimatum autrichien à la Serbie. L'ambassadeur Cambon télégraphie de Berlin, le 25 juillet, que le ministre de Belgique se montre très préoccupé des événements : « Il a vu l'ambassadeur d'Italie qui vient d'interrompre son congé pour rentrer. Il paraîtrait que l'Italie serait surprise, pour ne pas dire plus, d'avoir été tenue à l'écart de toute l'affaire par ses deux alliés. » Le ministre français des Affaires étrangères faisait observer, le 26 juillet, que les obligations de l'Italie, du fait de la Triple-Alliance, se bornaient aux affaires sur lesquelles elle avait

été préalablement consultée. Qu'elle ne se soit pas sentie obligée, quand la guerre éclata, c'est ce qui a été abondamment démontré. Mais les dépêches nouvelles permettent de préciser. Le 1er août, M. Barrère télégraphie de Rome que l'ambassadeur d'Allemagne avait demandé quelles étaient les intentions de l'Italie à l'égard de la guerre. Le ministre italien des Affaires étrangères, marquis de San-Giuliano, répondit : « La guerre entreprise par l'Autriche ayant un caractère agressif, ne cadrant pas avec le caractère purement défensif de la Triple-Alliance, l'Italie ne pourrait y participer. » Voilà une opinion importante et contemporaine répondant à la question : « Qui a commencé? »

Mais la partie la plus suggestive du *Livre jaune* sont les informations envoyées de Berlin à Paris. Elles remontent à une année. Nous voyons par là, plus clairement que jamais, combien l'Europe a risqué d'être plongée dans la guerre en 1913, lorsque les conséquences de la guerre balkanique se faisaient sentir. Au mois d'avril de cette année, le ministère français de la Guerre reçut un rapport secret et officiel sur l'armée allemande. Assurément, on n'en peut affirmer l'authenticité ; mais, à la lecture, il fait l'effet d'une étude sincère sur les nouvelles lois militaires et la situation internationale. Le document tout entier mérite d'être lu de très près. Notons seulement cette annonce anticipée : « Nous ne pourrions, en aucune façon, offrir à la Belgique une garantie de la sécurité de sa neutralité (p. 12). » Et personne ne peut douter que la métaphore que voici, relative à ce qu'on pouvait attendre de l'armée allemande, soit de fabrique

allemande, officielle ou non : « L'aigle provoqué prendra son vol, saisira l'ennemi dans ses serres acérées et le rendra inoffensif. »

Ajoutons une déclaration faite en 1912, d'après l'ambassadeur Cambon, par le général de Moltke. Il traitait du dessein de l'état-major d'agir par surprise et remarquait à ce sujet (p. 13) :

« Il faut laisser de côté les lieux communs sur la responsabilité de l'agresseur. Lorsque la guerre est devenue nécessaire, il faut la faire en mettant toutes les chances de son côté. Le succès seul la justifie. L'Allemagne ne peut ni ne doit laisser à la Russie le temps de mobiliser, car elle serait obligée de maintenir sur sa frontière Est une force telle qu'elle se trouverait en situation d'égalité, sinon d'infériorité, avec la France. Donc, il faut prévenir notre principal adversaire, dès qu'il y aura neuf chances sur dix d'avoir la guerre, et la commencer sans attendre, pour écraser brutalement toute résistance. »

Inutile de multiplier les citations. Elles ne feraient que détailler ce que nous savons déjà sur la période et les journées qui ont précédé immédiatement la guerre. L'ensemble doit produire une impression terrible sur tout lecteur doué de sentiment : partout le parti militaire prenant le dessus, des souverains jouant sans scrupule la mort et la vie de millions d'hommes. C'est comme si nous assistions à la pose d'une énorme mine souterraine dont l'explosion a ébranlé le monde. Et rien n'est plus révoltant que de voir comment monarques et diplomates allèrent de l'avant, dans la conviction profonde qu'ils ne pouvaient se tromper, alors que pour-

tant, comme chacun peut le voir aujourd'hui, ils furent trompés et déçus de tous côtés. Cette publication française établit une fois de plus que l'Allemagne s'est complètement abusée sur l'action de l'Angleterre. Jules Cambon télégraphiait le 29 juillet, de Berlin : « Jusqu'à ces tout derniers jours, on s'est flatté ici que l'Angleterre resterait hors du débat, et l'impression produite par son attitude est profonde sur le Gouvernement allemand et sur les financiers et hommes d'affaires. »

*New York Nation*, 17 décembre 1914, p. 705.

---

## Les « mensonges britanniques » et l'opinion américaine.

Il n'est peut-être pas surprenant que nos amis allemands, chagrinés ou exaspérés par la tournure générale de l'opinion aux États-Unis, soient prompts à se persuader que l'explication de ce fait doive être cherchée dans l'empoisonnement de l'esprit américain par les « mensonges britanniques ». Le temps n'est pas loin où l'accusation d'avoir reçu de l' « or britannique » était un des recours favoris de nos politiciens lorsque d'autres munitions leur faisaient défaut. Le *Cobden Club*, pendant des années, fut représenté par les républicains comme fournissant le nerf de la guerre aux méchants démocrates qui essayaient de renverser le « système américain » de la protection; plus tard, les démocrates, à leur tour, accusèrent les républicains de faire remplir leur trésor de guerre par Lombard Street, dans leur assaut perfide contre le « système américain » du bi-métallisme. Nous disons « les républicains » et « les démocrates »; mais, en réalité, il n'y eut qu'un nombre infime d'hommes intelligents dans l'un et l'autre camp pour croire réellement à de pareilles choses; c'étaient jeux de scène pour campagnes électorales. Les hommes de bons sens savaient bien que l'histoire de l' « or britannique » était un mythe, rien de plus.

Le cas n’est pas tout à fait le même dans cette affaire des « mensonges britanniques ». L’affirmation que l’opinion américaine sur la guerre serait un produit des « mensonges britanniques », est lancée par des Allemands fort intelligents et incontestablement sincères. Prenons pour exemple ce qu’écrit le professeur Paul Darmstaedter de Göttingen : « Je trouve, dit-il, dans la presse américaine, beaucoup d’informations erronées, fondées sur les mensonges infâmes de la presse anglaise et par suite, bien entendu, de fausses conclusions tirées de fausses prémisses. » Le professeur déclare avoir confiance « que les opinions de beaucoup d’Américains changeront quand ils seront exactement informés ». En outre, alors que l’accusation de l’ « or britannique » était un simple produit de l’imagination, on peut tout au moins alléguer, en faveur de la thèse allemande, qu’elle ne repose pas absolument sur rien. Il y a eu, naturellement, des assertions fausses envoyées ici d’Angleterre, ainsi que d’autres pays; et c’est un fait que l’interruption du câble allemand a mis l’Allemagne dans une position d’infériorité — malgré l’usage qu’elle fait du sans-fil — pour la transmission de nouvelles vraies ou fausses. Mais ni la communication de mensonges venus d’Angleterre, ni la suppression de vérités qui seraient venues d’Allemagne, n’ont exercé aucune influence appréciable sur l’opinion américaine. La guerre est maintenant dans la seconde moitié du quatrième mois, et nous en sommes encore à chercher, parmi les volumineux plaidoyers pour la cause allemande, la dénonciation d’un seul « mensonge britannique » qui aurait exercé un effet quelconque

sur l'orientation du sentiment général des Américains.

Ce qui a réellement déterminé cette opinion est assez aisé à reconnaître. Il suffit pour cela de lire ce que les journaux américains autorisés écrivaient dès le début de la guerre, alors qu'il n'était pas encore question des atrocités allemandes et que le câble allemand fonctionnait encore. Justes ou non, ces jugements sur la responsabilité immédiate de la guerre sur le crime international que constitua l'invasion de la Belgique, se sont fondés sur les considérations les plus larges et les plus évidentes, non pas du tout sur des « mensonges britanniques » ; justes ou non, ces jugements furent formulés simultanément par la presque unanimité de la presse américaine; justes ou non, aucune chicane sur la date exacte de la mobilisation ou d'autres détails secondaires ne peut nous contraindre à les réformer. Rien de ce que les avocats de l'Allemagne ont allégué ne diminue même du poids d'une plume la force de ces deux faits essentiels : l'insistance obstinée de l'Allemagne à soutenir l'Autriche dans sa demande d'une livre de chair serbe, qui rendait la paix impossible; la violation de la neutralité belge, qui rendit inévitable la participation de l'Angleterre à la guerre.

Nous ne nions pas que le cas ne soit pas aussi simple quand on examine les causes plus éloignées — plus profondes, si l'on veut — de la guerre. Déterminer la justice ou l'injustice, la sagesse ou la folie de la politique des diverses nations au cours de ces dix, vingt ou quarante dernières années, est une tâche qui mettra à

rude épreuve la pénétration de l'historien futur. La plupart des Allemands croient sincèrement que leur pays a été l'objet d'une politique hostile de la part des puissances de la Triple Entente, contre laquelle elle fut réduite à se protéger par la force des armes. La plupart des non-Allemands croient, avec une égale sincérité, que c'est là une grossière exagération des faits et qu'en tant que l'assertion qu'ils combattent est vraie, elle constate seulement l'opposition naturelle faite à l'esprit militariste, à l'ambition militariste qui n'ont cessé d'acquérir, d'année en année, une emprise plus complète sur le peuple allemand. Trouver, en pareille matière, une formule précise et équitable, c'est plus qu'on ne peut attendre même d'une nation neutre, à l'époque où le monde se débat dans les affres d'une agonie comme celle qui lui a été infligée. La plupart des hommes doivent se contenter d'un simple jugement. Avant la guerre mondiale, pensent-ils, chaque camp professait le désir qu'une si épouvantable calamité pût être écartée; en conséquence, il faut déclarer coupable la nation qui, tout en professant ce désir, se comporta de telle façon que la calamité devînt inévitable. Tel est le raisonnement de la majorité des Américains.

Un mot, pour terminer, sur la question des mensonges. Nous n'instituerons pas un parallèle touchant la quantité et la nature des contre-vérités qui nous sont venues d'Angleterre ou d'Allemagne. Mais il y a, dans cette affaire, un autre élément bien plus digne d'attention. Nous ne parlons plus des mensonges qu'on lance, mais de ceux auxquels on ajoute foi. Ainsi le professeur Darmstaedter est tout à fait certain que les

histoires d'« atrocités allemandes » sont fausses; il en est si sûr qu'il ne veut employer ces mots qu'entre guillemets; mais il accepte sans hésitation l'assertion allemande que les actes ainsi qualifiés ont été tout à fait justifiés par la conduite des Belges qui « se comportèrent comme des bêtes sauvages, assassinèrent et mutilèrent avec traîtrise nos braves soldats. » Chose plus importante encore, il parle des « nombreux mensonges » débités au sujet « de la prétendue violation de la neutralité belge » et il déclare « tout à fait certain que la France et l'Angleterre projetaient d'attaquer l'Allemagne en passant par la Belgique ». L'assertion que l'invasion de la Belgique n'a pas été la violation d'un traité, peut maintenant, malgré le célèbre aveu du Chancelier allemand, être devenue doctrine orthodoxe en Allemagne; et la seconde assertion a été émise par le ministre allemand des Affaires étrangères lui-même. Mais, à l'appui de la première, on n'a jamais allégué un argument qui supporte un moment d'examen; à l'appui de la seconde, on n'a jamais produit la moindre preuve. Croire à tout ce qu'on dit de votre côté, tout en lançant des accusations d'infâme mensonge contre vos adversaires, cela marque un état d'esprit à la fois déplorable et dangereux. Combien l'effet moral peut en être pernicieux, c'est ce que prouve, de la façon la plus triste, la haine insensée de l'Angleterre qui est aujourd'hui si lamentablement générale chez les Allemands.

*New York Nation*, 26 novembre 1914, p. 621-622.

## Le Kronprinz et la guerre.

Les Allemands ne cessent de repousser l'accusation qui fait peser sur leur pays la responsabilité de la guerre. Leur défense se produit sous deux formes. Quelques-uns disent que l'empereur et son Gouvernement ont fait tous leurs efforts pour empêcher le conflit et qu'ils ont été contrariés en cela par les mesures belliqueuses de la Russie, ou par la diplomatie perfide de l'Angleterre. D'autres insistent, à titre presque exclusif, sur la situation où se trouvait l'Allemagne : enserrée par ses ennemis comme dans un cercle de fer, la guerre restait son unique recours si elle voulait rester une grande nation.

Les deux arguments ont été réitérés par une seule et même personne dans un seul et même entretien, bien qu'il ne soit pas facile de les mettre d'accord. Aucune tentative pour réaliser cet accord ne se voit d'ailleurs dans les paroles du kronprinz adressées à un journaliste américain. Au début, il déclare que « toute cette affaire est déraisonnable, qu'elle n'était pas nécessaire, qu'elle n'a pas été voulue, mais que l'Allemagne n'avait pas le choix. » Pris en eux-mêmes, ces mots pourraient signifier que, pendant les jours critiques de la fin de juillet, l'Allemagne avait fait tout en son pouvoir pour empêcher la guerre — assertion qui, on l'a montré cent fois, est absolument refutée par les faits les plus certains. Mais ce n'est pas là ce que le

kronprinz a voulu dire. La justification de l'Allemagne dans cette guerre, son droit de dire que la guerre lui a été imposée, ne se fondent pas, dans l'esprit du prince, sur le détail, quel qu'il soit, des événements d'il y a quatre mois. Ce dont il s'agit est bien le cercle de fer : « Nous avons prévu et prévenu autant que possible la tentative de nous écraser dans ce cercle. » Allant plus loin et ne parlant pas seulement en son nom, mais au nom de tout le peuple allemand, il émet, sur la nature du « cercle de fer », une opinion qui dépasse les assertions les moins raisonnables qu'on ait encore recueillies d'une bouche autorisée : « Aucun pouvoir sur terre, déclare-t-il, ne pourra jamais convaincre notre peuple que cette guerre n'ait pas été machinée dans le dessein unique d'écraser la nation allemande, son Gouvernement, ses institutions et tout ce qu'elle a de plus cher. »

L'attitude de la Triple-Entente à l'égard de l'Allemagne peut sans doute prêter à des jugements divers. Il était naturel que l'Allemagne fût chagrinée d'être mise en échec dans ses ambitions coloniales qui lui tenaient si fort à cœur ; pourtant, on ne peut se dissimuler que l'hostilité, d'ailleurs relative, témoignée à l'Allemagne par ses voisins, dans cette question des colonies d'outre-mer, était due pour beaucoup au ressentiment et aux soupçons éveillés par le militarisme allemand lui-même. Mais, entre cette opposition et le « cercle de fer » dont on parle tant, il y a vraiment un abîme. Le fait que l'esprit impérialiste allemand ne sait pas faire une distinction qui s'impose avec tant d'évidence, prouve lui-même à quel point une

nation, non moins qu'un individu, peut graduellement devenir victime d'une illusion tyrannique qui lui enlève toute liberté d'appréciation. Quand on en vient à dire et à croire que le dessein arrêté de la Triple-Entente était d'écraser le peuple allemand, son Gouvernement, ses institutions et tout ce qui lui est cher, on passe du domaine de l'obsession à celui de l'hallucination pure.

Si l'on veut savoir comme une intelligence imbue de l'idéal impérialiste et du militarisme s'écarte de la réalité et du bon sens, pour se laisser aller à de vagues et grandioses visions, il faut comparer la récente déclaration du kronprinz aux propos qu'il avait coutume de tenir avant la guerre. Précisément, dans le fascicule de juillet de la revue autrichienne la plus importante, *Oesterreichische Rundschau*, l'article principal concerne le kronprinz, en tant qu'interprète de l'impérialisme germanique. Nous y trouvons la glorification de la guerre, où il s'est souvent complu, sa fière confiance dans les traditions martiales de sa race, sa conviction que, par le maintien de cette tradition, et par là seulement, l'Allemagne peut rester une grande et noble nation. Mais, pas un mot sur un danger d'écrasement qui menacerait le peuple allemand ou ses institutions! Le motif qui court à travers ses propos, exaltant la préparation à la guerre et la joie de la bataille, n'est pas du tout l'idée de défendre le pays contre une conspiration d'ennemis qui menaceraient son existence. « L'Empire allemand, disait le prince il y a quelques années, a le devoir, plus que tout autre peuple sur notre vieille terre, de tenir toujours son

armée et sa marine dans l'état de préparation le plus intense, prêtes à frapper. Ainsi seulement, confiants dans notre bonne épée, nous pouvons obtenir la place au soleil qui nous est due, mais qu'on ne nous accorde pas volontiers. » L'expansion, non la défense, voilà donc un motif suffisant des préparatifs belliqueux de l'Allemagne; et si quelque chose ressort avec évidence de la pensée du kronprinz, telle qu'elle se reflète dans l'article approbateur de la *Rundschau*, c'est que lui-même et ses coreligionnaires en impérialisme considéraient la guerre, non seulement comme le moyen naturel, mais comme le moyen désirable de manifester les aspirations de l'Allemagne et de les réaliser.

Il n'est pas nécessaire de supposer que le kronprinz soit un homme avide de carnage, insensible à la vue de la souffrance. La querelle que le monde lui fait, à lui et à ses pareils, n'est pas personnelle; aux millions de victimes de cette guerre, il importe peu que le kronprinz soit un Prince-Charmant ou un Barbe-Bleue. Ce qui émeut le monde, ce ne sont pas les qualités ou les défauts d'un homme, mais l'attitude que prennent cet homme et ceux qui pensent comme lui à l'égard des intérêts les plus profonds et les plus vitaux du monde. « Il n'y a pas maintenant de parti de la guerre en Allemagne, il n'y en a jamais eu »; voilà ce qu'il dit aujourd'hui, et plus il est sincère en le disant, plus impossible à combler paraît le gouffre qui le sépare de ce que nous aimons — en Amérique, du moins — à considérer comme l'esprit de notre temps. Il existe un parti de la guerre en Amérique (faible et peu nombreux, à la vérité); il y a des partis de la

guerre en Angleterre et en France; si le kronprinz pense qu'il n'y en a pas en Allemagne, c'est qu'il s'imagine que son amour de la guerre est partagé par tout le peuple allemand. Dans une nation qui considère la guerre comme son intérêt primordial, il ne peut évidemment pas exister un parti de la guerre. Mais le kronprinz se trompe. Le dévouement sans bornes qu'a montré le peuple allemand, en réponse à l'appel de ses chefs, ne prouve nullement que l'évangile du militarisme ait été accepté par toute la nation; il prouve seulement qu'elle est prête à tous les sacrifices pour servir le pays. Quand la guerre sera finie, et alors seulement, le peuple allemand aura le loisir de penser et d'exprimer sa pensée sur cette obsession militariste qui lui coûte en ce moment si cher et coûte également si cher au reste du monde.

*New York Nation*, 10 décembre 1914, p. 679-680.

---

## Le Landsturm professoral.

Dans le pamphlet allemand « La vérité sur l'Allemagne » (*Truth about Germany*), qui a été répandu à profusion aux États-Unis, il est dit que la Grande-Bretagne, en demandant à l'Allemagne de respecter la neutralité de la Belgique, a simplement « demandé que l'Allemagne permît aux troupes françaises et belges de se former sur le territoire belge pour marcher vers notre frontière ». — M. le Dr Darmstaedter, de Goettingen, défend ainsi cette étonnante assertion : « Il existe maintenant, écrit-il, d'amples preuves documentaires que la France et l'Angleterre projetaient d'attaquer l'Allemagne par le territoire belge et que l'État belge était membre de l'Entente. » L'auteur de cette phrase évite de faire observer que les preuves en question n'étaient pas connues au mois d'août, date de la rédaction du pamphlet; si donc sa phrase répondait à la vérité, elle n'acquitterait pas les auteurs responsables de ce volume du reproche d'avoir émis une assertion très grave dont ils ne possédaient aucune preuve. A prendre les choses au mieux, le Dr Darmstaedter adresse simplement un compliment à leur faculté divinatoire, don qui n'est pas très apprécié des historiens.

Ce que sont ces « amples preuves », le Dr Darmstaedter ne se met pas en peine de nous l'apprendre; mais il s'agit sans doute des documents trouvés par les Allemands au ministère

de la Guerre à Bruxelles, dont il a été question dans les journaux allemands, notamment dans la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* du 13 octobre.

J'ai examiné ces textes avec soin. Non seulement ils ne viennent pas à l'appui de l'assertion émise dans ce pamphlet, mais ils tendent clairement à prouver tout le contraire.

Ce qu'on a publié comprend deux parties : *a)* un sommaire, avec quelques mots cités intégralement, d'une correspondance échangée en 1906 entre l'attaché militaire britannique à Bruxelles et l'état-major belge, concernant des arrangements éventuels en vue de l'envoi d'un corps expéditionnaire anglais en Belgique; *b)* une partie d'une lettre du baron Greindl, longtemps ambassadeur de Belgique à Berlin, écrite en 1912, au ministre des Affaires étrangères de Belgique.

Dans la correspondance, rien ne prouve que les arrangements dont il s'agit aient visé autre chose que des mesures défensives au cas d'une violation de la neutralité belge par l'Allemagne. Les événements ont prouvé que l'on avait quelque raison de la prévoir. Quant à la lettre du baron Greindl, elle atteste positivement que la convention militaire anglo-belge visait *uniquement* la possibilité d'une agression allemande. Ce témoignage est d'autant plus positif qu'il émane d'un diplomate germanophile, dont les sentiments envers l'Angleterre et la France reflètent ceux de la Wilhelmstrasse. Le baron Greindl se plaint « que le plan de l'état-major pour la protection de la neutralité de la Belgique dans une guerre franco-allemande, qui lui a été

transmis, ne s'occupe que des mesures militaires à prendre au cas où la neutralité serait violée par l'Allemagne ». Aux yeux du représentant de la Belgique à Berlin, il semble que l'hypothèse d'une attaque française ou anglaise contre la Belgique « ait au moins autant de vraisemblance ». Pour prouver qu'il y a un danger possible de ce côté, il argumente assez longuement. Mais, à cet égard, la lettre prouve seulement que l'ambassadeur avait été édifié à Berlin sur la « perfidie » d'Albion et de ses agents. Tout ce qu'il dit implique formellement que les arrangements relatifs au débarquement éventuel d'une armée de secours étaient, en ce qui concerne le gouvernement belge, d'ordre exclusivement défensif.

Les dernières phrases citées par le journal allemand sont significatives : « Il y a risque, écrit Greindl, que les Anglais, en guerre avec l'Allemagne, débarquent à Calais et à Dunkerque et pénètrent en Belgique par le nord-ouest. Cela leur donnerait l'avantage de rencontrer l'armée belge dans un pays où elle ne serait défendue par aucune forteresse; en tous les cas, cela leur permettrait d'entraver notre mobilisation, ou de ne nous autoriser à l'effectuer qu'après l'engagement pris par nous de soutenir l'Angleterre ou son alliée. Il faut donc absolument dresser pour l'armée belge un plan de campagne qui envisage aussi cette dernière éventualité. Cela est dans l'intérêt de notre défense militaire, comme dans celui de notre diplomatie, en cas de guerre entre la France et l'Allemagne. »

Evidemment, ce qu'écrit là le diplomate belge serait tout à fait absurde s'il avait existé l'ombre

d'une alliance entre la Belgique et l'Angleterre. Il admet comme évident que la Belgique ne doit pas favoriser l'Angleterre ou la France plus que l'Allemagne. Il pose en principe que si une armée anglaise voulait traverser la Belgique (avant toute violation de la neutralité belge par une autre puissance), elle devrait d'abord rencontrer et battre l'armée belge, à moins que l'invasion ne fût si subite qu'elle entravât la mobilisation. Il est d'avis que la possibilité d'un pareil complot avec les puissances de l'Entente n'a pas été estimée comme il convient à Bruxelles et qu'on n'a pas fait les préparatifs militaires voulus pour en tenir compte. Ainsi, on chercherait en vain une preuve plus complète que la lettre de Greindl du fait que l'inviolabilité du territoire belge, devant être défendue par tous les moyens contre toute agression d'où qu'elle pût venir, était le principe fondamental de la politique belge. Et pourtant, c'est d'un pareil témoignage qu'on s'autorise pour nous apprendre que « l'État belge était un membre de l'Entente » et que la Belgique projetait de se joindre à l'Angleterre et à la France pour exécuter un *raid* imprévu contre l'Allemagne! Puis-je espérer que l'interprétation donnée par le D^r^ Darmstaedter des documents belges ne soit pas un spécimen de la manière d'écrire l'histoire qui prévaut actuellement à Goettingen?

Qu'on me permette, en concluant, de présenter une observation d'un caractère plus général. Le pamphlet: « La vérité sur l'Allemagne » a été suivi de beaucoup d'autres du même genre, dus à des savants allemands dont quelques-uns comptent parmi les plus éminents. Or, je crois expri-

mer l'opinion de la majorité des professeurs d'université aux États-Unis en affirmant que cette masse de pamphlets professoraux dont on nous a bombardés a peu servi la cause de l'Allemagne et qu'elle a fait beaucoup de tort au crédit du professorat allemand.

Longtemps ce professorat a été chez nous un objet non seulement de respect, mais de vénération. En même temps, nous nous sommes fait une certaine idée des qualités intellectuelles et morales qu'on doit raisonnablement attendre de savants professionnels, en particulier des plus distingués d'entre eux. Il nous a semblé que des professeurs devaient être scrupuleux dans leurs assertions, dans la discussion des témoignages, dans la distinction entre ce qui est prouvé et ce qui ne l'est pas, entre l'essentiel et l'accessoire. Des savants, pensons-nous, ne doivent pas croire tout ce qu'ils lisent dans les journaux, même dans ceux de leur propre pays; en lisant des documents publiés dans des journaux, ils doivent s'attacher plutôt à la conclusion qui s'en dégage qu'à ce que prétendent l'intitulé ou le commentaire; ils ne doivent jamais rien affirmer sur des questions étrangères à leur compétence ou dont ils n'ont pas une connaissance de première main. Nous avions été jusqu'à espérer que des savants de profession, constituant une élite sociale, conserveraient, même aux époques de grande émotion populaire, quelque chose de la faculté critique qui implique l'impartialité et le sang-froid; qu'ils sauraient, mieux que les premiers venus, se placer à un point de vue différent du leur; qu'ils seraient moins sujets aux formes fanatiques du sentiment national et que

leurs déclarations publiques seraient caractérisées par l'élévation morale, par la dignité et par une certaine réserve.

Dans les écrits des apologistes professoraux de l'Allemagne, à très peu d'exceptions près, les qualités que nous nous attendions à saluer nous ont semblé faire étrangement défaut. Nous en avons éprouvé moins d'irritation que de désenchantement et de tristesse. Pour bien des Américains, le spectacle offert récemment par les maîtres de la science et de la philosophie en Allemagne n'est guère moins que ce qu'un sincère ami de ce pays a qualifié par ces mots : « La plus grande tragédie morale de la guerre. »

Baltimore, 24 novembre.

ARTHUR O. LOVEJOY.

*New York Nation*, 3 décembre 1914, p. 656-657 (extrait).

---

## Science et « culture » allemandes.

Au cours de discussions récentes sur la culture allemande, où l'on a plus d'une fois allégué « notre dette envers la science allemande », j'attendais qu'une voix plus autorisée que la mienne demandât si cette dette n'est pas estimée au delà de sa valeur. Mon sentiment personnel est que la science allemande est pour nous un bienfait assez médiocre, certainement dépourvu de charme et d'une qualité intellectuelle plutôt bourgeoise; la *méthode scientifique allemande* est surtout, à mes yeux, une méthode pour se dispenser de penser.

Bien que la science allemande puisse se prévaloir de beaucoup de noms considérables, elle n'en revendique qu'un petit nombre parmi les plus illustres de tous. Les deux grandes époques de la science moderne, caractérisées par les conceptions de la gravitation et de l'évolution, ont été inaugurées par Newton et par Darwin, par Wallace et par Spencer — tous des Anglais. La loi de la conservation de l'énergie rappelle les noms de Helmholtz et de Mayer, mais aussi celui de Joule; et c'est Clerk Maxwell qui a établi théoriquement les fondements de la science si importante de la thermo-dynamique. Parcourant l'article *Science* de Whetham dans la dernière édition de l'*Encyclopédie britannique*, je note que les jalons du progrès scientifique sont marqués par des noms comme ceux de Galilée, Newton, Laplace, Lyell, Stokes, Bunsen, Kirchhoff, Darwin, Lamarck, Mendel, De Vries, Huygens, Joule,

Faraday, Clerk Maxwell, Helmholtz, Kelvin, William Gibbs et Curie. Même en concédant une certaine latitude dans la désignation des héros de la science, il est difficile de penser qu'un Allemand puisse écrire une histoire de la science fort différente de celle que j'ai sous les yeux. En général, il me semble équitable de dire ceci : alors que les Allemands ont contribué efficacement au développement de la science et à ses applications pratiques, on ne trouve qu'un nombre restreint d'Allemands parmi les initiateurs des recherches et les créateurs d'idées scientifiques. En outre, une notable partie de ce qui passe pour de la science en Allemagne consiste dans l'application de la « méthode » à des domaines où sa validité reste douteuse.

La présente guerre, nous dit-on, est une mise à l'épreuve de la « méthode scientifique ». De cela je conviens volontiers, et je conviens aussi que, jusqu'à présent, cette méthode n'a pas manqué de succès. Mais, parmi les idées ainsi appliquées, bien peu sont allemandes. Ce sont les Anglais qui ont enseigné aux Allemands à construire des navires de guerre. L'automobile a surtout été développée en France. L'aéroplane est dû à Langley et aux frères Wright. Les premiers pas dans la construction des dirigeables ont tous été faits en France et le premier succès certain appartient au Brésilien Santos Dumont. Le célèbre système d'hygiène des Allemands est fondé sur les principes que leur ont fournis Lister et Pasteur.

Parler de la culture allemande est une tâche délicate. J'ai connu et aimé trop d'Allemands d'un caractère noble, de sentiments raffinés, pour

douter de la culture allemande en tant que qualité individuelle, et il serait préférable de ne pas se demander lesquels, d'eux ou de nous, sont ce qu'on appelle les mieux élevés. Pourtant, une fois la question posée, une fois que le monde est invité à s'incliner devant la culture allemande comme devant un nouvel Islam, il faut bien chercher à en peser la valeur. Laissant donc de côté le cercle relativement étroit des gens tout à fait cultivés, qui se trouvent en Allemagne comme ailleurs, et prenant la nation dans son ensemble, je dirai que le trait le plus frappant de la civilisation allemande, comme de la science allemande, est sa nouveauté. Parmi les nations de l'Europe, les Allemands sont les nouveaux lettrés, les nouveaux corrompus et aussi, hélas! les nouveaux riches. Comme d'autres avant eux, ils célèbrent leur récente acquisition de savoir et d'opulence par un déploiement qui nous paraît insolent. Leur capitale, Berlin, bien que d'ancienne fondation, est, en très grande partie, une ville aussi récente que Chicago; sa croissance, qui a commencé en 1871, a été contemporaine de celle de Chicago; il y a vingt ans, quand j'ai passé une année à Berlin, j'y ai trouvé presque partout autant de *crudité* qu'à Chicago, avec cette réserve pourtant que Chicago ne tirait pas autant de vanité de sa « vie nocturne » (le *Berliner Nachtleben*).

Si l'on prend le mot de civilisation dans son sens matériel le plus étroit, s'appliquant au vêtement et au confort de la vie, les Allemands d'il y a vingt ans étaient au moins d'une génération en retard sur les Anglais et sur les Américains. Et les manières du peuple, bien qu'à certains égards

meilleures que les nôtres, étaient naïves. Parmi les étudiants allemands que je rencontrais, la première question posée par une nouvelle connaissance était souvent celle-ci : « Combien avez-vous payé ce paletot? » et la seconde : « Qu'est-ce que vous recevez par mois? » Comme me le disait un Allemand : « Nous autres Allemands, nous sommes de petits bourgeois (*spiessbürgerlich*). » Mais, par malheur, ils commençaient à rougir d'être ainsi et, chose curieuse, cherchaient à se transformer par l'adoption de modes et de manières anglaises; le *dandy* allemand de cette époque était la caricature d'un Anglais. Je dis « par malheur » parce que, pour ma part, je préfère que l'Allemand reste lui-même; dans l'Allemand d'habitudes plus anciennes, plus teutoniques, j'ai trouvé un type d'un caractère à la fois attrayant et digne. Des questions de ce genre ne sont pas indifférentes quand il s'agit de juger la prétention d'un peuple à fournir un modèle de vie sociale à l'univers.

Au point de vue politique, les Allemands en sont aujourd'hui à l'état de l'Angleterre de Charler Ier; il n'est pas encore établi que l'autorité de l'empereur s'exerce avec le consentement du Parlement. Ainsi, dans le développement des libertés politiques — assurément une part importante de la civilisation — ils retardent d'au moins deux siècles et demi sur toutes les nations parlant anglais, pour ne point parler de quelques autres.

L'Allemagne a produit une noble littérature, mais une littérature quelque peu étroite et qui ne peut guère être comparée, dans son ensemble, à celles de l'Angleterre et de la France. Dans le

bel art qui consiste à présenter la vie sous la forme du roman, la fiction en prose, les Allemands sont nettement inférieurs à leurs trois adversaires du moment, Anglais, Français et Russes. On chercherait vainement, dans la littérature allemande, l'émule de Tolstoï on de Turgenieff, de Balzac ou de Daudet, de Thackeray ou de Dickens.

On admet que les Allemands sont éminemment doués pour la philosophie ; je n'ai jamais pu comprendre pourquoi. S'il manque quelque chose à l'esprit allemand, c'est précisément cette finesse, cette exactitude de la perception qui sont les qualités essentielles de la pensée philosophique. Je crains beaucoup que dans l'esprit de ceux qui acceptent ce préjugé, la « philosophie » ait pour essence l'espèce d'arome qui s'exhale des écrits de Rodolphe Eucken, l'inventeur militariste de la « vie spirituelle ». Il est vrai que le plus grand nom de la philosophie moderne, Immanuel Kant, est allemand, bien qu'on le dise d'origine écossaise, et peut-être Hegel doit-il être placé à côté de lui. Mais, depuis une génération, la philosophie allemande s'est nourrie du passé ; elle manquait tout à fàit de vie quand, il y a vingt ans, j'étudiais la philosophie en Allemagne. Et Kant nous dit lui-même que s'il s'éveilla de son sommeil dogmatique ce fut grâce à l'Ecossais David Hume. La vérité, en philosophie comme en science, c'est que la plupart des hommes qui ont dissipé le sommeil dogmatique n'ont pas été des Allemands. Les *Méditations* de Descartes, l'*Ethique* de Spinoza, l'*Essai* de Locke, les *Principes* de Berkeley, le *Traité* de Hume tiennent aujourd'hui, dans l'his-

toire de la philosophie, une place plus grande qu'aucun écrit allemand, exception faite pour la *Critique de la Raison pure.*

Il n'y a qu'une seule province où la supériorité des Allemands soit incontestable : c'est la musique. Ici encore, des Russes barbares pourraient être cités pour prouver que les Allemands ne sont pas seuls parmi les premiers. Pourtant, nous reconnaîtrons la supériorité créatrice des Allemands dans l'art musical; même à une époque où les harmonies de Beethoven sont assourdies par le vacarme du canon allemand, je voudrais être le dernier à ne pas estimer à sa valeur le don que la musique allemande a fait au monde, ainsi que sa haute signification comme signe de culture.

Revenant à la science allemande, j'estime que notre dette envers elle est surtout du ressort de l'organisation et de la méthode; ce que les Allemands ont fait de mieux pour la recherche, a été de l'organiser. Mais il me semble que la valeur de l'organisation peut être facilement prisée trop haut. Dans le monde académique, où l'idée allemande est représentée par le gymnase, le docteur en philosophie et le laboratoire de recherches, l'influence de la « culture » allemande a été quelque peu dévastatrice. Là où l'on attache tant d'importance à l'organisation et à la méthode, on risque de compter pour peu de chose la personnalité et le génie. C'est sous l'empire de l'idéal scientifique des Allemands que tant de membres de nos Universités sont des ouvriers spécialistes, parfois peu lettrés et très rarement doués de cette largeur d'esprit et de conceptions qui constituent la culture; c'est

aux Allemands que nous devons l'exploitation d'une multitude de nouvelles « sciences », toutes joliment disposées, avec des noms de rues et des chemins cimentés, mais aussi vides de contenu que des terrains à bâtir; c'est encore à l'idée allemande qu'est due la floraison d'une classe d'organisateurs professionnels dont la seule tâche est de surveiller les occupations d'autrui. Partout où deux ou trois personnes sont réunies aujourd'hui, pour causer de politique, de commerce, d'industrie, d'éducation, de religion, et alors même qu'elles ne sont pas réunies, quelqu'un d'encombrant se présente pour les « organiser ». Dans cette rage de l'organisation, nous avons depuis longtemps oublié la fin pour les moyens; nous avons perdu de vue que la vie humaine ne peut donner de fruits et se développer en l'absence de la liberté individuelle, de la liberté de créer; nous en sommes venus à croire que le seul objet de la vie et de la culture est l'organisation.

Voilà, je crois, notre dette la plus importante envers la science allemande. Cette conception toute mécanique de la culture est maintenant mise à l'épreuve sous nos yeux par ce qui est réputé la plus belle organisation du monde, fondée sur un mépris presque absolu des individualités qui la composent. Il me semble que ce n'est pas seulement la destinée de l'Allemagne qui est en jeu dans la présente guerre; il s'agit aussi, entre autres choses, de savoir si le culte naïf de l'organisation doit ou non céder le pas à une conception plus intelligente et plus humaine de la vie. WARNER FITE.

*New York Nation*, 10 décembre 1914, p. 687-688.

## Le « Posse comitatus » international.

Dans les jeunes cités turbulentes de l'Ouest américain, avant l'organisation d'une police quelconque, l'état social était voisin de l'anarchie, tempérée seulement par le courage des individus qui portaient des armes et savaient, grâce à elles, se faire respecter.

Un peu plus tard, toujours en l'absence d'une police régulière, il y eut un magistrat unique, dit « sheriff » ou « maréchal » qui, en cas de défis insolents à la loi, convoquait ce qu'on appelait un « posse comitatus » (*comité de pouvoir*), composé de citoyens armés et amis de l'ordre. Tout citoyen devait se tenir prêt à répondre aux convocations du « sheriff »; mais comme celui-ci ne convoquait pas toujours le comité, les citoyens devaient aussi se tenir prêts à se défendre eux-mêmes.

Plus d'une fois, dans de pareilles villes, j'ai vu des citoyens bien intentionnés demander et obtenir le désarmement général. Qu'arrivait-il? Les malfaiteurs restaient armés et abusaient de leur force jusqu'à ce que l'erreur eût été reconnue et réparée.

Les affaires internationales traversent aujourd'hui une phase analogue. Il n'y a pas de police centrale et il n'y a guère de probabilité qu'on en crée une. Les traités d'arbitrage, accompagnés d exhortations au désarmement, ont produit des résultats illusoires, faute d'une

puissance organisée pour la répression de ceux qui troublent la paix.

Tout pays qui n'est pas préparé à la guerre, comme la Chine, la Corée, le Luxembourg, invite tôt ou tard ses voisins à l'envahir. L'expérience montre que les traités sont des protections insuffisantes en temps de crise. La calamité effroyable qui pèse sur le monde civilisé depuis trois mois, surtout l'horrible catastrophe qui a fondu sur la Belgique sans que ce pays eût rien fait pour la provoquer, prouve à l'évidence que les relations internationales entre peuples civilisés manquent actuellement de base solide.

Pour remédier à ce scandale, nous devons nous persuader d'abord qu'il est honteux de se soustraire à son devoir envers autrui, même si l'on couvre ce refus d'agir du beau nom de « neutralité ». Nous devons reconnaître aussi cette ancienne vérité légale, qu'un droit sans sanction est un droit inexistant. Nous devons enfin tomber d'accord que des mesures sont indispensables pour contraindre à la bonne foi les signataires de traités. C'est une folie de signer des traités sans en garantir le respect; c'est pis encore de les signer quand on sait qu'ils ne doivent pas être observés.

Il faut absolument trouver moyen de soutenir, par les forces collectives et effectives des Puissances civilisées, toute Puissance inoffensive à laquelle une autre veut faire du tort. Pour cela, nous devrions établir un grand tribunal international dont les arrêts seraient rendus exécutoires par un « posse comitatus » composé de nations fortes et civilisées, liées par l'engage-

ment solennel de procéder contre toute Puissance qui s'insurgerait contre les arrêts de ce tribunal.

Depuis l'époque d'Henri IV, l'idée s'est graduellement répandue parmi les nations qu'il doit y avoir un moyen de rendre obligatoires les règles de la moralité internationale. A cet effet, la force de l'opinion publique est insuffisante; il faut que la justice s'appuie sur la force matérielle.

Jamais, au cours d'aucune guerre, les règles de la moralité internationale ne pourront être plus évidemment violées qu'elles l'ont été par l'Allemagne quand elle a envahi et subjugué la Belgique. Or, le but essentiel des conventions de la Haye était de mettre un terme à de pareils actes de piraterie. Les États-Unis et toutes les grandes Puissances actuellement en guerre ont été parties contractantes dans ces conventions en 1899 et en 1907. En tant que Président des États-Unis, et répondant aux vœux unanimes du peuple américain, j'ordonnai que la signature des États-Unis fût apposée à ces conventions. Jamais je n'aurais toléré une pareille farce si j'avais pu concevoir que le Gouvernement américain ne se crût pas obligé de faire tout en son pouvoir pour que ces conventions fussent respectées. Je ne puis imaginer qu'aucune nation douée de bon sens veuille à l'avenir signer des conventions semblables si une nation aussi puissante que la nôtre ne les protège pas contre des violations évidentes. Précisément parce que les États-Unis d'Amérique sont actuellement la plus puissante des nations neutres et la plus désintéressée, c'est eux qui devraient, dans cette

affaire, assumer la plus lourde part de responsabilité.

Certes, on pourrait soutenir que nous n'aurions pas dû signer les conventions de La Haye, que nos seuls devoirs sont envers nous-mêmes, que nous devons conserver pour nous, à tout prix, le bienfait de la paix et que l'oppression dont d'autres peuvent être victimes ne nous regarde pas. Tel n'est pas mon avis; je crois cette politique peu digne d'une nation généreuse; mais, enfin, c'est une politique. Ce n'en est pas une de signer des conventions et de ne pas se comporter en conséquence, comme le font, par la faute du Gouvernement actuel, les États-Unis.

Quand le peuple belge s'est plaint des violations de la loi internationale, ce fut, de la part du président Wilson, un acte de timidité et un renoncement au devoir que de le renvoyer à la Cour de La Haye, alors qu'il savait que cette Cour était moins qu'une ombre tant que les Etats-Unis ne lui conféraient pas l'autorité voulue en prenant une conscience entière de leur devoir. Si les conventions de La Haye ne représentaient que l'expression de faibles aspirations vers la décence, énoncées en pleine paix et ne devant être réitérées qu'à voix basse à l'heure d'un horrible carnage, alors que ces conventions sont foulées aux pieds, pourquoi donc y avons-nous mis notre signature?

Mais si ces conventions représentent quelque chose de réel, si les États-Unis ont poursuivi un but sérieux, s'ils ont obéi à un sentiment net de leurs obligations envers le droit mondial en y adhérant, alors leur devoir strict était celui d'un mandataire de la civilisation : ils devaient

enquêter sur les accusations solennellement proférées contre la violation des conventions de La Haye. Si cette enquête avait établi le bien-fondé des accusations, il eût été du devoir des États-Unis de prendre toutes les mesures nécessaires pour revendiquer les principes outragés du droit international.

Je ne m'occupe pas ici des accusations concernant des atrocités individuelles. Le fait dominant, c'est que la Belgique n'a eu aucun tort, et que pourtant son territoire a été envahi, son peuple subjugué. Sa neutralité a été violée, et cela seul constitue une violation évidente des principes fondamentaux posés à La Haye.

Il est non moins certain que des villes ouvertes ont été bombardées, que des villes non ouvertes ont été bombardées alors qu'il n'y avait pas d'attaque commencée contre leurs défenses. Tout cela est en contradiction avec l'accord de La Haye. Les articles 49 et 52 de ces conventions interdisent également les contributions illégales et excessives ; comment qualifier autrement les 200 millions exigés de Bruxelles, les 450 millions exigés de la province de Brabant ? Les articles 43 et 50 prohibent expressément d'infliger des peines collectives, pécuniaires ou autres, à toute une population, pour punir des actes individuels.

Ou bien cette défense ne signifie rien du tout, ou elle s'applique précisément à des faits comme la destruction de Visé, celles de Louvain, d'Aerschot et de Dinant. D'ailleurs, une grande partie de l'effroyable dévastation infligée à la Belgique centrale et orientale a nettement revêtu le caractère de procédés *terroristes*, chose égale-

ment et expressément interdite par les conventions de La Haye.

Je veux bien qu'il y ait une explication, une justification possible pour telle ou telle de ces rigueurs. Mais si les conventions de La Haye signifient quelque chose, et si la mauvaise foi dans l'observation des traités ne doit pas être regardée avec une cynique indifférence, il faudrait que les États-Unis ouvrissent une enquête sur les faits et, la vérité établie, agissent en conséquence. Agir comment? Cela peut être discuté; mais ce qui ne saurait l'être, c'est la nécessité d'agir, sans quoi nous nous rangerions nous-mêmes parmi ceux pour qui traités, conventions, accords de tout genre sont de simples « chiffons de papier ».

Mes amis allemands auraient tort de croire qu'en m'exprimant comme je le fais je me montre hostile à l'Allemagne. Car, si l'on adopte ma manière de voir, les États-Unis n'hésiteraient pas à se ranger du côté de l'Allemagne, au cas où on la traiterait un jour comme elle a traité la Belgique, au cas où la Belgique et ses alliés commettraient les mêmes actes blâmables à ses dépens.

Beaucoup d'Allemands affirment que, si l'Allemagne n'avait pas agi comme elle l'a fait, la France et l'Angleterre auraient envahi la Belgique et lui eussent causé les mêmes dommages. Alors notre devoir aurait été d'agir contre la France et l'Angleterre, comme nous devrions maintenant agir contre l'Allemagne. D'ailleurs, l'hypothèse que d'autres Puissances, dans d'autres conditions, auraient pu se mal conduire, ne nous justifie nullement de ne pas prendre des mesures

contre celle qui, actuellement, s'est mise si lourdement dans son tort.

Le plus grand service que l'on pût rendre à la paix serait de convaincre l'Allemagne, ainsi que les autres Puissances, de notre ferme résolution, appuyée sur une force solide, de protéger et d'aider une Puissance quelconque qui serait injustement molestée.

Des hommes passionnés, tant en Angleterre qu'en France et en Russie, disent que la juste conclusion de la guerre actuelle devrait être le démembrement de l'Allemagne, réduite à la même impuissance et à la même misère qu'après la Guerre de Trente Ans. Ceux des Américains qui se rappellent l'extrême amertume que notre guerre civile laissa dans les esprits, peuvent être attristés, mais non étonnés de ces sentiments. Quant à moi, j'ai dit et je répète que le démembrement et la ruine de l'Allemagne seraient une calamité pour le genre humain, comme le seraient le démembrement et la ruine de l'Empire britannique ou de la République française. Assurément, le premier devoir des États-Unis est de veiller à leurs propres intérêts, mais je crois parler au nom d'un grand nombre de mes concitoyens en disant que cela ne nous suffit pas. Surtout, nous ne devons pas agir comme notre Gouvernement actuel, qui refuse d'engager aucune action au profit d'une nation molestée sans cause et qui, en même temps, refuse de nous mettre en état de nous protéger nous-mêmes. Soyons à la fois capables de nous défendre et capables autant que désireux d'empêcher que des désastres, comme ceux dont nous sommes témoins, viennent affliger une Puissance

grande ou petite, qu'il s'agisse de l'Allemagne ou de l'Angleterre, de la Belgique ou de la Hongrie, de la Russie ou du Japon.

THEODORE ROOSEVELT.

Extraits et résumé d'un article publié dans le *New York Times*, 8 novembre 1914.

---

## N'oublions pas la France !

Par divers motifs, au cours de ces deux derniers mois, la France semble avoir perdu un peu de place dans la pensée et les sympathies américaines. A la fin du mois d'août et pendant la première partie du mois de septembre, sa destinée tragique, sa ruine qui paraissait imminente ont sans cesse été présentes à nos esprits. Après la Belgique, c'est elle qui nous touchait le plus. Mais depuis que le flot de l'invasion a été contenu au nord de Paris, nous avons prêté moins d'attention au rôle de la France dans cette terrible épreuve de la guerre. Le pathétique de la lutte, comme la crise décisive, ont semblé devoir être cherchés ailleurs. Et les grandes qualités qu'a déployées le peuple français, dans toute cette période, ne se sont pas imprimées dans nos imaginations et nos consciences comme on aurait pu s'y attendre. C'est là, du moins, ce qu'il est permis de conclure des conversations courantes et de la perspective des nouvelles de guerre que nous discutons.

Il suffit de quelques mots pour caractériser la situation de la France au point de vue militaire. On admet généralement que l'armée française a étonné le monde. Mais il vaut la peine de noter le point sur lequel l'admiration du monde s'est concentrée. Ç'a été la magnifique reprise morale après un début douloureux. C'est à quoi l'on s'attendait le moins. Quand les armées allemandes,

l'une après l'autre, au mois d'août, repoussèrent les Français devant elles, quand on vit des marques d'hésitation et de confusion dans les plans militaires français, quand plus d'un général en chef français se montra incompétent ou pire, il sembla que les vanteries des bulletins allemands étaient peut-être plus justifiées que nous n'aimions à le croire et que l'armée du général Joffre était incapable de prolonger la résistance. Mais tout cela, on le reconnut bientôt, était erroné. Le moral de l'armée française s'affirma à nouveau, et promptement; le front vaillant et inexpugnable qu'elle a su depuis opposer aux Allemands arracha des hommages même à l'ennemi. La transformation du troupier plein d'élan en un soldat aux crocs de bull-dog a été notée par M. Poincaré lui-même, le Président de la République française. Il a fait observer justement que le soldat français, sans rien perdre de son impétuosité et de son courage, a appris par expérience à adapter ses qualités naturelles aux besoins nouveaux des opérations militaires. Toujours sans égal dans l'offensive, il s'est exercé, en même temps, à la patience et à la ténacité. Les faits connus justifient parfaitement cette appréciation.

Toutefois, c'est surtout la manifestation du caractère national français, en arrière de la ligne du combat, qui excite notre admiration. Même les amis les plus chauds de la France auraient eu peine à compter sur un aussi beau spectacle. La plupart des traits que nous associons proverbialement et non sans légèreté avec la nation française, ont brillé par leur absence. Il ne s'est presque rien passé qui témoignât

d'une excitation sans mesure, d'une panique des âmes. Il n'y a presque pas eu de pose, de rhétorique. En face d'un danger certainement effroyable, de revers qui pouvaient aboutir à une catastrophe nationale, la France resta calme. La population concentra toutes ses réserves de force et d'endurance ; elle donna au monde l'exemple inspirateur d'une nation prête à vider la coupe jusqu'à la lie sans une grimace. L'indomptable résolution avec laquelle hommes et femmes de France s'apprêtèrent à supporter d'inévitables misères, non moins que leur énergie à résister sur tous les points à la poussée du désastre, leur fertilité en ressources et en espérances dans ces sombres jours, la belle élasticité avec laquelle ils se replièrent, comme de l'acier trempé, vers les tâches qui leur incombaient, tout cela doit obliger un critique trop pressé à reviser son opinion sur la légèreté et l'instabilité des Français. Jamais la France ne s'est élevée plus haut.

Il faut aussi dire un mot de l'attitude de ses hommes de science, de ses écrivains, de ses professeurs. Au milieu des dévastations de la guerre, la France s'est cramponnée, avec une ardeur pathétique, à son art, à sa littérature, à ses universités. L'Université de France a ouvert ses portes comme d'habitude, bien que des centaines de ses étudiants et nombre de ses maîtres fussent à l'armée C'était le devoir de l'Université de suivre sa route avec calme et dignité; la grande tradition devait être maintenue. Comme l'a dit René Doumic, qui vécut sa première année de collège dans Paris assiégé en 1870, l'Université n'admet pas qu'un seul de ceux qui

lui appartiennent manque à son poste, que ce poste soit une tranchée ou une salle de cours. De toute manière, l'union magnifique des cœurs français se révèle ainsi, comme aussi la nature noblement humaine de la « culture » pour laquelle la France souffre et combat.

Tout ce qui précède peut être accepté de ceux même qui mettent le plus de scrupule à rester tout à fait neutres pendant cette guerre. Si le prince héritier allemand, si l'empereur lui-même ont pu, au milieu de la lutte, louer les hautes qualités que les Français ont montrées au monde, les Américains ne doivent pas se contraindre à ménager leurs approbations. Car c'est comme si le capital moral de l'humanité, au cours de ces terribles mois, avait dû un accroissement à la France. Obligés, comme nous le sommes désormais, à juger plus favorablement le caractère de la France, nous nous garderons du même coup, à l'avenir, de déprécier la nature humaine. La France a mis son âme à nu; elle a convié les nations à la regarder, et cette vue nous fait mieux comprendre de quelles petitesses et de quelles grandeurs, de quelles défaillances et de quels héroïsmes est capable le genre humain tout entier.

*New York Nation*, 17 décembre 1914, p. 705-706.

---

## La neutralité expectante de l'Italie.

Rome, 29 octobre 1914.

Le gouvernement italien est aujourd'hui dirigé par un premier ministre énergique, Salandra, qui, bien qu'entré récemment en fonctions, a su conquérir, dans une certaine mesure, la confiance de la majorité du pays. Mais cette confiance a une limite; elle est « à temps » et serait remplacée par un sentiment tout contraire si, à mesure que les semaines et les mois s'écoulent, le peuple n'était plus entièrement convaincu qu'à la fin du grand conflit actuel la situation de l'Italie en Europe sera entourée de plus de dignité et de respect. La guerre coloniale en Tripolitaine a fort entamé les réserves militaires du pays; au début de la présente guerre, les arsenaux et magasins étaient presque vides. Mais, depuis trois mois, d'énormes préparatifs militaires ont été faits; au mois de janvier 1915, l'armée italienne sera en état d'entrer en lice. Les fabriques de Terni seules produisent un millier de fusils par jour; une batterie de campagne du nouveau modèle italien *Deport*, considéré comme supérieur même au *petit cigare* français, est livrée tous les dix jours; des cargaisons entières de chaussures et de vêtements militaires ont été importées des États-Unis. L'Italie aura bientôt consacré à ces préparatifs la somme énorme de 700 millions de francs. Sera-t-il possible au Gouvernement de se présenter devant le Parle-

ment et le peuple et de demander la ratification d'une pareille dépense, si considérable pour l'Italie, en vue seulement d'une politique inactive et d'une neutralité permanente? Si cela n'est pas possible, on ne doit pas oublier que, pour l'Italie d'aujourd'hui, la guerre n'a qu'une seule signification : la guerre à l'Autriche.

Dans un article récent sur la neutralité italienne publié dans la *Nuova Antologia* et signé « Un ex-diplomate », on trouve l'affirmation formelle que la présente guerre européenne n'est pas le résultat de la nécessité où se seraient trouvées l'Allemagne et l'Autriche de repousser une agression; que, par suite, les articles de la Triple Alliance obligeant l'Italie à leur prêter son concours n'entrent pas en jeu. En outre, la note fatale de l'Autriche à la Serbie fut communiquée à l'Italie en même temps qu'à la presse, et non plus tôt; dans cette affaire, cause immédiate de la guerre, l'Italie a été traitée sans égards par ses alliées de la Triplice, qui se hâtèrent pourtant, une fois la guerre déclarée, de solliciter son concours. L'auteur conclut de ces faits que l'Italie est « libre de toute obligation » et peut agir aujourd'hui « au point de vue italien exclusif ». Salandra, questionné sur sa politique, a renvoyé ses interrogateurs à cet article de la *Nuova Antologia*, comme à l'expression parfaite de son opinion.

Toutefois, le Cabinet Salandra lui-même n'est pas unanime touchant la conduite future de l'Italie. Rubini, ministre du Trésor, est notoirement opposé à la guerre; sa démission, dont il a déjà été question, serait regardée au dehors comme un pas en avant dans la participation

de l'Italie au conflit européen. San Giuliano, ministre des Affaires Étrangères, travaillait d'accord avec ses collègues du Cabinet parce que tous estimaient qu'eu égard à la préparation défectueuse de l'armée, la neutralité était la seule politique possible pendant les premiers mois. Mais comme San Giuliano était, en outre, le ministre qui avait signé le dernier renouvellement de la Triplice, il aurait été plus pénible pour lui que pour un homme nouveau d'entrer dans une voie diplomatique qui eût conduit à la guerre avec l'Autriche. Sa mort (16 octobre) a certainement écarté un des obstacles à l'abandon de la neutralité italienne, et il y a de bonnes raisons de supposer que son successeur, lorsque Salandra renoncera à la gestion intérimaire du Ministère des Affaires Étrangères, donnera satisfaction aux partisans de la guerre, sans quoi — et cela est bien possible — le Gouvernement tombera. La faiblesse de la situation de Salandra tient au caractère composite du Cabinet. Lui-même appartient au centre conservateur; mais, pour obtenir une majorité dans le Parlement, il fut obligé, dans la formation de son ministère, de demander la coopération de la gauche radicale (à l'exclusion des socialistes) qui est représentée dans le Cabinet par Martini et Ciufelli. Or, radicaux et républicains se sont ouvertement déclarés en faveur de la guerre.

A ceux qui s'y opposent, en arguant du « péril slave », les radicaux répondent que ce péril est aussi grand pour le reste de l'Europe que pour l'Italie, et que, si c'est vraiment un péril, il est encore lointain, tandis que le péril germanique est immédiat. Le plus fort argument des par-

tisans de la paix est le coût excessif d'une guerre. Quelques-uns des plus grands intérêts financiers (mais non tous) travaillent dans ce sens. Beaucoup de négociants milanais tiennent pour la paix parce qu'ils font fortune actuellement en important en Italie, sous leurs propres noms, de la contrebande de guerre; puis ils échappent à la prohibition édictée par l'Italie en déclarant que les chargements sont *en transit* pour Gênes, d'où ils les font pénétrer en Allemagne. Mais la grande majorité des Italiens obéissent à des motifs plus patriotiques et à la considération des intérêts de l'Italie dans l'avenir; ils pensent aussi aux provinces italiennes encore sous le joug de l'Autriche — Trieste et le Trentin — et sont impatients d'affranchir ces Italiens esclaves de la tyrannie étrangère. Le régisseur hongrois de certains domaines en Autriche a récemment écrit au propriétaire étranger de ces terres que 2,700 citoyens avaient été pendus ou fusillés dans cette province par le gouvernement autrichien. En suite de quoi, ajoutait-il « la tranquillité régna ». Un semblable état de terreur existe dans les provinces italiennes de l'Autriche, et les patriotes de l'Italie tendent aujourd'hui l'oreille à un « cri d'angoisse » pareil à celui que firent entendre en 1859 les provinces lombardes et vénitiennes sujettes de l'Autriche. La paix qui suivra la guerre actuelle durera, espère-t-on, un demi-siècle. Si donc les provinces *irredente* ne deviennent pas maintenant italiennes, il n'est pas invraisemblable qu'elles doivent être perdues pour toujours.

*New York Nation*, 26 novembre 1914, p. 626-627.

## La neutralité expectante de la Roumanie.

Les Roumains se considèrent comme des Latins, descendants des colons romains installés par Trajan en Dacie; leur langue dérive de la langue latine. Une succession d'invasions musulmanes et slaves a passé sur eux sans les pénétrer; leurs maîtres ont eu peu d'influence sur leur civilisation. Au milieu du XIX[e] siècle, le royaume roumain se constitua, sous le patronage de l'Europe occidentale, comme une barrière entre la Russie et la Turquie. Il fut formé des deux principautés de Valachie et de Moldavie, contenant environ 5 millions d'habitants. Il reste un nombre à peu près égal de Roumains dans la Bukovine autrichienne et dans la Transylvanie hongroise, autrefois comprise dans la province romaine de Dacie; il en existe aussi quelques milliers dans la province russe de Bessarabie.

Pendant la première guerre des Balkans (1912-13), la Roumanie resta neutre; au cours de la seconde, elle envahit la Bulgarie pour obtenir le prix de sa neutralité. Mais ce ne fut pas là son unique motif. Elle agit, à cette occasion, comme mandataire de l'Allemagne, avec le consentement de la Russie et de la France. L'Allemagne, tant pour elle que pour son alliée l'Autriche, désirait que la démonstration de la Roumanie rompît la ligue balkanique qui venait de vaincre la Turquie; la Russie désirait voir

réfréner l'ambition des Bulgares, qui aspiraient à créer une grande Bulgarie aux dépens des autres Etats slaves; la France voyait, dans l'accroissement de la Roumanie, un progrès de l'élément latin dans les Balkans.

Lorsque éclata la guerre actuelle, le roi Carol, qui s'est toujours senti plus Hohenzollern que Roumain, était tout disposé à mettre la Roumanie au service de l'Allemagne et de l'Autriche. Le 4 août, il convoqua un Conseil de la Couronne composé des ministres, des ex-ministres et des chefs de parti. L'Italie avait déjà fait savoir qu'elle resterait neutre et cette décision avait été très généralement approuvée par l'opinion roumaine. Les représentants des différents partis s'étaient réunis et prononcés en faveur de la neutralité. Au Conseil de la Couronne, le roi parla pendant une heure, avec une véhémence concentrée et dissimulée habilement. Il rappela d'abord ce qu'il avait, lui Hohenzollern, fait pour le pays depuis un demi-siècle et comment il avait conduit sa politique étrangère. Puis il exposa la situation militaire et politique des Etats engagés dans le conflit : « Il est impossible, dit-il, que la Russie, la France et l'Angleterre aient le dessus. La France sera bientôt écrasée. L'organisation militaire de la Russie est lente et en partie insuffisante; elle ne pourra rien contre l'Allemagne et l'Autriche. Au point de vue moral, nous ne pouvons pas oublier qu'en ce moment l'Allemagne représente la civilisation contre la barbarie moscovite. » Puis le roi insista sur les avantages que l'alliance avec l'Allemagne et l'Autriche devaient procurer à la Roumanie. La Russie, défaite, perdrait la Bes-

sarabie, qui viendrait accroître le territoire roumain. Vers la fin de son discours, le roi fit connaître aux ministres le texte du traité d'alliance existant entre la Roumanie, l'Allemagne et l'Autriche, bien que ce traité n'oblige pas la Roumanie à prendre les armes, il devait être interprété suivant son esprit, non à la lettre, en tenant compte de l'intérêt qu'avait la Roumanie de s'engager sans retard à côté d'alliés qui paraissaient invincibles. Il conclut en proposant la mobilisation et la coopération immédiate avec les deux Puissances centrales; puis il pria ceux qui devaient parler après lui de faire abstraction de leurs sentiments personnels, pour ne s'inspirer que de considérations pratiques.

Alors commença une discussion animée. Presque tous les assistants tombèrent d'accord qu'une coopération militaire avec l'Autriche offenserait le sentiment national; on n'oubliait pas quel était le triste sort des 4 millions de Roumains en Transylvanie. Enfin, en cas de victoire des Alliés, quelle serait la condition de la Roumanie? Même s'ils étaient vaincus, la Russie ne serait pas détruite; la Roumanie pourrait-elle se maintenir dans cette Bessarabie que lui promettait l'Autriche? Tous conclurent en rappelant l'attitude de l'Italie et en demandant la neutralité, à l'exception de l'ancien premier ministre Carp. Marghiloman, chef du parti conservateur, bien que ne dissimulant pas ses sympathies pour l'Allemagne, parla en faveur de « l'expectative armée ».

Alors le roi s'exprima ainsi :

« Je suis un souverain constitutionnel et, en

conséquence, j'accepte la neutralité qui est conseillée par les hommes les plus éminents de mon pays. »

Pourtant, presque jusqu'à la veille de sa mort, le roi ne cessa pas de multiplier les tentatives pour rallier la Roumanie à la cause allemande. Un jour, il prit à part un homme d'Etat bien connu et lui dit : « Vous devriez avoir confiance en moi, vous ne devriez pas oublier que nous avons un traité d'alliance avec l'Autriche. Si ce traité est assez élastique pour nous permettre de rester neutres, il ne l'est pas assez pour que nous puissions nous transformer d'amis en ennemis. » Sur quoi l'homme d'Etat répondit : « Sire, quand on doit choisir entre une feuille de papier et la ruine de son pays, on déchire le papier. » — « Rappelez-vous donc, repartit brusquement le roi, que je suis un Hohenzollern, et que les Hohenzollern savent faire honneur à leur signature. En 1870, le jour même où la Chambre roumaine déclara à l'unanimité que ses sympathies allaient à la France, j'écrivis au roi de Prusse que mes sentiments à moi seraient toujours là où flotte la bannière noire et blanche. Si aujourd'hui, contre ma volonté, la Roumanie déclarait la guerre à l'Autriche, j'abdiquerais, je quitterais le pays et j'irais finir mes jours en Allemagne. »

Vers le milieu d'août, la Russie invita la Roumanie à envoyer des troupes en Bukovine et en Transylvanie. Le gouvernement, lié par sa promesse faite au roi, refusa d'agir. Quelques jours après, Bucarest apprit que la Russie avait envahi la Bukovine. De grandes foules s'assemblèrent dans toutes les villes de la Roumanie,

poussant les cris : « A bas l'Autriche! Vive la France! Vive la Russie! Vive l'Angleterre! » A Bucarest, des drapeaux allemands et autrichiens furent brûlés devant le Palais Royal. La presse commença bientôt à informer le public que l'Autriche et l'Allemagne ne cessaient de violer la neutralité roumaine : l'Autriche, en enrôlant des Roumains de Transylvanie; l'Allemagne, en expédiant des officiers et des approvisionnements à travers le pays pour renforcer le parti allemand à Constantinople.

En présence de l'excitation populaire, le roi, dont la fonction devenait difficile, ne voulait pourtant pas abdiquer, parce qu'il avait engagé sa parole de servir la cause de l'Allemagne. Suivant M. Victor Jonesco, il eut l'idée d'un coup d'Etat. Le général Averesco, jadis chef de l'État-Major, fut appelé au Palais; le roi lui ordonna d'arrêter tous les ministres et tous les chefs de l'opposition qui excitaient la foule. Averesco répondit : « Sire, la première victime serait Votre Majesté. » L'idée du coup d'État abandonné, le roi songea à convoquer un second Conseil de la Couronne; mais son état de santé, aggravé par des souffrances morales, l'en empêcha. Son médecin, Mamulea, directeur de l'hôpital de Sinaïa, lui avait ordonné un repos absolu; il n'en recevait pas moins tous les jours, des deux empereurs ses amis, des nouvelles sur la marche des armées. Le jour où les Allemands occupèrent Reims, Guillaume II télégraphia à Carol, suivant l'*Adeverul* : « Reims a été pris par mes troupes et je tiens entre mes mains la France entière. » Les nouvelles successives de la retraite de la Marne et de la défaite des Autrichiens par

les Russes durent lui causer une tout autre impression.

A travers la Roumanie et au delà des Carpathes, l'idée d'une guerre à l'Autriche était devenue rapidement populaire. La mort du roi sembla lever le dernier obstacle. Son neveu et successeur, le roi Ferdinand, remania immédiatement le ministère, d'où les éléments germanophiles furent exclus. On continua de mobiliser, mais dans un esprit tout différent. Le 20 novembre, on affirmait à Rome que la Roumanie avait déjà près de cinq corps d'armée au complet, avec deux divisions de cavalerie, en tout près de 300.000 hommes. Mais il subsistait des divergences de vues sur le moment propice à l'intervention. Beaucoup de bons esprits demandaient une entente préalable avec l'Italie et avec la Bulgarie. Personne ne prenait au sérieux la neutralité bulgare ; la Bulgarie, pensait-on, attend seulement que les troupes roumaines aient passé les Carpathes pour se jeter sur les Roumains et sur les Serbes. A Bucarest, l'influence de la Russie et celle de l'Italie se sont également exercées sur la politique roumaine. La Russie et l'Italie souhaitent l'une et l'autre la défaite de l'Autriche ; mais, à d'autres égards, elles ne sont pas en parfait accord. Pour la Russie, la Roumanie est surtout, dans les Balkans, un instrument contre l'Autriche. Les intérêts de l'Italie sont plus larges et soutenus par les chancelleries de Paris et de Londres. Il ne serait pas avantageux pour l'Italie que l'élément slave ou l'élément germanique devînt prédominant dans les Balkans. Si la guerre donnait à la Serbie, qui est isolée, la « petite fenêtre sur

l'Adriatique » qu'elle désire depuis longtemps, l'Italie n'y verrait pas d'objection. Mais elle ne voudrait pas voir, dans les Balkans, une confédération slave recevant le mot de Petrograd. Si la Roumanie participait à une guerre victorieuse, elle aurait le droit d'être entendue dans le congrès qui suivra la guerre. Ses exigences serviraient à maintenir l'équilibre en présence des éléments slaves renforcés; d'autre part, en sa qualité de puissance latine, elle s'entendrait facilement avec l'Italie au sujet de l'Adriatique, avec la France et l'Angleterre au sujet de la mer Noire.

Tout bien considéré, il semble que la Roumanie, réglant son action future de concert avec l'Italie, préférera au programme étroit le programme large.

Walter Littlefield, dans le *New York Times*, 6 décembre 1914, d'après les correspondances de MM. L. Magrini et V. Jonesco (traduction et analyse).

---

## La malheureuse Pologne.

Le partage de la Pologne, il y a un siècle et demi, a longtemps été, pour les orateurs américains, l'exemple favori d'un grand crime international. Il y a quelques dizaines d'années encore, l'intérêt porté par les Américains à la Pologne était resté surtout d'ordre littéraire et oratoire. C'est seulement depuis que l'immigration polonaise aux Etats-Unis est devenue considérable que nous avons commencé à penser d'une manière plus active et plus précise à la Pologne de nos jours. Ce sentiment pour un peuple contemporain et vivant a naturellement été entretenu et exalté par la guerre européenne; pourtant, aujourd'hui même, on peut se demander si les Américains se font une idée adéquate de la condition infortunée des provinces polonaises, tant en Russie qu'en Autriche et en Prusse. En réalité, il faut les compter parmi les plus lamentables victimes de la guerre actuelle.

Peu d'hommes, parmi nous, se rendent compte de la violence avec laquelle le flux et le reflux de la lutte ont balayé les champs et les villes de la Pologne russe et de la Galicie, de toute la dévastation, de toute l'horreur qui en ont été les conséquences. La Prusse orientale est, pour nous, une terre allemande et nous sommes portés à croire que l'invasion de ce pays par les Russes a surtout été un coup pour Berlin; mais cette province contient une nombreuse population

polonaise, trop pauvre, en général, pour fuir devant les Cosaques et, par suite, la plus exposée aux misères de la guerre. On a dit, non sans raison, que les Polonais méritent autant de commisération que les Belges. Plus de cinq cents villes ou bourgades, occupées surtout par des Polonais, ont, dit-on, été détruites au cours des fluctuations de la lutte. A New-York, ce qu'on a su touchant la détresse de milliers de non-belligérants sans défense a tellement ému leurs compatriotes et éveillé tant de sympathies qu'un Comité de secours a été fondé, dont Mme Marcella Sembrich est la présidente honoraire. Les besoins auxquels ce Comité doit pourvoir sont assurément immenses et dignes de pitié.

Une des plus horribles tragédies de la guerre est l'obligation imposée à des Polonais, par les lois du recrutement, de porter les armes contre d'autres Polonais. Il y en a beaucoup dans l'armée russe et peut-être plus encore dans les armées de l'Autriche et de l'Allemagne. Tous, semble-t-il, ont fait leur devoir militaire; mais de savoir qu'ils sont souvent contraints de tuer leurs frères doit ajouter de l'amertume même à la mort. La loi des nations ne permet plus à un conquérant de forcer — comme l'a fait Napoléon — les troupes d'une armée vaincue à servir sous ses drapeaux, fût-ce pour combattre leurs compatriotes. Mais c'est bien là ce qui est arrivé aux Polonais, comme conséquence du partage de leur ancien royaume qui a réparti des frères de race et de langue dans des camps actuellement opposés.

Quelles espérances la guerre peut-elle apporter

aux Polonais? Est-on autorisé à croire que la fin de cette guerre verra une Pologne unie et autonome, sinon indépendante? Pour le moment, les Polonais doivent se contenter de promesses vagues. Le 15 août, le grand-duc Nicolas publia son manifeste; il dit aux Polonais que l'heure était venue de réaliser le rêve sacré de leurs pères : « Que les frontières qui séparent le peuple polonais soient effacées; qu'ils s'unissent sous le sceptre du Tsar. » C'est sous ce sceptre que la Pologne doit renaître « libre dans sa religion, dans sa langue et dans son gouvernement ». Ces mots étaient bien de nature à exciter l'enthousiasme des Polonais ; mais y a-t-il là, en vérité, rien de plus solide et de plus sûr que dans la proclamation du général en chef allemand von Morgen, qu'il a fait afficher dans les parties de la Pologne russe envahies par les armées allemandes : « Levez-vous et chassez avec moi ces Russes barbares qui ont fait de vous des esclaves. Chassez-les de votre beau pays, qui va retrouver maintenant sa liberté politique et religieuse. Telle est la volonté de mon puissant et gracieux souverain. » On ne s'étonnera pas que les Polonais aient bientôt douté des avances qui leur étaient ainsi faites et aient tranquillement organisé un nouveau parti qui a pour mot d'ordre : « Nous ne voulons rien savoir de la Russie, de l'Autriche, de l'Allemagne. Nous ne voulons qu'une chose : un Etat polonais, sans la tutelle de personne. »

Georges Brandes a déclaré qu'il y a là une impossibilité politique. Les circonstances, suivant lui, ne sont pas propices au cri *Polonia fara da se*. Il juge inadmissible que la Pologne puisse

espérer devenir libre par elle-même. Peut-être a-t-il raison; mais pourtant, quand l'état de l'Europe sera remanié après la guerre, le cas des Polonais exigera certainement un examen spécial. La ténacité admirable avec laquelle, pendant cent cinquante ans, bien qu'ayant cessé d'être une nation, ils ont entretenu la flamme de leur esprit national, refusant de se fondre avec leurs vainqueurs — le renouveau de leurs espérances au milieu même de la dévastation que la guerre a déchaînée sur leur pays — tout cela doit être pris en considération. Si la fin de la guerre doit marquer un jour plus heureux pour les nationalités de second ordre, les justes aspirations de la Pologne ne pourront pas non plus être négligées.

*New York Nation*, 24 déc. 1914, p. 732-733.

---

# TABLE DES MATIÈRES



NANCY-PARIS, IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT. 65.2.15

# VOIX AMÉRICAINES

*(Nouvelle Série.)*

*Il a éte tiré de ce volume cinquante-cinq exemplaires numerotés à la presse, dont :*

*5 sur papier du Japon (Nos 1 à 5) ;*

*50 sur papier de Hollande (Nos 6 à 55).*

# L'OPINION D'UN AMÉRICAIN

## SUR LA

# GUERRE EUROPÉENNE

PAR

FREDERICK W. WHITRIDGE

---

## *PRÉFACE DE L'AUTEUR*

Dans le grand conflit aujourd'hui pendant en Europe, les États-Unis sont neutres, et je ne puis imaginer de circonstances où ils cesseraient de l'être. Aussi ai-je peine à m'expliquer pourquoi les sympathies américaines semblent importer si fort à l'un ou à l'autre des belligérants. J'apprends toutefois que le Gouvernement allemand a créé chez nous un service de publicité tenace, coûteux, fortement organisé, qui multiplie ses appels aux Américains et s'efforce de leur persuader des choses que, pour l'instant, ils refusent de croire. Si ces efforts valent la peine d'être

tentés, il n'est peut-être pas inutile non plus de faire connaître au service de publicité en question ce qu'est, chez nous, le sentiment de la très grande majorité du peuple. Le voici en peu de mots : « La civilisation dont nous avons reçu le bienfait en naissant et en grandissant a été mise en péril par l'Empire allemand, qui a troublé, d'une manière frivole, la paix du monde. Bernhardi déclarait que l'enjeu de la lutte était la suprématie de l'Allemagne ou sa ruine. *S'il a dit vrai, c'est la ruine de l'Allemagne que nous préférons.* »

Le même Bernhardi écrivait : « Les ploutocrates américains ne peuvent comprendre que l'expansion de l'humanité vise à de tout autres fins que la prospérité matérielle, le commerce et la conquête de la richesse. » Assurément ; mais l' « expansion de l'humanité » demande aussi que des hommes, en nombre croissant, soient libres de développer leur personnalité, sans la tutelle, souvent paralysante, de l'État ; elle veut aussi qu'une autocratie militaire, ou tout groupe d'hommes relativement restreint, intoxiqués de leur propre puissance, soient de moins en moins à même de nous courber sous la loi préhistorique du plus fort.



Depuis des années, certains publicistes allemands prédisent qu'un jour viendra où l'Allemagne « réglera ses comptes » avec l'Angleterre. En quoi consistent ces comptes, ils ne l'ont pas dit clairement; mais on a compris que le jour du règlement était celui où beaucoup de choses désirables, actuellement possédées par l'Angleterre, lui seraient arrachées et deviendraient allemandes. La jeunesse germanique, surtout dans la marine, n'a pas cessé de boire « au grand jour », à ce jour qui a fini par luire et qui est celui de la guerre la plus gigantesque et la plus scélérate de toute l'ère chrétienne. Dix-huit millions d'hommes ou davantage, dans la fleur de l'âge, s'ingénient à s'entretuer, sur terre, sur mer et même dans les airs. A nous, protégés par la barrière infranchissable de l'Océan, ce « jour » semble le vrai *Dies iræ,* un jour d'abomination et de larmes; nous voyons avec horreur la civilisation, que l'humanité édifie si laborieusement depuis trois siècles, avec la ténacité de fourmis ou de polypiers, s'écrouler, se réduire en cendres. A mesure que la misère, la bestialité et la désolation de ce jour deviennent plus apparentes, les combattants font appel à l'opinion publique pour en rejeter la responsabilité sur autrui.

---

## *LA RESPONSABILITÉ DE LA GUERRE*

L'Allemagne a publié un exposé détaillé de sa thèse ; l'Angleterre et la Russie ont fait connaître la correspondance diplomatique qui a précédé la guerre. Professeurs allemands se sont adressés aux universités américaines, pasteurs allemands à nos églises, Germano-Américains à tout le monde. Une brochure, intitulée *La Vérité,* a été répandue sous la signature de M. Ballin, président de la Compagnie de Navigation Hambourg-Amérique, sous celle du prince de Bulow et d'autres notabilités ; elle s'adresse particulièrement aux compatriotes de Washington et de Lincoln.

Peut-être suffirait-il de quelques paroles pour faire justice de ces appels. La Triple Alliance visait un but défensif ; or, l'Italie, troisième alliée, le jour où elle fut sollicitée par les deux autres, a répondu : « Vous n'avez pas été attaquées ; vous avez pris l'initiative de la guerre et c'est pourquoi notre traité ne me lie point. » On pourrait aussi dire avec le *New-York Times* (27 septembre 1914), qui a publié et comparé tous ces témoignages : « Le cas est trop simple pour être discuté plus amplement. Nous espérons que nos amis allemands, s'ils persévèrent dans leur tentative de se concilier l'opinion américaine,

s'abstiendront du moins, à l'avenir, d'insulter à notre intelligence en répétant que l'Angleterre est responsable de la guerre, ou que la Russie a attaqué l'Allemagne pour réaliser le programme du panslavisme. »

Je crois que ce journal a raison. Je ne pense pas qu'on puisse former un jury aux États-Unis — sauf à Hoboken ou à Milwaukee (1) — qui ne reconnût sans hésiter l'agression allemande et n'admît pas que l'Angleterre est partie en guerre pour protéger la neutralité de la Belgique, à l'appel du roi des Belges.

Il est, à mes yeux, clair comme le jour que la violation de la neutralité belge a été la cause immédiate de la guerre. On possède, d'ailleurs, assez de témoignages établissant que l'Allemagne préparait cette guerre depuis longtemps et en avait fixé la date approximative, avant que la cause occasionnelle (la querelle austro-serbe) eût précipité les événements. Je connais quatre cas, remontant au mois de juillet, où des ordres ont été donnés en vue de la préparation à la guerre. L'assertion que les trois Puissances ont attaqué l'Allemagne à l'improviste, bien que réitérée avec insistance par les Allemands, n'est donc qu'une vaine contre-vérité.

---

(1) Villes des États-Unis où les Allemands sont en très grand nombre (*Trad.*).

## L'ILLUSION DE L'ALLEMAGNE

Ce qui est plus singulier et moins clair, c'est que l'Allemagne ait pu se tromper si lourdement sur l'état des pays auxquels elle voulait faire la guerre, en particulier sur celui de l'Empire britannique ; c'est aussi qu'elle ne se soit aucunement rendu compte de l'effet que produirait sur le monde la violation de la neutralité belge. Elle s'imaginait sans doute que l'armée française était aussi peu préparée que le déclarait, fort mal à propos, un membre du Parlement français, le sénateur Humbert. L'Allemagne croyait que la réorganisation de l'armée russe demanderait encore deux ans. Elle croyait que la guerre civile allait éclater en Irlande, qu'il y aurait des révoltes en Inde et en Égypte, que l'Afrique du Sud se jetterait dans ses bras et que l'Angleterre resterait neutre ou ne combattrait qu'à contre-cœur et mollement.

Qu'est-il arrivé ? L'armée française s'est montrée égale à sa tâche ; les Russes ont mis en ligne des masses énormes de soldats ; en Angleterre, John Redmond a chanté *God save the King* en plein Parlement. Il dit à ses électeurs du sud de l'Irlande qu'il a promis à l'archevêque de Malines le concours de milliers d'Irlandais, vengeurs des

cathédrales, des églises brûlées, des prêtres fusillés, du sac et de la ruine des villes belges. En Inde, sept cents princes ont offert au Gouvernement impérial leurs armées, leurs joyaux et des contributions en argent s'élevant à 300.000 livres sterling. En Égypte, c'est à peine si l'on a entendu un murmure. Dans l'Afrique du Sud, le général Botha, premier ministre, a déclaré que bien que les Boers eussent des différends avec la Grande-Bretagne, celle-ci avait tenu ses engagements envers l'Afrique du Sud et que, de toute manière, les Africains du Sud préféraient mille fois le drapeau britannique à celui de l'Allemagne. Le général Smuts fit écho au général Botha et trois ou quatre anciens généraux boers se sont engagés comme volontaires pour servir sous Kitchener et French. Il n'y avait pas lieu de supposer que l'opinion du peuple fût aussi unanime que celle du Parlement sud-africain, et l'Allemagne a pu, en effet, fomenter une révolte; mais c'est là un mouvement de mince importance. Sur toutes ces questions essentielles, l'Allemagne doit avoir été très mal informée par ses ambassadeurs et ses ministres, à moins qu'elle n'ait entretenu comme eux, au sujet de sa popularité et de son influence dans le monde, des illusions qui l'ont conduite d'erreur en erreur.

En 1870, le Gouvernement de Gladstone posa au comte de Bismarck et au Cabinet des Tuile-

ries les mêmes questions touchant la neutralité de la Belgique que Sir Edward Grey, à la fin du mois de juillet, posa tant à l'Allemagne qu'à la France. Celle-ci répondit comme en 1870; mais la réponse de l'Allemagne fut toute différente. Parlant à Édimbourg, le 17 septembre dernier, M. Asquith rappelait ces paroles de William Pitt en 1793 : « L'Angleterre ne consentira jamais qu'une nation s'arroge le droit de troubler, par son caprice, le système politique de l'Europe, tel qu'il est établi par des traités solennels et garanti par la volonté commune des Puissances. » Et M. Asquith poursuivait : « La Chambre des Communes a l'intention de rester fidèle à ses engagements. Si elle a le sentiment juste de la valeur sacrée des traités, elle doit se montrer décidée à les maintenir. En 1870, quand ce même traité, dont nous sommes garants au même titre que l'Allemagne, parut menacé, M. Gladstone était premier ministre, partisan non moins zélé de la paix que Pitt lui-même, peut-être plus zélé encore. Tout pacifique qu'il était, M. Gladstone sentit si vivement la sainteté de nos obligations que, bien que nous n'eussions en jeu aucun intérêt direct, il s'entendit avec la France et avec la Prusse, promettant de coopérer avec une de ces puissances si l'autre violait la neutralité de la Belgique. Dans un discours postérieur de dix ans, prononcé en 1880 à Édim-

bourg, M. Gladstone rappela ces négociations et en expliqua les motifs. « Si, dit-il, nous avions « fait la guerre — et nous étions prêts à la faire « — nous l'eussions faite pour la liberté, pour le « droit public, pour le bonheur de l'humanité, « menacés par une puissance tyrannique et mépri« sant les traités. C'est là ce que j'appelle une « bonne cause, bien que je déteste la guerre et « qu'il n'y ait pas, à mon sens, d'épithètes trop « fortes pour stigmatiser ce fléau. »

A toutes les déclarations de M. Asquith, l'Allemagne répond : « *Humbug*, hypocrisie, *cant !* Les Anglais nous combattent par jalousie et par intérêt; ils mentent en alléguant d'autres motifs. » Eh bien ! supposons un instant qu'il en soit ainsi; n'est-ce pas le comble de l'imprudence d'avoir donné à l'Angleterre un magnifique prétexte à dissimuler les vrais mobiles de son action ?

Si l'Allemagne avait suivi l'exemple de Bismarck, si la France avait été envahie, comme en 1870, par sa frontière de l'est, les Allemands ne seraient peut-être pas moins avancés qu'ils le sont, mais ils auraient conservé les mains propres, ils n'auraient pas subi les pertes que leur ont infligées les Belges, ils n'auraient probablement pas mis toute l'Angleterre contre eux et n'auraient pas perdu tous leurs amis. Que penser d'une pareille diplomatie ? Et comme si tant de bévues ne suffisaient pas, les Allemands y ont

ajouté celle de mépriser complètement leurs adversaires. Il n'y a pas un an que l'Empereur, fendant l'air d'un geste de sa main, disait : « Nous traverserons la Belgique *comme cela !* » Les Allemands ont accumulé les expressions de mésestime en parlant de la « petite armée anglaise » et ont fini par la qualifier d' « armée de mercenaires », expression absurde que leurs amis d'Amérique ne se sont pas fait faute de répéter sur tous les tons.

---

## *MERCENAIRES !*

Savez-vous bien, Messieurs, ce que signifie ce mot ? Pendant le Moyen Age et la Renaissance, les principaux mercenaires furent fournis par l'Allemagne ; les derniers dont j'aie entendu parler composaient la garde suisse de Louis XVI, dont la gloire est perpétuée par le Lion de Thorwaldsen à Lucerne, et les Hessois dont plusieurs milliers vinrent en Amérique pour aider George III à dompter la rébellion des colonies. Ces Hessois n'ont travaillé ni pour leur honneur, ni pour celui du prince qui les avait vendus, ni pour celui du roi qui acheta leurs services. Le nom même de *Hessois* est devenu presque une injure aux États-Unis. Mais quel rapport y a-t-il

entre de pareils mercenaires, les soldats du service obligatoire en Allemagne et les volontaires de la Grande-Bretagne ? Quelle différence morale peut-il exister entre les soldats qui servent leur propre pays parce qu'ils le doivent et ceux qui le servent parce qu'ils le veulent ? De telles erreurs de jugement prouvent que les gens de la *Wilhelmstrasse* ne lisent plus Schiller, ou qu'ils ont oublié son vers fameux :

*Mit Dummheit kämpfen Götter selbst vergebens.*

Les dieux eux-mêmes combattent vainement contre la [bêtise.

Il y a pourtant une différence essentielle entre les deux armées. Le soldat allemand n'est qu'un rouage d'une vaste machine; on parle de lui et on le traite comme s'il n'était que de la chair à canon. Ses officiers forment une caste isolée et se conduisent comme s'ils étaient d'une autre argile que leurs hommes. On a vu, dans la guerre de 1914, des officiers prisonniers se plaindre amèrement parce qu'ils étaient embarqués dans les mêmes wagons ou soignés dans les mêmes salles d'hôpital que leurs soldats; ils ne pouvaient davantage supporter l'idée de recevoir la même nourriture !

Au contraire, le soldat anglais est une personne. Il y a une certaine camaraderie entre les officiers

et lui, résultat de l'amour universel des sports et de l'esprit d'égalité qui en est inséparable sur tous les champs de jeux du Royaume-Uni. Un prêtre qui a servi dans l'armée anglaise me disait tantôt : « Quelque dure qu'eût été la lutte pendant le jour, le général French essayait toujours de passer une partie de la nuit avec les blessés, dans l'ambulance de campagne. On le voyait entrer, parfois accompagné d'un aide de camp, plus souvent tout seul. Il demandait aux blessés comment ils allaient; quand des soldats avaient des blessures aux jambes, il leur tapait sur le dos en disant : « Bon travail, mon vieux gar-« çon! La prochaine fois, vous *les* aurez. Quand « serez-vous de nouveau avec nous au front ? » Il arrivait que le général s'attardât au point de ne pouvoir retourner le même soir à son quartier général. Alors il s'enveloppait d'une couverture, s'étendait sur une couchette vide ou par terre à côté d'un *Tommy* blessé et s'endormait. Je vous l'assure, chaque soldat anglais est l'ami de Sir John French; c'est vraiment un homme et un soldat. »

Telle est la touche d'humanité qui rend les hommes invincibles. J'imagine qu'un des généraux du grand Frédéric eût pu en faire autant; mais quel général allemand de la génération présente ne croirait pas déchoir en agissant ainsi?

---

## *LES ALLEMANDS D'ALORS ET D'AUJOURD'HUI*

Avec au moins autant de modestie que les professeurs et publicistes qui font appel aux sympathies américaines, j'ose croire que je suis qualifié pour parler de l'Allemagne. J'ai autrefois passé, dans ce pays, deux des années les plus heureuses de ma vie. Je l'ai parcouru dans tous les sens. Je me suis assis aux pieds du professeur Treitschke, alors que les infirmités ne l'avaient pas encore rendu si amer. J'ai connu des Allemands de toute condition, du haut jusqu'en bas. J'ai trouvé qu'ils étaient tous ce que le général Bernhardi voudrait maintenant qu'ils ne fussent point. C'étaient des gens pacifiques, simples et bienveillants. Leur savoir, leur activité, leur économie furent des révélations pour moi. Je voyais dans l'armée allemande un grand et nécessaire moyen d'éducation, et je revins en Amérique plein de respect pour le gouvernement de l'Allemagne, plein d'affection pour son peuple. Depuis, pendant des années, j'ai suivi avec admiration son développement, et je me suis quelque peu amusé de la concurrence qu'il faisait aux Anglais, parce qu'elle réveillait mes amis anglais à un moment où ils ne désiraient pas être réveillés.

De retour en Allemagne après une longue absence, une des premières choses qui me frappèrent fut la laideur d'un grand nombre de statues gigantesques, inspirées par le sentiment national, qui défigurent un peu partout le sol allemand. Je demandai pourquoi l'on tolérait de pareilles monstruosités : « Il faut être fier », fut la réponse. Enfin, quand j'arrivai au pied du monument élevé à la gloire de Guillaume I[er], entre le vieux château de Berlin et la Sprée, je me dis : « Est-ce donc que je rêve? Pareille chose ne serait tolérée par aucun peuple ayant un sentiment quelconque de la beauté, de la perspective, des proportions. Ceci ne peut être Berlin et l'Allemagne impériale; ce ne peut être qu'un grand *Pumpernickel* (1). » Bien d'autres nouveautés appelèrent mon attention. Les communications urbaines s'étaient merveilleusement améliorées; l'ordre et la propreté régnaient partout. Le pays était devenu riche; il jouissait d'une prospérité qui crevait les yeux. Berlin avait poussé plus rapidement qu'aucune ville américaine; même au fond de la Poméranie, on gagnait de l'argent. L'attitude et la conversation des hommes n'avaient pas moins changé; la vieille simplicité, la modestie avaient disparu; on s'entretenait beau-

(1) Expression plaisante de Thackeray, pour désigner une petite cour allemande (*Trad.*).

coup d'abominables scandales dans la haute société, et les vices d'une ploutocratie trop récente étaient partout apparents.

Les *milords* anglais, avec « Waterloo » plein la bouche, ont été, pendant longtemps, l'engeance la plus agaçante de l'Europe. Ils furent dépossédés de ce titre par les Américains lorsque ceux-ci commencèrent à se faire remarquer par leur extravagance vulgaire et leurs sottes comparaisons de tout ce qu'ils voyaient chez les autres avec ce qu'ils admiraient davantage chez eux. Mais, depuis une dizaine d'années, ce sont sans conteste les Allemands qui, dans les hôtels et sur les grands chemins de l'ancien monde, sont devenus la plaie des gens bien élevés. Les Anglais n'ont pas été les derniers à s'en apercevoir; ils l'ont fait sentir; on leur en a beaucoup voulu.

J'entends dire souvent, ici et ailleurs, que l'Empereur lui-même est l'auteur de la guerre et qu'il aurait pu l'empêcher. Je crains qu'en exprimant cette opinion on ne se fasse illusion sur l'état d'esprit du peuple allemand et de ses conseillers. Autrefois, les Allemands étaient bien disposés pour l'Angleterre; ils l'admiraient même, se souvenaient volontiers qu'elle avait été leur amie et leur alliée, bien que la feue princesse impériale, mère de Guillaume II, ait fait beaucoup pour indisposer les Allemands contre tout ce qui est anglais. Assurément, les classes laborieuses

et commerçantes en Allemagne n'ont pas désiré la guerre ; mais, sous leur apparence pacifique et même amicale, on pouvait discerner, depuis longtemps, un sentiment profond et général d'hostilité. Ce n'est pas l'Anglais individuel que l'Allemagne déteste, mais l'Angleterre en tant que puissance. Les publicistes allemands, depuis le début de la guerre, disent tous que l'Angleterre est jalouse de l'Allemagne et a saisi la première occasion de l'attaquer ; mais, dans toutes mes conversations avec des Allemands, j'ai reconnu que le contraire était le vrai. J'ai observé un curieux mélange d'envie et de mépris pour l'Angleterre : d'envie, parce que l'Angleterre connaît certaines douceurs de l'existence que les Allemands s'efforcent de se procurer sans y réussir; de mépris, parce que, entre autres raisons, les officiers anglais semblent avoir honte de leurs uniformes et se mettent en civil sitôt qu'ils le peuvent. D'autre part, les Anglais en veulent souvent aux Allemands parce qu'ils sont gênés par eux dans leur suprématie commerciale, gêne d'ailleurs très salutaire aux Anglais ; mais de là à être jaloux des Allemands, il y a loin. Un Anglais dira toujours : « Jaloux des Allemands ! Pourquoi diable le serions-nous ? »

Les Allemands ont cru sérieusement que l'Angleterre était en décadence, qu'elle était usée politiquement, commercialement, sur terre et sur

mer; son armée de volontaires leur paraissait négligeable. Cette illusion s'est parfois fait jour au cours des vingt dernières années, comme à l'époque du télégramme de Guillaume II à Krüger pendant la guerre des Boers, lors de la Conférence d'Algésiras et de la crise marocaine. L'Empereur lui-même a été accusé d'être trop l'ami de l'Angleterre. Maintenant que toute cette envie mal dissimulée, que toute cette haine longuement couvée ont fait explosion dans l'incendie de la guerre, le Gouvernement, le public et la presse se sont abandonnés sans réserve à leurs penchants. On a attribué à l'Empereur ces paroles, tardivement démenties : « C'est ma volonté royale et impériale que la méprisable petite armée anglaise du général French soit écrasée tout d'abord. » L'ancien organe de Bismarck, les *Nouvelles de Hambourg*, écrivait le 28 août : « Nous sommes partis en guerre contre la Russie et la France, mais, au fond, c'est l'Angleterre que nous combattons partout. Nous devons démontrer à la Russie la suprématie de notre culture et de notre puissance militaire. Nous devons ployer la France sur ses genoux jusqu'à ce qu'elle étouffe. Le moment n'est pas venu de poser nos conditions. Mais entre la Russie et l'Allemagne, il n'y a pas de question insoluble. La France aussi combat surtout pour l'honneur. C'est de l'Angleterre que nous devons exiger le prix le plus élevé pour

cette lutte gigantesque, quelque cher qu'aient à payer les autres nations pour l'assistance qu'elles lui ont prêtée. »

Même note dans toute la presse allemande : c'est toujours le « dernier et le plus grand compte » qui doit être réglé avec l'Angleterre vaincue.

Je n'essaierai pas d'éclaircir l'origine des changements survenus dans l'esprit du peuple allemand, non plus que les causes lointaines de la guerre elle-même. La différence de l'idéal national, l'antipathie de race, certains contrastes essentiels entre les civilisations allemande et anglaise, sont des sujets trop vastes pour être abordés dans ce court essai. La guerre a-t-elle été déchaînée par amour de la guerre ? Faut-il y voir un simple bouillonnement de l'arrogance d'une caste militaire ? Est-ce l'effet de ce rêve prussien d'une extension d'influence et de pouvoir qui remplissait d'appréhension le prince de Hohenlohe toutes les fois qu'il se trouvait, comme il l'a dit, « parmi Leurs Excellences prussiennes » ? Est-ce la propagande germanique, n'aspirant à rien moins qu'à la domination du monde, ou du moins de l'Europe, par la race germanique ? Faut-il croire que la crise a été précipitée par les grands intérêts financiers que contrôlent les Gwinner, les Thyssen, les Rathenau et d'autres, pour qui le patriotisme le plus exalté est d'un

bon rapport? Est-ce enfin la philosophie de Nietzsche qui est coupable, ou faut-il assigner une part de responsabilité à toutes ces causes? Je n'ose me prononcer. On peut trouver une réponse à ces questions dans le livre de Bernhardi, *L'Allemagne et la prochaine guerre*, ou dans l'admirable réplique que lui a faite le professeur Cramb, *L'Allemagne et l'Angleterre*, ou encore dans les nombreuses productions du pangermanisme, dont le livre du professeur Usher est l'exposé le plus connu chez nous.

La cause qui domine de haut toutes les autres est certainement la philosophie de Nietzsche, dont un savant américain, le président Stanley Hall (de Worcester), a dit ceci :

« L'inspirateur des idées belliqueuses en Allemagne est Nietzsche (1), dont la philosophie a pris racine dans l'esprit allemand plus profondément que toute autre depuis Hegel. Nietzsche avait le culte de la force. Sa morale consistait à dire : « Faites, soyez, obtenez tout ce que votre force vous permet. La pitié est un vice. L'évolution est la survivance du plus apte et la destruction du moins apte. Le christianisme, avec sa

(1) Le critique danois G. Brandes, en 1888, reconnaissait, au contraire, dans la philosophie de Nietzsche, qualifiée par lui de « radicalisme aristocratique », un reflet du militarisme prussien. Mais il peut y avoir eu, là comme ailleurs, des influences réciproques (*Trad.*).

sympathie pour les pauvres en esprit, a été une maladie de décadence. Le monde appartient à ceux qui ont la puissance de le prendre; traités, conventions pacifiques, arbitrages, ne sont que des ruses stratégiques pour tromper les autres nations; vienne la guerre, avec sa réalité terrible, tout cela disparaît et s'oublie (1). La sympathie pour la faiblesse et la souffrance est elle-même une faiblesse; la force est la preuve suprême du droit. Ceux qui se sont élevés à cette moralité supérieure tiennent à leur merci le monde qui croit encore aux vieilles vertus démodées. »

L'esprit qui anime l'Allemagne dans la présente guerre est nettement indiqué dans un article du *Lokal Anzeiger* de Berlin (3 août) : « Nous commençons aujourd'hui la lutte suprême qui consolidera pour toujours dans le monde notre grande situation, dont nous n'avons jamais abusé. Quand l'épée allemande rentrera au fourreau, tout ce que nous espérons, tout ce que nous désirons

---

(1) Pourtant Nietzsche définissait l'homme : « Un animal qui sait prendre des engagements et s'y tenir. » (Cf. Brandes, *Menschen und Werke*, p. 177.) Pour rester conséquent avec lui-même, il aurait refusé la qualité d'homme aux violateurs de traités librement et solennellement consentis. Il est vrai que Nietzsche a écrit aussi : « Ce n'est pas la bonne cause qui sanctifie la guerre; c'est la bonne guerre qui sanctifie toute cause. » Cette morale des *surhommes* a depuis longtemps un nom : c'est celle des scélérats (*Trad.*).

aura été consommé. Nous paraîtrons aux yeux du monde comme la plus puissante des nations, et alors seulement, avec notre modération et notre tolérance, nous serons en mesure de donner au monde les bienfaits qu'il a toujours désirés : la Paix, la Lumière, la Prospérité. »

Voilà certes de bien grands mots, qui ne sont guère de mise parmi nous. Quand les Allemands sollicitent la sympathie des États-Unis, je me permets d'affirmer qu'ils en obtiendront bien peu, parce que nous sommes essentiellement des gens pratiques, polis, bienveillants, et parce que nous ne sommes pas un peuple cruel.

---

## *CHIFFONS DE PAPIER*

Lorsque le chancelier allemand, dans un mouvement d'humeur, qualifia le traité garantissant la neutralité belge de « chiffon de papier », et de chiffon négligeable parce que l'Allemagne était pressée et que les armées allemandes devaient passer par la Belgique pour gagner du temps, le *New-York World* répondit magnifiquement : « La *Grande Charte* aussi était un chiffon de papier, non moins que la *Déclaration de l'indépendance* et la *Constitution des États-Unis*, et s'il n'y a plus ni foi

ni honneur dans le monde, ces documents représentent encore cela. » Mais nous ne croyons pas que la foi et l'honneur soient morts. La capacité de conclure des conventions et de s'y tenir est une des pierres angulaires de notre civilisation; un des caractères distinctifs de l'honnête homme est sa fidélité aux conventions qu'il a signées. Peut-être le chancelier allemand sera-t-il aise de savoir quel accueil sa thèse a reçu dans notre pays. Je connais à New-York une banque dont les directeurs, en majorité, sont nés allemands ou portent des noms allemands. Au début, toutes leurs sympathies étaient pour leur patrie; mais lorsque parut le récit de la dernière entrevue de Sir E. Goschen avec le chancelier, ils se dirent entre eux : « Quoi! l'Allemagne a signé ce traité! C'est un engagement formel! Est-ce qu'elle voudrait donc renier sa signature? » Quelques-unes des premières mesures prises par les Allemands au début de la guerre produisirent un effet non moins fâcheux. Ainsi le Gouvernement mit la main sur les dépôts des caisses d'épargne, alléguant qu'il s'agissait d'argent en surplus, d'argent mis de côté par le peuple et dont le peuple, par conséquent, pouvait se passer plus aisément. Nombre de commerçants allemands écrivirent, sans doute par ordre, à leurs créanciers étrangers, pour les aviser qu'ils réglaient leurs dettes en obligations du nouvel emprunt de guerre allemand, souscrites au nom de leurs créanciers;

ils ajoutèrent que si ce règlement ne leur convenait pas, ils rompraient toutes relations avec eux une fois la guerre terminée. De pareils procédés choquent les hommes d'affaires honnêtes. Le seul Américain germanophile que je connaisse me disait à ce sujet : « Ce ne peut être vrai ; personne ne serait capable de pareilles choses ! »

---

## *QUELQUES EXEMPLES DE LA « CULTURE » ALLEMANDE*

Nous ne goûtons guère le sans-gêne avec lequel les Allemands ont renoncé à toute courtoisie. Au début, ils ont abominablement maltraité des Américains, parce qu'ils les prenaient pour des Anglais. Je connais des dames américaines qui se trouvaient à Dresde deux semaines après la déclaration de guerre. Elles furent insultées, arrêtées comme espionnes russes, et l'une d'elles, qui était parfaitement connue d'un certain commerçant, reçut de lui un soufflet en plein visage. A cette époque, la population semblait avoir tout à fait perdu la tête et le Gouvernement ne fit aucun effort pour la retenir ; mais, peu de temps après, des ordres vinrent de Berlin et les Américains furent traités le mieux du monde. On a peine à croire aux in-

jures subies, avec la complicité du Gouvernement allemand, par les ambassadeurs de Russie et de France à leur départ de Berlin et par la pauvre vieille impératrice douairière de Russie ; les Allemands leur firent voir la « culture » telle qu'elle existait dans leur pays aux jours qui précédèrent la naissance de Grotius. Leurs propos au sujet de la « culture » allemande, qui semble n'avoir guère de relations avec ce que nous entendons par ce mot, leur farouche indignation au sujet de l'intervention du Japon, sollicitée par l'Angleterre, seraient des choses amusantes, si l'on pouvait s'amuser au milieu des horreurs d'une pareille guerre. L'acquisition de Tsing-tao par les Allemands fut un vol aussi peu déguisé que tous ceux dont les Allemands ont accusé les Anglais, et les Japonais n'ont fait que copier, en partie mot pour mot, l'*ultimatum* que les Allemands avaient adressé autrefois à la Chine. Il n'y a vraiment pas de quoi tant se gendarmer !

Enfin, il semble aux Américains que les Allemands conduisent cette guerre non seulement avec cruauté, mais avec une brutalité indigne d'un peuple civilisé. La thèse que la population d'un pays — comme le cordonnier boiteux de Saverne — doit être forcée à la soumission par la terreur, peut être soutenue au point de vue militaire, mais ne saurait être appliquée au prix de l'abolition de tous les sentiments humains. Or, les Alle-

mands en Belgique ont paru vouloir mettre en pratique quelques-uns des discours de l'Empereur qui semblaient plutôt du domaine de la rhétorique, comme ses phrases wagnériennes sur les casques d'or, les armures étincelantes, les épées sacrées et pures, etc. Ils ont entrepris une campagne de destruction réfléchie, sans scrupules et d'ailleurs absurde. Dans le discours « du poing fermé », l'Empereur disait : « Ne donnez pas de quartier ; soyez aussi terribles que les Huns d'Attila ! » Voilà le conseil que suivent aujourd'hui les Allemands. Je connais une dame américaine qui était dans un hôtel en Belgique lorsque les Allemands y arrivèrent aux premiers jours du mois d'août. Ordre fut donné de fermer toutes les fenêtres, malgré la chaleur torride ; on prévint les hôtes que toute personne regardant par une fenêtre serait fusillée. Un homme fut fusillé dans l'hôtel pendant la nuit et, le lendemain matin, plus de vingt personnes furent alignées contre un mur et passées par les armes. Il y a beaucoup de relations, dûment attestées, de faits analogues. Le *Figaro* du 24 septembre a publié une proclamation que Léon Bourgeois, ancien président du Conseil, trouva collée sur les murs de la cathédrale de Reims. Elle était signée « par ordre des autorités allemandes » et disait à peu près ceci : « Afin d'assurer la sécurité des troupes et le calme parmi la population de Reims, les personnes ci-dessous désignées ont

été prises comme otages par le général commandant l'armée allemande et seront fusillées à la première tentative de désordre. En outre, la ville sera entièrement ou partiellement brûlée et les habitants seront pendus s'il se produit une seule infraction aux instructions ci-dessus. » Suit une liste de Rémois distingués, garants de l'ordre allemand dans la ville, qui furent jetés en prison.

Le chancelier de l'Empire disait, le 14 août : « Nous attendons que le sentiment de la justice du peuple américain le mette à même de comprendre notre situation. Nous sollicitons son opinion à l'encontre de la partialité anglaise et le prions d'examiner notre point de vue sans parti pris. Cela fait, la sympathie de la nation américaine ira à la culture germanique, dans sa lutte contre une barbarie à moitié asiatique et superficiellement civilisée. »

Oui, nous avons essayé d'examiner leur point de vue ; mais il nous a semblé à presque tous, comme il me semble à moi, que la conduite des Allemands en Belgique est parfaitement détestable. Il y a plus de 60.000 Belges en Angleterre aujourd'hui, auxquels ce pays doit donner la nourriture, le vêtement, le couvert, et les horribles récits qu'ils font des circonstances qui les ont réduits à cette condition de fugitifs sans ressort et sans ressources sont tels qu'à les entendre le monde entier voit rouge. Pauvre Belgique !

Est-ce que quelques soldats de la « culture » ont lu Motley et appris dans son livre comment s'est exercée autrefois la terreur espagnole? Le chancelier pourrait répondre, avec le général Sherman, que « la guerre est l'enfer ». En effet, mais la guerre est aussi une damnation éternelle pour ceux qui la conduisent comme les Allemands en Belgique. Ni Sherman ni aucun chef américain n'a jamais fait fusiller des groupes de non-combattants, vieillards, enfants et femmes. « Nécessité militaire! » prétend-on; mais, à nos yeux, quelques-uns du moins des chefs allemands en Belgique, tout imprégnés de « culture » germanique qu'ils pussent être, sont les frères par le sang de ces *gentlemen* mexicains qui sont tour à tour des voleurs, des assassins et des généraux patriotes. Quand nous nous rappelons l'incendie de la bibliothèque de Louvain, quand nous relisons le récit fait par M. Whitney Warren du bombardement de la cathédrale de Reims (lequel, vu la situation de cet édifice, n'a pu être qu'intentionnel), nous envisageons avec une sérénité parfaite le péril slave, sûrs qu'il ne saurait être plus odieux que la pratique actuelle du pangermanisme.

Je ne dis rien des mutilations, des outrages indicibles que l'on rapporte. Je veux admettre que les Belges, affolés par la brutalité allemande, aient commis des actes de violence, mais je refuse

de croire, à moins d'en être convaincu par mes propres sens, que les « horreurs » commises contre des officiers et des soldats allemands soient authentiques. Je suppose qu'au grand jour du règlement des comptes, à la fin de la guerre, quelques-unes des victimes vivront encore et pourront être entendues. Jusque-là, les Allemands devraient comprendre qu'ils agissent avec puérilité en faisant valoir le témoignage d'une douzaine de *reporters* qui ont voyagé à travers la Belgique et n'ont rien vu. Qu'ils offrent donc de confier une enquête à un petit nombre de juges choisis dans les pays neutres et qu'ils s'engagent à faire pendre tous ceux que ces juges déclareront coupables d'avoir assassiné, brûlé, volé ou violé (1) !

---

## *LES APPELS DE L'ALLEMAGNE A L'AMÉRIQUE*

Parmi les nombreux appels de ce genre, il en est deux qui méritent une mention particulière. Le premier, intitulé *The Truth* (La Vérité), me

(1) La *Gazette de Cologne* a déclaré officieusement que l'Allemagne n'admettrait jamais, en pareille matière, l'intervention d'un jury international (*Trad.*).

rappelle une parole de Lessing : « Si les dieux tenaient d'une main la vérité, de l'autre la recherche de la vérité, le sage demanderait pour lui la recherche et dirait que la vérité n'est pas pour les mortels. » Je conseille à M. Ballin, au prince de Bulow et à leurs associés de méditer sur cette observation et de faire paraître au plus tôt une édition revue et corrigée de leur factum. Ce qu'ils ont écrit sur la neutralité est tellement absurde qu'on est obligé de dire à M. Ballin : « Vous êtes un des hommes d'affaires les plus entendus du monde. Est-ce qu'une obligation de la Compagnie de Navigation Hambourg—Amérique, signée de votre main, est une valeur solide, ou n'est-ce qu'un chiffon de papier ? » Et l'on dira de même au prince de Bulow : « Vous êtes un gentilhomme. Nous invitez-vous à douter de votre parole ? »

L'autre appel, œuvre des professeurs Rudolf Eucken et Ernst Haeckel, est quelque peu déroutant. Le 18 août, ils écrivent : « Sur l'Angleterre seule retombent la faute monstrueuse et la responsabilité historique » ; le 31 août, ils déclarent que « pas une nation, si ce n'est la Russie, n'est à blâmer pour l'origine de la guerre ». Mettez-vous, Messieurs, d'accord avec vous-mêmes ! Vous opinez que les plaintes de l'Angleterre touchant la violation des lois internationales « sont la plus atroce hypocrisie et le plus vil phari-

saïsme », et votre langage est tellement exalté que, malgré les grands noms que vous portez, il faut vous considérer comme de vieux savants cacochymes qui ont complètement perdu la boussole dans l'ouragan.

Il y a eu d'autres appels au peuple américain; je ne les ai pas lus, mais je sais qu'ils n'ont pas trouvé créance. Rien de plus naturel que des citoyens américains nés en Allemagne, ou nés en Amérique de parents allemands, éprouvent de la sympathie pour leur pays d'origine, n'ayant pas encore perdu l'habitude de croire ce qu'on leur enjoint de croire et acceptant comme décisif ce qui est « affirmé officiellement ». Ces habitudes ont produit, en Allemagne même, de bien singuliers effets. Des centaines de gens sont revenus d'Allemagne en Amérique, depuis le début de la guerre : jusqu'au moment où ils ont lu les journaux de New-York à la Quarantaine, ils ont cru que les ports anglais étaient fermés par des mines allemandes, que les vaisseaux anglais ne pouvaient se rendre en Amérique, que la population du sud de l'Angleterre était affamée, que Leeds avait été détruit par des bombes de zeppelins et qu'il y avait une révolution dans l'Inde.

Pourtant, j'ai été surpris d'entendre un bon nombre d'Allemands de naissance s'exprimer ainsi : « Cette fois, l'Empereur a eu tout à fait tort ! » Quant aux Américains de naissance, leur

sentiment est presque unanimement favorable aux Alliés; parmi les milliers d'Américains qui, comme moi, ont vécu et étudié en Allemagne, je crois qu'une majorité écrasante pense et parle maintenant de l'Allemagne comme on le ferait d'un vieil ami ayant perdu la raison. Nous estimons que les Allemands sont devenus fous sous la double influence du militarisme et de la contemplation exclusive de leur grandeur, de leur puissance. Nous estimons que cette grande et puissante nation, avec une armée qui donne à bien des gens l'impression d'une force presque surhumaine, s'est laissée aller à des illusions fatales sur la situation qu'elle occupe dans le monde, sur ce que le monde pense d'elle et sur les résultats probables de la terrible aventure où elle s'est lancée. La puissance, suivant l'opinion allemande, est l'essence de l'État; rien ne doit en restreindre l'exercice dans l'intérêt de l'État; par elle seule, l'État exprime sa volonté; l'individu disparaît. Ils ont créé ainsi comme une religion de la puissance et de la force, qui relègue le christianisme au rang des religions démodées.

Ces théories expliquent bien des choses que nous avons vues au cours de la guerre actuelle. Mais d'autres choses ne peuvent s'expliquer que par des principes tout différents de ceux-là. Par exemple, comment l'Allemagne peut-elle, de son point de vue, comprendre que les Belges refusent

ses pièces d'argent, ou encore que ces mêmes Belges défendent leur patrie et leur nationalité au point d'avoir conquis, dans l'histoire du monde, une place à côté des héros grecs qui moururent aux Thermopyles ? Comment l'Allemagne peut-elle s'expliquer ce qui se passe dans l'Empire britannique ? Il y a, en Inde, 270 millions d'individus gouvernés par moins de 800 blancs, avec une armée insignifiante. Le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, d'autres îles dans tous les quartiers du monde, sont rattachés à l'Angleterre par deux liens en apparence très faibles, un drapeau et une langue ; or, ces pays ont commencé à fournir sans compter des hommes et de l'argent pour combattre l'extension de la « culture » allemande et ils en promettent encore bien plus, s'il le faut, pour empêcher la victoire finale des Allemands. Ne leur semble-t-il pas que tout ce dévouement à une idée tienne de la folie ? Mais il s'agit de savoir où sont les sages et où sont les fous.

---

## *L'ALLEMAGNE ET L'EMPIRE COLONIAL*

L'illusion la plus dangereuse, à mon sens, qui pèse actuellement sur l'Allemagne, est celle qui concerne les colonies et la nécessité d'un empire

colonial. Depuis quelques années, on crie de plus en plus fort en Allemagne qu'elle réclame sa place au soleil; cela signifiait, ai-je pensé d'abord, que, sans exciter nos murmures, le premier Allemand venu doit pouvoir s'emparer de nos places en chemin de fer et jouer des coudes pour bousculer nos filles dans les musées. En réalité, cela veut dire que l'Allemagne a besoin de grandes colonies pour y écouler le surplus de sa population, de colonies où les émigrants resteraient Allemands et conserveraient, comme le dit Bernhardi, une manière de vivre tout allemande.

S'il avait été écrit au livre des destins que l'Allemagne serait une puissance coloniale, elle le fût devenue depuis longtemps; les Allemands se seraient établis dans les régions abandonnées du globe et les auraient mises en valeur; le drapeau national les eût suivis. Or, ils n'en ont rien fait, et maintenant que la terre est toute occupée, le seul moyen pour l'Allemagne d'obtenir cette place au soleil est de s'approprier, d'une manière ou d'une autre, ce qui appartient au prochain. A cet effet, on peut procéder par voie de conquête, et c'est bien ce que l'Allemagne semble avoir en tête dans la guerre actuelle; mais le Gouvernement allemand a usé d'autres moyens vers la même fin. Ainsi, les intérêts germaniques au Maroc étaient peu nombreux et peu importants; pourtant, il y a peu de temps, si le professeur

Usher est bien informé, le Gouvernement allemand essaya de s'introduire au Maroc par des *agents provocateurs* et il le fit avec un manque de droiture et d'égards pour autrui comparable aux énormes maladresses de l'amiral Diedrich à Manille (1).

Supposons, pourtant, que les Allemands possèdent de belles colonies. Un agent de police allemand arrêta un jour, dans la rue, un jeune Américain de mes amis, simplement parce qu'il sifflait sans gêner personne. La théorie allemande du gouvernement par la force et la conclusion logique de cette théorie, qui est le contrôle direct de tout et de tous, sont incompatibles avec l'élasticité et le tact essentiels à toute administration coloniale. Les Allemands auraient sûrement gâté de belles colonies. Les dégoûtants scandales du Dr Carl Peters, les difficultés et les sacrifices de la guerre des Hereros ne sont pas oubliés. Je me rappelle que lorsque les Allemands obtinrent une des îles Samoa, il fut très malaisé de faire comprendre aux indigènes, lesquels se chauffaient tranquillement au soleil, qu'ils devaient se lever et saluer au passage de tout officier allemand.

Mais la difficulté principale, dans une colonie allemande, serait constituée par les Allemands eux-mêmes. Quand ils quittent leur patrie pour l'étranger, ils n'y cherchent pas, comme le veut

(1) Usher, *Pan-Germanism*, p. 17-18.

Bernhardi, une manière de vivre allemande, mais quelque chose de mieux. Un de mes amis a rencontré récemment un commerçant allemand dans une ville de l'Afrique méridionale anglaise et lui a dit : « Que faites-vous ici ? Je pensais que vous seriez établi à X... » (capitale de la colonie allemande voisine). Sur quoi l'Allemand répondit : « J'y suis allé et, en débarquant à la gare, j'ai vu une sentinelle allemande avec un fusil. Quand je me suis rendu à la maison du commissaire, il y avait là une autre sentinelle avec un fusil. Entré dans la maison, j'y ai trouvé une grande salle pleine de *ronds-de-cuir* allemands. Alors j'ai pris la fuite, je suis venu ici et j'y ai réussi à mon gré. »

Le fait est que la fameuse discipline prussienne a achevé son œuvre et épuisé sa vertu par son outrance. Il y a trois fois plus de suicides à Berlin qu'à Londres. Qu'un Allemand échappe une fois à cette discipline, il ne s'y soumettra plus jamais. Des millions d'Allemands qui ont émigré en Amérique depuis 1848, très peu ont repris la route de leur patrie. Ce n'est pas seulement qu'ils ont trouvé chez nous plus d'aisance, mais le goût d'une liberté qu'ils ne connaissent pas chez eux. Nombre de mercenaires allemands, qui s'enrôlèrent pendant notre Guerre civile à cause des salaires élevés que l'on payait aux recrues, sont revenus en Allemagne où ils vivent de leurs pensions; quelques banquiers internationaux, qui

n'avaient jamais pris racine en Amérique, sont, eux aussi, retournés en Allemagne. Mais ce sont là des exceptions. Parmi mes nombreuses relations, je ne connais qu'un seul cas d'un Allemand enrichi en Amérique qui soit revenu en Allemagne pour y finir ses jours. C'était un brasseur qui, ayant gagné quelques centaines de milliers de dollars, se fit construire, dans la province allemande d'où il était originaire, la maison que ses rêves d'enfant s'étaient figurée. Mais après y avoir passé deux mois, il ferma la porte à clef et s'écria : « Mon Dieu ! Je ne puis y tenir une minute de plus ! » Puis il revint dans la petite ville de l'Ouest américain où il avait fait fortune. Il ne pouvait supporter l'intrusion perpétuelle du Gouvernement allemand dans ce qu'il s'était habitué, chez nous, à considérer comme ses affaires privées.

Il y a bien des années, je me suis occupé à New-York de la création de bibliothèques prêtant gratuitement des livres au public. Un soir, feu Oswald Ottendorfer, fondateur et propriétaire de la *Staats-Zeitung*, le meilleur journal allemand de New-York, me fit prier de passer chez lui avec deux de mes collaborateurs. Il nous dit que notre œuvre l'intéressait et qu'il voulait nous donner une riche collection de livres allemands. « Mais, ajouta-t-il, je désire que ma donation soit grevée d'une charge. Je ne me fais aucune illusion sur mes compatriotes. Je suis Allemand et,

tant qu'il y aura une immigration allemande vers l'Amérique, il y aura ici un élément allemand; mais dès que l'immigration cessera, l'élément allemand disparaîtra. Les Allemands oublient leur langue, ils rompent tous liens avec leur pays d'origine; ils cesseront un jour d'exister comme un élément distinct. J'espère que nous infuserons à l'Américain de l'avenir quelques qualités de conscience, d'honnêteté, de discipline. Je désire donc qu'une voûte spacieuse soit réservée dans la cave de la bibliothèque future pour réunir et conserver les archives des sociétés allemandes qui meurent l'une après l'autre dans ce pays. » La bibliothèque en question a depuis longtemps été fondue avec la grande bibliothèque de New-York; mais la voûte existe et je crois qu'elle contient déjà les archives de plusieurs sociétés qui ont péri.

Ottendorfer avait raison. Les Allemands des États-Unis sont parmi les meilleurs de nos citoyens, mais ce sont, de tous les hommes, ceux qui conservent le moins leur nationalité. Anglais, Écossais et même Irlandais parlent encore de leur *home* pendant des générations; les Scandinaves rentrent chez eux pour y passer la Noël; nombre d'entre eux, ayant fait fortune, retournent dans leur patrie pour y mourir. Les Slaves reviennent par milliers et transplantent avec eux la langue anglaise, au point que Steiner cite un cas d'une élection au Reichsrath d'Au-

triche où les candidats durent faire usage de cette langue. Les Italiens retournent par dizaines de milliers ; il existe à peine une ville en Italie où quelque occupant d'un vignoble ou d'un *villino* n'ait pas rapporté des États-Unis sa modeste aisance. Mais, comme je l'ai dit, les Allemands deviennent Américains en Amérique, Australiens en Australie, ailleurs Brésiliens, Chiliens, Nicaraguéens, Haïtiens même. Leurs enfants, au teint de chocolat, vivent entièrement en dehors de la *Kultur*.

---

## *LA RÉPONSE DE L'AMÉRIQUE AUX APPELS ALLEMANDS*

Dans la brochure *The Truth*, les scribes au service de M. Ballin et du prince de Bulow s'écrient : « Écoutez, ô vous tous ! » Moi aussi, je vais leur dire : « Écoutez, vous autres ! Vous avez des canons comme on n'en a jamais vu, mais vous ne savez pas conquérir les cœurs des peuples. Ils ont soif de quelque chose de grand que vous ne pouvez pas leur donner. Votre ambitieux dessein d'imposer au reste du monde « la paix, la lumière, la prospérité », il se trouve que le reste du monde n'en veut pas. Vous êtes unanimes

aujourd'hui et merveilleusement tenaces dans vos vains efforts pour réaliser votre idéal; mais le général Nogi, le vainqueur de Port-Arthur, passe pour avoir prédit deux guerres encore, dont l'une, disait-il, aurait pour théâtre les plaines de la Belgique et laisserait l'Allemagne si complètement battue et terrifiée qu'il n'y aurait plus de guerre pendant cent ans, que peut-être on n'en verrait jamais d'autre. Écoutez de nouveau les prières de millions d'hommes, plus nombreux que vous ne serez jamais, qui se mêlent pour obtenir que la guerre actuelle se termine ainsi; renoncez à vos faux dieux; occupez-vous de vos propres affaires, qui sont vastes et importantes; rendez-nous l'Allemagne de Luther, de Beethoven, de Goethe, de Schiller, de Kant; efforcez-vous enfin de reconnaître que votre destinée sur la terre n'est pas de la conquérir, mais de fertiliser l'esprit des autres peuples, comme vous l'avez fait depuis mille ans. »

F. W. WHITRIDGE.

---

# CARLYLE

## ET

## L'ALLEMAGNE D'AUJOURD'HUI

Dans les discussions soulevées par la guerre européenne, il a souvent été question de Carlyle. Des personnes sympathiques à l'Allemagne semblent croire qu'elles peuvent le citer comme un admirateur du militarisme prussien ; d'autres ont déclaré que ses écrits étaient la source de la philosophie de Nietzsche. Assurément, il y a une apparence de vérité dans ces opinions ; mais il suffit de connaître un peu Carlyle pour se rendre compte que les qualités attribuées par lui à Frédéric le Grand ne sont pas celles qui guident la politique allemande d'aujourd'hui, et que la doctrine de Carlyle : « Le droit est la force », est tout l'opposé de celle de Nietzsche : « L'appétit est le pouvoir. »

Carlyle est peut-être le moins généralement compris des écrivains du dix-neuvième siècle. Son maniérisme le rend antipathique à ceux qui s'attachent aux conventions ; ses hyperboles agacent les esprits positifs ; le caractère soutenu de sa pensée fait de ses œuvres une lecture laborieuse pour une génération habituée à des idées qu'on lui verse à

dose homéopathique. Mais ce qui empêche le plus de le comprendre, c'est un certain manque de sympathie du lecteur. Son idéal est si élevé que, suivant l'expression d'Emerson, « il accuse notre manière de vivre » ; on se détourne d'un maître qui nous fait voir trop clairement notre insuffisance.

L'opinion de Carlyle sur Frédéric le Grand est pourtant tout à fait claire. Il admirait en lui le sens de la réalité objective et le don de se laisser guider par elle, au lieu d'obéir à des préjugés ou à la vanité. Percevoir les faits et agir d'après cette perception était, pour Carlyle, l'essence de la vertu ; voir le monde à travers une lentille déformante d'ignorance, de préjugé ou de vanité, était pour lui l'essence du vice. Frédéric, bien que cynique et matérialiste, ne fut pas dupe de son égoïsme au point de s'exagérer sa propre valeur ou de mésestimer les forces qui lui étaient opposées ; il voyait nettement sa situation telle qu'elle était et y faisait face sans illusions ni vains espoirs.

Or, personne ne peut soutenir que le militarisme allemand soit exempt d'illusions ou d'espérances mal fondées. Si jamais il y eut quelque chose à base de vanité et de chimère, c'est bien le militarisme allemand ; la façon dont ses préjugés ont détruit toute pensée objective, dans ce qui semble être aujourd'hui la nation allemande presque entière, est un des phénomènes les plus surprenants de la

guerre actuelle. Le peuple allemand a beau manifester à nos yeux ce respect de l'autorité et cette patiente conscience que Carlyle admirait tant : ces vertus inférieures ne le préserveraient pas de la colère de l'historien philosophe, qui ne lui pardonnerait pas le crime suprême de se bercer d'espérances subjectives, en dépit des faits et de la raison.

Carlyle serait encore plus irrité de la philosophie nietzschéenne, bien qu'assurément ses idées à lui puissent avoir stimulé Nietzsche, qui en transposa et en matérialisa quelques-unes. Mais, pour Nietzsche, le *moi* est tout, sa satisfaction est toute la fin de l'homme ; pour Carlyle, notre unique objet est de nous purifier et de nous discipliner, afin d'éviter d'être trompés et ruinés par les insatiables exigences du *moi*. Même aujourd'hui, alors que toute opinion étrange et paradoxale trouve des partisans, il serait absurde de prétendre que le *héros* de Carlyle, dont le pouvoir tient au sentiment que la nécessité ne peut pas tout sur la volonté, soit identique au *surhomme* de Nietzsche, dont la force est due à l'intensité de son appétit et au ferme propos de n'y imposer aucune contrainte (1).

Cambridge, Massachusetts.

Sydney GUNN.

---

(1) *New-York Nation*, 19 novembre 1914, p. 605.

# LA PENSÉE ALLEMANDE

# ET..... L'AUTRE

Maximilien Harden, dans sa revue berlinoise *Die Zukunft*, a eu le courage de dire à ses compatriotes pourquoi l'opinion des nations neutres s'est prononcée si vivement contre l'Allemagne. Ce n'est pas, écrit-il, « parce qu'on ne leur dit pas la vérité ». En admettant cela, Harden jette par-dessus bord toute la propagande allemande à l'étranger, en particulier aux États-Unis. Cette propagande a, en effet, pour principe que les Américains ont été nourris de mensonges et que, si l'Allemagne pouvait seulement leur exposer la vérité, ils changeraient aussitôt de camp. Telle était la thèse favorite des professeurs allemands, des individualités et des associations allemandes qui ont inondé les États-Unis de lettres et de publications ; c'était aussi celle des Allemands de toute profession qui, officiellement ou à titre privé, ont entrepris chez nous la défense de la

cause germanique. Il est évident que tout cet effort a été en pure perte. L'opinion américaine reste inébranlable. Elle n'a pas été fondée sur des mensonges. Toute cette puissante entreprise pour nous remettre dans le bon chemin n'a pas produit un seul fait, un seul document, un seul argument qui ne fût connu aux États-Unis dès l'origine du conflit. La vraie difficulté, comme le reconnaît maintenant Maximilien Harden, ne vient pas de ce que nous n'avons pas su la vérité, mais de ce que « nous sommes incapables de penser comme pensent les Allemands ».

Cela est à la fois franc et philosophique ; cela touche vraiment au fond des choses. Une idée analogue a été exprimée par le président Eliot, quand il a dit que l'idéal de l'Allemagne différait de celui des États-Unis. Nous autres Américains, dans cette affaire de la guerre, nous ne pouvons être amenés à penser dans les termes qui sont naturels à l'esprit allemand. Ce qui arrive à un Américain quand il s'y essaie, c'est ce que montre presque pathétiquement un petit pamphlet récemment publié à Munich, œuvre de M. Georges Stuart Fullerton, bien connu comme professeur de philosophie à l'Université de Columbia. Il écrit « comme un Américain à des Américains » et il intitule sa brochure : « Pourquoi la nation allemande est partie en guerre. »

Eh bien ! Croira-t-on que dans tout cet écrit il

n'y ait pas la moindre réponse au problème que pose le titre? Tout ce que le professeur Fullerton nous apporte, c'est une interprétation sympathique du militarisme allemand. Connaissant et aimant les Allemands, il essaie d'expliquer comment un peuple pacifique, scientifique, épris de musique, a pu croire nécessaire de s'armer jusqu'aux dents, de devenir un « peuple en armes ». Tout cela est intelligent et intéressant, mais la guerre elle-même est simplement qualifiée d' « inévitable ». Voici une citation textuelle :

« Je ne parle pas de la neutralité de la Belgique et je ne crois pas utile de soulever la question qui des deux partis a déclaré formellement la guerre. A la lumière de ce que sait maintenant le monde, ce sont là des discussions devenues tout à fait triviales. »

Mais que prouvent, demanderons-nous, ces lignes singulières, sinon le fait qu'un Américain, lorsqu'il commence à réfléchir sur la guerre avec la mentalité allemande, néglige immédiatement ce qui, pour un esprit américain, n'a jamais cessé d'être la question vitale, le centre et le nœud de toute la question?

Le ciel nous garde de présenter la mentalité américaine comme le modèle accompli de la clarté et de la droiture! Mais si quelqu'un veut entreprendre de modifier l'opinion des Américains sur la guerre, il doit commencer par se rendre un

compte exact de ce qu'ils pensent et des motifs qu'ils ont de penser ainsi. En ce qui concerne les causes et les responsabilités de la guerre, l'opinion publique de ce pays n'a pas tardé à prononcer un verdict formel, et il n'y a pas d'apparence que ce verdict doive être modifié. Les grandes divergences de vues au sujet de la guerre, parmi les Américains de l'heure présente, concernent seulement la manière dont elle est conduite et la possibilité d'y mettre bientôt un terme. Sur ce dernier point, il y a beaucoup d'idées en mouvement — ou du moins beaucoup de paroles et d'écrits — qui ne réussissent guère à faire avancer les choses. Il est si aisé de confondre ce qu'on désire avec ce que l'on peut faire ! Bien entendu, tout Américain souhaite que la guerre puisse s'arrêter demain. Tous seraient heureux et fiers si les États-Unis pouvaient intervenir pacifiquement et efficacement pour mettre fin à cette effroyable tuerie, à cette ruine de la civilisation. Mais les faits étant ce qu'ils sont, à quoi bon crier que notre Gouvernement devrait « faire quelque chose » ? Cela n'est pas de la pensée, mais du sentiment pur et simple. Jusqu'à ce qu'un homme puisse soumettre à l'opinion un projet bien élaboré et pratique, permettant aux neutres de protester efficacement contre la continuation de la guerre, il ne doit pas réclamer de nous une pareille protestation. En la réclamant, il montre peut-être que son cœur est

plein à déborder, mais il laisse soupçonner que sa tête est vide. Le Gouvernement des États-Unis a, dès le début des hostilités, offert ses bons offices. Le Président a donné l'assurance aux belligérants qu'ils pourraient toujours se prévaloir de son offre. Publiquement et officiellement, nous ne pouvons pour l'instant faire davantage, sous peine de nous mettre dans une situation qui nous condamnerait à une retraite inglorieuse ou qui nous obligerait nous-mêmes à entrer en guerre.

Après les déclarations des chefs du Gouvernement en Grande-Bretagne, en Russie, en Allemagne, en France, il faut envisager la situation sous son véritable jour. Un appel a été fait, dans un moment de folie, à la force brutale ; maintenant, il n'y a plus rien à faire que d'attendre le moment où l'un des partis sera épuisé et demandera la paix. C'est affreux d'y penser, mais on aurait dû y penser davantage avant la guerre. Ce n'est pas sans raison que Sir Edward Grey avertit Guillaume II qu'un refus de chercher la paix par la réunion d'un congrès européen entraînerait « des conséquences impossibles à mesurer ». Ce qu'elles sont, nous le voyons avec horreur. Et pourtant, nous pouvons espérer encore que la fureur des hommes tournera à la gloire de Dieu. En langage moderne, cela signifie que le reniement même de la civilisation et de l'humanité peut hâter l'avènement d'une civilisation plus

haute, d'une humanité plus pure. Si ce résultat est atteint, nous dirons peut-être un jour de cette guerre affreuse ce que Lowell a dit de notre Guerre civile : « Ce fut, malgré elle, un grand remède à d'énormes maux (1). »

---

(1) *New-York Nation*, 31 décembre 1914, p. 763-764.

---

## LE TRAVAIL DE LA "MACHINE ALLEMANDE" AU LENDEMAIN DE LA RETRAITE DE LA MARNE

---

A la fin de la première semaine de la mobilisation, le chef de l'État-major allemand, général de Moltke, annonça à son pays qu'il ne s'était pas produit la moindre anicroche ; pas une seule demande d'instructions nouvelles, pas une seule plainte n'avaient été reçues au quartier général. Pendant sept jours quatre millions d'hommes s'étaient mués en soldats; une nation pacifique était devenue une nation en armes, et aucun détail n'avait révélé le moindre dérangement du système. A la fin de la seconde semaine, il en était de même, et l'opération était terminée. Des millions de réservistes avaient rejoint leur corps; des organisations depuis longtemps arrêtées sur le papier étaient devenus des réalités. Chaque soldat avait reçu ses ordres, avait revêtu son uniforme, était parti pour le front. Car tandis que la mobilisation

suivait son cours, la concentration s'était effectuée également. A la fin de deux semaines, la machine était en position sur trois frontières ; à l'ouest, elle était prête à porter les coups que nous savons. Que cela doive finir bien ou mal, le fait subsiste que dans toute l'histoire il n'y a rien qui surpasse ce triomphe de la préparation méthodique. Avec tout le respect que nous devons à ce que la France et la Russie ont accompli à cet égard, la palme doit être accordée à l'exactitude allemande, car elle a rendu possible cette marche triomphale à travers la Belgique et la France qui s'est arrêtée seulement à 17 milles de Paris.

Peu d'Américains peuvent apprécier l'énorme labeur préparatoire qu'implique cette mobilisation et les efforts qu'il a fallu pour en tenir les plans à jour. Les Français sont partis en guerre dans leurs célèbres pantalons rouges ; les Allemands apparurent dans leur *kaki* gris, dont l'existence même était presque inconnue à l'étranger. Chaque soldat avait des chaussures neuves, du linge neuf ; il avait reçu des instructions écrites lui indiquant quel train il devait prendre et quelle place il devait y occuper. On lui donna de la nourriture pour le voyage ; à certaines stations, il reçut des boissons chaudes. Il n'avait à se préoccuper de rien, simplement à lire son ordre. Il n'y eut nulle part la moindre confusion, le moindre embarras ; partout l'enthousiasme le plus spontané, la volonté de

vaincre, car, quelque étrange que cela nous paraisse, la nation allemande croyait qu'elle avait été attaquée injustement ; à ses yeux, cette guerre n'avait pas été voulue par elle ; elle n'était due ni à son empereur ni à ses diplomates. Mais la mobilisation signifie bien davantage que la mise en marche des troupes : téléphones, télégraphes, chemins de fers furent militarisés ; des centaines, peut-être des milliers d'usines cessèrent à l'instant de travailler pour le public, se mirent aux ordres de l'État-major pour fabriquer des vêtements, des chaussures, des munitions. Chaque livre de cuivre fut saisie et réservée aux usages militaires ; ce métal, comme tous les autres objets acquis pour l'armée, fut payé comptant.

Il y a plus : le sixième jour de la mobilisation, le 7 août, alors que la mobilisation et la concentration étaient en cours et que la puissance de l'armée était ainsi immensément accrue, le général von Emmich prit Liége avec trois divisions seulement, qui étaient encore sur le pied de paix. Nous savons cela maintenant par le quartier-maître général de l'armée allemande, von Stein : les réserves n'avaient pas rejoint les troupes hanovriennes commandées par von Emmich lorsque Liége tomba. Un des forts succomba après avoir reçu trois obus d'un des nouveaux canons de siège. Les Allemands assurent que Liége ne les a nullement retardés, que le temps passé devant

cette place était celui même qui avait été prévu pour l'achèvement de la mobilisation et de la concentration. A la minute où se termina cette période de quatorze jours, le mouvement en avant commença, avec ses étonnants succès du début.

Et pourtant, cette machine incroyablement efficace, quel que doive en être le succès final, n'a pas accompli son but : elle n'a ni pris Paris, ni entouré les armées alliées d'un cercle d'acier, ni maintenu ses positions en France. La politique du sang et du fer a, pour le moment, abouti à la stagnation ; pour la première fois depuis quatre-vingt-dix-neuf ans, une armée allemande a subi un véritable échec. Nous suivons maintenant des yeux la suprême épreuve de la plus grande machine du monde. Comment supportera-t-elle la défaite? Est-ce que les défauts de ses qualités n'en désarticuleront pas les rouages ? C'est assurément une chose merveilleuse de concentrer toute la pensée dans les conducteurs de la machine et de réduire les soldats au rôle de pions sur un échiquier. Mais quand les éléments d'une pareille machine commencent à craquer, il arrive que plus elle est parfaite, plus le dommage est grand. Les pions ne savent plus que faire quand on a cessé de penser pour eux. Le fait seul que la machine dont ils dépendent a été si parfaite les a privés de l'expérience qu'enseigne l'imprévu. On

peut se demander si cette organisation mécanique ne rend pas le soldat allemand moins souple, moins prompt à s'adapter que ceux d'autres nations. En outre, l'idée des officiers que leurs soldats ne sont que des pions et que leurs plans doivent être exécutés sans égard pour le sang versé peut devenir une grande faiblesse ; il semblerait qu'on ait attendu de cette machine plus qu'elle ne devait donner, étant composée, après tout, d'éléments humains. L'épuisement physique est peut-être l'explication vraie du reflux de la marée formidable qui menaçait d'engloutir Paris.

Nous sommes loin d'insinuer que cette extraordinaire machine allemande soit déjà brisée ; celui qui le croirait commettrait une grave erreur. L'État-major allemand, dans son patient labeur, doit avoir prévu maintes vicissitudes. Les fortifications de l'Alsace-Lorraine et du Rhin ont été construites pour la défensive ; même la confiance présomptueuse de l'État-major doit avoir compté avec la possibilité d'une défaite et arrêté des plans en conséquence. Nous voyons, dans la Prusse Orientale, ce que la défensive offensive peut accomplir : les Russes avouent deux revers sérieux. Personne ne peut affirmer, d'après les faits connus, que la retraite allemande en France ait pris le caractère d'une déroute. Les chefs allemands combattent pour le salut de l'Empire et, sous cette pression, la machine peut encore faire des

miracles, pourvu que l'élément humain ne la trahisse pas. Ils ne doivent pas pousser trop loin leur politique de sang et de fer, sans quoi la machine pourrait éclater et leurs ressources être gaspillées en vain. Et ils ne doivent pas oublier non plus que le facteur décisif peut être la misère de ces Allemands, hommes, femmes et enfants, non inclus dans le rayon de la machine militaire, ceux qui souffrent à la maison et qui, avant qu'il soit longtemps, peuvent être menacés de mourir de faim [1].

---

(1) *New-York Nation*, 24 septembre 1914, p. 365.

# L'ALLEMAGNE
# ET LA DOCTRINE DE MONROE

---

Des télégrammes récents nous informent que l'Allemagne s'engage, en cas de victoire, à respecter la doctrine de Monroe. Que cela est donc risible et naïf! Quelques-uns des apologistes de l'Allemagne auraient-ils l'obligeance de nous dire quelle garantie l'Allemagne peut donner de sa parole? Quelle confiance placer dans une nation qui qualifie ouvertement de « chiffons de papier » des engagements solennels, lorsqu'il ne lui convient plus de les observer? Quand des professeurs et des hommes de science allemands comme Haeckel et Eucken affirment que la grandeur allemande a été fondée sur la foi et l'honneur, nous voulons bien admettre qu'il en ait été ainsi dans le passé; mais quand ils appliquent cette prétention au temps présent et aux futures contingences, ils se moquent d'eux-mêmes et insultent à l'intelligence du genre humain. Le pouvoir, la force, le terrorisme, voilà de quoi rêve l'esprit

qui anime aujourd'hui la classe dirigeante en Allemagne; ses philosophes et ses historiens le proclament sans rougir; cet idéal est devenu l'objet de la propagande des professeurs d'Université, et il est accepté sans réserve ni murmure par la ferveur patriotique des masses. Témoin ces lignes de la *Gazette de Francfort,* discutant la probabilité d'une intervention active du Portugal à côté des alliés : « Le sort de la Belgique, dont le Roi et le Gouvernement ont dû fuir de leur pays, est un exemple de ce que doivent attendre les nations qui se sont laissé tromper par l'Angleterre. » Ainsi l'Allemagne se glorifie d'un acte qui, plus que tout autre, a éveillé les sentiments antiallemands dans notre pays ! Faut-il s'étonner, après cela, que les Allemands soient incapables de comprendre ce que l'Amérique pense d'eux, et pourquoi ?

Tout en reconnaissant la franchise avec laquelle l'Allemagne s'exprime et s'accuse, nous ne pouvons guère y voir une excuse de tous les péchés inscrits au calendrier. Elle traite les Anglais d'hypocrites. Examinons un instant cette vertu et ce vice contraires, la franchise et l'hypocrisie. On a dit que l'hypocrisie était l'hommage que le vice rend à la vertu. Je ne voudrais pas être rangé parmi les défenseurs de cette sorte d'hommage; mais, après tout, quel est le fondement de l'hypocrisie? N'est-ce pas un sentiment de pudeur, une

sorte de respect pour l'opinion d'autrui ? Du moins elle implique le discernement du bien et du mal et l'aveu tacite que le bien est préférable. Mais que dire de la franchise qui méprise toutes les lois morales de la civilisation moderne, commet les plus grands crimes sans honte ni remords, les défend et les exalte comme la souveraine « culture », comme les produits les plus purs d'une race, très supérieurs en valeur au prix que l'Europe paie en ce moment pour les subir ? Évidemment, il y a là une lutte entre deux façons d'idéal inconciliables, une lutte dont les conséquences doivent être énormes pour l'avenir de toute l'humanité.

Considérons un instant les résultats possibles d'une victoire des Alliés ou d'une victoire de l'Allemagne. Qui peut douter que le sentiment anglais de la modération, le respect anglais pour les opinions du genre humain, le caractère national de réserve, d'hypocrisie, si l'on veut, n'adoucissent les conditions de la paix par quelques concessions à la justice, quelque générosité ? Car les Anglais ont acquis la réputation d'être un peuple juste. Stupides et bornés peut-être, ils sont capables d'apprécier le point de vue de leurs adversaires. Cela explique leur merveilleux succès dans le gouvernement de nations étrangères, dont aucune preuve plus frappante n'a jamais été offerte au monde que le loyalisme actuel des

colonies et dépendances de la Grande-Bretagne. Cette démonstration de la solidarité de l'Empire doit être, aux yeux d'un Anglais, un dédommagement partiel des maux que lui inflige la guerre. Mais que faudrait-il attendre d'une Allemagne victorieuse dictant les termes de la paix? Une franchise presque effrontée, sans doute, un dédain absolu de l'opinion du reste du monde, le sort de la Belgique pour tous ses ennemis, les plus solennels engagements ravalés au rang de « chiffons de papier », le triomphe de la doctrine de la force et du droit divin des rois, de véritables saturnales au cri de « Malheur aux vaincus ! », enveloppant tous ceux qui font obstacle à sa culture supérieure et à sa moralité.

Nous ne croyons pas cette peinture exagérée. Toutes les forces intellectuelles de l'Allemagne sont occupées à défendre ces principes avec le zèle de fanatiques et exigeraient sans doute qu'ils fussent appliqués jusqu'au bout, implacablement, à l'allemande. Si l'Empire allemand prenait la place de l'Empire anglais, ce serait une révolution comparable à celle qui se produisit après la guerre du Péloponèse : un triomphe complet du militarisme. Sparte victorieuse annonça la liberté et la paix à toute la Grèce, alors que l'on détruisait les murs d'Athènes à la musique des joueuses de flûte. Mais, dix ans après, l'empire de Sparte était ruiné et les Grecs trouvaient cent fois moins

dur d'être les esclaves d'Athènes que de jouir d'une liberté octroyée par le militarisme spartiate. Tel serait aussi le destin d'un empire allemand embrassant le monde, car je ne pense pas qu'une nation puisse longtemps, par la force brutale, imposer son idéal au reste de l'humanité qui n'en veut pas. La tâche de détruire la raison humaine et les idées morales en cours depuis l'aurore de l'histoire serait trop lourde, même pour l'Allemagne.

Lexington, Kentucky.

GLANVILLE TERRELL (1).

---

(1) *New-York Nation*, 19 novembre 1914, p. 604-605.

# LES DOCTRINES ÉCONOMIQUES ET LA GUERRE

Le professeur Henry C. Emery, dans la *Yale Review* de janvier 1915, a mis en lumière ce qu'on pourrait appeler le fondement intellectuel de l'attitude de l'Allemagne envers le monde et le problème général de la guerre et de la paix. Ce n'est pas seulement les doctrines économiques des Allemands, mais leurs idées, leurs habitudes de pensée dans les domaines de l'histoire et du droit, que le professeur a brillamment exposées et commentées. Il montre comment ces causes intellectuelles, agissant de concert avec certains traits essentiels du caractère allemand, ont créé l'état d'esprit qui a frayé la voix au monstrueux conflit dont le monde est aujourd'hui le témoin. Aux yeux de ceux qui admettent le principe : « Tout comprendre est tout pardonner », il semblera que le professeur Emery ait singulièrement atténué la culpabilité de l'Allemagne ; et ceux mêmes qui considèrent ce principe comme faux en théorie et pernicieux en pratique ne reconnaîtront pas moins

la pertinence et la force des considérations qu'il a fait valoir.

Voici un point qui nous a particulièrement frappé. « Pour l'historien ou l'économiste, dit l'auteur, un des caractères les plus intéressants de la lutte actuelle est ce problème-ci : la guerre résulte-t-elle directement de conditions économiques, ou ne résulte-t-elle pas plutôt de l'enseignement qui considère la lutte comme un élément nécessaire de la vie économique? J'ai parfois émis l'hypothèse que cette guerre pourrait être dénommée celle de l'interprétation économique de l'histoire. Cela signifie qu'elle a été amenée autant par des idées concernant la pression économique que par la pression économique elle-même. »

Les particularités de l'esprit et du caractère allemands sont responsables, dans une large mesure, de l'influence que les doctrines abstraites exercent sur ce peuple; mais le fait que des idées économiques erronées engendrent et aiguisent les antagonismes nationaux ne se constate pas moins en Angleterre et chez nous qu'en Allemagne. Ceux qui voient si volontiers des causes économiques à la base des développements de l'histoire devraient porter plus d'attention à la part qui revient, non pas à ces causes elles-mêmes, mais aux idées qu'on s'en fait. Si le Sud avait su que l'esclavage n'était pas essentiel à sa prospé-

rité économique, nous n'aurions pas eu de guerre civile; il n'est pas téméraire de supposer que si les nations du monde avaient été affranchies des illusions du protectionnisme, les passions et les préjugés qui ont contribué à l'horrible guerre d'à présent pourraient n'avoir jamais atteint l'intensité qui a rendu cette calamité possible.

Alors que les doctrinaires allemands insistent volontiers sur les survivances, la lutte pour la vie et d'autres conceptions analogues, la majorité des Allemands, quand ils parlent de questions économiques, pensent à des sujets qui se rapportent de beaucoup plus près à leur pain beurré de tous les jours. C'est dans les illusions concernant le commerce international, infiniment plus que dans les faits de ce commerce, que les Allemands, et d'autres peuples avec eux, trouvent la source de dangereuses jalousies et de terreurs. Combien des hommes même supérieurement doués sont enclins à ces illusions, comment il leur est possible de les faire partager même à ceux qui s'en sont depuis longtemps affranchis, c'est ce qu'a prouvé, il y a un peu plus de dix ans, la remarquable renaissance du protectionnisme dans l'esprit et la propagande de Chamberlain.

Ce qui distingue les Allemands des autres peuples, c'est moins leur réceptivité à l'égard des idées abstraites que la domination absolue qu'ils leur concèdent sur la conduite pratique de leur

vie. Quelque chose de semblable s'est vu dans le Sud, lorsque les hommes y étaient tyrannisés par des théories imaginées après coup pour justifier l'esclavage ; mais on citerait difficilement, ailleurs qu'en Allemagne, un exemple même approchant de celui-là. Cette acceptation sans réserve des fantômes de la pensée abstraite a sans doute quelque chose d'admirable, qui va de pair avec la discipline et l'exactitude dont les Allemands ont donné de beaux exemples. Mais il y a des limites au delà desquelles l'obéissance aux spéculations de la théorie devient une désobéissance à des instincts plus profonds et plus permanents, à des principes que la santé de l'âme exige plus impérieusement que les enseignements d'une école quelconque. Portée assez loin, cette désobéissance peut devenir, dans le domaine moral, une inhumanité sans scrupules; dans le domaine intellectuel, de la pure folie (1).

---

(1) *New-York Nation*, 31 décembre 1914, p. 764-765 (Extrait).

---

# LE GÉNÉRAL VON BERNHARDI

Le président Lincoln accueillit un jour Harriet Beecher Stowe avec ces paroles enjouées : « Voici la petite femme qui a causé cette grande guerre ! » Malgré l'énorme influence exercée par *La Case de l'oncle Tom*, ni la Guerre civile ni aucune autre guerre n'a jamais été le résultat d'un livre. Assurément, il peut arriver qu'un livre ou la production littéraire d'un groupe d'hommes puisse suggérer ou hâter la résolution d'un peuple de recourir aux armes. Tel fut l'effet de *La Case de l'oncle Tom ;* tel fut aussi l'effet des œuvres de Voltaire et de Rousseau sur la Révolution française.

Le général Friedrich von Bernhardi serait-il la Harriet Beecher Stowe de la présente guerre ? Je l'ignore, et j'ignore aussi si Guillaume II lui sait gré de l'activité de sa plume. Ce qui est certain, c'est que ses livres ont tenu une place éminente dans la plupart des discussions sur le militarisme allemand et qu'ils sont fort demandés en librairie (en particulier *L'Allemagne et la prochaine guerre*). Bernhardi est un général de cavalerie en retraite, âgé de soixante-cinq ans. Il passe pour représenter

le militariste allemand du type le plus pur. Est-ce vrai? Regardons de près quelques-unes de ses assertions.

En lisant les extraits suivants de Bernhardi, il faut se souvenir que les Américains amis de l'Allemagne accusent très souvent nos journaux d'avoir des préjugés contre ce pays. Il me semble qu'on abuse du mot « préjugé ». On aurait tout à fait raison si l'on disait que les journaux américains sont, en général, hostiles à l'Allemagne dans cette guerre, qu'ils l'en rendent presque exclusivement responsable et qu'ils considéreraient sa victoire comme un malheur pour le monde entier. Mais dire et répéter, comme on le fait, que notre presse a des préjugés, c'est-à-dire qu'elle a jugé le litige avant d'en avoir pesé les éléments, c'est affirmer ce qu'on serait fort empêché d'établir. Jusqu'à l'invasion de la Belgique (sujet dont aucun ami de l'Allemagne ne peut causer pendant trente secondes sans déplacer la question ou recourir à un *tu quoque*), il n'y avait dans notre presse aucune hostilité marquée à l'égard de l'Allemagne. Mais depuis, elle a jugé l'Allemagne à la lumière fournie par les correspondances diplomatiques et en se rappelant que Bismarck avait astucieusement déchaîné la guerre de 1870, tout en protestant, exactement comme ses successeurs d'aujourd'hui, qu'il avait été forcé de tirer l'épée. Notre presse croit que l'Allemagne nourrit une confiance mal

fondée en son droit d'administrer la « culture » allemande au reste du monde, qu'il en veuille ou non. Ceux qui ont lu Bernhardi et ses pareils avant la présente guerre y ont découvert l'origine des théories qui sont mises en pratique sous leurs yeux.

Voici un extrait de l'introduction du livre *Sur la guerre d'aujourd'hui,* publié en 1912 :

Nous avons besoin d'agrandir nos possessions coloniales de manière à fournir de la terre et du travail au surplus de notre population ; sans quoi nous courrons le risque de voir la force et le pouvoir de nos rivaux s'accroître, comme autrefois, du fait de l'émigration allemande. Maintenant que la surface du globe est répartie entre les nations, de telles acquisitions territoriales ne peuvent être réalisées par nous qu'aux dépens d'autres États ou de concert avec eux ; or, cela n'est possible que si nous réussissons à affermir mieux que par le passé notre puissance au centre de l'Europe. Actuellement, à chaque mouvement de notre politique étrangère, nous sommes menacés d'une guerre européenne contre des ennemis supérieurs. Cela devient tout à fait intolérable, car la liberté d'action de notre peuple est ainsi extraordinairement paralysée. Une telle situation est très dangereuse, non seulement pour la paix de l'Europe qui, après tout, n'est pour nous qu'une affaire secondaire, mais, chose essentielle, pour nous-mêmes.....

Voici, tirée du même ouvrage, la théorie de la « culture » :

La production de l'Allemagne, dans le domaine

du travail cérébral, est plus grande que celle de tout autre peuple. Notre importance prépondérante, en tant que nation civilisatrice, est devenue évidente à tous depuis que les petits États allemands se sont réunis pour former un État puissant. Nous avons pris conscience de notre puissance, et du fait que nous sommes un facteur nécessaire dans le développement de l'humanité. Cette conscience nous impose l'obligation d'affirmer le plus possible notre influence intellectuelle et morale, de frayer la voie partout, dans le monde entier, au travail allemand, à l'idéalisme allemand. Mais pour nous acquitter avec succès de ces tâches suprêmes de la civilisation, il faut que nos efforts pour civiliser soient accompagnés et fortifiés par un accroissement de pouvoir politique, qui se manifestera par de grandes colonies, un commerce international plus étendu, l'influence accrue de la culture teutonique dans toutes les parties du globe et, par-dessus tout, par une sauvegarde parfaite de notre puissance politique en Europe.

On a dit que la voix de Webster se faisait entendre au milieu des grondements du canon pendant la Guerre civile et que ses discours inspiraient les soldats de l'Union. L'auteur du paragraphe insolent que je viens de traduire n'est-il pas un de ceux à qui remonte, en dernière analyse, la responsabilité du saccage de Louvain ?

Le même ouvrage s'exprime comme il suit sur la théorie de l'entrée en guerre :

Le résultat de la prochaine guerre européenne dépend de l'offensive stratégique ; mais le seul État

qui puisse en tirer tous les avantages est celui qui saura commencer la guerre sous des auspices politiquement favorables et produire ainsi des conditions favorables pour l'action militaire elle-même. Le groupement des États voisins, œuvre de la politique, et le choix du moment pour commencer la guerre créent, d'une manière générale, les conditions initiales de l'action, et ces conditions peuvent êtres décisives pour tout l'ensemble des opérations..... Ce fut surtout la hardiesse des Japonais qui paralysa le bras de leur ennemi très supérieur en force et fit d'eux d'un seul coup la race dominante de l'Asie Orientale; j'espère que les Allemands affirmeront et maintiendront de même leur suprématie en Europe.

Le paragraphe suivant, tiré de *L'Allemagne et la prochaine guerre*, semble éclairer à l'avance le dessein d'envahir la Belgique :

L'obligation pour le général de se tenir à l'écart de la politique, en paix comme en guerre, n'est vraie que dans un sens limité. Le ministre de la Guerre et le chef de l'État-major doivent être tenus au courant des fluctuations de la politique; on doit même leur concéder sur elle une certaine influence, afin qu'ils puissent adapter leurs mesures à ses besoins; ils ont le droit de prescrire des actes à l'homme d'État si la situation militaire paraît les exiger.

Traités et conventions ne pèsent pas lourd dans la balance du général Bernhardi :

Nous ne pouvons guère admettre que ces efforts (des pacifistes) soient inspirés par un amour sincère

de la paix..... Il faut donc croire que les Américains, avec leurs instincts commerciaux, ont été poussés (dans cette voie des traités d'arbitrage) par des motifs politiques très terre à terre et que des motifs analogues ont déterminé l'assentiment de la *perfide Albion.* Nous pouvons supposer que l'Angleterre entendait se protéger à l'ouest en cas de guerre avec l'Allemagne, et que l'Amérique désirait avoir les mains libres en vue de poursuivre sans obstacle sa politique de suprématie dans l'Amérique Centrale et de réaliser ses projets relatifs au canal de Panama dans l'intérêt exclusif de l'Amérique.....

Certains hauts fonctionnaires allemands nous disent qu'ils ont été « abasourdis » lorsque l'Angleterre déclara la guerre. Chancelier et ambassadeurs n'avaient jamais rêvé pareille chose. Que n'avaient-ils lu Bernhardi !

Un accord pacifique avec l'Angleterre est, après tout, un feu follet qu'aucun homme d'État allemand sérieux ne peut songer à poursuivre. Nous devons toujours avoir présente à nos yeux la possibilité d'une guerre avec l'Angleterre et arranger en conséquence nos plans politiques et militaires. Ne nous occupons pas des protestations pacifiques des politiciens, publicistes et utopistes anglais ; nées des exigences du moment, elles ne peuvent en rien modifier l'état réel des choses.

Voici quelques-unes des maximes de Bernhardi en matière de politique étrangère :

D'une façon ou d'une autre, nous devons régler

notre compte avec la France, si nous désirons avoir les mains libres dans notre politique internationale. C'est la condition première et principale d'une bonne politique allemande, et puisque l'hostilité de la France à notre égard ne peut être écartée par des ouvertures pacifiques, l'affaire doit être réglée par la force des armes. La France doit être si complètement écrasée qu'elle ne puisse plus jamais se trouver sur notre chemin..... A mon avis, nous aurions eu politiquement raison, même au risque d'une guerre avec la France, de protester contre l'annexion de la Tunisie et de revendiquer pour l'Italie le territoire de Carthage. Nous aurions ainsi considérablement fortifié la situation de l'Italie dans la Méditerranée et créé entre l'Italie et la France une cause de conflit qui aurait ajouté à la sécurité de la Triple Alliance..... La Turquie est la seule puissance qui pourrait sérieusement menacer la situation de l'Angleterre en Égypte par la voie de terre. Il est donc de bonne politique pour nous de soutenir la Turquie, dont l'importance pour l'Allemagne et la Triple Alliance a déjà été exposée.

Extrait d'un chapitre intitulé : « Le caractère de notre prochaine guerre » :

Une guerre engagée par nous et finissant mal, dans de pareilles circonstances, détruirait notre importance politique si laborieusement acquise, compromettrait tout l'avenir de notre peuple, nous rejetterait en arrière de plusieurs siècles, ébranlerait l'influence de la pensée allemande dans le monde civilisé et arrêterait ainsi le progrès de l'humanité dans son développement normal, pour lequel une Allemagne

florissante est la condition essentielle. Notre prochaine guerre sera soutenue en vue des intérêts les plus élevés de notre pays et du genre humain. Cela en fera l'importance suprême dans l'histoire du monde. Notre parole de ralliement sera : « La puissance mondiale ou la ruine ! »

La puissance mondiale ! L'Allemagne, lorsque Bernhardi écrivait cela, était la première puissance militaire du globe et, de troisième puissance navale, était devenue la seconde. Que voulait donc dire le général Bernhardi ?

Edmund Lester PEARSON (1).

---

(1) *New-York Nation*, 17 septembre 1914, p. 343-344.

# LES BÉVUES

# DES PROFESSEURS ALLEMANDS

---

Il est évident, pour les juges désintéressés, que l'Allemagne, depuis le commencement de la guerre, a gravement souffert dans sa réputation de foyer de lumière, de centre de recherches scientifiques sur toutes sortes de vérités. Tous ceux qui ont profité de son savoir et des leçons de ses grands maîtres trouvent là un sujet de tristesse. Mais c'est précisément le corps enseignant de l'Allemagne qui produit aujourd'hui sur les États-Unis l'impression la plus fâcheuse, par les efforts qu'il fait pour gagner l'opinion américaine à la cause allemande. Nulle part n'apparaît le désir d'étudier les faits sans parti pris, de soumettre à un examen critique les incidents récents de l'histoire. La logique est jetée aux quatre vents ; à sa place, on nous inonde de rhétorique et d'assertions sans preuves. Celles des Alliés sont repoussées comme indignes de créance, parce qu'elles émanent des Alliés ; on suppose *a priori* que les Allemands seuls sont capables de dire la

vérité dans cette crise et que le reste du monde ne peut que mentir. L'impuissance voulue à envisager la question morale, qui est fondamentale, d'un point de vue impartial et élevé, peut être l'effet de la vague de patriotisme exalté qui a passé sur l'Allemagne, mais n'en est pas moins une chose stupéfiante. Il nous semble que le monde était en droit d'attendre mieux des Allemands, alors même qu'il ne pouvait espérer qu'une crise nationale aussi intense les laisserait calmes !

On peut vraiment dire que certains professeurs qui ont mis leurs opinions par écrit à l'appui de la cause allemande font autant de tort à cette cause que ses ennemis eux-mêmes. Prenez, par exemple, l'appel « Au monde civilisé », publié par quatre-vingt-treize savants et artistes allemands. Parmi les signataires, on trouve les noms les plus distingués de l'Allemagne — Eucken, Haeckel, Fulda, Humperdinck, Sudermann, Hauptmann, Lamprecht, Kaulbach, Dœrpfeld — chacun d'eux célèbre dans son domaine propre. Mais l'appel lui-même jette le discrédit sur leur intelligence et doit certainement nuire à leur cause. N'insistons pas sur l'anglais grotesque dans lequel est rédigée la traduction que les Allemands ont répandue parmi nous [1] ; ce qui est plus

(1) Le texte français n'est pas moins barbare et, par endroits, inexact (*Trad.*).

grave, c'est le manque complet de logique. Ainsi ces messieurs écrivent : « Il n'est pas vrai que nons ayons violé la neutralité de la Belgique. Il a été prouvé que la France et l'Angleterre avaient décidé de la violer ; il a aussi été prouvé que la Belgique y avait consenti. C'eût été de notre part un suicide de ne pas prendre les devants. » La première phrase est en contradiction absolue avec l'excuse avancée dans la dernière ! Quant aux assertions concernant les desseins de la France et de l'Angleterre, le manifeste n'en offre aucune preuve, et aucune preuve n'en a jamais été fournie par ailleurs. Le pis qu'on ait pu découvrir, c'est que l'Angleterre et la France s'étaient concertées pour agir au cas où l'Allemagne ferait précisément ce qu'elle a fait. Dire que ç'a été une violation de la neutralité belge, de la part de la France et de l'Angleterre, que ces deux nations aient prévu une action commune en vue de remplir les devoirs que leur imposait le traité garantissant la neutralité de la Belgique, c'est insulter l'intelligence humaine ! Mais accordons un instant qu'ils aient raison, qu'est-ce qui s'ensuit ? Que l'Allemagne a violé une loi parce qu'un autre pays allait la violer. Parce qu'un autre pays avait l'intention d'assassiner la neutralité belge, l'Allemagne devait commettre ce crime la première. Quel terrain de défense pour des moralistes, pour des gens qui enseignent l'éthique et la religion !

Ils feraient bien mieux de revenir franchement à l'argument de bandit allégué par le chancelier allemand : qu'il préférait la loi dictée par la nécessité à celle qui était écrite sur un *chiffon de papier*.

Nos quatre-vingt-treize maîtres nous disent ensuite : « Il n'est pas vrai que le combat contre notre soi-disant militarisme ne soit pas un combat contre notre civilisation, comme le prétendent hypocritement nos ennemis. Sans le militarisme allemand, la civilisation allemande aurait depuis longtemps été détruite. » Si cela est vrai, que faut-il donc penser de tous les enseignements de l'Allemagne en matière de philosophie et de religion? Qu'est-ce qu'une civilisation qui repose seulement sur la force, et quelle doit être sa valeur dans l'avenir? « Ayez confiance en nous », dit la conclusion de l'appel. Volontiers, mais comment pouvons-nous désormais avoir confiance en votre jugement? Nous pourrions citer beaucoup d'autres affirmations aussi surprenantes émanées de professeurs; des hommes d'une réputation internationale acceptent comme des faits ce qui n'est ni prouvé ni susceptible de preuve. S'ils poursuivaient de la sorte leur enseignement ou leurs recherches scientifiques, ils seraient promptement chassés de leurs chaires.

Mais ce ne sont pas seulement les professeurs allemands en Allemagne qui font tort à leur pays. Le Gouvernement britannique aurait tout profit à

demander le renvoi du professeur Münsterberg de l'Université de Harvard, à la condition qu'il consacrât tout son temps à parler et à écrire pour l'Allemagne. On possède aussi, à Harvard, le professeur allemand Kuno Francke. Il y a peu d'années, il écrivait des livres inspirés d'une hostilité absolue contre Guillaume II, contre la bureaucratie et le militarisme allemands. Aujourd'hui, à l'en croire, l'Allemagne serait presque au-dessus de toute critique. Puis il y a le professeur Eugen Kühnemann, « emprunté » à l'Université de Breslau. L'autre jour, dans une conférence à Boston, il affirma que l'Allemagne n'aurait pas dû violer le territoire belge, mais qu'elle fut forcée de le faire. L'auditoire se prit à rire, et le président fit une observation mordante sur l' « irrationalité » du professeur. Sur quoi, sans se démonter, le professeur répondit : « Les Américains ne semblent pas se rendre compte que la vie a toujours été irrationnelle ! » Une autre de ses théories fut celle-ci : Les Américains ne pourraient espérer comprendre l'Allemagne que si la situation de notre pays dans le Nouveau-Monde était la même que celle de l'Allemagne dans l'ancien. — Nos savants amis allemands semblent ne pas se douter, dans la présente crise, que l'Américain est un animal doué de raison, qui sait reconnaître une absurdité logique et faire la différence entre une affirmation et un fait. L'Allemagne, dit le profes-

seur Kühnemann, « est très satisfaite de l'état que la civilisation a atteint chez elle », et il ajoute : « Le militarisme allemand est la concentration de la puissance défensive contre un monde d'ennemis. » Puissent les savants allemands trouver maintenant le temps de chercher si tout est vraiment pour le mieux dans une civilisation qui a su s'entourer d'un monde d'ennemis [1] !

---

(1) *New-York Nation*, 29 octobre 1914, p. 513.

# TABLE DES MATIÈRES



NANCY-PARIS, IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT — 25 FÉVRIER 1915

# VOIX AMÉRICAINES

SUR LA

# Guerre de 1914-1915

---

III

*Il a été tiré de ce volume cinquante-cinq exemplaires numérotés à la presse, dont :*

*5 sur papier du Japon (Nos 1 à 5);*

*50 sur papier de Hollande (Nos 6 à 55).*

# VOIX AMÉRICAINES

SUR LA

# Guerre de 1914-1915

## L'ANNIVERSAIRE DE LA PRISE DE LA BASTILLE

A bien des millions d'hommes et de femmes, éloignés des fronts de bataille de la guerre actuelle, la Fête nationale de la France semblera cette année la plus magnifique de son histoire, depuis le jour où le peuple de l'ancienne monarchie se dressa devant les portes de la Bastille et pratiqua dans les murs de la tyrannie cette brèche qui n'a jamais été comblée.

Pour la troisième fois, au cours de sa merveilleuse histoire, la France a pris sur elle de défendre la civilisation contre les attaques du Barbare destructeur. Elle fut à la fois le champ de bataille et l'âme de la résistance lors de la défaite des Huns dans les plaines de Châlons — non loin des lieux où la guerre fait encore rage — et de celle des Sarrasins à Poitiers. De même, aux mois d'août et de

septembre 1914, la France supporta le poids d'un nouvel assaut contre tout l'édifice de notre civilisation.

A travers les bulletins obscurs et incomplets des premiers jour de la guerre, les Américains, pas plus que les Anglais, n'ont pu saisir dans toute sa grandeur l'énergie de l'effort français, le caractère gigantesque du conflit qui se déroula sur les bords de la Marne. A l'héroïsme belge, à la coopération anglaise, nous attribuâmes une importance qui dépassait la réalité. Non sans quelque confusion, mais avec une loyale franchise, les hommes d'État et la presse de la Grande-Bretagne font aujourd'hui amende honorable à ce sujet.

Car c'est la France et la France seule qui soutint le faix dans ce grand acte initial de la guerre. La résistance belge fut brisée en quelques jours. Les forces britanniques — moins de 100.000 hommes — qui firent campagne de la Sambre à la Marne, n'étaient qu'un fétu contre le torrent de l'invasion allemande. Ce fut la France, se relevant de la défaite, d'une longue période de dépression datant de Gravelotte et de Sedan, qui fit obstacle à la vague humaine et la contint, la repoussa, fixa le sort de la guerre dès les premiers jours, assurant ainsi à l'Europe la conservation de cette démocratie que la Révolution française a donnée au vieux continent, au genre humain.

Aujourd'hui même, si près encore des événements, nous pouvons dire que la bataille de la Marne prendra place à jamais, dans l'histoire du monde, à côté de celle de Marathon. La barbarie qui fut refoulée dans cette journée lointaine avait pour objet la destruction de l'Hellade à ses débuts, c'est-à-dire du principe même de tout ce

que nous respectons, de ce qui fait l'essence de notre vie. Car pour tous ceux qui croient à la démocratie, à la liberté, à l'égalité, au droit qu'ont les hommes de vivre leur vie, les nations de poursuivre l'idéal et la civilisation qui leur conviennent, pour tous ceux qui adhèrent à l'Évangile de douceur et de lumière et rejettent la doctrine du terrorisme, du *surhomme,* d'un droit de domination appartenant à une race choisie, à un peuple élu, pour tous ceux-là la bataille de la Marne fut un signe authentique de délivrance !

C'est la France que nous devons en remercier. Comme tous les États démocratiques doivent l'être, elle n'était pas préparée à la guerre. Sur elle vint fondre toute la fureur de plus de 2 millions d'hommes, pourvus de toutes les armes, de tous les engins que pouvait leur fournir le génie d'une nation dont le don d'organiser et de concentrer la force n'a jamais trouvé d'égal. En face de cet ouragan, les effectifs de la France ne dépassaient que de peu la moitié de ceux de ses ennemis, et ses soldats n'avaient ni l'équipement ni la préparation de leurs formidables adversaires.

Pourtant, au cours des premiers revers, lorsque le tonnerre de l'artillerie allemande ébranlait déjà les collines autour de Paris, lorsque des villes françaises étaient en flammes et que des bandes sans cesse renouvelées de paysans fugitifs, de femmes et d'enfants épouvantés encombraient les routes venant du Nord, la France ne trembla point, ne perdit pas courage, ne songea pas un instant à abandonner la cause pour laquelle chaque Français se sentait combattre, la cause de la civilisation, la vieille bataille que leurs ancêtres avaient livrée aux Huns et aux Sarrasins, la bataille que la France

livra à l'Europe pour faire triompher son Évangile de la démocratie aux jours de la Révolution et qu'elle gagna, non pour elle-même, mais pour l'humanité.

Et c'est bien sur la Marne qu'a été décidé le sort de la guerre. Des années peuvent encore s'écouler avant que l'Allemagne soit vaincue. Il peut arriver qu'elle ne le soit jamais complètement. Elle peut sortir de la lutte sans perdre une province, comme la France sortit intacte de la Révolution. Mais le rêve de la domination allemande sur l'Europe a pris fin le jour où von Klück et von Bülow ramenèrent leurs masses d'hommes vaincus à travers la Marne et les collines de la Champagne. La victoire des idées fut assurée ; le triomphe, la persistance de ces idées, qui sont américaines autant que françaises et britanniques, cessèrent d'être en doute lorsque les troupes françaises, depuis le camp de Paris jusqu'à celui de Nancy, s'ébranlèrent aux premiers jours de septembre et firent un bond en avant.

Près d'une année a passé depuis ces jours terribles, et c'est encore la France qui tient le coup. La Russie a avancé, puis a reculé ; l'Angleterre est loin encore d'avoir pris, dans la guerre mondiale, la part qui lui incombe. L'espérance d'une victoire rapide s'est évanouie. Mais depuis la Suisse à la Flandre la ligne française a conservé tout ce que lui avait fait gagner la bataille de la Marne et elle y a ajouté d'autres parcelles, de nouveaux hectares de la patrie, reconquis au prix d'efforts incroyables, des sacrifices les plus lourds.

Et pendant toute cette affreuse épreuve, alors que plus d'un million et demi de Français ont perdu la vie, l'intégrité physique ou la liberté, le

peuple français n'a pas fait entendre un murmure. Il y a, dans le silence de 40 millions d'hommes, quelque chose de plus impressionnant, de plus formidable que tous les torrents de protestations que d'autres nations ont déchaînés. C'est comme si une race entière avait reconnu, avec une unanimité sans réserve, que sa dernière heure était venue, que la question posée était celle de la vie ou de la mort et qu'ainsi convaincue, résignée, elle était allée au combat sans forfanterie, sans confiance excessive, sans vain optimisme, mais avec la certitude entière que la France et tous ses enfants ne pouvaient survivre que victorieux.

Tout cela, pour nous Américains, signifie plus que nous n'avons encore compris, que nous ne comprendrons d'ici de longues années. Seule de toutes les nations en guerre, la France est une démocratie au sens vrai de ce mot, comme nous le sommes. Ses armées sont des armées de citoyens, dont les officiers ne font partie d'aucune caste. Son égalité, son idéal sont les nôtres. Sa révolution, comme la nôtre, a pénétré la vie nationale tout entière. Les rêves de paix universelle, de désarmement, d'arbitrage, que nous avons chéris et essayé de réaliser, la France les avait fait siens; sa faiblesse même, au mois d'août dernier, tenait à ce que ses hommes politiques et ses citoyens, comme les nôtres, avaient prêté une oreille trop complaisante à la voix de ceux qui voulaient leur faire admettre comme immédiatement possible ce qui était le plus cher objet de leurs vœux.

Si la France avait péri, l'idéal germanique n'aurait pas nécessairement conquis le monde pour toujours. Croire cela serait admettre que le gain de longs siècles puisse être perdu en une heure et que

l'humanité ne progresse pas à travers les âges. Mais la défaite française aurait eu pour conséquence que, dans le monde entier, en Amérique comme en Europe, les hommes de toutes races auraient dû envoyer leurs fils aux casernes; pour quelque temps du moins, la civilisation eût assigné le premier rang au soldat. Nous aurions dû vivre non pas conformément à nos désirs, mais à des nécessités imposées du dehors.

La France n'a pas succombé, bien au contraire; elle a vaincu, non seulement pour elle-même, mais pour nous tous. Elle a sauvé la démocratie qu'elle avait donnée à l'Europe. Elle a maintenu le front de notre civilisation contre la barbarie magnifique, mais destructive, de l'idéal germanique. Et non seulement elle a maintenu ce front, mais elle a repoussé l'envahisseur. Après la bataille de la Marne, le dessein teutonique de domination mondiale s'effondra aussi complètement que celui de Napoléon après Leipzig. La France n'eût-elle rien fait de plus, fût-elle morte à la peine, le service rendu par elle aurait été disproportionné à la responsabilité qui lui incombait. Mais elle a fait plus; elle fait plus aujourd'hui. Seule parmi les adversaires de l'Allemagne, elle est maintenant à la hauteur de sa tâche.

Heureusement que le monde entier, en ce jour anniversaire de la prise de la Bastille, commence à apprécier la grandeur du service rendu par la France. Nulle part davantage que dans les rangs allemands, le courage, le dévouement, le talent français ne sont appréciés à leur valeur. En Amérique, dans le pays dont la Révolution a triomphé avec le concours des fils et des richesses de la France, peut-il y avoir autre chose qu'hommage et

admiration pour un peuple qui sert une fois de plus, les armes à la main, ce que des millions d'entre nous considèrent comme la cause même de l'humanité — la liberté, les idées et l'idéal que nous croyons être à nous tout comme à la France ?

*** (1)

---

(1) *New-York Tribune,* 14 juillet 1915.

## LE « CAS » DE L'ALLEMAGNE

Le cas de l'Allemagne est pathologique et relève spécialement des aliénistes : c'est la manie de la grandeur, aggravée par celle de la persécution.

Je me souviens du premier soupçon qui me vint de cette maladie mentale. C'était le mercredi 5 août 1914. Nous étions en plein Océan. Les passagers se pressaient devant le tableau où figurait le marconigramme du jour. Nous y lisions la proclamation de Guillaume II, citant *Hamlet,* exhortant ses sujets à choisir entre l'être et le non-être, à braver le monde qui conspirait contre eux. Il y avait, dans ces paroles, un accent de sauvagerie et d'incohérence qui m'émut profondément. Je dis à l'un de mes voisins : « Serait-il fou ? »

Plus tard, au cours de notre voyage, nous faisions route à travers le brouillard, toutes lumières éteintes, hors de la portée de deux croiseurs allemands. Personne ne semblait les craindre, sauf une femme de chambre du bord. Elle dit : « Ce sont des bêtes sauvages. Ils nous enverraient tous au fond de l'eau. » On ne voulut pas la croire alors; nous lui donnons raison aujourd'hui. Nous avons entendu, depuis, le même accent de sauvagerie et d'incohérence dans bien des voix allemandes qui n'étaient pas celle de l'Empereur. Nous savons aujourd'hui que la folie germanique est analogue à

ces épidémies mentales du Moyen Age, alors que le fanatisme religieux obscurcissait, dans des contrées entières, les lumières de la raison.

Le cas de l'Allemagne est la *prussianisation* de l'Allemagne. Longtemps après nous, on étudiera encore les origines de la guerre actuelle; mais, quelques responsabilités que l'on découvre, la plus lourde sera toujours celle de la Prusse des Hohenzollern. Cette action néfaste est bien antérieure à Napoléon, qui l'arrêta pour un temps. Au moment même où florissait l'Allemagne de la Réforme, la grande Allemagne, le poison prussien germait dans le Nord, mélange d'ambition politique et d'ambition familiale, dont la fermentation devait enfanter un rêve de domination universelle. Cela devint d'abord sensible avec Frédéric le Grand, qui fut le premier à donner la formule de l'esprit prussien au point de vue de l'éthique internationale. Par fraude et violence il annexa des territoires; il coupa en trois le corps sanglant de la Pologne, que l'Autriche et la Russie partagèrent avec lui. Le cynisme de Frédéric le Grand fut l'inspirateur de la Prusse après Waterloo, celui du prédécesseur de Bismarck et surtout de Bismarck lui-même, larron du Schleswig-Holstein d'abord, falsificateur de la dépêche Ems, larron encore de l'Alsace et de la Lorraine. Les petits États allemands, qui avaient produit les plus grands esprits de l'Allemagne, mais n'avaient jamais connu que la défaite, enivrés par cette première gloire récoltée en commun, se livrèrent corps et âme aux Hohenzollern. Ce fut le commencement de la fin.

On ne pourra jamais exagérer l'effet moral des événements de 1870 sur l'esprit allemand. Pour expliquer la *prussianisation* de l'Allemagne, on

allègue toujours la docilité et la crédulité du peuple ; on oublie trop 1870. C'est la victoire rapide et complète de Bismarck sur la France qui explique seule la foi abjecte et servile des Allemands en la politique prussienne. Aveuglément, ils acceptèrent de Bismarck une apparence de suffrage universel ; aveuglément, ils acceptèrent la tyrannie dans tous les domaines, même à l'école, où les suicides d'enfants sont plus fréquents que partout ailleurs. Ils acceptèrent une existence où presque rien n'est permis, où presque tout est défendu. Par compensation, ils goûtèrent aux joies d'une grande prospérité matérielle. Théoriquement, les spéculations intellectuelles étaient libres ; mais ceux qui osèrent philosopher sur le droit divin des rois et la liberté s'aperçurent bientôt qu'ils étaient tenus en laisse. La Prusse imposa son uniforme non seulement aux corps, mais aux cerveaux. La littérature et la musique furent ainsi frappées de stérilité. Le drame, le roman, la poésie, furent envahis par une violence nouvelle et une lourde obscénité. La Prusse ne pouvait s'accommoder des grands classiques allemands, dont la liberté est l'essence. Goethe perdit, à Berlin, son rang de génie suprême. Les orchestres ne surent plus interpréter Beethoven et Mozart. Un singulier mélange de frivolité et de bestialité commença à envahir tout l'art allemand. L'originalité scientifique elle-même fut atteinte. L'Allemagne ne produisit plus un Helmholtz, mais des troupes d'adaptateurs zélés et diligents soit d'idées anglaises (les teintures d'aniline), soit d'idées françaises (les réactions de Wassermann), dont la source était volontiers dissimulée. Pendant quarante ans, les écoliers et les étudiants allemands se formèrent sous l'influence des fumées épaisses

qui s'exhalaient de Berlin et dont les maîtres de la jeunesse étaient imprégnés. Malheur au professeur ou à l'écrivain qui ne professait pas les doctrines dictées par Berlin à la crédulité allemande!... De ces fumées émergent trois fantômes, trois colosses : le *surhomme*, la *sur-race*, le *sur-Etat*, trinité nouvelle du culte allemand.

Ainsi l'Allemagne fut isolée du reste du monde. Même ses socialistes-démocrates obéirent au mot d'ordre. Si la Chine s'est entourée d'une muraille de pierre, l'Allemagne s'est retranchée derrière un mur spirituel. Pendant quarante ans, à l'abri de ce mur, elle a appris et répété les incantations prussiennes. On songe à ces rites sauvages dont les adeptes, par des cris et des danses, s'exaltent eux-mêmes jusqu'à la folie. Tel fut le sort de l'Allemagne. Sa vue s'est obscurcie, elle a perdu le sentiment des proportions, elle est devenue la victime d'une série d'illusions : sa propre grandeur, sa mission de propager la *Kultur*, son mépris pour le reste du monde, sa conviction que le monde la jalouse et cherche à se liguer contre elle.

Ces illusions ont éveillé leur Némésis : l'Allemagne n'a rien compris à ce qui se passait en dehors d'elle. Comme les nains ensorcelés de certains contes, dont les propos révèlent leurs méchants desseins à leur insu, les Allemands prononcent souvent des paroles qui les trahissent de façon naïve et grotesque. Tel cet ambassadeur d'Allemagne quittant l'Angleterre, dont les compagnons cherchaient à relever le moral, en alléguant qu'il n'était pas responsable de la guerre. Il répondit avec une tristesse sincère : « Oh ! vous ne savez pas ce que c'est ! Mon avenir est brisé. J'ai été envoyé pour observer l'Angleterre et aviser mon Em-

pereur du moment propice où les dissensions intérieures rendraient le pays incapable de nous combattre. Je lui ai dit que ce moment était venu ! » Ou encore, cet Allemand causant avec un Américain à Bruxelles : « Nous sommes sincèrement peinés pour la Belgique, mais nous pensons que la ruine ou même l'anéantissement de ce pays est un moindre mal que le *torpillage* de notre grand Empire par nos ennemis félons. » Écoutons aussi le Dr Dernburg, expliquant pourquoi l'Allemagne fut obligée d'assassiner onze cents voyageurs : « Jusqu'à présent l'usage a été de débarquer les passagers et l'équipage. Mais un sous-marin ne saurait faire cela. C'est un navire trop faible, facile à éperonner et auquel un vaisseau rapide peut échapper aisément. »

Pas plus que le nain des contes, l'Allemagne ne se doute que de pareils propos révèlent à ceux qui sont en dehors du mur teutonique un état d'esprit voisin de la moralité de l'âge de la pierre, une hideuse aggravation des usages de la guerre par les procédés de la science moderne. Son châtiment est de ne pas comprendre. Elle n'a compris ni ce que ferait la Belgique, ni ce que feraient la France, la Russie, l'Angleterre; elle a poussé l'aveuglement jusqu'à croire qu'elle pourrait compter sur la sympathie des États-Unis.

J'ai vu la lettre d'un jeune Allemand, récemment écrite à l'un de mes amis, dont il avait instruit les enfants. C'est un homme très bien élevé, qui ne donnait aucun signe d'hypnotisme. Il rentra en Allemagne pour servir. A l'armée, il absorba de nouveau les fumées prussiennes et voici ce qu'il écrivit à la fin d'une lettre dont les premières pages étaient celles d'un patriote ardent et sincère :

« La vie individuelle a perdu toute valeur ; même l'homme sans éducation sent que quelque chose est en jeu qui est supérieur à la félicité individuelle ; l'homme instruit comprend qu'il s'agit de la *Kultur* de l'Europe. Par ses mensonges éhontés et sa froide hypocrisie, l'Angleterre a perdu toute prétention au nom de pays civilisé. La France vieillit ; votre pays est trop jeune ; les autres pays sont trop faibles pour porter l'héritage de la civilisation grecque et de la foi chrétienne, ces deux éléments essentiels de toute civilisation ; aussi est-ce à nous que cette tâche incombe et nous nous en acquitterons, fût-ce au prix de notre sang et de celui de millions d'hommes avec nous. »

Voilà bien le vertige intellectuel. Un étudiant de grande promesse, de caractère élevé, est transformé soudain en maniaque verbeux. Quelle tragédie plus cruelle ! Le jeune Wilhelm Meister de Goethe figure ainsi la ruine de l'esprit d'Hamlet : « Un chêne est planté dans un vase de prix, qui n'aurait dû porter que des fleurs ; les racines s'étendent et le vase tombe en miettes. » Ainsi la Prusse, plantée dans l'Allemagne, a fait craquer l'Empire.

Pour terminer, je formule comme il suit la profession de foi du prussianisme. Je n'invente rien : chaque phrase, chaque élément de phrase est emprunté à des propos de Prussiens authentiques, l'Empereur, ses généraux, ses professeurs, Nietzsche. Beaucoup de ces propos ont été tenus de sang-froid, longtemps avant la guerre ; ils constituent une déclaration de principes qui se vérifient aujourd'hui par les actes.

« Nous, Hohenzollern, tenons notre couronne de Dieu seul. L'esprit de Dieu est descendu en moi. Je considère que toute ma tâche m'est ins-

pirée par le ciel. Quiconque me tient tête sera écrasé. Rien ne doit se faire au monde sans l'intervention de l'empereur allemand. Celui qui écoute l'opinion publique risque de faire un mal énorme à l'État. Quand on occupe certaines situations dans le monde, il faut faire des dupes plûtôt que des amis. La morale chrétienne ne peut être politique. Les traités ne sont qu'un déguisement pour voiler d'autres desseins politiques. Rappelez-vous que les Allemands sont le peuple élu de Dieu.

« La force est le droit ; c'est la guerre qui décide. Tout jeune homme qui entre dans un club où l'on boit de la bière et où l'on se bat en duel reçoit là la vraie directive de la vie. La guerre elle-même est une bonne chose. Dieu fera en sorte qu'il y ait toujours des guerres. Les efforts qui tendent à la suppression des guerres ne sont pas seulement stupides, mais immoraux. La paix de l'Europe n'est, à nos yeux, qu'une affaire secondaire. La vue de la souffrance fait du bien ; l'infliction de la souffrance fait plus de bien encore. La guerre doit être conduite sans le moindre scrupule.

« Il ne faut pas tuer les Belges, mais les traiter de telle sorte qu'ils ne puissent pas revenir à la santé. Les troupes doivent user envers la population civile belge d'une sévérité et d'un terrorisme impitoyables. Les nations faibles n'ont pas le même droit de vivre que les nations puissantes. Nous, Allemands, nous avons peu d'estime et encore moins de respect pour la Hollande. Nous avons besoin d'agrandir nos colonies ; nos acquisitions de territoires ne peuvent être réalisées qu'aux dépens d'autres États.

« La Russie ne doit plus toucher notre frontière. La presse polonaise devrait être annihilée, comme

celles de la France et du Danemark. Les Polonais doivent recevoir trois privilèges : payer des impôts, servir dans l'armée et se taire. La France doit être écrasée de telle sorte que nous ne la trouvions plus jamais sur notre chemin. Rappelez-vous que nous ne sommes pas venus pour faire la guerre au peuple français, mais pour lui apporter une civilisation plus haute. Les Français se sont montrés décadents et sans respect pour la loi divine. Contre l'Angleterre nous luttons pour du butin. Notre vraie ennemie est l'Angleterre. Il faut écraser absolument la perfide Albion, la soumettre si complètement que son influence sur le monde entier soit brisée à tout jamais.

« L'allemand, comme langue universelle, doit remplacer l'anglais. L'anglais, langue bâtarde, doit être relégué dans des coins obscurs, en attendant qu'il retourne à ses éléments primitifs de dialecte pirate insignifiant. La langue allemande est une bénédiction qui, venue directement de Dieu, pénètre le cœur comme un baume précieux. A nous, plus qu'à toute autre nation, est confiée la tâche de former l'existence humaine. Notre pays, par l'emploi du pouvoir militaire, a atteint un degré de culture qu'aucun moyen pacifique ne lui aurait permis de réaliser.

« La civilisation de l'humanité souffre chaque fois qu'un Allemand devient un Américain. Laissons là nos misérables tentatives pour excuser l'action de l'Allemagne. Nous l'avons voulue. Notre puissance créera une loi nouvelle en Europe. C'est l'Allemagne qui frappe. Nous sommes moralement et intellectuellement supérieurs, sans comparaison. Nous devons combattre les brutes russes, les mercenaires anglais, les fanatiques belges. Nous n'avons à nous

justifier de rien. Il importe peu que tous les monuments des grands architectes, que toutes les peintures des maîtres de l'art soient détruits. La plus humble pierre marquant la tombe d'un grenadier allemand est un monument plus glorieux que toutes les cathédrales de l'Europe.

« Ils nous appellent des barbares. Qu'importe ? La maxime allemande doit être l'éducation de la haine, l'organisation de la haine. Abolissons toute fausse honte. A nous appartiennent la foi, l'espérance et la haine ; mais la haine est ce qu'il y a de plus grand. »

Est-ce que le beau pays de Goethe peut désapprendre sa leçon prussienne et recouvrer la santé, ou bien a-t-il absorbé trop longtemps les fumées fatales ? On ne saurait le dire. Aujourd'hui, les Allemands restent à l'intérieur de leur muraille ; comme un chœur dressé, ils répétent encore que l'Angleterre a déchaîné la guerre, que Louvain n'a pas été détruit, que Reims n'a pas été bombardé, que la patrie allemande est la victime innocente de la jalousie du monde. Quand des voyageurs demandent des preuves de tout cela, le chœur n'a qu'une réponse : « Nos fonctionnaires nous le disent. » A Berlin, à Cologne, à Munich, dans toutes les villes c'est la même réponse. Ils semblent ignorer tout ce que nous savons ; on le leur cache. Leur cerveau porte encore l'uniforme prussien et fait l'exercice à la prussienne. L'adversité rompra-t-elle ce charme maudit, dissipera-t-elle ces mortelles illusions (1) ?

Owen WISTER.

(1) Extraits d'un article intitulé « *The Pentecost of Calamity* », publié dans la *Saturday Evening Post* de Philadelphie (3 juillet 1915).

## LES RESPONSABILITÉS

## ET LA FIN DU MILITARISME

---

Nous éprouvons un sentiment de honte et d'indignation à l'aspect d'une nation chrétienne qui a déchaîné cette guerre criminelle sur le monde. En disant que nous haïssons cette guerre, que nous exécrons les militaristes allemands qui en sont les auteurs, j'exprime l'opinion de la grande majorité du peuple américain, y compris des centaines de milliers de nos concitoyens d'origine germanique. Il n'y avait à cela aucune justification. Armées et défendues comme elles l'étaient, le monde entier n'aurait pu forcer les frontières de l'Allemagne. Alors que la civilisation allemande a encore des leçons à recevoir de ses voisines, le progrès intellectuel qui s'opérait en Allemagne semblait graduellement élever le peuple à une condition politique meilleure et à la conscience des services altruistes que réclame l'humanité. Cette grande nation envoyait ses vaisseaux sur toutes les mers, vendait ses marchandises dans les régions les plus lointaines, jouissait de la faveur du genre humain parce qu'on avait confiance en son humanité. Mais maintenant tous ces gains sont perdus ; cette enviable réputation n'est plus qu'un souvenir. Il faudra plus d'un demi-siècle pour que l'Allemagne

recouvre les biens spirituels et matériels qu'elle a perdus. Hélas! Qui nous rendra une Allemagne que nous puissions respecter, une Allemagne de paix, de progrès, de culture véritable, modeste et non orgueilleuse, délivrée à jamais de ses chefs de guerre, de ses immenses armées, soumise une fois de plus à la direction bienfaisante de maîtres comme Luther, Goethe, Beethoven et Kant! Mais l'Allemagne, quelles que soient les péripéties militaires de la lutte, est déchue; cette nation, autrefois glorieuse, doit continuer à poursuivre sa course à travers les ténèbres et le meurtre jusqu'à ce qu'enfin sa conscience réveillée l'oblige à retirer ses armées à l'intérieur de ses frontières et à attendre là, pour ses inexpiables forfaits, le pardon du monde.....

Je suis certain que beaucoup de bonnes choses résulteront de cette guerre scélérate. La meilleure sera la paix. J'appartiens à toutes les sociétés pacifistes et j'ai remarqué que les amis de la paix avaient coutume de parler en retenant leur haleine, de marcher d'un pas timide, comme s'ils avaient craint le regard des hommes de guerre. Mais je prédis qu'à l'avenir la paix va devenir la force la plus militante du globe, contraignant les hommes, par l'usage d'une autorité supérieure, au respect de la loi et de l'ordre, foulant aux pieds les médiocres majestés qui pourraient à nouveau être tentées de fonder des empires sur les cadavres de pauvres ouvriers et de paysans. Alors seulement l'humanité sera plus grande que toute parcelle de l'humanité qui s'appelle une nation...

Si la sauvegarde de la paix et de la dignité du monde doit finalement être trouvée dans l'institution d'une cour internationale, secondée par une

force militaire internationale qui devra faire prévaloir les décisions de cette cour, il semble que le moment soit venu pour les États neutres de l'Amérique du Nord et du Sud, y compris, naturellement, celui des États-Unis, de s'unir à ceux de l'Italie (1), de l'Espagne, de la Suède, de la Norvège, du Danemark et de la Suisse, afin de former une vaste ligue de la paix, d'obliger les nations en guerre à déposer les armes, les Allemands à évacuer immédiatement le sol de la Belgique et de la France qu'ils ont violé, les coupables à subir les peines qui leur seront imposées. Une pareille ligue de la paix, à laquelle viendraient adhérer plus tard toutes les nations actuellement en guerre, mettrait fin pour toujours aux empiétements des États puissants sur les États faibles et élèverait enfin les droits de l'humanité au-dessus de l'arrogance des hommes.

Samuel Harden CHURCH (2).

---

(1) Écrit le 20 février, avant l'entrée en guerre de l'Italie.
(2) Extraits de la brochure intitulée *The American verdict on the war,* qui est une réplique à l'*Appel au monde civilisé* signé de quatre-vingt-treize professeurs allemands. L'auteur est président du *Carnegie Institute* à Pittsburg.

## ON DEMANDE..... UNE RÉVOLUTION

---

J'ai dit ailleurs que la France était encore plus résolue que l'Allemagne et l'Angleterre à éviter toute discussion sur les conditions de la paix. La raison en est qu'il y a une chose plus désirée en France même que la reprise de l'Alsace-Lorraine, et c'est une chose qui ne saurait être stipulée. Elle ne peut être assurée que par un changement dans la condition intérieure de l'Allemagne. Ce que la France désire est la sécurité. L'objet essentiel qu'elle poursuit est d'être délivrée d'une menace perpétuelle, de voir la fin d'un régime de terreur. Elle se croit la plus civilisée des nations ; elle est raffinée et paisible ; ses écoliers ne se tuent point ; la vie doit lui être douce si elle est à l'abri des dangers extérieurs. Comment lui assurer ce bienfait qui lui permette de poursuivre tranquillement son idéal de science et de beauté ? Aucune cession de territoire, aucune indemnité de guerre n'y suffirait. Il faut que l'Allemagne en vienne à embrasser un idéal semblable au sien. Actuellement, l'Allemagne veut modifier les conditions de l'Europe, imposer de force ses talents à d'autres nations. La littérature belliqueuse des Allemands, avant la guerre, a cent fois affirmé que la France doit être écrasée pour que l'expansion de l'Allemagne souffre moins de résistance. Jamais le rêve de

dominer le monde n'a été servi par des moyens plus puissants; la France veut que ce rêve prenne fin. Elle veut cela plus clairement que les autres peuples, parce qu'elle sait que l'Allemagne la visait au cœur. La Belgique eut aussi ce sentiment au mois d'août dernier, quand elle prit le grand parti que l'on sait; la Hollande et la Suisse commencent à ne pas l'ignorer. Mais les destinées des petits pays sont liées à celles des grands, et la France, de tous les grands pays, est celui qui voit le plus nettement quelles garanties doit lui apporter le lendemain.

Assurément, il y a autre chose encore. Les chefs de l'opinion en France pensent que les fruits de la victoire ne seront pas complets à moins qu'on ne revendique hautement certains principes touchant à la conduite de la guerre. Ils entendent exiger qu'un châtiment soit infligé aux officiers allemands qui ont donné des ordres évidemment contraires à toute idée de civilisation. Ils estiment aussi, à part la question d'indemnité de guerre, que l'Allemagne doit payer pour la destruction volontaire d'usines dans les territoires qu'elle a envahis, pour les vols de machines dont elle a transporté des quantités énormes, tant de France que de Belgique, au delà du Rhin.....

J'ai vu beaucoup de Français, pour la plupart des soldats. Je n'en ai pas vu un seul qui aimât la guerre. Le ton dominant est celui de la gravité, du devoir. Il n'y a pas de prétentions à la gaieté; partout on voit des femmes en deuil; dans les théâtres, le répertoire classique a évincé les farces et les opérettes. Si les choses prenaient une fâcheuse tournure, aucun rêve romantique ne serait dissipé. Il s'agit de défendre la terre française, les

familles françaises, les générations futures; on le fait avec le calme et la résolution qui accroissent le pouvoir de résistance. J'ai demandé à un officier français distingué si les jeunes gens combattaient mieux que les hommes mûrs. « Il y a, dit-il, des occasions où l'enthousiasme de la jeunesse, le désir de se distinguer sont plus efficaces encore que le sentiment du devoir. Les jeunes gens sont plus aptes aux actions d'éclat. Mais pour la fermeté, pour l'assurance d'aller jusqu'au bout, j'incline à préférer les pères de famille. » Je lui demandai, et je demandai à d'autres, s'il était encore beaucoup question d'honneur et de gloire. Tous mes interlocuteurs répondirent que ces mots étaient encore en usage, mais moins que par le passé, et qu'on en a quelque peu modifié la signification : il s'agit de l'honneur et de la gloire de tout sacrifier à un devoir clairement reconnu. De l'ardeur belliqueuse d'autrefois, se faisant un idéal de la guerre, je n'ai jamais entendu une expression. Pourtant, il y a une analogie très forte entre l'armée française d'aujourd'hui et celle de la Révolution. Si l'armée actuelle s'est améliorée de mois en mois, c'est surtout parce que chaque soldat a aujourd'hui une idée nette du but qu'il poursuit, comme les soldats de la Révolution. Ainsi soutenu, le soldat gagne en efficacité par tout ce que l'expérience lui enseigne. En septembre, homme pour homme, le soldat français se sentait inférieur à l'allemand; aujourd'hui, pour peu que le nombre et l'artillerie soient égaux, il se croit sûr de vaincre, et comme il sait qu'il conquiert peu à peu la supériorité de l'artillerie et du nombre, il est plein de confiance. Trop confiant peut-être, car, à la différence de l'opinion anglaise, l'opinion française veut que la guerre

prenne fin entre octobre et décembre. Cette divergence de vues s'explique tant par la diversité des arguments invoqués que par celle des tempéraments nationaux.....

Aux yeux des Français, une victoire complète serait celle qui restaurerait l'individualisme en Allemagne, qui supprimerait le Gouvernement oligarchique ; qui, au prix d'une révolution quelconque, établirait, dans la politique allemande, le contrôle démocratique. Personne n'est assez naïf pour croire que le futur gouvernement de l'Allemagne puisse être imposé du dehors. Sans doute plus d'un Français croit que la Grande-Bretagne ne déposera pas les armes avant de s'être emparée de la personne de Guillaume II, comme elle s'empara de Napoléon ; mais cette opinion n'a rien à voir avec les idées répandues sur les modifications nécessaires de l'idéal allemand. Ces modifications doivent être voulues par le peuple lui-même, et il les voudra quand la défaite l'aura dégoûté de l'idéal militariste et impérialiste. Plus atteinte que ses alliés dans son industrie, souffrant plus cruellement de la perte de ses enfants, parce qu'elle en produit moins, la France ne voit de salut que dans la future démocratisation de l'Allemagne, qui lui permettra de respirer et assurera son avenir. Un tel résultat ne peut être celui d'une paix boiteuse, qui ne ferait qu'exalter l'orgueil de l'Allemagne invaincue et la disposer à préparer une autre aventure. Toute la France croit qu'une défaite profiterait beaucoup à l'Allemagne, tandis qu'une victoire de l'Allemagne serait la fin de la civilisation française. C'est pourquoi la France d'aujourd'hui est si calme, si brave, si patiente, si différente de ce que les ignorants du dehors attendaient d'elle.

Elle dit fièrement qu'au su de tout le monde elle voulait la paix, mais que personne ne peut attendre d'elle qu'elle affronte une fois de plus une menace si terrible. Aussi ne veut-elle entendre parler d'aucun compromis qui laisserait intacte la fierté allemande. Elle veut une victoire des nations qui aiment la paix sur celle qui est devenue la proie du militarisme. Tel est aussi le sentiment de ceux qui la gouvernent. Je ne sais pas, en ce qui me concerne, s'il est vraiment besoin d'une défaite complète pour modifier l'esprit d'agression de l'Allemagne; je dis seulement que telle est l'opinion en France.

J'ai parlé à un Parisien de la possibilité pour l'Allemagne de redevenir pacifique, alors même que la guerre se terminerait sans résultats décisifs. Je lui ai rappelé ce qu'était l'esprit de l'Allemagne avant que la Prusse n'eût été victorieuse dans trois guerres agressives, n'eût fabriqué l'Empire allemand avec le fer et le feu. « Oui, me dit-il, vous pouvez parler ainsi, car vous n'avez pas été mordu par le chien enragé. Vous pouvez me dire que c'était autrefois un très bon chien. Vous espérez qu'on pourra lui enseigner de nouveau à s'asseoir sur son arrière-train et à tendre la patte. Mais la France a été mordue deux fois. Elle veut être assurée de n'être pas mordue une fois de plus. Et elle donnera tout ce qu'elle a pour en avoir l'assurance. »

Norman Hapgood (1).

(1) *Harper's Weekly*, 3 juillet 1915 (extraits et analyse). L'auteur est le rédacteur en chef de ce recueil estimé.

## LA VENTE DES MUNITIONS AUX BELLIGÉRANTS

---

On accuse les Américains d'envoyer des armes et des munitions aux ennemis de l'Allemagne. Ce ne serait pas là une violation de la neutralité, alors même que l'exportation se ferait par nos soins. Mais, en fait, ce sont les acheteurs qui exportent. Ils paient le fret ; ils assument les risques du transport. Si l'on voulait préciser notre prétendu tort, on nous dirait : « Vous violez la neutralité en permettant à des citoyens américains de vendre des armes à des acheteurs anglais et français. » Le président Wilson répond : « Les citoyens américains ont toujours eu ce droit et ne peuvent en être privés. Ils vendent à d'autres encore aux mêmes conditions. » Sur quoi, l'Allemagne répond : « Nous n'avons pas besoin de vos armes ni de vos munitions. Nous en avons assez chez nous. Mais nous avons besoin de votre blé et de votre coton. La Grande-Bretagne a dressé une barrière pour nous empêcher de les obtenir. Nous vous demandons d'écarter cette barrière. »

Remarquons que l'Allemagne n'a jamais protesté officiellement contre nos ventes d'armes et de munitions à des acheteurs français, anglais ou russes. Les seules objections à ce trafic sont venues

de journaux et de personnes irresponsables, tant en Allemagne que chez nous. On peut en conclure que l'Allemagne officielle est avertie : elle sait que la loi internationale nous autorise à ce commerce et que, d'ailleurs, le pouvoir exécutif, aux États-Unis, serait légalement impuissant à l'empêcher.

On nous dit encore que nous pourrions rétablir du coup la paix en Europe en cessant de vendre des armes et des munitions — c'est-à-dire en assurant la victoire de l'Allemagne. Cela signifie que nous livrerions la France et ses alliés continentaux à la domination sauvage qui pèse sur la Belgique depuis onze mois. Et on nous demande cela au nom de la neutralité !

Qu'entend-on au juste par fournitures de guerre ? Quels objets sont inclus dans ces mots : « armes et munitions » ? Le salpêtre sert à faire de la poudre, le coton à faire des explosifs ; le pétrole est nécessaire aux sous-marins, aux avions, aux automobiles ; les chevaux sont indispensables à la cavalerie ; le charbon est employé pour chauffer les navires de guerre, comme pour cuire le pain des soldats, etc. Veut-on que nous cessions de vendre des chevaux ou du charbon aux acheteurs anglais, français, canadiens, parce qu'ils peuvent éventuellement en faire usage pour expulser les envahisseurs allemands de la Belgique ?

L'argent est sans doute l'article le plus nécessaire en temps de guerre, parce qu'il peut être immédiatement converti en armes et en matériel. Les journaux américains ont récemment été favorisés de l'annonce d'un emprunt du Trésor allemand à 5 °/₀, dont les produits devraient être employés exclusivement sur nos marchés. Inutile de se demander quelles denrées devaient être acquises avec cet argent.

Quand on semble mettre le devoir de neutralité au-dessus de la loi internationale, nous avons le devoir de rechercher de quel côté les principes de moralité sont le plus en honneur. Quel parti a commencé la guerre et a assumé la responsabilité de l'effroyable misère qui en est la conséquence ? Les raisons pour lesquelles l'Allemagne a déclaré la guerre peuvent brièvement être résumées comme il suit : 1° la nécessité de laisser les mains libres à l'Autriche dans ses rapports avec la Serbie ; 2° la mobilisation de la Russie ; 3° les intentions secrètement hostiles de la France ; 4° la jalousie commerciale de l'Angleterre ; 5° le droit de l'Allemagne à une place au soleil ; 6° son droit à une situation digne d'elle sur mer.

Ces causes peuvent toutes être négligées, sauf la première. Chacun sait que, sans elle, les autres n'auraient pas été invoquées. Après avoir laissé l'Autriche déchaîner une guerre mondiale, l'Allemagne s'écria qu'elle se défendait elle-même et luttait pour son existence ! Puis elle porta en Belgique le fer et le feu.

La croyance générale aux États-Unis est que l'Allemagne commença la guerre sans cause suffisante et qu'en envahissant la Belgique elle s'est mise hors la loi des nations.

Étroitement unie à cette opinion est la conviction qu'aucune limite ne peut être fixée aux dépenses militaires des nations tant qu'un incorrigible contempteur de leurs lois est en liberté. Même en temps de paix, les dépenses pour les armées et les marines vont croissant, ce qui est d'ailleurs logique. Si chaque nation peut déclarer la guerre suivant son caprice, elle peut raisonnablement estimer à l'avance ce qu'elle coûtera et faire les prévisions

nécessaires. Il n'y a pas de raison pour qu'elle n'engage pas son dernier dollar et son dernier homme capable de porter un fusil. Les dépenses de guerre augmenteront jusqu'à ce que tout le produit du travail humain soit absorbé par la confection d'instruments de mort, ou jusqu'à l'établissement d'un tribunal suprême chargé de trancher les querelles internationales et d'ajouter la force à ses décisions. La plupart des Américains sont d'avis que le plus incorrigible et le plus dangereux contempteur des lois à notre époque est l'Allemagne ; que le premier pas, le pas indispensable vers une réduction des armements et une ère de paix mondiale, consiste à la museler, à la désarmer ; enfin, qu'un pareil résultat ne saurait être payé trop cher. Si la guerre actuelle n'aboutit pas à cette conclusion, la paix ne fera que préparer, à travers une nouvelle période d'armements à outrance, une guerre nouvelle, et cette guerre sera encore plus étendue que la présente, car les Américains devront s'y préparer et sans doute y prendre part.

L'Allemagne, en se frayant un chemin à travers la Belgique, a pu s'emparer de 80 à 90 °/₀ des ressources de la France en charbon et en fer, ainsi que de la plupart de ses usines pour la fabrication des armes. Elle a mis la main sur toutes les ressources de la Belgique, tant en matières premières qu'en produits ouvrés. Le coup déloyal par lequel elle s'est emparée de ces richesses a eu deux conséquences qu'elle ne prévoyait pas : l'hostilité active de la Grande-Bretagne et l'indignation de l'univers. En aidant la France à compenser les pertes que lui a coûtées la perfidie de l'Allemagne, les Américains croient qu'ils servent la cause de Dieu ; leur seul

regret est de ne pouvoir faire davantage. S'ils avaient pu prévoir ce qui s'est passé, ils auraient agrandi leurs usines d'armes et de munitions pour satisfaire plus rapidement aux besoins des Alliés.

Un écrivain allemand, M. von Bruck, écrivait dans le *New-York Times* le 30 mai : « Si la nation allemande doit être écrasée avec l'aide d'armes et de munitions américaines, aucun homme de la race blanche aux États-Unis ne pourra songer à une telle catastrophe sans horreur et sans remords. » Toutes les nations en conflit disent aujourd'hui qu'elles luttent pour leur existence, ce qui signifie qu'elles s'attendent à être écrasées en cas de défaite. Avec une telle perspective, bien peu de larmes seraient versées par les Américains, quelle que soit la couleur de leur peau, si les Hohenzollern et les Habsbourg, avec toute leur séquelle, étaient écrasés et disparaissaient de la terre.

Horace White (1).

(1) Extrait de la *North American Review*, juillet 1915, p. 55-58. L'auteur a été rédacteur et directeur de l'*Evening Post* de New-York.

## LE GOUVERNEMENT ALLEMAND

## HORS LA LOI

---

L'Allemagne ne devrait pas pouvoir douter un instant de l'effet produit sur le monde civilisé par sa dernière manifestation de « terrorisme », le torpillage du *Lusitania*. C'est un acte dont eût rougi Attila, dont un Turc aurait honte, qui eût arraché des excuses à un pirate barbaresque. Parler de détails techniques et des lois de la guerre en présence d'un pareil assassinat en masse sur la haute mer, serait vraiment perdre son temps. La loi des nations et la loi divine ont été également foulées aux pieds. On allègue, non sans puérilité, un *avertissement* donné par l'Allemagne avant le départ du *Lusitania*. Mais la Main Noire aussi envoie des avertissements, et Jacques l'Éventreur adresse des lettres de défi à la police. Rien de tout cela ne nous empêche de considérer de pareils mécréants comme des bêtes fauves, contre lesquelles la société doit se défendre comme elle peut. De même, il faut faire comprendre au Gouvernement allemand qu'aucune excuse de « nécessité militaire » ne pourra le couvrir devant le tribunal où siège la conscience humaine et universelle. Comme l'a déclaré au Congrès de La Haye le propre représentant de l'Allemagne, feu Marshall von Bieberstein, il y a

certaines atrocités que la loi internationale n'a pas besoin de prévoir, parce qu'elles tombent sous la condamnation immédiate et unanime du genre humain.

Dans la grande épreuve qui nous est ainsi imposée, il faut que les Américains restent calmes. Si les Allemands sont devenus fous, c'est raison de plus que nous conservions notre équilibre. Le devoir de notre Gouvernement est clair ; celui du peuple est de faire savoir au Président qu'en s'acquittant de sa tâche il aura derrière lui une nation qui, sans colère ni clameurs, est résolue et forte. Sitôt que les faits auront été officiellement établis, le Président devrait adresser à l'Allemagne les représentations les plus nettes et les plus fermes. Il devrait exiger un désaveu complet de l'acte illégal et inhumain du commandant du sous-marin allemand, avec promesse d'amples réparations. Si le Gouvernement allemand n'est pas entièrement sous l'empire d'une illusion ou d'un mensonge, il ne refusera pas avec hauteur ce que le président Wilson a le droit de demander avec insistance, non seulement au nom du peuple américain, mais au nom de l'humanité.

Pour connaître le terrain sur lequel notre Gouvernement s'est placé d'avance, en prévision du crime monstrueux qui a maintenant été commis, il suffit de recourir au premier avis de l'Amirauté allemande et à la grave protestation par laquelle notre Gouvernement y a répondu. Le 4 février fut publié l'avis du chef de l'état-major de l'Amirauté, von Pohl. Il déclarait que les eaux entourant la Grande-Bretagne et l'Irlande étaient désormais « zone de guerre », que tout navire marchand, battant pavillon ennemi, rencontré dans ces parages,

serait détruit et qu' « il ne serait pas toujours possible d'écarter le danger qui menaçait ainsi les passagers et les équipages ». Il ajoutait que les navires neutres courraient également des risques dans cette zone de guerre, car « on ne peut pas toujours éviter que des attaques visant des navires ennemis n'atteignent aussi des navires neutres ». A cet avis notre Gouvernement répondit le 10 février. Il fit savoir au Gouvernement allemand qu'il envisageait les déclarations de l'Amirauté allemande avec une « sérieuse préoccupation ». La méthode annoncée était « sans précédent dans la guerre navale » ; elle constituait « une violation injustifiable des droits des neutres » ; il ajoutait que si un navire américain était détruit, si des vies américaines étaient sacrifiées par suite des ordres de commandants de navires de guerre allemands, le Gouvernement américain en rendrait « strictement responsable » le Gouvernement impérial.

Ce litige entre les deux Gouvernements, ainsi nettement indiqué à l'avance, est aujourd'hui devenu brûlant par le meurtre de passagers américains sur le *Lusitania*. L'obligation qui incombe à notre Gouvernement est impérieuse. De pareils actes ont été qualifiés de « piraterie pure ». A parler exactement, ce n'est pas cela. Des pirates n'agissant pas par ordre supérieur, à la différence des officiers de sous-marins allemands. La responsabilité retombe ainsi sur leur Gouvernement, qui a donné l'ordre de couler sans avertissement un vaisseau marchand portant 2.500 non-combattants et neutres. Par ce fait, le Gouvernement lui-même devient pirate et se met hors la loi. C'est cette vérité que la voix indignée de notre puissante nation, unie au chœur de réprobation qui monte

de toutes les parties du globe, devrait maintenant faire pénétrer, comme une morsure, dans la conscience du peuple allemand.

Aucun esprit modéré ne peut méconnaître la gravité de la crise ainsi ouverte. Ce n'est pas le moment de crier et de menacer. Nous devons, autant que possible, maîtriser notre émotion. Nous devons offrir au monde — et particulièrement à l'Allemagne — le spectacle d'un peuple trop sûr de son droit pour obéir à ses nerfs et trop décidé à obtenir justice pour faire le fanfaron. Le ciel est sombre et lourd, mais nous avons confiance que la lumière percera les nuages. S'il est vrai que l'Allemagne se soit trop enivrée du vin de l'insolence militaire pour y renoncer encore, s'il faut voir en elle la personnification moderne de ce que les Grecs appelèrent *hybris* — un fol défi jeté à Dieu et aux hommes — alors nous pouvons être certains que la justice du Seigneur s'abattra sur elle. Et une part de ce jugement divin sera certainement une condamnation si universelle, inscrite désormais dans la loi du monde, que les horreurs et les crimes des neuf mois écoulés deviendront impossibles pour toujours [1].

***

---

(1) *New-York Nation,* 13 mai 1915, p. 527.

## SANS FOI NI LOI

---

La destruction d'un grand navire de commerce portant 2.500 non-combattants, hommes, femmes et enfants, sans qu'on leur laissât aucune chance de sauver leur vie, a eu lieu en violation de conventions très anciennement reçues parmi les nations civilisées en matière de guerre navale. Ces conventions reconnaissaient à un navire de guerre allemand le droit de couler le *Lusitania* et son contenu, s'il était impossible de le conduire dans un port comme prise, mais non de couler les passagers et l'équipage. Il est vrai que ces conventions datent d'une époque où les captures en mer étaient faites par des vaisseaux capables de conduire les navires pris à un port voisin, ou de prendre à bord les passagers et l'équipage du navire ennemi. Le Gouvernement allemand allègue aujourd'hui que les sous-marins sont les seuls navires qu'il puisse employer efficacement pour atteindre le commerce britannique dans la *zone de guerre,* puisque le reste de la marine allemande ne peut tenir la mer en présence de la supériorité des escadres anglaises. L'Allemagne ajoute que le blocus britannique des ports allemands est conduit suivant une méthode nouvelle, à savoir par des vaisseaux qui surveillent les côtes allemandes de très loin, alors qu'on avait autrefois l'habitude de bloquer les ports de près.

En conséquence, l'Allemagne se croit justifiée, elle aussi, à appliquer une méthode nouvelle dans sa guerre contre le commerce britannique. En somme, l'Allemagne prétend que les nécessités militaires l'obligent à couler les navires marchands de l'ennemi sans considération pour la vie des passagers et des équipages, et cela bien qu'elle ait signé elle-même les accords internationaux qui ont formellement interdit de pareils actes.

La leçon qui se dégage du torpillage du *Lusitania* est donc celle-ci : l'Allemagne se croit en droit de rejeter des conventions internationales existantes en matière de guerre navale, exactement comme elle s'est dégagée des conventions existantes qui garantissaient la neutralité de la Belgique. L'excuse est la même : la nécessité militaire. Dans le cas de la Belgique, elle avait décidé depuis des années de violer l'accord international et dressé ses plans pour atteindre Paris en quelques semaines par la voie de la Belgique. De même, en mer, elle avait décidé depuis des mois que la nécessité de gêner le plus possible le commerce et les industries britanniques justifiait son mépris complet des règles de la guerre maritime, et elle a froidement machiné la destruction des navires marchands sans nul égard pour la vie de leurs passagers.

De même encore, lorsque l'Allemagne, dans la marche rapide de ses armées vers Paris, crut nécessaire non seulement d'écraser l'armée belge, mais de terrifier la population non combattante de la Belgique, en bombardant et en brûlant des villes et des villages, en pillant et en fusillant, en imposant de lourdes amendes et rançons, en retenant des non-combattants comme otages répondant de l'attitude pacifique de tous les citoyens belges, elle

foula aux pieds toutes les conventions conclues depuis soixante-dix ans entre nations civilisées pour atténuer les horreurs de la guerre et crut justifier ses actes en alléguant la nécessité militaire ; elle ne pouvait assurer autrement, disait-elle, la sécurité de ses communications au cours de sa ruée vers Paris. Le monde civilisé avait supposé que les nations en guerre s'en prendraient seulement aux armées et aux magasins publics de leurs adversaires ; or, au mois d'août dernier, l'Allemagne a engagé une guerre féroce contre des non-combattants et des propriétés individuelles.

Le torpillage du *Lusitania* est une preuve nouvelle que le Gouvernement allemand refuse de se conformer aux conventions et traités internationaux toutes les fois que ces accords mettent obstacle à une action militaire ou navale jugée nécessaire par ce Gouvernement à un moment donné.

Cette politique bien avérée de l'Empire allemand soulève une question fondamentale : comment la civilisation de la race blanche doit-elle être sauvegardée ? Comment le bonheur de cette race et celui des individus qui la composent peuvent-ils être assurés à l'avenir ? Depuis les révolutions d'Angleterre, d'Amérique et de France, on admettait que la civilisation devait progresser par suite d'accords internationaux, par la coopération des nations civilisées pour l'amélioration graduelle de ces accords et par les effets, de mieux en mieux réalisés dans la pratique, de ces accords dus à la coopération des peuples ; mais voici maintenant l'Empire allemand, pourvu d'une force militaire sans précédent, tant par le nombre de ses soldats que par l'emploi intelligent des découvertes de la

science en vue de la destruction des hommes, voici cet Empire qui affirme, non seulement par des paroles, mais par des actes terribles : « Nous ne nous estimons liés par aucun des accords internationaux que nous avons signés, si, à un moment quelconque, ces accords font obstacle à l'emploi immédiat le plus avantageux de nos forces militaires et navales. » Que cette doctrine puisse désormais prévaloir en Europe, les fondations mêmes de la civilisation moderne et de toutes les relations amicales et bienfaisantes entre peuples se trouveront ébranlées. Voilà pourquoi le torpillage du *Lusitania* jette une lumière vive sur la question de principe pour laquelle combat aujourd'hui la Triple Entente. Ces trois nations résistent, avec toutes leurs forces, à une nation qui limite la validité de ses engagements aux circonstances où la nécessité militaire ne l'engage pas à les violer.

Les neutres assistent à cet effroyable conflit entre peuples de bonne foi et peuples sans foi avec une anxiété et un chagrin intenses, mais désormais rassurés sur le résultat final de la lutte. Le torpillage du *Lusitania* a dissipé tout doute ; ce fut un acte réfléchi, au vu du monde entier, un acte que ne pourrait obscurcir aucune discussion sur la valeur de témoignages contradictoires, sur la possibilité d'exagérations, sur l'absence ou l'atténuation des responsabilités officielles. Le torpillage du *Lusitania* est un acte qui non seulement a violé les conventions existantes dans le monde civilisé en matière de guerre navale, mais a outragé le sens moral du monde civilisé.

Un autre motif qui rend odieux aux neutres le système allemand de conduire la guerre sur terre et sur mer, c'est qu'il accroît démesurément la bru-

talité du soldat et du marin. Des soldats anglais, français et russes peuvent lutter contre des soldats allemands, autrichiens et turcs avec le plus grand acharnement, tant à découvert que de tranchée à tranchée, employer des engins de destruction anciens et nouveaux, s'entre-tuer et s'entre-blesser avec une ardeur égale, et pourtant ne pas devenir des brutes, ne pas se dégrader moralement, alors que ces soldats combattent par amour de leur patrie, avec un dévouement poussé jusqu'au sacrifice complet à son idéal spirituel ; mais lorsque des soldats et des marins attaquent des non-combattants sans défense, détruisent systématiquement villes et villages, mettent à mort des hommes, des femmes et des enfants, leur moralité doit inévitablement descendre au niveau de celle des brutes ou plus bas encore. Le fait d'agir ainsi par obéissance à des ordres reçus n'est pas une sauvegarde morale. Le soldat qui serait encore un être moral refuserait d'obéir à de tels ordres. Cela est vrai des simples soldats, mais bien plus encore de leurs officiers. La race blanche s'est souvent montrée fière de sa façon de combattre sur terre et sur mer, pour des causes bonnes ou mauvaises, parce qu'elle sait combattre bravement, subir la défaite avec courage et montrer de l'humanité dans la victoire. Mais la méthode allemande de conduire la guerre fait complètement fi de toute chevalerie, de toute pitié, de toute humanité ; elle dégrade par là la nation allemande tout entière, ainsi que toute nation qui l'appuie de sa sympathie et approuve ses procédés. On ne répond pas à l'accusation du torpillage du *Lusitania* quand on dit que la Grande-Bretagne se sert de sa marine pour intercepter les vivres et les matières premières nécessaires à l'Allemagne. Cela, en effet,

est un droit reconnu en guerre, tandis que l'acte de couler un navire marchand avec ses passagers et son équipage relève d'une méthode de guerre qui n'est nulle part efficace et presque universellement condamnée. Si la guerre, avec ses stratagèmes, ses embuscades, ses mensonges, doit continuer à être l'arbitre suprême des disputes internationales, il est extrêmement désirable que la magnanimité relative en temps de guerre, rendue possible par les conventions du dix-neuvième siècle, ne soit pas abandonnée en raison de la conduite de l'Allemagne dans la présente convulsion européenne. Il est non moins désirable d'affirmer à nouveau avec insistance que la fidélité aux engagements internationaux est le fondement même du progrès humain.

Supposant que le peuple des États-Unis ait compris la leçon du *Lusitania,* en tant qu'elle éclaire les idées en conflit dans cette guerre gigantesque, peut-il aussi en déduire une règle de conduite touchant ses relations personnelles avec les belligérants ?

Avec une unanimité presque sans réserve, les Américains désireront désormais de tout cœur le succès des Alliés, la défaite décisive de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie et de la Turquie. Avec une non moindre unanimité, ils appuieront toute initiative du Gouvernement de Washington dans la crise qui a été ainsi ouverte ; mais, pour le moment, ils ne savent pas encore s'ils peuvent mieux servir la cause des Alliés en prenant une part active au conflit qu'en restant neutres. A moins qu'un démembrement de l'Autriche-Hongrie ne se produise par l'entrée en guerre de l'Italie, de la Roumanie ou d'un autre État balkanique à côté

des Alliés, il semble maintenant qu'aucun des partis en présence ne s'avouera vaincu avant d'être épuisé et moralement à bout. L'épuisement peut surtout être évité par le maintien de l'activité industrielle des nations belligérantes et des neutres qui sont en situation de les nourrir, de leur fournir des munitions, des équipements et tout ce qu'exige une longue guerre. Restant strictement neutres, l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud peuvent ainsi servir efficacement la cause des Alliés. Assurément, par le fait de leur neutralité, les États-Unis seront obligés de prêter aussi quelque aide à l'Allemagne et à ses confédérés, par exemple en protégeant dans leurs ports la flotte commerciale de l'Allemagne qui y est internée; mais cette aide est relativement insignifiante. Les services que les républiques américaines peuvent rendre à la cause de la liberté et de la civilisation sont probablement supérieurs à ceux qu'apporterait une coopération militaire ou navale. Demeurant en dehors de la guerre et de l'appauvrissement qu'elle entraîne, les républiques américaines seront mieux en état de fournir de la nourriture, des vêtements, des munitions et de l'argent aux Alliés, tant pendant la guerre qu'après la conclusion de la paix.

En somme, ce qu'il y a de plus sage pour les neutres éloignés du théâtre de la guerre et n'ayant pas d'avantages territoriaux à espérer, c'est sans doute de défendre vigoureusement, avec la sincérité et la franchise les plus résolues, les droits existants des neutres. En agissant ainsi dans les circonstances présentes, ils serviront le droit des gens, combattront la dépravation nationale, décourageront pour l'avenir toute tentative de domination d'une grande puissance dans une partie quel-

conque du monde et aideront la cause de la civilisation en fortifiant celle de la liberté et de l'indépendance des peuples, petits ou grands, qui peuvent raisonnablement espérer, une fois la terreur prussienne supprimée, vivre côte à côte dans une coopération paisible pour le bien commun.

Charles W. Eliot (1).

---

(1) *New-York Times,* 15 mai 1915. L'auteur, savant célèbre, a été président de l'Université de Harvard.

## LE CAS DU « LUSITANIA »

## D'APRÈS UN GERMANO-AMÉRICAIN

---

La nation allemande tout entière proteste avec une indignation pathétique contre les propos acerbes et cruels qui circulent ici à son sujet. Les Allemands affirment que l'Amérique, bien que politiquement neutre, n'a pas traité équitablement leur patrie; je suis moi-même du nombre de ceux qui, au prix d'ennuis personnels, ont élevé la voix contre la tendance assez générale dans ce pays d'interpréter tout incident, tout épisode de la guerre dans un esprit défavorable à l'Allemagne. Mais le temps est venu, pour les vrais amis de l'Allemagne, de lui dire ceci sans ambages : un acte comme celui du torpillage du *Lusitania* vous place dans une situation où l'on ne peut que naturellement ajouter foi à tout le mal qui se dit de vous.

Ce n'est pas le moment de discuter les détails techniques de cette catastrophe, et il est fort à regretter que le Gouvernement allemand, dans sa note, ait insisté uniquement sur ces points, au lieu de sentir qu'il s'adressait à une nation émue jusque dans ses profondeurs, sans considération d'origines ni de sympathies, par cette marque d'absolu mépris pour des vies humaines qui n'étaient en rien engagées dans la guerre. Parlant en ami de

l'Allemagne, ayant donné plus d'une preuve d'attachement à ce pays, j'affirme que le salut de l'Allemagne l'oblige à reconnaître qu'elle se met elle-même en fâcheuse posture en tentant l'apologie d'un acte que, dans des circonstances normales, elle trouverait aussi injustifiable et aussi intolérable que nous.

Montrons à l'Allemagne, par nos déclarations publiques, que notre attitude à son égard n'est pas inspirée par l'inimitié ou le préjugé, mais qu'elle est la réponse à certains actes commis par elle que nous considérons comme des méfaits absolument condamnables, et que nous condamnerions avec non moins d'énergie si toute autre nation s'en rendait coupable.

La guerre et la civilisation ont toujours été des ennemies mortelles. La guerre n'a jamais accru la civilisation, et si, dans le passé, il est arrivé parfois que la civilisation ait été disséminée par la guerre, ç'a été toujours malgré la destruction causée par elle et non par un effort bienfaisant de la guerre elle-même. La guerre est la malédiction de Caïn imprimée sur le front de l'humanité depuis ses origines les plus lointaines. Directement le plus souvent, indirectement parfois, mais toujours d'une manière ou d'une autre, la guerre a impliqué un retour temporaire à l'esprit de barbarie, un arrêt de la civilisation qui peut rester sensible au cours de plusieurs générations. La civilisation la plus haute n'est pas, hélas ! une garantie contre de tels retours. Bien au contraire : plus une civilisation est haute, plus elle est menacée par l'état de guerre, par la raison que la guerre utilise les résultats du progrès scientifique qui sont une partie essentielle de la civilisation.

La guerre moderne, avec son usage intense des conquêtes de la science, ne fait qu'accuser l'opposition entre la civilisation et la guerre. La seule sauvegarde de la civilisation est l'esprit humanitaire, qui doit être jalousement préservé comme le bien le plus précieux de l'espèce humaine, le fruit d'une lutte aussi pénible que longue à travers les siècles. C'est parce que, voué par profession à l'étude du passé (1), je trouve cette manière de voir assez confirmée à toutes les étapes de l'histoire, que je sens si vivement le devoir, incombant dans cette crise à tous les amis de l'Allemagne, de rappeler à ce pays, comme à un des porte-drapeaux de la civilisation, ses obligations envers le monde et envers lui-même.

Morris JASTROW (2).

---

(1) M. Jastrow, né à Varsovie, formé à Breslau et à Leipzig, est professeur d'assyriologie et bibliothécaire à l'Université de Philadelphie.

(2) *Public Ledger*, Philadelphie, 5 juin 1915 (analyse et extraits).

## PRINCIPES EN CONFLIT

Ce qui me frappe le plus, à mon retour d'Europe, c'est que le meurtre prémédité d'hommes, de femmes et d'enfants sur le *Lusitania* a rendu plus intelligible aux États-Unis le caractère de la guerre actuelle. Je ne crois pas que notre peuple eût encore nettement compris ce qu'est cette guerre et ce qu'elle signifie pour nous. Ce qui est en jeu, c'est le droit des hommes à se gouverner eux-mêmes. Nos compatriotes, passagers du *Lusitania,* ont été noyés parce qu'un Empire militaire et autocratique s'efforce d'imposer sa domination au monde, aux dépens des nations qui disposent elles-mêmes de leurs destinées.

Cette guerre est une lutte à mort entre la démocratie d'un côté et l'impérialisme armé de l'autre. La France est, pour nous, la République sœur; l'Angleterre est une grande et libre démocratie; la Russie elle-même est sur le chemin qui conduit au gouvernement démocratique. Mais l'Allemagne n'est pas gouvernée par les Allemands; elle est aux mains de la Prusse et de l'Empereur. La victoire de l'Allemagne ne serait pas la victoire du peuple allemand, mais l'effort heureux d'une caste militaire étroite pour accroître son pouvoir. Bernhardi a exprimé la conviction de cette caste

quand il a dit que l'Allemagne devait contrôler les affaires du monde — ou succomber.

Si vraiment le peuple gouvernait l'Allemagne, l'invasion de la Belgique, les atrocités infligées par calcul à des gens sans défense, le meurtre de nos concitoyens, tout cela eût été impossible. Jamais les Allemands n'auraient commis spontanément de tels crimes. Ils l'ont été par ordre des autocrates militaires. Tourmenté de remords pour avoir tué une femme et un enfant, un blessé allemand dit à l'infirmière qui le soignait, belle-sœur d'un de mes amis : « Pensez-vous que ma responsabilité soit atténuée parce que mon officier m'a menacé de son pistolet jusqu'à ce que j'eusse obéi à ses ordres ? »

Si le militarisme allemand l'emportait, ce que nous jugeons depuis longtemps inadmissible, il faudrait que les États-Unis se préparassent à un conflit prochain avec lui, parce que notre pays ferait obstacle à ses rêves de domination, comme le font actuellement les Alliés. Ou nous combattrions pour nos droits, ou nous les laisserions traiter comme les droits de l'humanité l'ont été dans cette guerre par la caste militaire allemande au pouvoir.

A notre tour, il faudrait défendre les principes du gouvernement libre contre l'impérialisme en armes, ou cesser de nous respecter nous-mêmes. Si les Alliés l'emportent, la nécessité de combattre un jour n'existera plus pour nous. Leur succès, loin de présager une guerre pour les États-Unis, signifiera la victoire des institutions libres qui nous sont chères et la possibilité pour chaque pays de travailler en paix à son avenir.

Les Alliés combattent pour les principes qui sont les nôtres, et les Américains ont raison d'espérer et

de croire qu'ils l'emporteront. Leur victoire est presque aussi importante pour nousque pour eux.

La plus grande calamité qui pût résulter de cette guerre, après le succès du militarisme impérialiste, serait une paix hâtive et boiteuse, une paix qui permettrait à la coterie militaire allemande de préparer une seconde tentative pour asservir le monde. Une paix de ce genre ne ferait que rendre inévitable une guerre future. Nous voulons une paix juste et durable; nous ne voulons pas d'une trêve.

Gifford PINCHOT [1].

---

(1) *New-York Sun,* 20 mai 1915 (publié aussi par beaucoup d'autres journaux).

---

## LA NOTE DU PRÉSIDENT WILSON A L'ALLEMAGNE

Les Américains peuvent se réjouir de l'accueil fait par l'étranger à la réponse du président Wilson. En Allemagne même, la presse en reconnaît la modération et la courtoisie, en même temps qu'elle y constate l'affirmation énergique d'un principe que le Gouvernement allemand a nié. Mais c'est naturellement en France et en Angleterre que nous trouvons les éloges les plus emphatiques de M. Wilson. Ce n'est pas que les journaux et les hommes politiques de ces pays s'attendent que les États-Unis se joignent aux Alliés. La plupart, probablement, ne le désirent même pas. Ils sont seulement plus libres que les Allemands de montrer comment notre président, par la position qu'il a prise dans la controverse ouverte avec l'Allemagne, sert la cause du monde entier autant que la nôtre. On est heureux de rencontrer ce sentiment, nettement formulé, dans des organes influents de l'opinion de l'Amérique du Sud. Argentins et Brésiliens comprennent, non moins nettement que Hollandais et Scandinaves, que le président Wilson s'efforce de sauvegarder non seulement les droits des neutres, mais la sainteté de la loi qui gouverne ou devrait gouverner la conduite de tous les peuples, tant en paix qu'en guerre.

On a souvent raillé, depuis quelques mois, la loi internationale. On la représente comme une conception archaïque qui a fait une faillite complète; on dit encore que c'est une idole de cire, que chaque nation peut la déformer à son gré. Si jamais elle a eu quelque force, quelque pouvoir de contrainte, la guerre a changé tout cela. Mais parler ainsi témoigne d'une vue bien courte. La loi des nations peut être violée, mais elle reste la loi. Même en la violant on lui rend hommage. Les belligérants qui agissent à l'encontre de cette loi se sentent obligés de s'excuser et de proposer une apologie de leur conduite. Le juge George Gray, dans un discours au barreau de New-Jersey, a fort bien posé la question qui nous occupe :

Jamais auparavant, dans notre histoire si pleine d'incidents, le moment n'a été aussi opportun, ni les conditions aussi pressantes pour que notre pays affirme les droits qui appartiennent aux pays neutres, pour qu'il invoque les principes de ce grand corps de lois dont l'existence et le développement ont été une des gloires de notre civilisation. Plus que jamais l'honneur nous revient d'affirmer le caractère essentiel et la force coercitive des obligations que cette loi a imposées aux nations belligérantes pour la protection des droits des neutres. En agissant de la sorte, nous rendons un service au monde et à l'humanité, et même aux nations belligérantes qui reconnaîtront, quand les passions de la guerre se seront calmées, que leurs droits essentiels et leurs intérêts ont aussi été protégés par nous.

Ce discours du juge Gray est d'accord avec un frappant article publié en juin par la *Law Review* de l'Université de Pensylvanie, sur « le chaos supposé dans la loi des nations ». L'auteur, le Dr Baty, rappelle qu'antérieurement à la présente guerre les droits des neutres sur la haute mer ont déjà été insidieusement amoindris. L'abus sans scrupules

des mines, la déclaration des « zones de guerre », pour ne point parler de l'extension des listes de contrebande et de contrebande conditionnelle, tout cela a eu pour résultat que la situation des neutres « a été scandaleusement affaiblie à une époque qui se dit humanitaire et progressive ». Il en résulte que bien des gens parlent de la loi des nations comme d'une force abolie. Même un homme comme M. Balfour semble admettre que la loi internationale cesse de s'imposer à un belligérant aussitôt qu'un autre belligérant la viole. Mais s'il veut parler de représailles, cela est prévu et défini par la loi internationale. L'édifice lui-même, si l'on peut dire, reste intact et sacré et il doit le rester, sans quoi le monde tomberait dans une condition où chaque nation serait une loi pour elle-même, où la main de chaque nation serait sans cesse levée contre les autres. La vraie conception de la loi internationale a été fort bien exprimée par le D[r] Baty :

Même dans l'horrible crise présente, elle exerce une influence majestueuse et bienfaisante sur bien plus de la moitié du monde. C'est le sentiment profond de ce qui doit gouverner les actions humaines dans les rapports neutres des États. Ce sentiment peut être inquiété et blessé, mais non pas négligé d'une manière permanente. Il peut y avoir des guerres étrangères et des guerres civiles ; mais la loi des nations et les lois des États demeurent les guides inflexibles de la conduite des hommes.

Ce sont des considérations de ce genre qui mettent dans la perspective qui leur convient les efforts du président Wilson pour énoncer et sauvegarder les principes de conduite acceptés parmi les peuples civilisés. Il a fait tout cela d'abord dans l'intérêt de son pays. C'est en Américain et pour

l'Amérique qu'il s'est adressé au Gouvernement allemand. M. Wilson s'est borné aux questions qui autorisent les États-Unis à élever la voix. Mais il a réussi, en présentant les griefs américains, en formulant les exigences américaines, à se constituer le champion de toutes les nations neutres et le défenseur des doctrines essentielles de la loi internationale. Telle est la grande raison pour laquelle les étrangers ne lui marchandent pas aujourd'hui leurs éloges, et telle est encore la raison principale pour laquelle ses compatriotes, heureux qu'un homme de ce talent et de cette énergie ait occupé la Maison Blanche à pareille époque, devraient applaudir et soutenir leur président. Il les sert, et la civilisation avec eux [1].

***

(1) *New-York Nation,* 17 juin 1915, p. 671-672.

## LE CAS DE M. BRYAN

La déclaration de M. Bryan, indiquant les raisons de sa démission, est une raison de plus qui la justifie. Nous ne parlons pas du bon goût d'une publicité hâtive touchant des questions qui auraient dû être regardées comme strictement confidentielles. M. Bryan n'a jamais été très compétent sur ces délicatesses de conduite. Tout ce que nous voulons montrer maintenant, c'est que la déclaration de M. Bryan porte la marque d'une telle confusion intellectuelle, d'une telle incapacité à suivre un raisonnement, d'une si grossière inconséquence avec ce que M. Bryan a jusqu'à présent dit et écrit lui-même, qu'il prouve ainsi avoir occupé, au département d'État, une place qui ne lui convenait nullement. Inutile d'insister sur l'absurdité foncière de la position prise par M. Bryan. Lui-même l'a discréditée d'avance. Il demande maintenant : « Pourquoi un citoyen américain aurait-il le droit de compromettre la paix de son pays en voyageant sur un navire belligérant, alors qu'il sait que ce navire doit traverser une zone dangereuse ? » Pour répondre à cette question de Bryan, relisez les notes officielles signées de Bryan. Dans l'une d'elles, datée du 10 février, il informait le Gouvernement allemand que notre Gouvernement « prendrait toutes les mesures qui pourraient être néces-

saires pour assurer aux citoyens américains la pleine jouissance de leurs droits reconnus sur les hautes mers ». Dans une autre note — celle du 13 mai — il parlait gravement de « la liberté sacrée des mers » et ajoutait que « les citoyens américains exercent des droits incontestables en voyageant sur la haute mer partout où leurs affaires les appellent, confiants que leur Gouvernement les soutiendrait dans l'exercice de ces droits ». Mais pourquoi multiplier les citations? M. Bryan était engagé à fond, publiquement et officiellement, dans la doctrine qu'il répudie aujourd'hui.

Si ce que M. Bryan a fait devait l'être, il était bon que cela fût fait d'une manière complète. A cet égard, on peut le complimenter comme un ouvrier habile. Pour parachever son travail, pour finir de se discréditer lui-même, il a publié une nouvelle déclaration expliquant sa conduite et protestant qu'il ne s'était pas contredit. Assurément, il a signé sans hésitation des notes adressées à l'Allemagne, non moins significatives que celle qu'il refusa de signer la semaine dernière; mais il prie le public de considérer que ses communications antérieures revêtaient le caractère d'une plainte en justice, d'un acte d'accusation, sans qu'il fût certain d'en pouvoir établir le bien-fondé. Cela est si absurde que l'argument tombe de son propre poids. Évidemment, c'est une invention faite après coup, et une invention peu heureuse. Personne ne peut lire le texte précis et sérieux des notes de février et de mai sans s'assurer que, par leur nature et leur objet, elles étaient absolument le contraire de ce que leur signataire prétend aujourd'hui. Mais il est superflu de discuter à fond les allégations de M. Bryan. Rarement un homme public a perdu une

si belle occasion de réjouir son pays en gardant le silence et l'on peut seulement regretter sa menace, dont l'exécution est sans doute imminente, de nous donner un nouvel essai en trois points sur « les causes de la guerre » [1].

***

(1) *New-York Nation*, 17 juin 1915, p. 668.

## QUE SOUHAITENT LES AMÉRICAINS ?

---

Quels vœux faisons-nous, Américains, pour la fin de cette grande guerre ?

La Russie est autocratique, mais elle a produit en abondance des hommes qui ont subi avec joie le martyre pour la liberté. L'Allemagne en a fait autant jadis, mais elle a cessé de le faire. L'Amérique allemande ne semble plus elle-même produire de citoyens du type de Carl Schurz, qui s'éleva contre le militarisme bureaucratique, cause de la guerre actuelle. L'Angleterre, la France et la Belgique sont des pays démocratiques. Le professeur Münsterberg a parlé de « l'immense accroissement des convictions monarchiques » en Allemagne. Von Bülow, qui fut douze ans ministre allemand des Affaires étrangères, cite avec affectation, dans son livre récemment paru en Allemagne, l'assertion suivante : « Les parlements allemands, dans un temps relativement court, tombent au niveau de conseils de district » et il exprime lui-même son opinion dans des phrases comme celles-ci : « Les États militaires forts ont toujours eu besoin d'une direction monarchique » et : « En politique étrangère comme en politique intérieure, j'ai considéré comme ma tâche la plus élevée, au mieux de mon intelligence et de mes talents, de fortifier, protéger et seconder la Couronne, non pas seulement à cause de ma loyauté

profonde et de mon affection personnelle pour celui qui la porte, mais parce que cette couronne est à mes yeux la pierre angulaire de la Prusse et la clef de voûte de l'Empire. » En ce qui touche l'Autriche, c'est contre ce même empereur François-Joseph que Cavour négocia et que Garibaldi combattit pour la liberté italienne. Quelles sont, parmi ces idées en conflit, celles dont nous souhaitons le succès ?

La victoire des Alliés signifierait une Angleterre anglaise, une France française, une Italie italienne, une Russie russe, une Allemagne allemande. Elle signifierait une Europe composée de nations libres, développant chacune son caractère et son idéal propres. L'Allemagne, je le crois et l'espère, ne perdrait même pas ses possessions coloniales, excepté celle qu'elle a enlevée à la Chine et qui doit être rendue à celle-ci. Mais elle serait obligée de restituer le Schleswig-Holstein au Danemark et l'Alsace-Lorraine à la France. Elle devrait prendre sa place parmi la famille des nations comme une égale, non comme leur maîtresse. Pour obtenir ces résultats, nous devrions être prêts à joindre notre puissance à nos vœux.

La victoire de l'Allemagne et de l'Autriche signifierait que l'Angleterre, la France, la Russie et l'Italie seraient germanisées et gouvernées par une bureaucratie. Ce serait un monde inhabitable, dont un Américain ne peut même pas supporter la pensée. Mais ce n'est pas seulement la pensée de ce monde germanisé qui le ferait pâtir !

Victorieuse, l'Allemagne disposerait d'une flotte énorme, comprenant tous les navires que la guerre n'aurait pas anéantis. Son ambition ne serait pas rassasiée. Son véritable but est la domination universelle.

*Deutschland über Alles* ne doit pas s'entendre : « à l'exclusion des États-Unis ». L'Allemagne sait comment on peut nous attaquer. Dès qu'elle aurait formé, pour son immense marine, un personnel bien entraîné, l'Amérique du Sud, ou telle partie de ce continent qui lui ferait envie, deviendrait allemande. Le noyau de cette conquête existe déjà au Brésil ; un prétexte de guerre ne serait pas difficile à trouver. Doctrine de Monroe, liberté de l'Amérique du Sud, autant en emporterait le vent. Nous, avec notre marine insuffisante, serions sans force pour tenir l'Allemagne en échec ou pour la déloger. De l'Amérique du Sud elle étendrait sa main sur nous. Nos cités seraient à sa merci ; elle pourrait débarquer n'importe où ses troupes disciplinées. Notre pays regorgerait d'espions comme la France et la Belgique. Assurément, nous lutterions bravement, et notre pays est très vaste. Mais seules les armées disciplinées peuvent aujourd'hui être victorieuses. La guerre de guérillas est stérile. On nous combattrait en utilisant nos voies ferrées et en réduisant nos grands centres de population. L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie réunies ont, dès à présent, 16 millions d'habitants de plus que nous ; l'Allemagne victorieuse, devenue la maîtresse de l'Europe, pourrait mettre en ligne contre nous une armée recrutée un peu partout, en Europe et dans l'Amérique du Sud. L'Océan est une barrière étroite, comme le montre la présence, sur les champs de bataille français, de soldats venus de toutes les parties du globe. Cette barrière, pourtant, serait notre seule protection ; à tous autres égards, l'Allemagne aurait l'avantage sur nous.

Ce ne sont pas là des spéculations vaines. Ce n'est pas plus un cauchemar que ne l'était, il y a quelques

mois, la possibilité d'une Europe germanisée. Nous devrions écarter une fois pour toutes ces menaces en jetant dès maintenant nos forces du côté des Alliés.

Je me suis placé dans l'hypothèse d'une Allemagne violant, à nos dépens, les lois internationales. Mais choisissons un point de vue différent pour aboutir à la même conclusion. Cette guerre doit avoir une fin ; elle est un scandale pour notre génération et pour la civilisation. La première Convention de La Haye ne fait un devoir à aucune puissance de servir d'arbitre dans une querelle comme celle de la Serbie avec l'Autriche ; mais elle n'interdit à aucune puissance de combattre l'agresseur. Le peuple américain sait, comme le sait l'Italie, qui a déchaîné la guerre. Nous avons lu les documents officiels des deux partis. Le Gouvernement coupable devrait recevoir une leçon pour apprendre qu'aucune guerre d'agression ne sera tolérée à l'avenir. Une pareille leçon serait peut-être suffisante pour mettre fin à toutes les guerres. Je conclus que nous devrions aider à l'infliger.

W. G. HALE (1).

(1) Professeur W. G. Hale, de l'Université de Chicago. — Article publié dans la *New-York Tribune*, 10 novembre 1914, transcrit dans l'ouvrage de F. William WHITE, *A text-book of the War for Americans*, Philadelphie, Winston, 1915, p. 357-359.

## L'ABIME INFRANCHISSABLE

---

C'est avec un profond regret que je me trouve obligé, à un âge avancé et dans l'état de santé qu'il implique, d'obéir à la voix du devoir en prenant part à une controverse qui a soulevé tant d'amertume et conduit tant d'hommes à se départir de ce qui me semble être l'attitude loyale imposée à tout citoyen des États-Unis.

Je ne veux imputer à personne des motifs vils. Sans doute le comte Bernstorff, le capitaine Boy-Ed, M. Hermann Ridder, M. Bartholdt, le professeur Münsterberg, les directeurs de journaux allemands aux États-Unis et beaucoup d'autres sont persuadés que leur activité hostile à l'Amérique est légitime et que leurs premiers devoirs vont à Guillaume II. Cela est vrai, avec certaines réserves, pour MM. Bernstorff et Boy-Ed, mais ne l'est pas du tout pour les autres ; seule, l'indulgence déplacée du président Wilson peut avoir entretenu chez eux une telle illusion. Au moment où j'écris, le Dr Dernburg, fort heureusement, s'éloigne de nos rivages ; mais il aurait dû en être expulsé dès qu'il se mêla de nos affaires intérieures. L'auteur de l'impudent avertissement aux Américains touchant les navires sur lesquels ils pouvaient s'embarquer sans crainte, comme si notre Gouvernement était trop ignorant ou trop faible pour faire son devoir,

aurait dû être banni de notre République sans une heure de délai.

La première chose qui m'ait peiné est celle-ci. Beaucoup de nos concitoyens, nés Allemands ou d'origine allemande, ont oublié qu'il y a un abîme infranchissable entre l'état de *citoyen* américain et celui de *sujet* allemand. J'avais cru que les immigrés d'Allemagne reconnaissaient cet antagonisme dont toute l'histoire des États-Unis porte témoignage. Alors que le jeune Lafayette versait son sang dans une première bataille à côté de Washington, à Brandywine, des mercenaires allemands, à un mille de là, aidaient Georges III à refouler les quelques patriotes américains combattant pour la liberté vers les collines inhospitalières et neigeuses de Valley Forge. On a fait récemment beaucoup de bruit autour de la vente de munitions de guerre par nos manufacturiers et nos marchands à quiconque veut en acquérir — un droit aussi ancien que la loi internationale elle-même. Mais on semble oublier que pendant toute cette longue lutte que soutinrent nos pères pour la liberté, l'Allemagne vendait à nos ennemis non seulement des munitions, mais des soldats et des officiers. Sans ces secours fournis à l'Angleterre, la guerre de la Révolution aurait pris fin bien plus tôt ; sans l'assistance aussi chevaleresque qu'efficace de la France, aux heures les plus sombres de cette lutte inégale, il est clair aujourd'hui que nous n'aurions pas conquis notre indépendance.

Il faut que je m'arrête ici pour saluer avec respect la République sœur de la nôtre. Je ne connais rien de plus sublime dans toute l'histoire que la passion de la liberté qui anime aujourd'hui ses enfants, dans leur combat pour leur pays et pour le monde

contre les forcès écrasantes des Huns d'Attila. Le terrorisme ne les a pas découragés; la sauvagerie, l'usage du poison comme engin de la guerre, ne les ont pas effrayés. Ils sont restés debout et résolus contre tous les périls... Dieu fasse qu'ils tiennent ainsi jusqu'au bout, car ils combattent pour notre République comme pour la leur !

Assurément, toutes les nations puissantes ont commis, au cours de l'histoire, des injustices contre les nations plus faibles. Il n'en est pas moins vrai que l'influence du christianisme s'est fait sentir de plus en plus sur les relations internationales. Le président Wilson a déclaré récemment que les États-Unis, à son avis, n'acquerraient plus jamais un pouce de territoire par la conquête; il nous a ainsi retranchés, pour ainsi dire, de la liste des peuples de proie. Le même esprit semblait se faire jour parmi toutes les nations de l'Europe, *à la seule exception de l'Allemagne*. Tous les amis de la paix furent à la fois surpris et charmés quand le tsar de Russie fit appel au monde, dans le plus noble langage de la fraternité humaine, pour qu'un congrès des puissances à La Haye cherchât un remède au poids effroyable des armements et à leurs conséquences, par l'institution d'un tribunal d'arbitrage. Hélas ! Guillaume II et ses conseillers, se croyant, comme lui, des *surhommes,* mirent un veto absolu aux aspirations pacifiques du Tsar. Lors de la seconde Conférence de La Haye, ce fut encore l'Allemagne qui s'opposa à toute discussion touchant la limitation des armements. Elle avait déjà dépouillé le Danemark et dépossédé l'Autriche; son plus grand homme d'État et deux de ses plus grands hommes de guerre avaient falsifié un télégramme pour insulter la France et l'obliger

à tirer l'épée, alors que sa faiblesse et son manque de préparation la condamnaient à une défaite certaine, défaite dont l'Allemagne abusa par le rapt de deux provinces et l'exaction d'une indemnité de 5 milliards. Puis elle se prépara, pendant une longue période de paix armée, à traiter de même les nations qui s'opposeraient à ses desseins. Les premiers sur terre, les Allemands visèrent à la suprématie maritime; ils commencèrent leur course folle et dispendieuse aux armements maritimes pour distancer la Grande-Bretagne. Possédant un vaste territoire, avec le monde entier ouvert à ses citoyens qui pouvaient y commercer ou s'y établir, l'Allemagne n'avait que faire d'une grande flotte, sinon en vue d'une guerre de conquête. La Grande-Bretagne, dont je n'ai jamais méconnu les torts, avait le besoin absolu d'être maîtresse des mers, n'ayant pas assez de ressources, sur son territoire, pour nourrir ses habitants. On vit alors le singulier spectacle de l'Angleterre suppliant l'Allemagne, en termes presque humbles, de trouver un accord qui lui laissât la suprématie maritime, comme à sa rivale la suprématie sur terre ferme. Il semble presque incroyable qu'une fière et puissante nation ait été si loin dans ses appels à l'Allemagne de cesser ses préparatifs pour lui disputer l'empire de l'Océan; mais, à tous ces appels, l'Allemagne répondit par des refus hautains et poussa ses constructions navales sans interruption.

Un des caractères les plus déplorables de la guerre actuelle est l'usage éhonté et persistant du mensonge par les apologistes de l'Allemagne. Ils osent affirmer que M. Roosevelt, pendant sa présidence, conclut des alliances secrètes avec la Grande-Bretagne, la France et la Russie, feignant d'ignorer

qu'un président des États-Unis ne possède aucun pouvoir pour de tels accords. Ils affirment, sachant bien qu'ils mentent, que Sir Edward Grey avait « en poche » toutes sortes de « conventions militaires » antérieures à la guerre, visant à la défaite de l'Allemagne, et que les Alliés ont obligé l'Allemagne à la guerre, alors qu'ils l'ont priée, dans les termes les plus suppliants, de consentir à une conférence pour en écarter le péril. Et maintenant la preuve nous vient, sous sa propre signature, que M. Bryan a renforcé la propagande allemande et reçoit de ses collaborateurs un chaleureux accueil ! Je ne crois pas un instant qu'aucun de ces hommes égarés touche de l'argent allemand, mais j'affirme que, s'il en était ainsi, ils ne pourraient pas être des instruments plus efficaces du militarisme allemand, ni des ennemis plus dangereux de notre démocratie.

Il ne faut pas oublier que cette attitude, préparant la « guerre à tout prix », fut celle de l'Allemagne juste au moment où les amis de la paix avaient lieu d'espérer qu'une nouvelle ère de fraternité allait s'ouvrir pour le monde. Non seulement le Tsar avait publié le touchant appel dont j'ai déjà parlé, mais son gouvernement était entré dans une voie nouvelle en convoquant une assemblée, premier pas — avec les faux pas que je n'ignore point — vers un régime populaire dans ce grand pays. L'Autriche avait adopté le suffrage universel. La France, depuis plus de quarante ans, avait gardé ses institutions républicaines. Même le petit Portugal s'était débarrassé de son misérable roi. L'Italie était libre ; la Grande-Bretagne, autrefois, avec l'Espagne, la pire des nations de proie, faisait à l'esprit de liberté de larges concessions. Les

Anglais étaient libres; le Canada, l'Australie ne l'étaient pas moins que les Etats-Unis. L'Angleterre commençait à donner une part de gouvernement à ses sujets de l'Inde; on espérait qu'elle ferait bientôt de même en Égypte. L'Afrique du Sud reçut d'elle des institutions libres et le général Botha, hier son plus vigoureux antagoniste, devenait premier ministre de son pays sous l'égide de l'Angleterre. Même le *home rule* irlandais, trop longtemps différé, allait devenir une réalité pendant les belles journées de juillet 1914, quand le soleil éclairait les paisibles demeures et les merveilles d'art des cités belges. L'esprit du gouvernement populaire semblait en progrès sur toute la terre, *excepté en Allemagne,* où l'esprit de conquête était plus enraciné qu'à toute époque antérieure. Aux principes du droit on y opposait la doctrine du terrorisme, à la liberté civique la servitude sous un casque. De plus en plus, l'Allemagne s'assujettissait à sa caste militaire, au point qu'un jeune officier fut acclamé et glorifié pour avoir lardé de coups de sabre un cordonnier boiteux dans une rue de Saverne. L'Allemagne s'était ainsi écartée progressivement de l'idéal qui a présidé à la fondation des États-Unis, idéal pour lequel les Américains, hier comme aujourd'hui, sont prêts à donner leur vie et leurs biens.

Tout voyageur qui séjournait en Allemagne, tout historien qui étudiait son développement depuis 1860, récoltait en abondance les signes de la détérioration de son caractère national. Elle s'éloignait de la fraternité des pays civilisés pour se plonger dans une sauvagerie dont les juges, même les plus perspicaces parmi nou, sétaient loin de soupçonner toute l'horreur.

Tel était aussi l'état d'esprit du président Wilson, ignorant d'ailleurs les relations entre M. Bryan et le comte Bernstorff, quand il commit l'erreur de proclamer une neutralité non seulement *légale,* mais *morale,* demandant que des citoyens américains comme moi, souffrant de ce changement d'attitude de l'Allemagne envers la démocratie américaine et la civilisation, conservassent une neutralité *morale,* c'est-à-dire fissent l'impossible, vissent d'un œil indifférent que le terrorisme et la barbarie du despotisme militaire allemand l'emportassent sur la République française, que cette République continuât à vivre ou qu'elle pérît. Aucune nation ne menaçait l'Allemagne. Aucun pouce de son territoire n'était en danger d'être envahi. Aucun de ses citoyens ne pâtissait, à l'étranger, de la moindre inégalité, quand soudain elle annonça que son engagement solennel de respecter la neutralité belge n'était qu'un *chiffon de papier,* qu'elle avait l'intention, en violation de tous les traités, de toute morale, de se tailler un chemin à travers ce pays innocent et paisible pour arriver plus tôt à Paris, laissant derrière elle les ruines fumantes de Louvain, faisant de la cathédrale de Reims, objet d'édification pour l'esprit humain, un monument éternel de la scélératesse de ses destructeurs.

Le président Wilson, mal informé de tout ce qui s'était passé depuis un quart de siècle en Allemagne, adopta naturellement la « ligne de moindre résistance » : il fit appel à l'Amérique, l'exhortant à oublier que la France l'avait sauvée de la destruction, que la France était une république tandis que l'Allemagne était un despotisme militaire; nous devions, suivant lui, étouffer nos sympathies et feindre l'impartialité en présence d'une lutte ter-

rible, engagée par des agresseurs brutaux contre des victimes presque sans défense. J'ai toujours pensé que cette déclaration de neutralité, non accompagnée d'une expression de sympathie pour le gouvernement populaire, était responsable, en une grande mesure, de la conduite peu digne de tant d'Américains, Allemands de naissance ou d'origine. C'est peut-être aussi cette erreur initiale qui a encouragé les Allemands domiciliés en Amérique, leur ambassadeur et son entourage, à déployer une activité contraire aux devoirs de l'hospitalité dont ils jouissaient. Combien d'Américains d'hier ont oublié que leurs premières obligations sont envers le pays libre dont ils devraient être fiers, non envers la caste militaire qui, d'ailleurs, les considère avec le mépris qu'ils ont mérité !

La conduite de l'ambassade allemande contrasta, d'une façon significative, avec celles des autres ambassades des pays belligérants. L'ambassadeur de France est le doyen du corps diplomatique; représentant une république, il pouvait être tenté d'assumer un rôle plus actif dans ce pays que les représentants d'une caste et d'un empire militaires. Bien au contraire : pas un mot qui puisse être qualifié d'inopportun n'a été prononcé, ni par lui, ni par un de ses subordonnés ou nationaux, naturalisés ou non; on peut en dire autant des ambassadeurs de Russie et de Grande-Bretagne; demain, puisque l'Italie est entrée en guerre, je suis certain qu'il en sera de même de l'ambassadeur d'Italie. Au contraire, l'ambassade d'Allemagne est accusée d'être devenue le centre de l'activité la plus fâcheuse. Chaque jour on lui impute un nouvel acte illégal. Tantôt ce sont de faux passeports ; tantôt un agent allemand est soupçonné d'avoir fait sauter

un pont entre les Etats-Unis et le Canada; hier encore, on a reproché à l'ambassade d'avoir sollicité de faux témoignages au sujet du chargement du *Lusitania*. A Berlin, descendant aux derniers degrés de l'ignominie, les journaux ont dit que M. Wilson recevait de l'or anglais, alors que jamais un président n'a poussé plus loin la patience et l'amour de la paix. Je trouve même qu'il a, sous l'empire de ces sentiments, exposé notre pays à des outrages qu'aucune autre nation libre et fière n'aurait endurés...

La simple vérité, que M. Wilson met du temps à reconnaître, c'est qu'il existe un abîme infranchissable entre un *citoyen* des États-Unis et un *sujet* de l'empereur allemand. En quelque lieu qu'un homme soit né, quelque éducation qu'il ait reçue, il préfère instinctivement, quand il arrive à l'âge viril, la condition de citoyen à celle de sujet. Nos pères ont préféré, nous et nos enfants nous préférons être des citoyens libres, mais nous ne dénions à personne le privilège d'être l'obéissant sujet d'un empereur et d'une caste militaire. Nous leur demandons seulement de faire leur choix, d'être loyaux envers nos principes ou envers ceux d'un autre gouvernement et de se persuader qu'ils ne peuvent être à la fois loyaux à demi envers les uns et les autres. Ils doivent être tout à fait Américains ou tout à fait Allemands; s'ils préfèrent l'Allemagne, qu'ils y retournent; mais s'ils veulent continuer à vivre ici, il faut qu'ils montrent une parfaite loyauté envers le système américain. Thomas Jefferson a déclaré au monde entier en quoi consistait ce système, quand il a dit que les droits des gouvernants reposaient sur le consentement des gouvernés, et Abraham Lincoln à Gettysburg, dans quelques simples et

claires paroles, a comme marqué ce principe dans l'histoire de l'humanité en exprimant l'espoir que le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ne disparaîtrait jamais de la terre. Quiconque accepte sans réserve ces deux principes de gouvernement est un citoyen américain loyal. Quiconque prétend les accepter et leur est infidèle au fond du cœur n'est pas digne du droit de cité américain et devrait en être privé, car il existe un abîme infranchissable qui ne permet pas à ceux d'un bord de jamais passer à l'autre...

Je répète que j'ai dit ces choses à regret, parce que je m'y sentais obligé; mais, depuis le matin jusqu'au soir de ma vie, j'ai tant éprouvé les bons effets de la bienveillance de mes concitoyens, à quelque race qu'ils appartiennent, que j'ai cru devoir adresser cet appel amical aux Américains de naissance ou d'origine allemande qui semblent s'être écartés des devoirs de la cité américaine par ce qui paraît une quasi-allégeance aux principes d'une monarchie militaire. M'être acquitté même imparfaitement de ce devoir ajoutera à la paix des derniers jours d'une carrière longue et heureuse, où reste intacte cette conviction de toute ma vie, à savoir que le gouvernement populaire est la meilleure forme de gouvernement qui ait encore été imaginée par les hommes.

WAYNE MAC VEAGH [1].

(1) Ancien ambassadeur, ancien *attorney general.* — Ce qui précède est la traduction presque intégrale d'un article de la *North American Review,* juillet 1915, p. 26-34.

## CE QUE L'AMÉRIQUE
## DOIT A LA FRANCE

L'Amérique est la débitrice de la France, non seulement à cause des services que les Français ont rendus dans ce pays aux premiers jours de la colonisation, mais surtout pour le concours qu'ils ont prêté aux colonies dans leur lutte pour conquérir l'indépendance, notamment pour la part qu'ils ont prise à la victoire de Yorktown.

Un préjugé populaire veut que les Français nous aient aidés par haine de l'Angleterre. Assurément, les hommes d'État français peuvent avoir nourri des sentiments de méfiance à l'endroit de la cour de Saint-James; mais c'est un fait singulier et digne d'être rappelé que jamais auparavant la noblesse française n'avait été si bien disposée pour l'Angleterre, si portée vers les manières et coutumes anglaises. Nulle part, comme l'a remarqué M. Trevelyan, l'Angleterre n'était alors aussi respectée, admirée et imitée que dans le pays de son ennemi héréditaire. Les plus frivoles parmi les seigneurs français empruntaient le costume simple des Anglais, leurs voitures moins ornées et plus rapides, leurs jeux de cartes, leurs sports nationaux, jusqu'au jargon de leurs champs de courses, qu'ils

s'efforçaient de prononcer tant bien que mal. Ceux dont l'esprit était plus élevé et le caractère plus ferme enviaient la liberté individuelle et le gouvernement de tous par tous qui existaient en Angleterre, ainsi que les facilités qu'offraient ces institutions à ceux qui voulaient s'appliquer aux affaires de l'État. Un pair d'Angleterre, un membre de la Chambre des Communes : quel jeune noble français, avide d'action et d'influence, n'eût voulu être cela?

L'esprit de liberté se mouvait alors sur les eaux. Chose singulière : de cet esprit même, dont l'Angleterre s'enorgueillissait, qui la faisait à la fois haïr et admirer, devait naître l'alliance entre la France et l'Amérique. C'est à un dîner en l'honneur d'un officier anglais que fut allumé l'enthousiasme du jeune Lafayette pour la liberté au delà des mers. C'est mus par leur amour de l'Angleterre, ou du moins pour l'idéal anglais de liberté, que les nobles de France franchirent mille lieues d'océan afin d'aider une jeune nation à devenir libre.

Il y eut des moments où la politique française hésita, effrayée des risques et du coût de l'entreprise ; mais le peuple français ne balança pas un instant dans son dévouement à la cause américaine. Le désir des soldats français de passer en Amérique était si universel qu'il fallut envoyer des ordres aux médecins d'être très sévères dans l'examen des partants : beaucoup dissimulaient des infirmités de peur d'être laissés en arrière, car la France ne voulait envoyer au delà des mers que des hommes choisis. Si l'on passe des soldats aux officiers, on s'assure qu'aucune ambition vulgaire ne décida des hommes comme Lafayette, Rochambeau, d'Estaing et tant d'autres à échanger la vie luxueuse

de la cour de France, les charmes de Versailles et de Paris, pour l'existence de privations qu'ils devaient mener dans les camps de l'armée révolutionnaire. C'était bien la noble impulsion de nobles cœurs, enflammés pour la cause de la liberté, qui pouvait seule entraîner ces hommes à de pareils sacrifices. Les États-Unis n'ont pas oublié ce qu'ils durent alors à l'amitié française. Dans toutes les villes principales des treize premiers États, à Savannah, Charleston, Baltimore, Annapolis, Washington, Philadelphie, New-York, Newport et Boston, il y a des plaques commémoratives, des monuments, des statues, des peintures, commémorant non seulement les officiers, mais les soldats français, et témoignant des souvenirs qu'ils ont laissés. A Washington, au Capitole même, le *Speaker* est assis entre les portraits de Lafayette et de Washington.

Est-ce que nos cœurs ne se porteront pas, dans un élan de sympathie affectueuse, vers notre ancienne alliée, notre amie d'aujourd'hui, à l'heure tragique où elle tient en échec, au nord de son territoire, un formidable ennemi et livre — cette fois avec sa vieille ennemie de l'autre côté du canal — la grande bataille de la liberté contre la tyrannie de la bureaucratie et du privilège? La France ne nous demande pas d'aide matérielle; mais ne lui adresserons-nous pas de bon cœur ce que sa fierté a le droit de recevoir de nous, de la libre Amérique, des messages amicaux et profondément sincères d'encouragement et d'espérance? Qu'elle sente donc les cœurs d'Amérique battre avec le sien dans sa lutte pour son sol et ses foyers! Si, liés par notre neutralité, nous ne pouvons manifester officiellement ce que nous pensons,

répétons du moins, dans un silencieux hommage, le premier *toast* de l'Alliance franco-américaine de 1774 :

*A l'Amérique ! A la France !*
*Au général Washington et à l'armée américaine !*
*A l'indépendance de l'Amérique !*
*A l'alliance de la France et de l'Amérique !*
*Puisse-t-elle ne jamais être brisée !*

FRANK LANDON HUMPHREYS (1).

---

(1) FRANK LANDON HUMPHREYS, *What we owe to France*. New-York, Gorham, 1915 (extraits du chapitre final). L'auteur est théologien.

## PARCE QUE C'EST LA FRANCE

---

Que de fois les dépêches de la guerre nous entretiennent de volontaires étrangers servant pour la France ! Mais jamais il n'est question d'étrangers combattant pour la Grande-Bretagne, pour la Russie, pour l'Allemagne ou l'Autriche. Aucun de ces pays ne peut s'enorgueillir d'une légion étrangère. C'est toujours pour la France que les étrangers combattent. Pourquoi ?

Il n'y a qu'une seule réponse : *parce que c'est la France*. Il y a quelque chose dans la France qui s'impose et qui attire l'imagination du monde. De toutes les nations, la France est la seule qui n'ait pas besoin d'arguments, d'affirmations, de preuves pour faire impression sur l'étranger. Il lui suffit d'exister.

A travers les espaces du globe, tant peuplés que déserts, flottent, comme résidu de sa longue histoire, un vague parfum de roman, une suggestion délicate de grâce facile, de courtoisie et de politesse, pâles visions de beauté dans la forme et le langage, échos affaiblis de rires légers, tonnerres lointains de la Déclaration des droits de l'homme...

Voilà ce qu'est la France pour des millions d'hommes. Telle est la France idéale, grande comme le monde, qui s'impose aux foules et attire

les volontaires sous ses étendards. Ce n'est pas la vraie France, assurément. Mais la vraie France disparaîtra plutôt de la scène de l'histoire que cette France universelle et persuasive...

En réalité, la logique n'a rien à voir avec cela. Les étrangers combattent pour la France parce qu'elle est la France. Et ils ne combattent pas pour la Grande-Bretagne et les autres pays parce qu'ils ne sont pas la France. Tout est là [1].

***

(1) *Chicago Herald*, 26 avril 1915.

## LES PROPAGANDISTES

---

Parmi les pays engagés dans la guerre, quel est celui qui recueille aux États-Unis la presque unanimité des sympathies?

C'est d'abord, assurément, la Belgique. Mais nous pensons qu'après la Belgique, c'est la France.

La Belgique, parce qu'elle n'était qu'une spectatrice inoffensive. La France parce qu'elle a été assaillie déloyalement par une puissance impérieuse, à un moment où elle ne désirait pas, où elle n'attendait pas la guerre et n'y avait pas fourni le moindre prétexte.

Il n'y a pas eu de propagande française en Amérique. L'Angleterre a inondé notre pays de brochures et d'articles exposant son cas et défendant sa cause. L'Allemagne en a fait autant. Pourtant, en ce qui concerne l'Allemagne et l'Angleterre, les opinions sont certainement divisées ici. En ce qui touche la France, il n'y a presque pas de dissentiment.

Peut-être les autorités allemandes et britanniques trouveraient-elles sage, en considération de ces faits, de cesser leur propagande et d'avoir confiance dans le peuple américain, qui est bien capable de s'informer lui-même et de se former une opinion. En tout état de cause, les Américains feront cela ; ils ne se laisseront pas guider, diri-

ger, piloter. Leur sentiment à l'égard de la France donne fortement à penser : ils apprécient sans doute le compliment implicite d'un silence qui les laisse à leurs propres inspirations pour distinguer la vérité de l'erreur [1].

***

---

(1) *Washington Times,* 18 mai 1915.

---

## LA CONSCIENCE AMÉRICAINE EST-ELLE MORTE ?

---

Est-ce que le silence est un acquiescement?

L'Allemagne a violé la loi des nations en envahissant la Belgique. L'Amérique s'est tue.

L'Allemagne a violé la loi des nations en infligeant des traitements atroces à la population civile belge. L'Amérique s'est tue.

L'Allemagne a violé la loi des nations et, appliquant encore sa politique de terrorisme, a détruit ou dérobé les biens de particuliers. L'Amérique s'est tue.

L'Allemagne a violé la loi des nations en imposant un tribut énorme à une population sans défense. L'Amérique s'est tue.

L'Allemagne a violé la loi morale et humaine en confisquant pour ses armées la nourriture de tout un peuple, laissant les habitants mourir de faim ou à notre charge. L'Amérique s'est tue.

L'Allemagne a violé la loi des nations en bombardant avec des navires ou des avions des villes non fortifiées, tuant des non-combattants, hommes, femmes et enfants. L'Amérique s'est tue.

L'Allemagne a violé la loi des nations en semant

des mines en haute mer, d'où la destruction de navires neutres. L'Amérique s'est tue.

L'Allemagne viole maintenant la loi des nations en détruisant, avec ses sous-marins, des navires marchands, sans commencer par sauver les passagers et l'équipage. Jusqu'à présent, l'Amérique n'a rien dit. Puis l'Allemagne a torpillé et coulé un paquebot transatlantique, le *Falaba,* noyant cent douze passagers et hommes d'équipage; elle a détruit de même le vapeur *Aguila,* noyant neuf hommes. Dans le cas du *Falaba,* le sous-marin ne fit aucune tentative pour secourir les passagers qui se noyaient, et l'on croit que quelques personnes ont été tuées par l'explosion de la torpille, tant fut court l'instant qu'on leur laissa pour se sauver. Dans le cas de l'*Aguila,* on assure que le sous-marin ouvrit le feu avec ses canons, tuant une passagère, le mécanicien et deux hommes d'équipage. Il y a lieu de croire qu'un Américain périt sur le *Falaba*. Chaque jour nous apprend un nouvel acte de barbarie.

Combien de temps ces choses doivent-elles durer pour que la conscience de l'Amérique y réponde ? Je ne parle pas de notre Gouvernement ; il s'est fait une loi du silence ; sans doute, il demandera une indemnité pour une vie américaine perdue. Mais je parle de remontrances publiques, écho de nos sentiments. Il n'est pas trop tard pour les Américains de les manifester par des réunions, des pétitions, des résolutions votées par des corporations et des organisations reconnues.

« A quoi bon ? » m'objecte un conservateur. Je réponds : « Pour un grand bien qui ne peut se mesurer à l'aune et qui intéresse l'avenir autant que le présent. » Je veux justifier ici cette réponse.

## I

La question en jeu n'est pas celle de la neutralité, mais celle de l'idéal américain, de la conscience nationale. Si nous ne savons pas, en hommes, défendre cet idéal et cette conscience, nous risquons de perdre le respect de nous-mêmes et notre honneur de nation.

Je crois que la grande majorité des Américains estime que les États-Unis, en ne protestant pas contre la doctrine du « chiffon de papier », l'invasion de la Belgique et les cruautés commises contre cette petite nation, ont perdu une précieuse occasion de se révéler au monde comme une grande force morale, situation dont ils étaient dignes. Si les États-Unis avaient fait cela, on les eût salués désormais, dans le concert des nations, comme des arbitres en matière de lois internationales; ils auraient pu civiliser la guerre, et peut-être l'abolir par l'institution d'une cour internationale.

A l'opportuniste qui demande : « Quel bien cela fera-t-il? » nous pouvons demander à notre tour : « Quel mal cela fera-t-il? » On répond à cela d'ordinaire de deux façons.

On dit d'abord que nous nous ferions une ennemie de l'Allemagne.

Mais à supposer que cela soit vrai, qu'importe? Devons-nous nous abstenir de proclamer la vérité morale à la face du monde, par peur d'être mal vus d'une nation dont la politique de barbarie a indigné le monde? D'ailleurs, tous les signes du temps attestent que cette nation nous prend en haine, d'abord parce que nous avons de la sympathie pour

ses ennemis, puis parce que nous refusons de violer la neutralité et continuons à vendre des munitions à qui possède la maîtrise des mers. Donc, à s'en tenir à un point de vue purement pratique, quoi que nous fassions, le mauvais vouloir de l'Allemagne nous est acquis.

Comme on disait que tous les belligérants attendaient le jugement de l'Amérique, le comte Apponyi exprima ainsi le sentiment austro-hongrois : « *C'était* le cas, à la vérité, mais, en ce qui nous concerne, *ce n'est plus le cas.* »

La seconde réponse et la plus ordinaire nous conseille de garder le silence, parce qu'à ce prix, le jour venu, les États-Unis pourront jouer le rôle amical de médiateurs.

Alors même que cette espérance se réaliserait, est-ce que le gain ainsi assuré au monde compenserait ce que notre silence lui fait perdre? Alors même qu'à cette époque l'Allemagne aurait conservé quelque amitié pour nous, que nous diraient les Alliés? N'auraient-ils pas raison de nous récuser pour n'avoir pas eu un mot de protestation à la bouche, alors que toutes les lois morales des nations et de l'humanité étaient violées sous nos yeux indifférents?

Personne ne peut dire si une protestation des États-Unis aurait modifié les méthodes allemandes de terrorisme. Pourtant, il est permis de croire qu'une pareille protestation, formulée sans retard par notre Gouvernement, exprimant l'indignation d'une nation entière, aurait fait réfléchir l'Allemagne : elle eût hésité à bombarder des villes ouvertes, à couler des navires de commerce avec leurs passagers, à poursuivre sa politique implacable dans la Belgique conquise. S'il en était autre-

ment, pourquoi l'Allemagne eût-elle recherché avec tant d'ardeur et par une propagande organisée le soutien moral des États-Unis ? Personne n'a mieux insisté que Bismarck sur l'avantage que constitue l'appui moral des pays neutres : « Si nous attaquons, dit-il en 1888, le poids entier des impondérables, qui pèsent plus que les poids matériels, sera du côté des adversaires que nous aurons attaqués. » Comme l'a fait observer le professeur Munroe Smith (1), ce sont précisément ces impondérables — l'amour de l'indépendance, la fidélité aux traités, le ressentiment de torts évidents — qui ont déterminé la résistance sans espoir de la Belgique à la force écrasante de l'Allemagne. L'échec de la stratégie allemande est dû à sa négligence des impondérables. Impondérable aussi est la protestation morale du sentiment américain.

Il y a une autre et concluante raison pour laquelle il eût été bon de soulager, par voie de protestation, la conscience nationale. C'est à cause de nos devoirs envers nous-mêmes, envers notre propre idéal de droit et d'humanité. C'est pour nous-mêmes, sinon pour autrui, qu'il fallait parler haut.

L'histoire montre que la conscience morale d'une nation, comme celle d'un individu, ne peut se conserver intacte que si elle défend fermement son idéal, ce qu'elle croit être le droit. Si, lorsque notre conscience est blessée, nous nous abstenons de toute réaction, elle devient bientôt obtuse et calleuse ; nous cessons d'avoir des convictions pro-

---

(1) Munroe Smith, *Military Strategy versus Diplomacy in Bismarck's time and afterwards,* dans le *Political Science Quarterly*, mars 1915.

pres à déterminer notre conduite là où des questions morales sont en jeu. Déjà, semble-t-il, notre conscience a été comme émoussée par les atrocités de cette guerre. Au début, nous fûmes stupéfiés, nous pûmes à peine concevoir tant d'horreurs. Puis nous gardâmes le silence. Puis notre conscience perdit de son ressort, et maintenant tout cela commence à nous paraître naturel. Il y a peu de jours, nous avons lu que le vapeur marchand anglais *Tanistan* a été, sans avis, torpillé par un sous-marin et que l'équipage a péri tout entier, sauf un homme. Nous lisons aussi que le vapeur anglais *Blackwood* a été torpillé dans les mêmes conditions, tandis que l'équipage du sous-marin, venu à la surface, ne faisait aucun effort pour aider au sauvetage, mais regardait les marins se noyer. Puis ce fut un navire hollandais, un navire anglais bondé de passagers. Nous lisons encore qu'un navire suédois a été coulé avec tout son équipage et nous passons au paragraphe suivant de notre journal presque sans éprouver d'émotion. Demain ce peut être le tour du *Lusitania* (1) ou même du navire américain *Philadelphia*. De pareilles nouvelles ne nous révoltent plus, nous les aurons oubliées demain.

Si nous pensons que notre idéal national et notre conscience nationale valent d'être préservés, nous devons être prêts à laisser parler cette conscience, et cela d'une voix assurée. Et si nous voulons que le sentiment américain soit un *impondérable* qui influe non seulement sur notre Gouvernement, mais sur la pensée du monde et les décisions d'autres nations, nous devons insister pour qu'on

---

(1) Écrit avant le torpillage de ce grand paquebot.

l'entende. Tous nous admettons qu'un individu a du « caractère » dans la mesure où sa conduite est déterminée par ses convictions. Cela est également vrai d'une nation. Et quand une nation méditant la guerre, ou engagée dans une guerre, saura d'avance que ses actes se heurteront aux convictions morales des nations neutres, elle suivra le conseil de Bismarck et hésitera avant de perdre l'avantage de leur bienveillance.

Enfin, une nation qui exprime ainsi ses convictions sera détournée, par ces convictions mêmes, de commettre des actes injustifiables si les nécessités du moment l'y inclinent; elle sera aussi une force morale propre à détourner d'autres nations d'entreprises injustes et de violations des règles de la guerre. Par tous ces motifs, notre intervention eût été bonne et utile; c'était un devoir envers nous-mêmes qu'il fallait remplir.

## II

N'oublions pas qu'en protestant contre les méthodes de guerre allemandes, notre protestation vise plus haut que ces barbaries elles-mêmes. Celles-ci ne sont que la mise en pratique d'une philosophie politique et militaire, de la conscience nationale des Allemands. Nous élèverons donc la voix contre cet idéal germanique et cette *Kultur* germanique dont on connaît assez les maximes : la force prime le droit; l'État est le pouvoir et la guerre est sa principale, sa plus élémentaire fonction; la guerre est une chose bonne en elle-même, fondement de tout développement sain, une nécessité morale exi-

gée par l'idéalisme politique; les États forts ont un droit moral d'opprimer les faibles; les efforts visant à la suppression de la guerre ne sont pas seulement absurdes, mais immoraux et indignes de la race humaine; l'idée de la paix perpétuelle est profondément contraire à l'éthique; tout est permis à l'État en guerre pour réaliser ses fins; la cruauté sans merci et la dureté en apparence la plus hideuse sont parmi les qualités nécessaires à celui qui veut obtenir de grands résultats à la guerre (maréchal VON DER GOLTZ); en concluant des traités, l'État agit avec la réserve tacite qu'il n'est responsable envers aucun pouvoir supérieur et qu'il doit juger s'il est expédient de les respecter; c'est un crime pour un homme d'État de ne pas saisir les prétextes pour faire la guerre à un rival qui paraît devoir devenir plus fort que lui et qui est momentanément affaibli au dehors ou au dedans; les actes de l'État ne peuvent être jugés suivant l'étalon de la moralité individuelle, etc.

Il n'y a là qu'un choix parmi les maximes qu'on peut extraire des œuvres de publicistes et d'écrivains militaires allemands. Ils expriment clairement la conscience nationale de l'Allemagne et ont été mis en pratique tant à l'origine que dans la conduite de la guerre. Ce ne sont donc pas de simples philosophies académiques; c'est l'idéal qui s'est imposé à la pensée de la génération présente et qui a été accepté par le parti militaire, responsable du crime de la guerre actuelle.

Que la *Kultur* germanique soit responsable du militarisme, c'est ce qu'affirme l'écrivain allemand G. Fuchs : « Nous autres Allemands n'avons aucune forme particulière de *Kultur*, sinon en tant que soldats. La nation allemande doit sa situation

actuelle de puissance européenne à la seule forme de *Kultur* qu'elle eût encore créée : son armée. Elle devra s'affirmer comme puissance internationale par une manifestation semblable, ou disparaître sans honneur... L'armée est le seul grand organe de *Kultur* que nous possédions, embrassant la nation entière... Toute *Kultur* est acquise au prix du sang. »

M. W.-H. Dawson qui, pendant bien des années, a étudié de près et avec sympathie le Gouvernement allemand, s'exprime en ces termes : « De son propre aveu, l'Allemagne s'affiche comme représentant des conceptions nationales, un idéal et des fins qui diffèrent entièrement de ceux des autres nations civilisées. Sa *Kultur* est une civilisation de tribu fondée sur la force, et pourtant elle cherche à l'imposer à l'humanité dans l'intérêt de l'humanité elle-même ! »

Si nos concitoyens étaient parfaitement informés de ce qui constitue la *Kultur* allemande, militaire et politique, je crois qu'il y aurait une explosion de sentiment national qui entraînerait notre Gouvernement et l'obligerait à protester contre les méthodes de guerre allemandes. Toute personne qui a étudié la *Kultur* est arrivée à la conclusion que ces méthodes ne sont pas des expédients momentanés en vue d'exigences militaires, mais la conséquence logique de principes depuis longtemps arrêtés, qui font corps avec la pensée de la classe dirigeante. C'est l'expression de l'idéal allemand de gouvernement et de pouvoir mondial. La violation du traité belge et l'invasion de la Belgique n'étaient pas des mesures inspirées par la nécessité, mais la mise en pratique d'une philosophie politique. La politique de terrorisme qui produisit les atrocités belges, fit brûler des villes, tuer des otages,

fusiller des innocents, confisquer les vivres de millions d'êtres humains, tout cela n'était pas simplement les conséquences d'une situation nouvelle, mais l'expression pratique d'une *Kultur* politique et militaire dont une vaste littérature officielle offre l'exposé. Ces crimes, et l'usage des bombes contre des non-combattants, et celui des torpilles contre des navires marchands non avertis, sont bien l'expression d'une conscience nationale. Rien ne le prouve plus clairement que le « tonnerre d'applaudissements » qui salua le chancelier von Bethmann-Hollweg, lorsque, dans son discours historique au Reichstag, il proclama l'intention de son Gouvernement de se frayer un passage à travers la Belgique. On eût pu croire que l'horreur de cette violation, même présentée comme une nécessité militaire, aurait produit dans l'assemblée une silencieuse émotion. Mais, comme le rapporte la *Gazette de Voss,* « la jubilation qui accueillit ces paroles ne se peut décrire. Un homme parla ce jour-là pour toute la nation ».

A ce point de vue, le Germanisme et le Pangermanisme sont les plus graves questions morales qui aient été posées à l'Amérique et au monde depuis que celle de l'esclavage des noirs a été résolue.

Entre cet idéal de l'autocratie germanique et celui de la démocratie américaine, il y a un conflit inconciliable et, je le crois fermement, inévitable. Une guerre morale existe déjà entre le peuple américain et l'Allemagne. Cette guerre ne vise pas la démocratie germanique, sur qui reposent les espérances de l'Empire. Entre les 20 millions d'Allemands des classes dirigées et la démocratie américaine, il y a un lien de sympathie fondé sur

un idéal commun, des aspirations communes, un amour commun de la liberté politique. Notre guerre morale vise l'autocratie germanique; c'est contre cette classe dirigeante que le sentiment américain doit, tôt ou tard, formuler une protestation, sans se contenter d'un blâme pusillanime contre des procédés qui répugnent à notre idéal.

Lorsque nos droits d'Américains sont affectés au point de vue matériel, quand on porte préjudice à nos navires, à nos marchandises, à notre commerce, nous nous hâtons de protester, comme aussi lorsque des vies américaines sont en péril. Lorsqu'un officier de marine allemand, sans ordre exprès de son Gouvernement, coule le vapeur américain *Frye,* nous protestons et nous exigeons une réparation. Et maintenant, lorsque l'Angleterre et la France, défendant la cause universelle de la démocratie, déclarent un blocus nouveau des ports allemands comme représailles contre la barbarie allemande et pour accélérer la fin de la guerre, une clameur s'élève aux États-Unis : on veut que nous exigions la plénitude de nos droits, que nous protestions dans l'intérêt de notre commerce. Apparemment, nos intérêts commerciaux ne sont pas disposés à consentir ce sacrifice temporaire; mais il est aussi question de représailles suggérées par les propagandistes allemands chez nous.

Quand, d'autre part, notre idéal, l'idéal de la conscience américaine est mis au défi, nous gardons le silence. Et pourtant, l'amour idéal de l'humanité a été le plus fort élément moral de notre existence en tant que nation. Si Sumner et Phillips, si Garrison et Lowell, si Austen et Lincoln vivaient encore, garderaient-ils le silence? Et c'est pour-

quoi nous demandons : « La conscience américaine est-elle morte ? »

D[r] Morton PRINCE (1).

---

(1) *Boston Herald*, 3 avril 1915. L'auteur est professeur de sciences médicales et s'occupe surtout de psychiatrie.

# LA LIGUE DES UNIVERSITÉS ALLEMANDES

---

*Lettre de M. Baldwin*
*au secrétaire de la Ligue, Dr Hugo Kirbach.*

New-York, février 1915.

Cher Monsieur,

J'ai reçu la lettre par laquelle vous me demandez, en ma qualité d'ancien étudiant en Allemagne, d'adhérer à la Ligue des Universités allemandes aux États-Unis, dont l'objet est de « prendre conjointement l'initiative de faire connaître la vérité et de comprendre les aspirations de l'Allemagne, en présence du conflit auquel l'Allemagne a été provoquée par des forces très supérieures ».

Vous avez raison de penser que, pour avoir été étudiant en Allemagne et pour avoir étudié ce pays, je ne suis pas sans autorité pour parler des aspirations de l'Allemagne, et que je suis désireux de répandre la vérité. C'est pourquoi je vous envoie l'expression de mon opinion. Je l'ai formée après mûre réflexion, en dépit de mes préventions antérieures, favorables à l'Allemagne, dues à mon séjour dans ce pays, et à l'amitié que j'ai entretenue pour de nombreux Allemands durant une longue carrière académique.

1° *En ce qui concerne la vérité.* — Selon moi, la vérité est que jamais pays n'ont eu plus de motifs de réunir « des forces très supérieures » contre un autre pays que n'en ont eu l'Angleterre, la France et la Russie contre l'Allemagne et l'Autriche. Les documents diplomatiques échangés avant la guerre témoignent, de la part de l'Allemagne, d'une malhonnêteté honteuse, de cynisme et de calomnie. L'Allemagne a lancé un défi que la dignité et l'honnêteté obligeaient de relever. Le devoir et la nécessité de lutter s'imposaient à la France et à la Russie. Le devoir seul s'imposait à l'Angleterre, devoir envers la Belgique et la civilisation. C'est l'honneur de l'Angleterre qu'elle ait accepté le devoir alors qu'elle était affranchie de la nécessité.

2° *Autre vérité.* — L'Allemagne a fait la guerre comme une nation de bandits et de pirates, abusant, en toute occasion, des sentiments de chevalerie et d'honneur de ses adversaires. Ses méthodes sont celles d'un vandalisme officiel. A moins de posséder l'âme d'un sauvage primitif, il n'y a pas moyen de sympathiser avec elle. Son appel aux savants et aux professeurs américains n'est rien de moins qu'un affront. Ces hommes sont, en effet, au premier rang de ceux qui entretiennent le feu de l'enthousiasme moral, qui travaillent à maintenir dans son intégrité l'idéal humain et chrétien, qui sont responsables de l'opinion publique et de l'esprit de la jeunesse. Leur réponse, la voici : « Honte à vous et à votre maison ! » Que des professeurs allemands de morale et de vraie science osent « justifier » les méthodes allemandes de faire la guerre et les ambitions de l'Allemagne telles que

ces méthodes les révèlent, cela est une honte dont le corps universitaire allemand ne se relèvera jamais. A nos yeux, la déchéance morale de l'Allemagne paraît fatale.

3° *Encore une vérité.* — Les prétentions et les agissements d'un groupe d'Allemands d'Amérique, au nombre desquels vous me semblez vous compter, commencent à lasser tous les bons Américains. Le fait d'avoir étudié en Allemagne ne nous a pas rendus moins patriotes américains ni moins passionnés de l'idéal anglo-saxon : nous n'avons pas été *made in Germany*. Nous allons demander qu'on répudie ici certains savants, journalistes et politiciens de fabrication allemande et qu'on remette leurs passeports (leurs passeports allemands, non de faux passeports américains) à ces gens, afin qu'ils cessent de faire des États-Unis le siège d'une propagande qui n'est ni neutre ni patriotique. Conduite par l'ambassadeur d'Allemagne, dont l'activité récente eût justifié une demande de rappel, poursuivie au moyen de journaux, de circulaires et de conférences, il n'y a rien d'étonnant que cette campagne se manifeste par la bombe, l'incendie et le complot politique. Ces Allemands-là sont des traîtres à leur patrie adoptive. Notre peuple a fait preuve envers eux d'une tolérance égale au mépris qu'ils ont pour lui. Tous les bons citoyens d'origine allemande devraient s'associer aux autres Américains pour protester contre cet abus de notre générosité. Que les Allemands qui vivent en ce pays prennent garde que le nom d'Allemand-Américain ne devienne désormais le synonyme d'intrigant et d'homme déloyal. Déjà un grand nombre d'Américains se méfient des

Allemands — même de ceux qui sont naturalisés Américains — qui n'ont pas donné des preuves manifestes de leur patriotisme. Votre organisation devrait se proposer, avant tout, pour but de montrer de quelle manière les Allemands transgressent les lois américaines. Vous laveriez ainsi les Allemands d'Amérique de l'opprobre qui pourrait devenir pour eux, dans la suite, un sérieux inconvénient.

4° *Quant aux aspirations de l'Allemagne,* que vous souhaitez qu'on fasse connaître, elles ne sont que trop évidentes. Le terme de *pangermanisme* les définit, et la guerre fait assez voir ce qu'il signifie. Ces prétentions se révèlent par les moyens adoptés pour les réaliser, et ces moyens sont honteux : violation du droit public et privé, destruction des plus beaux monuments, documents officiels mensongers, *bluff* impudent, usage de mines flottantes et de sous-marins pour détruire les innocents et les faibles. Je connais moi-même des exemples de cette méchanceté systématique. L'*Hymne à la Haine* est chanté à la table de l'Empereur ! Ce qu'on se propose d'atteindre par ces moyens-là, disent les apologistes de l'Allemagne, c'est de répandre partout la *culture*. Une *culture* qui se sert d'armes pareilles ! Une victoire allemande détruirait pour des générations toute possibilité de résoudre pacifiquement les problèmes de la politique mondiale, problèmes dont le militarisme allemand a d'ailleurs déjà retardé la solution.

Voilà, brièvement exposé, ce que je pense de la vérité allemande et des aspirations allemandes. J'espère, si vous désirez sincèrement la coopéra-

tion des professeurs américains qui ont étudié en Allemagne, que vous donnerez à cette lettre la plus large publicité.

Sincèrement à vous.

J.-Marx Baldwin (1).

(1) Docteur en philosophie et en sciences, licencié en droit, ancien président d'un Congrès international de psychologie, correspondant de l'Institut de France, etc., ancien étudiant aux Universités de Berlin, de Leipzig et de Fribourg. — La traduction ci-dessus a paru dans la *Gazette de Lausanne* du vendredi 7 mai 1915 ; elle a été légèrement amendée.

# TABLE DES MATIÈRES



NANCY-PARIS, IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT — SEPTEMBRE 1915

# VOIX AMÉRICAINES

SUR LA

## Guerre de 1914-1916

---

IV

*Il a été tiré de ce volume cinquante-cinq exemplaires numérotés à la presse, dont :*

*5 sur papier du Japon (Nos 1 à 5);*

*50 sur papier de Hollande (Nos 6 à 55).*

# VOIX AMÉRICAINES

SUR LA

# Guerre de 1914-1916

---

## *DÉFENDU !*

---

C'est dimanche. Nous sommes cinq à table, parlant du torpillage du *Lusitania*. Nous parlons bas. L'un de nous est un Allemand, interprète et professeur de sa langue aux États-Unis. Un autre est d'origine allemande ; ses ancêtres se réfugièrent aux États-Unis après 1848, laissant un frère mort pour la liberté. Le troisième est un israélite de naissance allemande, qui dit souvent avoir été créé en Allemagne et amendé en Amérique. Le quatrième, doyen de notre groupe, est un Américain de vieille souche, d'origine puritaine. Il est assez vieux pour être le père du plus âgé d'entre nous ; il nous semble qu'il nous a fait une grande politesse en nous admettant à sa table. Nous soumettons tous nos désaccords à son expérience, à sa connaissance des hommes. C'est un grand ami de l'Allemagne, en particulier de Gœttingue, où il a fait ses études ; de temps en temps, il raconte des histoires

charmantes sur son passé d'étudiant. Pendant ces dernières années, il a pris l'habitude de retourner en Allemagne chaque été.

Aujourd'hui notre conversation a été plus timide que de coutume. Nous n'avons touché que les bords de la question, insistant seulement sur la grande pitié que tous ressentent. Quelque chose nous gêne, comme dans une maison en deuil ; des silences, faits de tension, sont trop fréquents. A la fin d'un de ces silences, l'israélite prit la parole, sans élever la voix, mais sans hésitation non plus, comme s'il avait décidé de mettre fin à notre embarras :

— Vous savez que j'ai toujours essayé d'expliquer, de justifier. Mais cette fois-ci ! Quand j'ai lu la nouvelle dans mon journal, j'ai commencé par n'y pas croire ; puis, quand il l'a bien fallu, j'ai senti un envahissement de colère, j'aurais voulu écraser entre mes deux mains ce capitaine de sous-marin ! A la maison, je trouvai mon hebdomadaire *Staats-Zeitung*. Je froissai la moitié de cette feuille, je foulai l'autre à mes pieds. Intérieurement je criais : « Que Dieu punisse l'Allemagne ! »

Un silence suivit, pendant lequel on pouvait entendre la respiration de l'Allemand. Il ouvrit la bouche une ou deux fois, mais ne dit rien. Il était très pâle. A la fin il éclata :

— Vous, vous ! Mais à quoi bon ? Vous ne comprenez pas, vous ne pouvez pas comprendre. Je sais ce que vous pensez, vous tous, mes amis. Vous avez pensé cela dès le début. Rien de ce que nous puissions dire ou faire ne vous fera changer, bien que nous ayons plaidé et fait des concessions, bien que nous nous soyons humiliés, que nous ayons intrigué même pour capter votre amitié américaine. Mais vous avez formé une ligue contre nous, vous

êtes le rempart principal de nos ennemis. Vous voilà tous les quatre, tous nés ou élevés en Allemagne ; et pourtant son silence me prouve que Kurt lui-même, dont l'oncle est tombé en 48 pour la liberté de l'Allemagne, nous a condamnés. Et Jacob — vous venez de l'entendre. Il oublie ce que souffre son propre peuple aux mains des Polonais et des Russes. Il oublie que nous combattons pour lui comme pour nous — la lutte de la civilisation contre la barbarie. Et il voudrait que nous fussions anéantis pour un acte loyal de guerre ! Mais, je vous le demande, que pouvions-nous faire ? Nous luttons pour notre vie nationale, contre des forces écrasantes, seuls au centre d'un cercle de fer formé d'ennemis dont le seul grief contre nous est notre prospérité et notre civilisation. Nous n'avons pas désiré, nous ne désirons pas la guerre. Nous sommes le peuple le plus pacifique de l'Europe, laborieux, studieux, épris d'idéal, de l'amélioration du genre humain. Notre seul crime, que vous appelez *militarisme,* n'est que l'organisation de notre légitime défense. Hier encore, vous nous empruntiez notre idéal, nos principes, notre système d'éducation, nos industries, nos arts. Vous nous envoyiez des jeunes gens pour s'instruire dans nos universités. Vous imitiez nos savants et nos philosophes. Si vous l'aviez pu, vous auriez copié notre organisation civile, nos méthodes sociales et économiques. Vos voyageurs et vos savants nous louaient par la parole et la plume. Et maintenant, que s'est-il donc passé ? Avons-nous changé dans l'espace d'une nuit au point que vous puissiez nous qualifier de Huns et de barbares, dire que nous faisons la guerre à des femmes et à des enfants ? C'est absurde. Nous sommes restés les mêmes ; la guerre ne nous a pas

transformés. Nous n'avons violé aucune loi. Nous n'avons tué personne que nous pussions épargner. Nous nous sommes seulement défendus. A un chien qui lutterait pour sa vie contre une horde de loups, vous accorderiez plus de liberté que nous n'en avons pris !

Il se leva et partit avant que nous pussions le retenir. Après un silence, l'israélite dit :

— Il y a quelque chose de vrai là dedans. C'est nous qui avons complètement changé. C'est, je crois, parce que le contraste entre l'Allemand en guerre et l'Allemand en paix est si violent que l'un et l'autre ne peuvent répondre à la réalité. Il a fallu choisir.

— Arrêtez, dit le Yankee. Je ne suis pas sûr que la violence du contraste ne signifie pas tout autre chose : ces deux Allemands sont réels.

Nous le regardâmes, un peu surpris.

— Voici ce que je veux dire. Vous avez tous deux lu le recueil de citations tirées des carnets de soldats allemands par Bédier, *Les Crimes allemands*. Je suis sûr que votre impression a été d'accord avec la mienne. Les documents réunis par Bédier impliquent quelque chose de plus que l'exécution d'ordres du jour : il y a là une sorte de joie à faire le mal.

— Non, non, protesta le Germano-Américain.

— Oui, Kurt, il y a là quelque chose de la rage d'un homme affamé qui mange ou, mieux, d'un enfant quand il est délivré enfin de la contrainte de l'école.

— Je ne comprends pas, objecta Kurt un peu froidement.

— Je crains que non. Peut-être que je ne me comprends pas moi-même. Mais voilà plus de qua-

rante ans que je connais l'Allemagne. J'ai été un des premiers Américains à m'y rendre pour faire mes études, et je n'ai cessé d'y revenir. J'ai vu la vieille Allemagne se transformer, devenir l'Allemagne nouvelle. Toute cette transformation pourrait se résumer en un seul mot : *Verboten* (défendu).

Voyez-vous, Kurt, l'Allemagne que j'ai connue d'abord était celle de votre grand-père, très semblable à celle de votre arrière-grand-père : un pays agréable, somnolent, rêveur, un peu malpropre, très industrieux, très pieux, sentimental et terriblement verbeux. Les gens ne s'y occupaient guère du Gouvernement ; il y avait beaucoup de liberté personnelle et sociale. Vous alliez où vous vouliez, agissiez à votre guise ; vous n'aviez ni à vous charger de passeports, ni à céder le pavé aux militaires. La vie était plus facile qu'aux États-Unis, mais non moins démocratique. Vous entendiez ce qu'on voulait dire quand on qualifiait l'Allemagne de nation de poètes et de philosophes. Les Allemands se sont toujours sentis singulièrement sûrs que le Seigneur est avec eux et que leur volonté est la sienne. Ils ont toujours eu un système de philosophie pour prouver que ce qu'ils faisaient était nécessaire. Pensez à Kant avec sa loi intérieure, son *impératif*. Pensez à Fichte avec sa démonstration métaphysique que Dieu a destiné le peuple allemand à être le peuple de la culture. Qu'est-ce que tout le mouvement romantique, sinon l'assertion que l'univers entier conspire avec les caprices du romantique ? Je me souviens d'avoir lu un article d'un professeur américain sur la nature compensatrice des idées. J'en ai retenu qu'une espèce de loi permet aux hommes de neutraliser des faits déplaisants par

des fantaisies agréables — idées de rêve, d'art, de littérature, de philosophie. Nos désirs peuvent hypothéquer sur l'irréel pour compenser l'insolvabilité du monde existant. Lorsque l'idéalisme romantique florissait en Allemagne, il y avait des centaines de petits États et infiniment de couleur locale. Je suppose que l'expansion et la rigueur logique de cette manière de penser — laquelle identifie les choses à notre Moi absolu — étaient une compensation du provincialisme, du désordre et du terre-à-terre de la vie quotidienne. Tout cela est indifférent dans l'Absolu.

— Mais, interrompit Kurt, quel est le rapport de ce que vous dites avec la guerre, le *Défendu* et le terrorisme?

— Je vais y venir. Tant que la loi morale de Kant a été intérieure, tant que l'Absolu a été une obligation idéale, ç'a été un mot qui conspirait avec l'individu pour le laisser libre, pour exalter son imagination et le préserver du provincialisme. Mais, grâce à Hegel, le Verbe s'est fait chair et a élu domicile sur terre; l'idéal devint une idole.

— Quoi, grâce à Hegel?

— Sans doute. Ne vous rappelez-vous pas la péroraison de sa *Philosophie de l'Histoire?* Elle décrit la monarchie prussienne comme la Raison absolue incarnée, l'identifie avec la perfection la plus haute que l'évolution rationnelle et l'histoire puissent atteindre. Conservateur, orthodoxe, verbeux, pro-Prussien, Hegel fut le vrai maître de Nietzsche. De toutes les conséquences de son enseignement — elles sont légion — l'Allemagne moderne est la plus considérable. Sa pensée a dominé l'Europe pendant deux générations. C'était l'orthodoxie philosophique de nos années d'études,

approuvée par les pouvoirs publics parce qu'elle incarnait en eux l'Absolu. Cette philosophie est la justification des choses telles qu'elles sont. Elle rationalisa l'acquiescement aux agressions de la Prusse de 1860 à 1880 et facilita, après 1880, la prussianisation complète de l'Allemagne. Pour divers motifs, il s'était écoulé plus de vingt ans entre mon premier et mon second voyage en Allemagne. Depuis, j'y suis revenu chaque été, mais le choc de mon premier retour n'a fait que se renouveler. Balayés la malpropreté pittoresque et le désordre joyeux ! Les rues étaient bien tenues, les agents de police en nombre. La simplicité, la bonté, la démocratie, n'existaient plus ; la liberté de se mouvoir avait disparu comme celle de penser. Universités et écoles avaient été centralisées ; l'avancement dépendait d'un ministère qui devait approuver votre enseignement ; si vous étiez hétérodoxe sur une question quelconque touchant à la politique, il n'y avait pas d'espoir pour vous. Tout le reste était de même : presse, commerce, Église. Et le système policier, les passeports, la surveillance, les rapports ! De tous côtés, vous étiez paralysés par des *tabous* et, si vous réclamiez, on vous objectait l'inexorable *Verboten* (défendu). Tout ce que vous pouviez faire, dans le secret de votre chambre à coucher, était de jurer, de donner du pied au chat ou de vous enivrer. *Verboten* était la loi morale, la raison absolue, devenue un fait sensible aux oreilles et aux yeux.

La nouvelle génération qui a grandi sous le *Verboten* n'a pas perdu l'habitude de jurer, de lancer des coups de pied au chat et de boire ; la génération présente fait de même sur les champs de bataille — en exagérant. L'art nouveau, la nouvelle littérature, le nouvel érotisme, l'individua-

lisme, tout cela n'est que le soulagement que procure le juron — l'expression, dans le domaine des idées, de ce que l'ordre social et politique créé par la Prusse réprouve en fait. L'égoïsme transcendant s'est changé en égoïsme vulgaire, en présomption, en vanité; le sentiment et la piété se sont effacés devant une brutalité raffinée à l'égard des femmes et le formalisme religieux; la responsabilité sociale a cédé le pas à un individualisme intense et à des rivalités plus aiguës encore dans les cercles académiques qu'ailleurs. D'année en année, je voyais empirer le mal, à mesure que la loi morale devenait plus « objective » et le *Verboten* plus effectif. L'absolutisme de fait avait conduit à l'anarchie dans l'idéal. Vous savez combien la présente génération jure par Nietzsche. Et vous savez... le terrorisme...

— Mais, interrompit Jacob, est-ce que Nietzsche lui-même n'est pas une cause du terrorisme?

— Erreur! Nietzsche était avant tout un individualiste. Il n'avait que faire de l'État. Si la jeune Allemagne s'est tournée vers lui, c'est en manière de compensation. Comme les atrocités allemandes, son emprise sur l'imagination de la jeune Allemagne est un effet, non une cause. Il fournit à la jeune Allemagne ce que tel romancier procure à la demoiselle de magasin — la réalisation en idée de désirs inassouvis. La cause profonde est la répression exercée par la loi morale intérieure, devenue, par extériorisation, loi de police. La cause est le *Verboten*.

Z. M. KALONYMOS [1].

---

(1) *The Dial* (Chicago), 10 juin 1915, p. 448-450.

# *PIRE QU'UN CRIME*

---

« C'est pire qu'un crime, c'est une faute », a-t-on dit après l'exécution sommaire du duc d'Enghien. On peut appliquer ce mot à l'acte des autorités allemandes en Belgique, qui ont mis à mort la *nurse* anglaise Edith Cavell.

On reconnaît que cette jeune femme viola les lois militaires en aidant des prisonniers à fuir. Elle-même en est convenue franchement. Bien que ses torts méritassent une punition, il n'y avait qu'un autocrate militaire allemand ou turc pour lui infliger la peine de mort et la faire exécuter. Ce qui rend l'affaire encore plus noire, c'est la tentative officielle de tromper le ministre américain, M. Whitlock, pour l'empêcher de demander à Berlin une atténuation de la peine.

Cela, c'est le terrorisme dans sa fleur !

Une infirmière qui a soigné des blessés allemands, comme des blessés français et anglais, se laisse entraîner par ses sympathies naturelles et aide des prisonniers à s'échapper. Quelques-uns lui écrivent pour exprimer leur gratitude. Les autorités militaires allemandes l'arrêtent et l'accusent de haute trahison. Sous l'empire de la loi militaire allemande, son avocat ne peut conférer avec elle; mais elle avoue sans réticence et est secrètement condamnée à mort. Le ministre américain fait des représentations. Des fonctionnaires allemands essaient d'abuser le secrétaire de la légation et prétendent que la sentence n'a pas été

prononcée, bien qu'elle l'ait été en effet. L'activité du ministre américain et son plaidoyer pour la clémence sont choses gênantes; aussi se hâte-t-on de faire fusiller la jeune femme, et, quand la relation complète devient publique, Guillaume gracie immédiatement neuf autres personnes en Belgique, dont plusieurs femmes, qui ont eu part aux entreprises de Miss Cavell ou à d'autres analogues.

Les Allemands ne cessent de se plaindre que les Américains ne les comprennent pas. Il est fort inutile pour un Américain d'essayer de comprendre l'état d'esprit d'un homme qui décide de sang-froid la mise à mort d'une femme, pour une faute comme celle de Miss Cavell. Les Américains ne peuvent concevoir cela. Ils ne comprendront jamais la mentalité d'un peuple capable non seulement de tolérer un pareil système militaire, mais de l'exalter, de le déifier. La psychologie allemande dans l'affaire Cavell est aussi inintelligible pour nous que la pyschologie allemande dans l'affaire du *Lusitania*.

Ce que tous savent, hormis les Allemands, c'est qu'il aurait mieux valu pour eux perdre un corps d'armée que de fusiller cette femme pour une offense relativement banale. Son sang a éclaboussé l'honneur de l'armée allemande et du Gouvernement allemand pour des générations à venir. C'est une de ces taches qui ne s'effacent point. Pendant des siècles, les historiens allemands plaideront les circonstances atténuantes pour pallier la sauvagerie d'un officier, incapable de voir que la lettre de la loi militaire doit céder devant le sens commun (1).

***

(1) *The World* (New-York), 23 octobre 1915.

# *L'INÉVITABLE DÉFAITE*

---

La situation actuelle de l'Allemagne est celle d'un joueur d'échecs dont l'audacieuse attaque a échoué et qui se trouve gêné par le manque de pièces. Son adversaire, même s'il n'a pas de plan d'attaque, peut gagner la partie simplement en l'obligeant à des échanges, jusqu'au moment où un simple pion de plus fera pencher la balance. L'Allemagne n'a pas les moyens de subir des échanges, et pourtant elle va y être forcée. Elle n'est pas en état de tuer à égalité, et c'est cela même à quoi ses ennemis peuvent la contraindre dès à présent.

Les principes élémentaires de la guerre sont très simples. Il n'y a que deux manières de battre un ennemi : le tuer ou le prendre. L'assiéger, l'affamer, le ruiner économiquement, c'est encore le prendre, bien que par des moyens plus raffinés. Dès le début, l'arithmétique du présent conflit a été claire. Avec 115 millions d'habitants, l'Allemagne et l'Autriche en ont provoqué d'autres dont la population s'élève à 235 millions ; cela signifie une lutte d'un contre deux. Cette disproportion doit se faire sentir dans le cours de la guerre, non pas sans doute dès le début, mais à la longue, car le rapport entre les mâles capables de servir et la population totale varie peu, dans les différents pays

d'Europe, bien qu'ils soient très inégalement préparés pour la première offensive. Par suite, une guerre où, pour chaque soldat anglais, français, russe ou italien mis hors de combat, il y a un Allemand ou un Autrichien également supprimé, ne peut qu'aboutir à la ruine militaire de l'Allemagne. Même si chaque Allemand en moyenne tuait un adversaire et demi (et aucun militariste teuton ne pourrait attendre davantage), le désastre serait reculé, mais n'en serait pas moins inévitable.

Dès le début, l'État-major allemand a donc dû reconnaître que les victoires allemandes devaient être des victoires de stratégie. L'arithmétique s'opposait à une simple compétition de carnage. Si le courage allemand était impuissant à détruire toutes les armées opposées, la stratégie allemande pouvait opérer des merveilles. On pouvait espérer faire prisonnières des armées entières sans les détruire, d'autant plus que les Allemands, au début, disposaient d'une grande supériorité numérique. Une bonne part de la force des Alliés était encore en puissance ; celle de l'Allemagne était réelle. Il fallait donc que l'Allemagne fût victorieuse avant que s'établît la « compétition du carnage », avant que ses ennemis pussent l'obliger à l' « échange de pièces » sur l'échiquier.

Si l'on réfléchit à cela, tout devient clair. L'état de préparation de l'Allemagne, capable de porter des coups écrasants, sa hâte à envahir la France même aux dépens de la neutralité belge, l'héroïque et magnifique effort pour obtenir un succès décisif en Russie, dussent hommes et bêtes s'y briser les reins, tout cela n'eut qu'une seule cause : la nécessité de vaincre par la stratégie des forces numériquement supérieures. Or, toutes ces tenta-

tives ont échoué. Aucune armée n'a été prise; aucune victoire complète n'a été remportée; au contraire, les forces en puissance de l'Entente sont devenues réelles et les ennemis de l'Allemagne peuvent désormais échanger des hommes avec la certitude absolue que les réserves allemandes doivent s'épuiser.

Cela posé, la pression exercée par les Alliés sur le front occidental devient une grave menace pour l'Allemagne. Dans cette Champagne, où en 451 le grand roi des Huns, Attila, souverain des Barbares depuis la mer du Nord jusqu'aux frontières de la Chine, fut défait par les Romains et leurs alliés, Francs et Visigoths, les Français de 1915 peuvent espérer briser la ligne allemande et la replier sur elle-même à gauche et à droite, ce qui serait à la fois un massacre et un succès stratégiques. Plus au nord, les Anglo-Français pourraient briser et recourber la même ligne en Flandre, la coupant de ses communications avec la mer. Stratégiquement, de telles tentatives peuvent encore être déjouées par les Allemands; mais, d'une manière ou d'une autre, la rupture de leur front est inévitable. Ils sont obligés d'échanger à égalité homme pour homme, et ils n'ont pas les moyens de le faire. Chaque jour les rapproche de celui où ils seront nécessairement écrasés par la seule pression d'effectifs très supérieurs.

Que les alliés germaniques n'aient pas remporté un seul triomphe décisif, qu'ils soient obligés d'envisager aujourd'hui l'arithmétique de leur infériorité en hommes, ce sont là des faits qui ne peuvent pas être cachés à l'Allemagne plus qu'au reste du monde, et ils expliquent le malaise que la pression exercée à l'ouest a fait sentir chez les écrivains

militaires allemands. L'Allemagne n'a gagné que des territoires : eût-elle remporté une seule grande victoire stratégique, elle aurait pu en tirer parti ; mais, puisque les choses ont tourné autrement, elle se trouve obligée de défendre ses conquêtes avec des forces qui tendent à devenir relativement inférieures. Ses gains de territoire en Russie l'obligent à maintenir une ligne de défense si longue et si vulnérable qu'en l'affaiblissant pour transférer beaucoup d'hommes vers l'ouest elle s'exposerait à un désastre. En ce sens, ses conquêtes sont moins un gain qu'un passif. La Russie n'a qu'à prendre son temps pour mettre en campagne un nombre de soldats auquel l'Allemagne ne pourra pas résister. A tous autres égards, l'Allemagne a échoué. Ses dirigeables, ses sous-marins, sa politique de terreur, tout cela a fait faillite : elle est réduite à l'arithmétique des pertes par le feu. Sur ce champ-là, rien de plus certain que sa défaite. Une fois qu'elle en est venue là, elle ne peut plus espérer un miracle de l'art de la guerre, qui seul pourrait lui épargner un désastre ou en reculer l'échéance. Ne nous étonnons donc pas que Berlin ait déjà songé à la défense de l'Allemagne sur le cours du Rhin [1].

***

(1) *New-York Times,* 3 octobre 1915.

# *LE CARACTERE FRANÇAIS A L'ÉPREUVE*

---

Pourquoi serions-nous surpris, Américains, que la conduite de la France dans cette guerre soit à la fois si magnifique et si modeste? Est-ce que l'Amérique aurait mal compris le caractère de sa grande voisine? Aurait-elle stupidement estimé au-dessous de sa valeur le tempérament d'une nation qui, pendant des siècles, a produit une floraison splendide d'idéal et de réel?

On serait tenté de le croire. Quelques-uns d'entre nous ont essayé d'expliquer cela par de vagues propos sur la régénération d'un peuple en décadence, purifié par le feu de la guerre. Mais les Américains qui ont eu le privilège de voir les Français à l'épreuve savent que cette explication n'est pas fondée : la France est toujours la même. Notre vieille conception du Français instable, excitable, d'une légèreté hystérique, disparaît dans le brouillard des préjugés d'où elle est sortie. Au contact des faits, il faut répudier toutes ces erreurs.

Considérez pour un instant les vérités généralement acceptées. La France a progressé à travers les siècles, poussée toujours par l'irrésistible amour de la liberté, jusqu'à donner à son Gouvernement une expression définitive de ce besoin.

Nous sommes apparentés de près à la France, tant par des sympathies de principes que par notre histoire commune. Même avant que la France eût établi le gouvernement populaire, ses idées dominantes avaient été interprétées par Montesquieu pour l'instruction de nos aïeux; nous savons que ses leçons ont été écoutées. Le peuple français aimait tant la liberté — car il détestait les formes d'oppression dont nous nous efforcions alors de nous libérer — qu'il nous aida activement dans notre lutte pour l'établissement de nos institutions républicaines. Sachons apprécier à sa valeur cette assistance, sans la surfaire. Le général Upton, dans sa *Politique militaire des États-Unis*, précise ainsi la part prise par la France dans notre guerre de la Révolution : « Deux événements militaires seulement eurent une influence directe sur l'expulsion des Anglais. L'un d'eux fut la capture de Burgoyne, l'autre celle de Cornwallis — victoire qui ne fut rendue possible que par la coopération d'une armée et d'une flotte françaises. »

Un siècle plus tard, la France commit une grosse faute politique, et sa défaite paraît avoir été regardée chez nous comme un indice de sa décadence. Mais nous oublions trop que la France paya une énorme indemnité de guerre si rapidement que l'afflux de l'or faillit ruiner l'équilibre financier des vainqueurs; peu d'années après la guerre franco-allemande, le taux des banques de Berlin était plus du double du taux de Paris. Ainsi la France ne se laissa ni intimider ni ruiner; la force inhérente de la nation était intacte et elle donna au monde l'exemple de l'économie en même temps qu'elle fondait un nouveau système d'éducation nationale. Au commencement de la présente

guerre, non seulement des millions de Français bien nourris avaient appris le métier des armes, mais la France disposait de la plus grande réserve d'or qu'on eût jamais vue.

La France ne s'attendait pas à la guerre. Elle la croyait impossible ; elle admet qu'elle y était mal préparée. Mais les vieux principes se manifestèrent derechef, et, comme toujours auparavant, la nation se montra prête aux suprêmes sacrifices pour son idéal de liberté.

Pourquoi donc avons-nous passivement accepté comme un dogme l'assertion que la France est instable, légère et immorale? C'est que trop souvent l'Amérique est représentée en Europe par des personnes à demi-instruites qui sont aveuglées à tout ce qui n'est pas l'évidence par les fumées de leur portefeuille. N'ayant vu que ce qui s'achète, elles retournent chez elles pour dire que tout est à vendre. Ces calomnies ont trouvé crédit aux États-Unis, bien qu'elles fussent du même genre que serait une estimation des Américains à la suite d'une promenade d'ivrogne dans les tavernes de Broadway. On nous loue de notre finesse, mais, dans cette affaire, nous avons été démesurément crédules. Il est vrai que plus d'un écrivain français a publié des livres destinés à des étrangers lubriques. Mais ces livres ne donnent pas une idée plus exacte de la France que certains romans américains à fort tirage, qui représentent notre pays comme une caverne de voleurs.

Une brillante Française m'écrit : « La guerre a enlevé la rouille, le métal est apparu. » Les églises sont remplies de gens qui vont prier et s'acquittent tranquillement de leurs devoirs dans la grande crise nationale ; la littérature courante a dépouillé

la frivolité qui cachait son fonds de solidité et de puissance ; l'acrimonie des querelles politiques a fait place à l'union. On ne doit pas parler d'une renaissance de la France ; la guerre a simplement révélé la France telle qu'elle est.

Le Français de 1915 est identique à celui des cinq derniers siècles. Assurément, il combat pour son foyer et son pays, mais la lutte principale qu'il mène est celle de la civilisation dont il a donné l'exemple et telle que la plus grande partie du monde la comprend. L'idéal qui a fait l'histoire et la civilisation de la France est l'idéal même qui cuirasse les cœurs des Français dans leur résistance à l'invasion. Ils s'y emploient avec une précision, une exactitude, une absence de désordre et d'agitation qui n'étonneraient personne au courant des forces latentes de ce peuple, mais que notre ignorance juge extraordinaires, parce qu'elle s'est repue de préjugés.

*
* *

Pendant cinq mois j'ai vécu avec les Français. J'ai mangé leurs rations — de la très bonne nourriture — j'ai couché dans leurs casernes, j'ai lu leurs livres et leurs lettres, j'ai causé avec eux et avec les leurs. D'ordinaire, je voyais des blessés ; mais j'ai vu aussi des vieillards, des enfants, des officiers et des soldats, des femmes, des veuves, des parents, des artisans, des cultivateurs. Nulle trace d'hystérie, nulle apparence de panique. Au contraire, comme l'hiver faisait place au printemps et à l'été, je voyais comme durcir chez tous la froide résolution de remplir jusqu'au bout la terrible tâche. Les femmes ne se lamentent pas ;

elles sont fières du courage de leurs maris. Les jeunes garçons prennent sérieusement à cœur les devoirs de leurs aînés et s'en acquittent avec une conscience vraiment française. La vérité n'est pas déguisée et toute la nation travaille à rester en vie.

Le caractère le plus frappant de ce peuple intellectuellement honnête est son jugement calme, sa vision claire. Le mot d'ordre national est la parole attribuée au général Joffre : « Nous les grignotons. » Ayant parcouru la moitié de la France, j'ai rencontré seulement deux hommes qui estimaient l'ennemi au-dessous de sa valeur. L'un et l'autre étaient de riches célibataires, de ces très rares Français qui ne sont pas en relations immédiates avec les combattants. Autour de nos tasses de café, ils parlaient en matamores, disant qu'il serait facile à leurs armées de repousser les « sauvages » au delà du Rhin. Naturellement, c'étaient des civils. Officiers et soldats savent que l'ennemi est très fort. Le Gouvernement n'essaie pas de dissimuler cette vérité aux citoyens, d'engourdir le pays dans un faux sentiment de sécurité et d'optimisme.

Un lieutenant d'artillerie, retournant au front qu'il aimait, me dit : « Voici cinq mois que mes canons de 155 crachent sur eux ; ils ne bougent pas. Ils sont difficiles à déraciner; ils sont forts, *ces cochons-là.* » De loin en loin, dans les montagnes, quelqu'un disait que l'ennemi semblait un peu démoralisé, que les soldats sortaient des tranchées et demandaient à se rendre. Mais on ajoutait toujours : « Cela est de peu d'importance. Ils ne sont pas nombreux; la plupart sont des Alsaciens qui ne voulaient pas nous combattre. L'organisa-

tion de l'ennemi est, dans son ensemble, d'une force magnifique. »

C'est par l'analyse incessante de cette force organisée que l'armée française s'est améliorée elle-même, au point d'être aujourd'hui, suivant beaucoup de juges compétents, l'égale de n'importe quelle autre. Les Français savaient leur métier de soldats ; mais l'organisation a été un résultat de la guerre elle-même et s'est opérée sous le feu de l'ennemi.

Cet exemple devrait nous convaincre que nous avons tort de confondre l'institution du service militaire pour tous avec les horreurs justement redoutées du militarisme. La France vit sous le régime du service universel, mais aucune personne de bon sens ne dirait qu'elle souffre du militarisme. La source de ce dernier fléau est plus profonde. Le service militaire a enseigné au Français, qui aime tant la liberté, la valeur de la coopération dans toutes les phases de la vie nationale, mais n'a pu lui inculquer cette maladie de ses voisins, la soif de la conquête.

Familiarisé par son éducation avec le maniement des armes, le Français a pu, quand il a été surpris par une agression, fournir sans peine les éléments de grandes armées. Cela s'est fait sans fièvre. Des millions de soldats français se sont mis à l'œuvre, calmes, résolus, à la fois unis et forts.

Leur force n'est pas gaspillée. Au cours d'un an de guerre, 140 officiers généraux ont été rendus sans bruit à la vie privée pour avoir trop peu économisé le sang de leurs hommes. L'officier français doit son grade à sa capacité ; c'est un professionnel qui connaît son métier. Un officier supérieur me disait : « Chez nous, un officier est un

officier, non le fils de son père. » Et celui qui parlait ainsi était de famille noble, comme aussi le chauffeur de son auto.

Le soldat français est à la fois exercé et intelligent. Il sait qu'il peut compter sur l'habileté et le dévouement de ses officiers et que son équipement est des meilleurs. Un critique militaire américain, qui a étudié les deux armées sur le front occidental, en a résumé ainsi les caractères. L'armée allemande est un magnifique taureau, la personnification même de la force, chargeant tête baissée et les yeux clos. L'armée française est un grand tigre qui, les yeux largement ouverts, observe avant de bondir. L'intelligence informée de cet écrivain lui a fait distinguer tout de suite le trait dominant des Français : la claire vision.

Derrière cette armée est une grande nation, calme, résolue et brave. Une dame riche, dans une ville peu éloignée du front, me demandait des nouvelles de son mari. Deux jolis enfants timides — je me rappelle qu'ils portaient les noms de Renée et de Marcel — s'attachaient aux plis de sa jupe. Elle n'était pas hystérique, sa voix ne tremblait pas. Elle voulait savoir que son mari s'acquittait bien de sa tâche, afin que ses enfants pussent un jour être fiers de lui.

Un autre exemple typique à mes yeux fut celui d'un gros fermier normand tout rouge, dont une discussion sur des questions de culture déchaîna irrésistiblement la gaîté. Il était trop vieux pour se battre — soixante-cinq ans, ne les paraissant pas — mais son travail était utile à l'armée. Les braves *poilus* doivent avoir du bon pain, du bon fromage, et il s'entendait mieux que personne à en fournir. « Monsieur peut voir aisément que mes champs

sont essentiels à l'affaire. Tout le monde doit aider à donner une leçon à ces sauvages. » Et ses yeux, d'ordinaire très doux, devenaient froids et terribles. En vrai Français, ayant révélé les profondeurs de son âme, il se tut.

Je n'oublierai jamais les six jeunes et aimables lieutenants qui s'arrêtèrent avec moi vers l'aube pour fumer une cigarette. Ils étaient calmes et résolus, sans émotion apparente, bien que sachant qu'à une demi-heure de là ils verraient la mort de près. Ils connaissaient la guerre ; le combat n'avait plus de mystères pour eux. Sûrs qu'ils ne salueraient pas tous la prochaine aurore, ils raisonnaient clairement, plaisantaient même à demi-mot. Le soir précédent, dans leurs tranchées à 8 mètres de l'ennemi, ils avaient été informés qu'on avait besoin d'eux dans un bataillon détaché de leur régiment pour remplacer des amis tués ce jour-là. Ils marchaient presque gaîment à une mort probable. Un jeune lieutenant, blond et élégant, qui portait un nouveau manteau — car l'aube dans les montagnes est froide même en juin — me tendit une main ferme pour prendre du feu et remarqua qu'il n'y avait pas de galon sur sa manche. Souriant, il dit qu'on pourrait le prendre pour un simple soldat. Il ouvrit son sac, en tira son vieux dolman et un nécessaire de couture, arracha le galon d'or et se mit lestement à le coudre sur la nouvelle manche.

Peu d'heures après, il revint. Il marchait en souriant auprès des voitures de munitions qui secouent leurs sinistres cargaisons sur les routes éventrées par les obus, depuis la ligne dangereuse des postes de secours jusqu'aux secondes lignes. Il semblait tout pimpant et me rappela gaîment notre ren-

contre du matin. « Voyez-vous, dit-il, le vieux galon m'a sauvé le bras. Si j'avais été meilleur tailleur, il aurait pu m'épargner ceci. » *Ceci,* bien entendu, était une blessure qui l'avait forcé de revenir. Un moment après, je l'entendis féliciter un malheureux garçon de l'avoir échappé belle ; bien que son épaule eût été déchirée et comme scalpée par un éclat d'obus, les os étaient intacts. « Regarde, dit l'officier, si j'avais été seulement plus avancé d'un pas, la balle qui m'a touché m'aurait atteint en pleine poitrine. Quelle chance ! »

*
* *

J'ai été touché jusqu'au fond du cœur par l'extraordinaire générosité des Français. Bien des fois j'ai demandé à des officiers et à des hommes pourquoi, dans l'intérêt de la sécurité de tous, une section sûrement hostile de ce territoire encore allemand hier n'était pas mise hors d'état de continuer sa besogne d'espionnage ; pourquoi l'on n'avait pas vengé les trois cents blessés qui furent poignardés, le 26 avril, sur notre fameuse montagne ; en un mot, pourquoi ils n'adoptaient pas les procédés implacables de l'ennemi. La réponse était toujours la même que celle d'un capitaine grisonnant, qui posa amicalement sa main sur mon épaule et me dit : « Jeune homme, soyez calme. *Nous ne pouvons pas faire cela*. Ces civils ne nous connaissent pas encore, mais avec de la bonté et de la patience ils apprendront. Nous ne luttons pas pour une vengeance, mais pour la civilisation ; s'il nous était possible de commettre ces horreurs, en quoi

différerions-nous des gens qui professent les principes que nous combattons ? »

Je suis sûr que ces paroles n'étaient pas dites pour me tromper, car non seulement des officiers m'ont parlé ainsi, mais cela m'a été répété par plus d'un blessé, encore tout couvert de la sueur du combat. Ce qu'ils disent, ils le mettent en pratique, car j'ai causé avec des prisonniers blessés et avec les civils alsaciens qui cultivent en paix leurs jardinets à l'ombre des avions et de la fumée des obus : les Français les ont toujours respectés.

Au sujet de ces montagnards alsaciens, il circule beaucoup d'idées fausses dues à la malveillance ou à l'ignorance. En réalité, ils ne sont ni Français ni Allemands. Leur langue nous fait l'effet d'un jargon, qui n'est ni de l'allemand ni du français. Ils sont extrêmement fiers de leur race pure, de leurs institutions, de leur beau pays ; ils ne manquent pas non plus de bon sens. Beaucoup d'entre eux — pas des colons établis au cours des quarante dernières années — m'ont dit que, s'ils doivent choisir entre deux maîtres, ils préféreront celui qui sera le plus tolérant et s'immiscera le moins dans leurs habitudes de vie. D'où il ressort que la politique française du *laissez-faire* est fondée sur une saine psychologie.

*
* *

Une autre qualité évidente dans les tranchées françaises, qui nous surprend peut-être moins que les autres, est la bonne humeur, la gaîté des hommes. Pendant trois mois de printemps et

d'été, la nature de mon travail me mit en contact avec les troupes alpines. Quiconque connaît le Midi sait que ces enfants du soleil en ont tant absorbé qu'ils semblent rayonner à leur tour. D'autre part, les montagnes où ils ont vécu ont développé singulièrement leurs forces physiques : ils ont des jambes comme des troncs d'arbre, des poitrines comme des barils. Et ces larges poitrines ne sont pas trop grandes pour les cœurs aimants qui battent en elles. Ces hommes sont naïfs et francs comme des enfants, mais ils n'ont rien de cette cruauté enfantine familière aux Anglo-Saxons. Pendant des siècles ils ont eu l'habitude de s'exposer au soleil de l'après-midi dans les rues de leurs confortables villages; les exigences des grands transports militaires, à l'heure présente, leur offrent une excellente occasion de se camper au beau milieu de la route, tandis que les autos, les fourgons, les ambulances passent à toute allure. S'il en résulte parfois des ennuis, leur bonne grâce y met bientôt fin.

Quand vous avez appris par expérience ce qu'il y a de douceur et de générosité chez ces hommes, vous devinez sans peine quels enseignements leur a apportés la guerre actuelle pour les transformer en *diables bleus,* en soldats implacables. Ce qu'ils ont souffert pour en arriver là dépasse toute croyance. Mais, après avoir combattu comme des lions, ils se montrent d'une gaîté étonnante quand ils sont blessés, même cruellement tourmentés par leurs blessures. Ils rient de leur douleur avec une magnifique fierté. On conçoit que la France les considère comme un corps d'élite. Leur bravoure et leur adresse suffisent à les rendre chers aux admirateurs des qualités viriles, mais leur manière

de souffrir en souriant nous arrache des larmes. C'est le courage exalté jusqu'au sublime.

Deux exemples tirés de mon expérience récente peuvent être cités à l'appui de ce que j'ai dit. Notre ambulance patinait dans la boue d'un col, sous une pluie froide qui perçait les toiles. Pendant une longue heure, trois Alpins, couchés sur des brancards, gravement blessés aux jambes, chantaient, tantôt chacun à son tour, tantôt en chœur. A l'hôpital d'évacuation, l'officier posa la question ordinaire : « Vos clients peuvent-ils marcher ? » Avant que je pusse répondre, une voix hardie prononça derrière les rideaux : « Et pourquoi pas ? Nous sommes d'excellents marcheurs, des Alpins du 10e bataillon. Nous venons de faire cinq heures de marche dans 2 mètres de neige là-haut ! » Et les trois hommes éclatèrent de rire.

Une autre nuit, je conduisais un chasseur trapu, qui n'était plus tout jeune ; il grommelait et jurait dans sa barbe grisonnante. Surpris — car je n'étais pas habitué à entendre des plaintes — je lui demandai ce qui le fâchait : Est-ce que le pansement de son épaule avait glissé ? Sa réponse fut brusque et ce fut seulement quand j'eus allumé sa pipe que j'aperçus une étincelle dans ses yeux profondément déjetés. « Non ! c'est cette pitoyable organisation ! On n'aurait pas dû envoyer des vieux comme nous contre les jeunes soldats de la Garde allemande ! Bien sûr, nous les avons aisément chassés de leurs tranchées, mais il aurait fallu avoir des jeunes pour en finir. Nos jambes sont déjà raides ; nous n'avons pas pu les rattraper ! »

*
* *

Enfin, je veux dire un mot de la veuve Chardin, qui vend d'excellent fromage dans un village de la Moselle. Elle m'avait parlé fièrement de ses deux fils. L'un avait été tué en s'acquittant d'une tâche périlleuse qui lui avait valu la médaille militaire. Tous ses espoirs restaient concentrés sur son plus jeune fils, sergent dans un bataillon d'Alpins. La retrouvant après quinze jours, je lui demandai des nouvelles de son garçon. « Hélas ! monsieur, répondit-elle tristement, il a été tué le 3 mai. La première balle qui l'ait touché lui a traversé la tête. » Le commandant du bataillon avait photographié les tombes des deux fils, l'une près de l'autre sur la crête de la montagne ; il avait envoyé cette photographie à la mère avec les effets des deux soldats.

Je pensai à ce que j'avais appris la veille sur le cimetière, bouleversé par un nouveau bombardement — l'artillerie moderne ne frappe pas au hasard, — mais je ne lui en parlai pas, car elle me dit que, dès qu'elle le pourrait, elle irait voir les tombes de ses fils. « Ils ont fait une belle fin. Je n'avais qu'eux. Une vie d'efforts et de peines pour leur assurer une petite situation : tout cela en vain. Mais peut-être que non, tout de même, car nous autres, mères françaises, nous ne donnons pas nos fils en rechignant ; il faut que le monde et les mères futures soient sauvés. » Elle était splendidement brave, cette veuve Chardin, mais les sanglots l'étouffaient lorsqu'elle ajouta : « Quels comptes il aura à rendre, ce Guillaume ! » Tout cela parmi la fraîcheur aromatique d'une grande boutique de fromages, dans un village de la Moselle.

Quand tant de mères sont comme cette mère-là, que devient notre préjugé sur la décadence, la légèreté, la faiblesse françaises ? Si jamais l'Amé-

rique a eu l'occasion de rendre justice à un ami calomnié, c'est maintenant qu'elle doit le faire.

Rejetons donc cette idée fausse qui a obscurci notre vision. Nous avons cru que la France manquait de vitalité parce que les Français ne se multiplient pas comme des lapins ou des sauvages. Il y a longtemps pourtant que nous avons accepté la doctrine suivant laquelle la civilisation limite la multiplication de l'espèce par les possibilités du bonheur individuel. Nous devons maintenant reconnaître que la France, sans avoir rien perdu de sa vitalité, met simplement en pratique la doctrine qui découle de sa civilisation.

*
* *

Nous savons que des principes pareils produisent des résultats similaires — nos deux nations sont des républiques, — mais il nous reste à apprendre que la France est encore la France, la forte France, luttant avec énergie et dans un accord parfait de ses enfants, sans forfanterie ni réclame, pour ce qu'elle considère comme la civilisation du monde. La France est saine et pure comme du froment.

Dallas Mac Grew,

(de l'Ambulance américaine en France) (1).

---

(1) *The American Review of Reviews,* octobre 1915, p. 468-472.

# *DEMANDEZ DES JOUETS FRANÇAIS!*

---

## Lettre aux enfants américains

Mes enfants, quand vous écrirez à saint Nicolas vers la Noël, demandez-lui de vous envoyer quelque jouet fabriqué en France. Il y a pour cela de bonnes raisons. La France est en grande peine, et chaque lettre demandant un jouet de France lui viendra en aide. Vous savez qu'une fois, il y a longtemps, quand nous étions petits et faibles, nous avons été, nous aussi, en grande peine; alors la France nous a aidés. Mais, répondrez-vous, nos jouets ont toujours été fabriqués en Allemagne; est-il juste de s'adresser maintenant ailleurs? Oui, mes enfants, cela est juste. Vous ferez cela en mémoire des enfants américains qui furent noyés comme autant de petits chats aveugles quand les Allemands coulèrent le *Lusitania*.

Mais, si vous êtes un enfant d'humeur militaire et que des raisons sentimentales ne vous touchent pas, je vous en donnerai une autre. Les jouets allemands sont mal faits; la forme et la couleur en sont hideuses. Au contraire, les jouets français sont pleins de charme. Les Français, les Françaises et même les enfants français ont des yeux merveilleux, des mains de fée. Ils ont un don

naturel pour reconnaître la beauté dès qu'ils la voient et ils ne s'abaissent pas à faire des choses laides — même pour de l'argent.

N'avez-vous jamais entendu dire à de grandes personnes : « Oui, sans doute, mais elle a l'air d'une poupée. » Quand on dit cela, on ne pense pas à une poupée d'autrefois, mais à une poupée faite en Allemagne, qui a bien deux yeux, un nez et une bouche, mais ne ressemble pas plus à un être humain qu'une pomme de terre. Dire qu'une personne avait l'air d'une poupée était, hier encore, une injure. Cela signifiait, entre autres choses désagréables, qu'elle avait l'air stupide. Mais il en est tout autrement de quelques poupées françaises que j'ai vues. Peut-être la tête et le visage avaient-ils été modelés par un des plus célèbres sculpteurs du monde, la chevelure arrangée par un fameux coiffeur, la robe dessinée par la première couturière de Paris. Et ces trois artistes, travaillant ensemble, avaient deux buts : d'abord, de faire quelque chose de joli, d'attrayant, de vif, de presque vivant ; ensuite, de produire une chose peu chère, qui pût être vendue au bénéfice de la France.

Je n'ai parlé que des poupées ; mais je pourrais en dire autant des soldats de plomb, et des petits villages, et des jardins, et des maisonnettes, et des oiseaux chantant dans des cages, et des pistolets à vent, et des aéroplanes, et des trains, et des albums en couleur, et de douzaines d'autres choses, plus fidèles à la réalité et d'un aspect plus agréable que tout ce que vous avez jamais vu du même genre. Mais alors même que ces jouets ne seraient pas les plus séduisants du monde, ce serait encore ces jouets que je demanderais pour la

Noël et pour toutes les Noëls suivantes, parce que j'aurais le sentiment d'aider ainsi un peuple qui aimerait mieux disparaître de la face de la terre que de faire une guerre inhumaine à de petits enfants.

Il doit y avoir une grande exposition de ces jouets de France. Elle voyagera de ville en ville ; quand elle arrivera à celle où vous habitez, allez la visiter, allez voir de vos propres yeux toutes ces choses si jolies et si amusantes. Et pendant que vous les regarderez et les admirerez, faites effort pour voir en imagination les gens qui ont fabriqué ces jouets avec leurs mains alertes et qui les ont coloriés avec tant de goût. Parmi les fabricants de ces petits objets, il y a des enfants de votre âge, des enfants dont le père est parti pour la guerre et revenu aveugle, ou privé de ses mains — ou qui n'est pas revenu du tout. Il y a des mamans dont les fils ont disparu, des fiancées qui ne reverront jamais leurs fiancés... Voilà les gens que vous aiderez si vous insistez pour avoir des jouets français. Et ces gens méritent qu'on les aide, car ce sont de braves gens qui n'ont jamais désiré la guerre et qui n'ont absolument rien fait pour la provoquer.

J'ai encore une raison pour vous prier d'aider la France. Ce que l'Amérique s'est abstenue de faire depuis le commencement de cette guerre, c'est de l'histoire, et nous n'y pouvons rien changer. Pourtant, nous n'avons pas entièrement perdu le respect du monde. Et pourquoi ne l'avons-nous pas perdu ? C'est parce que tant d'Américains ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour aider les malheureux. Quelques-uns ont donné de l'argent, d'autres leurs services. Ceux-ci sont allés chercher les

blessés sous le feu ; ceux-là ont combattu et combattent encore, épaule contre épaule, à côté des Français et des Anglais ; beaucoup de ces combattants ont été blessés ou tués. Et alors les Américains de la vieille roche nous disent : « Quand l'individu est si brave et si généreux, il est impossible que la nation soit avide d'argent et poltronne. » Cela est parfaitement vrai. Nous ne sommes ni cupides ni poltrons, mais, comme à l'ordinaire, les politiciens nous ont trompés et trahis ; ils ont compromis à l'étranger notre bon renom.

Tout Américain qui aide la France aide son propre pays à reconquérir le bon renom auquel il a droit. Tout Américain — homme, femme ou enfant — qui aide la France, aide l'Amérique. Or donc, enfants, demandez des jouets français. Ils sont beaux, ils sont purs, ils ne sont pas tachés de sang (1).

New-York, 5 novembre 1915.

Gouverneur Morris.

---

(1) *New-York Times*, 8 novembre 1915. Une traduction de cette lettre, par M. E. Pottier, a paru dans le *Temps* du 16 novembre 1915.

# *L'AUTRICHE ET L'ALLEMAGNE*

---

L'entrevue avec le comte Tisza, ministre de Hongrie, que Karl H. von Wiegand a obtenue pour la *New-York World,* est plus intéressante indirectement que par ce qu'elle contient. Ce qu'a dit le premier ministre hongrois n'apporte rien de neuf. Il a réitéré des assertions bien connues : l'Autriche et l'Allemagne ont été méchamment attaquées, la guerre qu'elles font est purement défensive, la paix sera conclue dès que l'Entente aura reconnu sa défaite et garanti, pour l'avenir, la sécurité des Empires centraux. En affirmant que, pendant toute la durée de la Triple Alliance, ni l'Allemagne ni l'Autriche n'avaient cherché une occasion de faire la guerre, le comte Tisza a sans doute oublié la singulière proposition faite à l'Italie par l'Autriche, en vue d'une attaque de la Serbie. Cela se passait un an avant l'assassinat de Sérajevo, qui a servi seulement de prétexte. Ce fait était inconnu avant que le Gouvernement italien l'eût révélé. Mais tout cela n'est plus nouveau pour nous. Est-ce bien la peine de faire le voyage de Budapest pour n'y pas recueillir d'informations autres que celles dont M. von Wiegand s'est fait l'écho ?

Pourtant, c'est une chose intéressante en elle-même de chercher à connaître l'opinion en Autriche-Hongrie. Depuis le début de la guerre,

Vienne n'a cessé d'être dans l'ombre à Berlin. Pour des nouvelles importantes ou des vues diplomatiques, les correspondants de journaux ont généralement jugé inutile d'aller au delà de la capitale de l'Allemagne, indication — parmi beaucoup d'autres — que l'Autriche était le « second violon ». Elle s'est trouvée réduite à ce rôle au point de causer quelque inquiétude aux Autrichiens eux-mêmes. Ce qui les rend soucieux, ce n'est pas seulement leur subordination militaire et diplomatique à l'heure présente, mais ce que leur réserve l'avenir. En cas d'une victoire finale des Empires du centre, les Allemands réclameraient inévitablement l'hégémonie. Avec des phrases sans doute très polies, ils feraient savoir que, dans le grand remaniement de l'Europe du Sud, les ambitions autrichiennes doivent rester strictement subordonnées aux ambitions allemandes. Dans les questions des territoires à occuper et des troupes à fournir pour leur défense, Berlin dicterait certainement sa volonté à Vienne. De pareilles réflexions ne peuvent flatter l'amour-propre autrichien. Mais c'est là prévoir un avenir qui peut fort bien ne se réaliser jamais.

Les événements de ces derniers mois suffiront à montrer que l'Allemagne a été le partenaire principal dans l'alliance de ce pays avec l'Autriche. Pour s'en rendre compte, il suffit de parcourir les documents diplomatiques récemment publiés par le Gouvernement autrichien au sujet de ses relations avec l'Italie. Ils concernent les négociations avec le Gouvernement italien, depuis le début de la guerre, ayant pour objet la neutralité de l'Italie, une fois qu'on eut reconnu de bonne heure que son concours actif comme membre de la Triplice n'était pas à espérer. La correspondance a été

échangée ostensiblement entre Vienne et Rome; mais on voit que Berlin était toujours en tiers, dirigeait virtuellement la diplomatie autrichienne et l'obligeait à offrir à l'Italie des conditions meilleures. Toute cette suite de dépêches montre sans cesse l'Autriche abandonnant ses positions successives et finissant par accepter ce qu'elle avait d'abord déclaré inadmissible, chaque fois sous une pression voilée de l'Allemagne qui équivalait à une contrainte.

Un point de la correspondance en question mérite d'être signalé. Le comte Berchtold, ministre autrichien des Affaires étrangères, représentait invariablement à l'Italie que l'ultimatum à la Serbie, cause immédiate de la guerre, était une affaire ne concernant que l'Autriche. Les Italiens, de leur côté, se plaignaient de n'avoir pas été avisés préalablement, comme ils eussent dû l'être en vertu des termes mêmes de la Triplice. Mais le comte Berchtold affirmait que l'Allemagne elle-même n'avait pas été avertie. Nous avons là le pendant du démenti donné par M. de Jagow, ministre des Affaires étrangères allemand, niant qu'il eût connu la nature de l'ultimatum autrichien à la Serbie. Il est clair maintenant que ce démenti ne vise que le côté formel et technique de l'affaire. Non seulement les autorités allemandes doivent avoir été au courant, mais le comte Berchtold, en un moment d'inattention, l'a reconnu. Dans un télégramme daté du 12 août 1914, après avoir dit : « Ç'a toujours été notre intention de régler nous-mêmes nos affaires avec la Serbie », il ajoutait : « Il est vrai que *nous avions reçu l'assurance de l'Allemagne qu'elle nous seconderait en cas d'une intervention russe.* » Il n'y a jamais eu de doute sérieux à cet égard. Sans cette assurance préalable de l'Allemagne, le Gouverne-

ment autrichien n'aurait jamais osé, comme il le fit par la plume du comte Berchtold, lancer un défi à la Russie en vue du grand « règlement de comptes » avec les Empires du centre. Tout cela indique des plans médités avec soin ; l'Allemagne était dans le secret, si ce n'est pas elle qui a pris l'initiative de les préparer.

Quels que puissent être les résultats de la guerre, il est impossible qu'elle apporte à l'Autriche aucun agrandissement réel. Même si les Empires étaient vainqueurs, elle récolterait ce qu'elle a semé. Le Gouvernement allemand pourrait bien lui attribuer de nouveaux territoires, mais il veillerait à ce que ces territoires, l'armée et la diplomatie autrichiennes fussent désormais sous la tutelle stricte de l'Allemagne [1].

***

(1) *New-York Nation*, 4 novembre 1915, p. 537-538.

## *ENDURANCE ET « EFFICACITÉ »*

---

Les Allemands ne sont pas les seuls à s'inquiéter de la subsistance du peuple pendant la guerre. Les prix sont fort élevés en Angleterre et en France. Une des questions que discute la presse parisienne est la même qui embarrasse le Gouvernement allemand : Comment empêcher la spéculation sur les vivres? Tel est le sens de l'avis officiel publié à Berlin, affirmant qu'il y a assez de nourriture pour la nation, mais que les prix doivent être réglés de manière à diminuer les souffrances des pauvres.

Les journaux de Paris incriminent nettement les spéculateurs. Nous voyons là un des effets inévitables d'une longue guerre : les instincts du patriotisme pur se lassent et les intérêts égoïstes tendent à reprendre le dessus. Le ton de la presse allemande est très amer : l'égoïsme des particuliers et l'incapacité du Gouvernement, dit-on, sont cause que le fardeau de la guerre pèse plus lourdement sur les classes inférieures. Le Gouvernement est évidemment sur la défensive quand il déclare, dans une note officielle, qu'une grande partie du groupe socialiste tombe d'accord que les nouveaux règlements sur les vivres suffisent aux besoins de « toute la nation ». Il est possible que le problème soit aussi aigu en France et que nos impressions plus vives sur l'état de choses en Allemagne soient par-

tiellement dues à la prévoyance même des autorités de Berlin. L'Allemagne a l'habitude de prendre des mesures énergiques pour écarter un danger, tandis que d'autres nations attendent, pour s'en occuper, qu'il soit présent.

Il y a pourtant une signification dans le fait que le problème de la spéculation sur la nourriture du pauvre et à son détriment ait pu même se poser en Allemagne. Il oblige le monde à reviser ses idées courantes sur la discipline, l'esprit de ressource, le patriotisme et l'union de l'Allemagne. Nous commençons maintenant à découvrir dans ce pays les mêmes limitations de la nature humaine dont souffrent les nations moins fortement organisées et disciplinées. L'homme qui cherche à gagner de l'argent en affamant le peuple n'est donc pas un inconnu en Allemagne. Le riche égoïste qui trouve moyen de tourner les règlements des « cartes de pain » et des jours sans viande, doit aussi y être surveillé. Le contrôle des vivres a été enlevé aux autorités provinciales par le Gouvernement fédéral, preuve que tout fonctionnaire allemand n'est pas, par définition, le modèle de la plus parfaite « efficacité » qu'on puisse concevoir. Mais le fait dominant, c'est que l'Allemagne, alors qu'elle n'est peut-être pas menacée de famine, est contrainte d'envisager un déficit dans les subsistances. On a beau jeter le blâme sur le spéculateur : les vivres ne peuvent être accaparés que là où ils sont rares. La *Gazette de Francfort* parle des conditions « sinistres » amenées par le blocus. Maximilien Harden dit que le peuple allemand est dans la détresse. Un journal de l'Allemagne du Sud murmure le mot effrayant de « famine ». Le monde officiel de Berlin, pour excuser les raids de zeppelins, parle

des millions d'hommes qui, par suite du blocus, supportent de pénibles privations.

Cette situation ne laissera pas de surprendre ceux qui admettent le dogme de la capacité sans bornes de l'Allemagne à trouver des remèdes à tous les maux. L'hiver dernier, les inquiétudes de l'Allemagne sur les subsistances devaient être dissipées automatiquement par la récolte de 1915. On admettait que cette récolte suffirait pour un an, parce qu'elle *devait* suffire, parce que l'Allemagne *voulait* qu'elle suffît. Le simple fait que 4 millions d'hommes étaient à l'armée, loin des champs, ne faisait pas de difficulté. L'ingéniosité de l'Allemagne utiliserait le travail féminin, les prisonniers russes; elle inventerait des fertilisateurs magiques qui décupleraient la fécondité du sol. Naturellement, c'étaient là des rêves. La pluie, par exemple, ne pouvait être mobilisée sur l'ordre de l'État-major, et la récolte de 1915 a souffert de la sécheresse. L'histoire de substances nouvelles inventées sous la pression de la guerre, remplaçant les nitrates, le cuivre, le coton, la laine, les aliments, a été acceptée sérieusement par bien des gens, pour le seul motif qu'elle leur venait d'Allemagne. La légende d'une Allemagne qui a remplacé toutes choses par d'autres choses tout aussi bonnes, a pris place dans des études économiques sérieuses sur la guerre. Mais maintenant, on commence à voir qu'il y a des limites même à ce que peuvent faire l'Allemagne et les Allemands. Nous sommes ramenés à l'idée que, peut-être, la démocratie et la liberté individuelle ne sont pas toujours synonymes de confusion; au contraire, comme l'a fait observer le président Eliot, démocratie et liberté peuvent produire des effets heureux qui ne sont dus qu'à elles. Nous

avons été trop prompts à méconnaître ce genre d' « efficacité », sans attendre les résultats définitifs de la guerre et sans savoir encore quel prix ont payé les différentes nations pour les résultats obtenus jusqu'à ce jour.

Ces doutes sur la perfection de l' « efficacité » allemande ne se font pas seulement jour à l'étranger. La presse allemande, critiquant la conduite du Gouvernement en face du problème des subsistances, parle d' « abus », de « mesures insuffisantes », d'une politique « maladroite et funeste ». Tel est l'inévitable résultat de quinze mois d'une guerre conduite au prix d'efforts prodigieux, de dépenses énormes, et dont la fin n'est pas encore en vue. La *Gazette de Francfort* peut seulement recommander aux Allemands de se serrer la ceinture et de se frayer un chemin à coups d'estoc et de taille. Mais vers quoi se frayer un chemin? De l'Ouest, il ne peut être question. En Russie, la voie frayée aboutit à une impasse ou à un mur, et la conquête des pays de blé de la monarchie russe n'a pas amélioré la situation de l'Allemagne. Il ne reste que la Serbie à parcourir les armes à la main. Mais quand même le général Mackensen ouvrirait ainsi à l'Allemagne la route de Constantinople, il ne mettrait pas à portée du peuple allemand assiégé une source de ravitaillement abondante. La Turquie d'Asie n'est vraiment pas en état de nourrir l'Allemagne. Aussi comprend-on la très cruelle plaisanterie de la *Gazette de Francfort*, qui prévoit la nécessité, pour le peuple allemand, de se « nourrir de haine » (1).

* * *

(1) *New-York Nation*, 11 novembre 1915, p. 563-564.

## *LES ALLEMANDS AUX ÉTATS-UNIS*

---

Bien souvent, depuis le début de la guerre, les Allemands des États-Unis ont pris la peine de nous démontrer que nous avons fait piètre figure, dans le monde, en comparaison avec l'Allemagne. Guillaume II a dit que les Allemands étaient le sel de la terre : les Allemands de chez nous l'ont pris au mot et se sont hâtés de nous en instruire. Il me semble pourtant qu'il soit possible de les contredire ; en ma qualité de vieil ami des Allemands, je crois même opportun de m'y employer.

Les Allemands en Allemagne et les Allemands ou descendants d'Allemands aux États-Unis sont sincèrement surpris de constater que les Américains n'ont aucune sympathie pour le Gouvernement allemand dans la présente guerre ; bien au contraire, témoins de l'énorme puissance militaire de l'Allemagne, les Américains estiment que le Gouvernement allemand actuel est une menace pour la liberté.

D'autre part, les Américains ne sont pas seulement surpris que les Allemands puissent prétendre à leur sympathie : ils le sont encore qu'une pareille prétention puisse exister chez un Allemand qui a vécu assez longtemps parmi nous pour comprendre l'esprit de nos institutions. Que dire, à cet égard, de ceux qui, Allemands d'origine, sont

pourtant nés et ont été élevés dans notre pays ? Ces citoyens américains (du moins le sont-ils légalement), parmi lesquels il y a nombre de *gradués* de nos universités, croient en Guillaume II et espèrent en son triomphe; ils approuvent la façon dont il gouverne l'Allemagne ; ils ne trouvent rien à redire à sa conduite envers la Belgique; ils justifient ouvertement la noyade des passagers et de l'équipage du *Lusitania*. A leurs yeux, l'Empereur est un Moïse qui conduit les Allemands vers la Terre Promise. Pour couronner le tout, ils préfèrent l'organisation prussienne à la liberté américaine. S'ils avaient vécu parmi les hobereaux prussiens, ils ne professeraient pas d'opinions plus extrêmes; aussi un abîme s'est-il creusé entre eux et nous, un abîme qu'aucun véritable Américain ne franchira jamais.



La Marche de Brandebourg ne faisait pas partie de l'ancienne Allemagne ; elle fut conquise sur les Slaves en 928. La Prusse était un pays sans maître qui fut livré en 1300 aux Chevaliers Teutoniques, pour être convertie au christianisme par le fer et le feu. Le premier Hohenzollern vint d'une colline en Souabe nommée Zollern. Il épousa la fille et héritière du burgrave de Nuremberg et devint burgrave lui-même. Le titre descendit à un Hohenzollern ambitieux qui acheta la Marche de Brandebourg à l'empereur Sigismond pour un demimillion d'écus. L'Empereur, lorsqu'il était roi de Hongrie, avait déjà donné en gage le Brandebourg

à un tiers ; mais il renia cet engagement et vendit la province au Hohenzollern. De ce Hohenzollern Guillaume II a dit que Dieu l'appela de Nuremberg en Brandebourg ; c'est là, aux yeux de l'Empereur, le fondement de son droit divin. Les Chevaliers Teutoniques, ayant conquis la Prusse, se montrèrent indisciplinés ; un nouvel Hohenzollern de Brandebourg fut chargé par un empereur allemand de les mettre à la raison, ce qu'il fit à la manière des Hohenzollern, par le fer et le feu. Il se trouva ainsi à la fois électeur de Brandebourg et duc de Prusse. Ces deux provinces, colonisées par des Allemands qui avaient absorbé beaucoup de sang slave, furent réunies pour devenir le royaume de Prusse. Le régime de ce royaume était autocratique ; il l'est resté. Aujourd'hui, la Prusse gouverne l'Allemagne ; depuis quarante-quatre ans que la Constitution impériale est en vigueur, la Prusse a toujours agi à sa guise, d'après les principes qui lui sont propres. Ces principes, quels sont-ils ?

*
* *

En 1901, dans une proclamation à son armée, Guillaume II disait : « Le monde ne repose pas plus sûrement sur les épaules d'Atlas que l'État prussien sur les épaules de l'armée. Elle a scellé de son sang son amour et sa gratitude pour ses rois. » En 1912, discourant à Brandebourg, l'Empereur a dit : « L'Empire allemand et la couronne allemande reposent sur une base brandebourgeoise et un fondement prussien. » Les Allemands des États-Unis acceptent tout cela et adorent leur Empereur avec l'aveuglement des Français pour Napoléon ;

ils estiment que les Américains devraient partager leur enthousiasme. Mais les Américains pensent autrement. Ils savent comparer la tradition historique qui rejoint l'Amérique d'aujourd'hui à Hengist et Horsa vers 450, avec la ligne qui rejoint l'Allemagne actuelle au Brandebourg de 928, à la Prusse de 1300. La tradition anglo-saxonne est illustrée par les souvenirs d'une lutte continuelle du peuple pour se gouverner lui-même, couronnée par le régime démocratique dont il jouit. Du plus élevé au plus humble, nos fonctionnaires sont nos agents ; leur activité est limitée par des lois ; nous restons les maîtres, et nous méprisons souverainement toute autorité que nous n'avons pas nous-mêmes établie. Notre esprit est libre et trouve son expression dans la liberté de la parole et de la presse. Libres nous étions, libres nous sommes restés. Voilà ce que les Allemands d'Amérique sont apparemment incapables d'apprécier.

La tradition allemande, pendant de longs siècles, offre le spectacle ininterrompu d'un peuple soumis à des autorités qu'il n'a pas établies, à des lois qui n'émanent pas de lui. En conquérant le Brandebourg et la Prusse, les Allemands commencèrent leur évolution sous le joug ; le même joug, ils le portent encore aujourd'hui. L'histoire de l'Allemagne ne connaît ni Grande Charte, ni un John Hampden, ni un Cromwell, ni la hache s'abattant sur le col d'un roi félon, ni un roi chassé de son trône pour avoir manqué à ses engagements, ni Déclaration des Droits, ni Cloche de la Liberté, ni George Washington ou Abraham Lincoln. A ces grandes choses, à ces grands noms, les Allemands des États-Unis restent insensibles. Et pourtant, nos lointaines origines sont les mêmes.

Si l'on remonte, en effet, aux Germains des forêts germaniques, les deux traditions se rejoignent. Les tribus germaniques se gouvernaient elles-mêmes. « Aucun homme, dit Tacite, n'impose sa volonté à l'assemblée ; il peut persuader, mais non commander. » Les Angles, les Saxons, les Jutes, les Frisons, échappant à l'influence romaine, portèrent en Angleterre la vieille liberté germanique et en expulsèrent les maîtres romains. Un peuple germanique païen occupa l'Angleterre ; ce sont là nos ancêtres. Bien que souvent opprimés, ces hommes n'ont jamais oublié leurs institutions républicaines, leurs assemblées générales, leurs réunions de délégués ; ils n'ont jamais perdu la capacité de traiter les affaires publiques. La guerre conduisit à l'établissement de la royauté ; mais le Roi ne put jamais s'affranchir du *witenagemot,* prédécesseur des Parlements. Là les officiers et le Roi lui-même devaient rendre des comptes ; là se livra, pendant des siècles, la bataille du peuple contre la tyrannie. Voilà des faits qui ne font pas d'impression, semble-t-il, sur les Allemands de l'Amérique d'aujourd'hui.

*
* *

Ils est inutile de rappeler ici comment les Allemands d'Allemagne perdirent toutes leurs libertés. Au dix-huitième siècle, nous les trouvons soumis à une multitude de potentats dont la volonté est la loi du pays. Cela se passait ainsi depuis des siècles, sans protestations du peuple, à l'époque même où les Anglo-Saxons poursuivaient leur lutte

gigantesque pour le maintien et l'extension de leurs droits.

L'envoi de troupes allemandes pour combattre la cause de l'indépendance américaine suffit à montrer à quel point les princes allemands se croyaient les maîtres de la vie et du corps de leurs sujets. 29.170 Allemands débarquèrent ainsi chez nous. Leurs princes étaient extraordinairement avides de contrats qui leur permissent de fournir des hommes; six d'entre eux furent assez heureux pour en conclure, alors que Catherine de Russie et la Hollande avaient refusé. La Bavière demandait un contrat, mais ne put l'obtenir, parce que les soldats qu'elle offrait ne valaient rien. On eût dit une vente de bétail par le propriétaire d'un *rancho*. Le prince de Hanau écrivait : « Mon régiment sera prêt au premier signal » et courut en Angleterre pour conclure l'affaire. Le prince de Waldeck réunit 89 hommes et les enferma dans la forteresse d'Hameln, attendant de les livrer. L'Angleterre payait le salaire des troupes; le duc de Brunswick reçut, en surplus, 170 francs par homme, avec la même indemnité pour chaque tué et par trois blessés. Puis il reçut une somme annuelle de 64.500 couronnes et deux fois autant pendant deux ans après le retour des troupes; il fournit 5.733 hommes, plus d'un cinquième des hommes valides de ses États.

Le landgrave de Hesse se montra très exigeant; il obtint un contrat qui lui rapporta des millions, au prix de l'envoi de 16.992 hommes. Ceux-ci étaient arrachés à la charrue, à l'établi, à la grand'route; nul n'était à l'abri des agents du prince, qui volaient les hommes sans scrupule. Une fois réunis, on les conduisait aux vaisseaux sous bonne garde. Si un père réclamait son fils, on l'envoyait travailler

aux mines. Une femme qui réclamait le sien fut enfermée dans un asile de mendicité.

George Washington Greene a flétri la conduite de ces princes par ce vers de Dante : « Il vend leur chair, alors qu'elle est encore vive. » Faut-il une autre preuve que la liberté en Allemagne était morte ? Un peuple qui se laisse envoyer à l'abattoir comme un bétail est tombé au dernier degré de la servitude. Contre ces mercenaires, le fermier américain prit son fusil ; il se délivra d'eux à Trenton, à Bennington, à Saratoga et finalement, avec l'aide des Français, à Yorktown.

Puis vint Napoléon. Quand il commença à chanceler, le roi de Prusse et les autres princes allemands promirent à leurs sujets, s'ils voulaient se lever et débarrasser le monde de Bonaparte, qu'ils auraient désormais quelque part au gouvernement. Les sujets firent leur devoir, mais leurs maîtres, après avoir réitéré leurs promesses par écrit, n'en tinrent aucun compte, et les peuples se soumirent. Les princes déclarèrent qu'ils tenaient leur pouvoir de Dieu et que tout ce qu'ils accordaient à leurs sujets n'était que l'effet de leur bon plaisir. Lorsque le landgrave de Hesse poussait ses sujets vers les abattoirs américains, il écrivait à Voltaire qu'il voulait apprendre l'art de persuader aux hommes que tout ce que faisait leur maître était pour leur bien. Guillaume III, roi de Prusse, avait pour devise : « Je tiens ma couronne de la bonté de Dieu et je suis responsable envers Lui à toute heure de mon règne. » Cela le dispensa de tenir parole ; il vécut, cramponné à l'autocratie, jusqu'en 1840.

*
* *

Enfin on commença à connaître en Allemagne les principes de la Révolution américaine et de la Révolution française. La plupart des Allemands restèrent indifférents, mais on entendit, çà et là, des professeurs et des étudiants parler de liberté, bien que personne ne fût disposé à y sacrifier sa vie. En 1817, des étudiants brûlèrent à la Wartburg quelques livres conservateurs et le Code Napoléon. L'autocratie s'alarma et promulgua des lois sévères contre les manifestants. En 1832, à une fête d'étudiants, on but à la souveraineté du peuple, aux États-Unis de l'Allemagne, à l'Europe républicaine. Trente-neuf étudiants furent condamnés à mort, puis graciés et enfermés dans une forteresse.

Peu après 1840, Carl Schurz étudiait au gymnase de Cologne. Ses camarades et lui devaient écrire quelque chose sur la bataille de Leipzig. Schurz insista sur l'injustice des princes qui avaient violé leurs promesses en ne récompensant pas l'héroïsme des peuples par l'octroi d'une part de leur puissance. « J'écrivis cela, disait-il, avec le sang de mon cœur. » Son professeur l'appela et lui dit : « Ce que vous avez écrit sonne bien, mais comment cela peut-il être toléré dans un gymnase prussien ? Gardez-vous de recommencer ! »

Schurz avait dix-neuf ans quand éclata le mouvement de 1848, le seul, dans toute l'histoire de l'Allemagne, où le peuple ait risqué sa vie pour la liberté. Frédéric-Guillaume IV, roi de Prusse, déclara qu'il ne tolérerait jamais un morceau de papier entre lui et son peuple, que le peuple lui-même ne désirait pas participer au gouvernement par ses délégués, que « la Couronne devait régner et gouverner suivant les lois de Dieu et du pays, exprimées par les résolutions personnelles du Roi » ;

il ne pouvait ni ne voulait se plier à la volonté d'une majorité.

Le soulèvement de 1848 fut sérieux. « Ce qu'on voulait, dit Schurz, c'était : une Allemagne unie, avec un parlement national; les droits civiques, les libertés de la parole, de la presse, de réunion; l'égalité devant la loi, une représentation du peuple librement élue avec pouvoir législatif, la responsabilité des ministres, l'autonomie des communes, le droit pour tous de porter les armes; enfin, un gouvernement constitutionnel sur une large base démocratique. » Il sembla d'abord que l'autocratie dût céder. Un Parlement national fut élu et siégea à Francfort. Il adopta une constitution et, en mars 1849, élut le roi de Prusse empereur. Le Roi refusa, disant que l'offre d'une couronne nationale ne pouvait venir que des princes allemands. Ainsi le mouvement fut brisé; il y eut des émeutes en nombre d'endroits, mais elles furent réprimées par l'armée. Beaucoup d'Allemands furent jugés et condamnés; Schurz et d'autres prirent la fuite, et l'Allemagne retomba dans la servitude.

Il y a peu d'années encore, les Allemands des États-Unis parlaient avec respect des « hommes de 48 ». C'est sous leur inspiration qu'ils prirent part à la guerre civile en faveur de l'Union. La guerre terminée, ils conservèrent cet esprit, fiers d'être appelés Américains et regardant l'Amérique comme la vraie patrie des hommes libres. Puis ils se turent devant l'éclat du triomphe de Bismarck « par le sang et le fer », devant le spectacle d'une grande prospérité matérielle, sous l'influence hypnotique des nouvelles doctrines de la « volonté du pouvoir » et de la conquête, de la force faisant le droit, du droit pour le fort de dépouiller le faible,

des armes et de la langue de l'Allemagne destinées à dominer le monde. Aujourd'hui, l'idéal modeste des Allemands de 1848 s'est noyé dans la gloire impériale. Personne ne hait cet idéal plus que Guillaume II. En 1901, parlant au régiment Alexandre qui avait écrasé la révolte de Berlin en 1848, il dit : « Si jamais des jours semblables se levaient pour cette ville, des jours de rébellion contre le Roi, je suis convaincu que le régiment Alexandre saurait réprimer énergiquement toute insolence, tout soulèvement contre son royal maître. » Telle fut l'épitaphe gravée par l'Empereur sur la tombe du mouvement libéral de 1848.

Quand un Américain, dans la ville de Concord, regarde la statue du volontaire de 1775, élevée dans ces lieux où les fermiers en bataille tirèrent des coups de feu dont les échos ébranlèrent le monde, pourquoi ses yeux deviennent-ils humides et son pouls bat-il plus fort ?

Lorsque la Déclaration de l'Indépendance fut votée, une cloche sonna au beffroi de l'*Independence Hall*. Cette cloche portait l'inscription : « Proclamez la liberté dans tout le pays et à tous ses habitants. » Il y a cent trente-neuf ans de cela. Cette cloche, la Cloche de la Liberté, vient d'accomplir un voyage triomphal. On a vu des femmes faire 50 milles à cheval pour la voir ; des enfants ont été portés sur des bras pour baiser la cloche ; des hommes vigoureux l'ont touchée et se sont écartés, les yeux pleins de larmes...

Toutes choses, hélas ! que les Allemands d'Amérique ne comprennent pas.

*
* *

Ce qu'ils ont préféré à l'idéal politique américain élargit l'abîme entre les États-Unis et l'Allemagne. L'Empire allemand actuel se compose d'États liés par une convention dénommée Constitution, qui n'a pas été faite par le peuple, mais par les princes, à la fin de la guerre de 1870-1871. Les États ont aussi des constitutions, octroyées par divers princes depuis 1830; celle de la Prusse date de 1850. Cette constitution a permis, en 1861, à Guillaume, grand-père de l'Empereur actuel, d'entrer dans une église de Kœnigsberg, d'y prendre la couronne sur l'autel, de la placer sur sa tête et de déclarer à haute voix : « Je reçois cette couronne des mains de Dieu et non d'ailleurs. »

Bismarck a dit que la constitution prussienne a été rédigée avec tant de clauses de *veto* qu'elle a maintenu l'état de choses antérieur. Dans la constitution impériale de 1871, le *veto* sert au même but. L'état antérieur était l'autocratie; il n'a pas changé. Le kronprinz Frédéric, quand son père était mourant, demanda à Bismarck s'il consentirait à conserver ses fonctions sous le nouveau règne. Bismarck répondit oui, mais à deux conditions : la première était *qu'il n'y eût pas de gouvernement parlementaire*.

L'ex-chancelier von Bülow, dans son *Allemagne impériale,* écrite en 1913, expose ainsi les faits :

« Bismarck, le Prussien, comprit mieux que personne en Allemagne qu'un gouvernement fort devait être fondé sur le principe monarchique. L'union ne pouvait être durable que si la monarchie n'était pas seulement un ornement de l'Empire, mais le support même de l'union. Si le pouvoir créateur de la monarchie prussienne, attesté au cours des siècles, devait servir les inté-

rêts du nouvel Empire, le roi de Prusse, en tant qu'empereur allemand, devait être autre chose que le titulaire de vaines dignités; il devait gouverner et guider et, pour cela, être investi des droits monarchiques qui ont été inscrits dans la Constitution de l'Empire... Que j'aie jamais eu le dessein de modifier la distribution du pouvoir entre la Couronne et le Parlement, c'est-à-dire d'introduire le gouvernement parlementaire comme on le conçoit dans l'Europe occidentale, c'est une fable politique comme beaucoup d'autres... Ce qu'il nous faut, à nous Allemands, ne peut être réalisé par des changements dans la sphère des lois constitutionnelles. Les partis qui aspirent à des droits plus étendus manquent encore en grande partie de jugement politique, d'expérience et de la conscience des buts de l'État. »

Tout cela, ce sont des périphrases qui signifient une seule chose : l'autocratie subsiste; les Allemands sont incapables de se gouverner. Price Collier qui, bien que n'étant pas Allemand, connaissait aussi bien que qui que ce soit le régime de l'Allemagne, disait en 1913 : « Il n'y a là rien qui ressemble à un gouvernement démocratique ou représentatif... L'Allemagne actuelle n'est pas plus démocratique que la Turquie d'il y a vingt ans. » Et l'historien allemand Gneist définissait ainsi ce régime « l'absolutisme sous des formes constitutionnelles ».

La constitution allemande est rédigée suivant le principe de l' « anse du vase »; le souverain ne lâche jamais l'anse. S'il plaît au souverain de retirer ce qu'il a accordé, qui osera le contredire, l'armée étant derrière lui? Le grand-père de Guillaume II en a donné l'exemple. En 1861, Bismarck et le Roi voulaient augmenter l'armée; les députés

refusèrent les crédits. Mais ces crédits n'en furent pas moins inscrits au budget et dépensés ; on déclara que le Parlement, en refusant les crédits nécessaires, avait abdiqué ses fonctions et que le Roi devait prendre sur lui la responsabilité que les élus refusaient d'assumer. Après avoir ainsi, pendant quatre ans, violé la Constitution, le discours du Trône, succédant aux victoires de 1866, annonça, dit Bismarck, « que les représentants du pays devaient approuver rétrospectivement l'emploi des fonds engagés sans leur concours ». Les représentants obéirent, presque reconnaissants de la porte de sortie qui leur était offerte. Un parlement anglo-saxon aurait obligé le Roi à se mettre à genoux, il l'aurait contraint à affirmer de nouveau tous les principes de la liberté anglo-saxonne avant de lui accorder son pardon !

Que dit l'Empereur actuel de cette violation de la Constitution ? En 1894, parlant à ses troupes de Berlin, il s'exprima ainsi : « Lorsque mon grand-père, en 1861, entreprit la réorganisation de son armée, il fut mal compris par beaucoup de gens et attaqué par un plus grand nombre ; pourtant l'avenir devait le justifier magnifiquement. Aujourd'hui, comme alors, il y a de la méfiance et de la discorde dans le peuple. Mais aujourd'hui, comme alors, l'Empire repose uniquement sur l'armée. »

Ainsi le droit divin du Roi, soutenu par l'armée, suffit contre toute constitution, et il n'y a d'article ni dans la constitution allemande ni dans les lois allemandes qui permette de rendre responsables le Roi et ses ministres. Le Roi prétend ne devoir de comptes qu'à Dieu.

En 1689, la Chambre des Communes rédigea la Déclaration des Droits. La Chambre des Lords

l'accepta ; Guillaume et Marie l'acceptèrent à leur tour et furent alors reconnus comme roi et reine. Puis la Déclaration fut convertie en loi et prit place dans les statuts de Guillaume et de Marie. Le père de Guillaume II mourut le 15 juin 1888 ; le jour même, l'Empereur actuel monta sur le trône et publia une proclamation, non au peuple, mais à l'armée. Quel Allemand songea à demander qu'avant de monter sur le trône, Guillaume II donnât son adhésion à une Déclaration des Droits comme celle que Guillaume et Marie avaient souscrite deux siècles plus tôt ? L'habitude ancestrale de porter le joug subsiste chez les Allemands d'aujourd'hui. Il n'est pas étonnant que l'Anglo-Saxon lève la tête et regarde sans respect politique ces Allemands qui n'ont rien fait pour la liberté de leur pays.

*
* *

Quelle idée se fait Guillaume II de son gouvernement, de sa « base brandebourgeoise » et de son « fondement prussien » ? Lisons sa première proclamation à l'armée : « C'est dans ces jours de deuil que la volonté de Dieu me place à la tête de l'armée... La dépendance absolue, inviolable de l'armée à l'égard de son chef militaire est un héritage transmis de père en fils, de génération en génération... Ainsi nous sommes unis indissolublement, l'armée et moi, et nous resterons unis indissolublement, soit que la volonté de Dieu nous donne la paix, soit qu'elle nous jette dans la tempête. » Et aux recrues : « Vous portez l'uniforme de l'Empereur ; cela vous élève au-dessus des autres hommes... Tenez haut ces couleurs, pensez à votre serment, pensez à votre

Empereur... Quiconque fait offense à l'uniforme du Roi s'expose aux châtiments les plus rigoureux. Portez votre uniforme de telle sorte que vous imposiez le respect au monde et à vos adversaires... Votre tâche consiste maintenant à vous tenir fidèlement à mes côtés et à défendre nos biens les plus chers, contre les ennemis du dehors et du dedans. » A des régiments de Potsdam : « Tout le monde a manqué de confiance envers moi ; partout j'ai été mal jugé. On n'a cru en moi, on n'a eu confiance en moi que dans l'armée. Appuyé sur elle, j'ai assumé mon lourd fardeau, sachant que l'armée est le soutien par excellence de mon pays et du trône prussien. Puissent les forces de notre armée rester intactes à jamais ! Ce sont le courage, le sentiment de l'honneur et l'obéissance inconditionnelle, aveugle, dure comme le fer. » A la garnison de Berlin : « J'espère être en position, confiant dans l'inspiration divine, de réaliser la parole de Frédéric-Guillaume IV : Si l'on veut décider quoi que ce soit dans le monde, cela ne peut se faire avec la plume si la plume n'est pas secondée par l'épée. »

A Kœnigsberg, en août 1910 : « C'est ici que le Grand Électeur, de son propre droit, se créa lui-même duc souverain de Prusse ; c'est ici que son fils revêtit la couronne royale ; et ainsi la maison souveraine de Brandebourg devint une des puissances de l'Europe... Ici encore, de son propre droit, mon grand-père plaça sur sa tête la couronne de Prusse, attestant ainsi une fois de plus qu'elle lui revenait par la volonté de Dieu, non par celle d'un Parlement ou d'un vote populaire, qu'il se considérait comme l'instrument choisi du Ciel et qu'en cette qualité il s'acquittait de ses devoirs de souverain. »

Et ailleurs : « Il n'y a qu'un seul maître du pays : c'est moi. Quiconque me fait obstacle sera écrasé... Ce qui manquait à la vieille Hansa, un empire fort, uni, obéissant à une seule volonté, nous le devons maintenant à la grâce de Dieu et aux exploits de mon grand-père. »

Telle est l'idée que Guillaume II se fait du régime de l'Allemagne. Si les Américains l'approuvaient, ils seraient prêts à vendre pour un plat de lentilles le fruit de quinze siècles de luttes pour la liberté.

L'Empereur ne parle pas seulement à ses soldats : il parle aussi de religion, de philosophie, d'art, des sujets les plus divers. En 1903, dans une lettre adressée à un amiral, il dit que Dieu s'est révélé à l'humanité et il cita, parmi ceux qui avaient bénéficié de cette révélation, Charlemagne et son grand-père, mais il ne nomma ni Washington ni Lincoln.

Pourtant, malgré les apparences, Guillaume II n'est pas fou. Il a un but et il le poursuit. Il veut garder pour lui et pour ses descendants le privilège de gouverner les Allemands, et il désire continuer de le faire suivant les idées du Moyen Age. Il veut convaincre les Allemands qu'il sait mieux les gouverner qu'ils ne se gouverneraient eux-mêmes. Il s'habille toujours en guerrier, enfle la voix pour sonner l'alarme et exhorte son armée à se tenir prête. Accompagné de ses six fils, dans de brillants uniformes, il chevauche à travers les rues de Berlin et fait accepter par le peuple cette parade militaire comme le gouvernement qui convient le mieux au pays. Pendant vingt-cinq ans, Guillaume II a semé les germes du despotisme ; le peuple en a été empoisonné. L'esprit de féodalité règne partout, avec l'approbation des Allemands d'Amérique. Ils exhortent les Allemands d'Alle-

magne à rester sous le joug. Voilà ce que les Allemands d'Amérique ont préféré à l'idéal politique américain ; mais ce n'est pas tout.

Rosa Luxembourg est un orateur socialiste. Il y a peu de temps, le ministre de la Guerre prussien informait contre elle sous prétexte qu'elle aurait calomnié des officiers et des sous-officiers en les accusant de cruauté. Le tribunal estima que Rosa devait faire la preuve que des actes de cruauté s'étaient produits non seulement dans telle ou telle caserne, mais, quotidiennement, dans beaucoup de casernes allemandes. Le jour du procès venu, Rosa parut et offrit d'établir 1.030 cas de cruauté sur des hommes qui en avaient souffert ou qui les avaient vu perpétrer. L'affaire fut ajournée et n'a jamais été reprise. Les cruautés consistaient en soufflets, en coups de poing et de pied, en coups de sabre, de baïonnette, de cravache, d'étrivières. Il y avait des cas de punitions humiliants : ainsi l'on faisait sortir les hommes de leur lit pour les obliger à grimper au sommet d'armoires, ou à balayer les dortoirs avec des brosses à dents. Dans une autre affaire, un sergent fut accusé d'avoir maltraité plus de 500 hommes. Un capitaine sous les ordres duquel un sous-officier avait commis 1.500 actes de cruauté fut puni pour les avoir tolérés, mais peu après élevé au grade de major, de préférence à des officiers plus âgés.

Le monde entier connaît les incidents de Saverne en 1913. Un lieutenant, parlant à sa compagnie, se servit d'un terme injurieux pour les Alsaciens et offrit une récompense de dix mark à celui qui malmènerait un civil. Ces paroles furent répétées ; quand le lieutenant se montra avec ses hommes, il fut persiflé par des gamins qui s'esqui-

vaient lorsqu'il voulait les frapper; mais il réussit à saisir un cordonnier boiteux et lui donna un grand coup de sabre. Les troupes sortirent des casernes, des mitrailleuses furent placées dans les rues, le colonel proclama la loi martiale et arrêta un grand nombre de fonctionnaires municipaux et de citoyens, emprisonnant trente d'entre eux au fond d'une cave. Dans l'enquête qui s'ensuivit, le colonel dit que ces civils avaient été arrêtés pour avoir manifesté l' « intention de rire ». Le Kronprinz télégraphia au colonel : « Allez-y vigoureusement ! » Le colonel et le lieutenant furent acquittés; bientôt après, le colonel reçut une décoration prussienne. Pendant la guerre, le lieutenant ayant été tué, le Kronprinz envoya une couronne pour sa sépulture et une lettre à sa famille où il était loué comme un patriote.

Que dureraient de pareils procédés dans une communauté anglo-saxonne? On répondra que toute l'Allemagne protesta, ce qui est exact; mais quel fut l'effet de ces protestations ? Il y avait lutte évidente entre le peuple et la caste militaire, et ce fut la caste qui l'emporta. Le Reichstag censura les coupables par 293 voix contre 54; mais le colonel fut décoré et un bureaucrate prussien fut nommé gouverneur d'Alsace-Lorraine. Le peuple se soumit et aujourd'hui il combat comme un seul homme, avec l'approbation des Allemands d'Amérique, pour répandre à travers le monde la *Kultur* allemande.

*
* *

La législation sociale a été très active en Allemagne. Le Pouvoir espérait que les socialistes

cesseraient de former un groupement et se fondraient dans le grand corps du peuple pour aimer à être gouvernés. Mais sous le nom de *Sozial-demokraten* ils réclamèrent une part du gouvernement, et ils occupent aujourd'hui la même situation que les *libéraux* dans d'autres pays. Cela même est trop pour la classe gouvernante. En mars 1889, parlant à des mineurs, l'Empereur leur dit : « A mes yeux, tout social-démocrate est synonyme d'ennemi de l'Empire et de la patrie. » L'ex-chancelier von Bülow disait en 1913 : « C'est le devoir de tout ministre allemand de combattre ce mouvement jusqu'à ce qu'il soit vaincu ou transformé. »

En novembre 1891, l'Empereur dit à des recrues : « Vous m'avez juré fidélité ; cela signifie que vous êtes maintenant mes soldats, que vous m'appartenez corps et âme ; il n'y a pour vous d'autre ennemi que le mien. Vu l'agitation socialiste actuelle, il peut arriver que je vous ordonne de tirer sur vos parents, sur vos frères. Dieu nous en garde ! Mais, s'il en était ainsi, vous devriez obéir sans murmurer. »

L'Empereur a les moyens de mettre sa menace à exécution. Puisqu'il s'est trouvé, dans la marine allemande, un officier prêt à exécuter l'ordre de couler le *Lusitania,* avec ses 1.000 passagers, comprenant 130 enfants, tous sans défense, le monde peut bien croire que les soldats de l'Empereur n'hésiteraient pas, s'ils en recevaient l'ordre, à fusiller pères et mères.

C'est avec soulagement qu'on se détourne de ce souverain pour se rappeler un exemple classique de l'idéal politique américain. En 1783, après que les derniers soldats anglais et allemands se furent

embarqués, Washington prit congé de ses généraux à New-York et voyagea tranquillement à travers les États de New-Jersey, Pensylvanie, Maryland, salué partout d'acclamations et de discours, pour se rendre au Congrès continental à Annapolis. Là, le 23 décembre, il se démit du commandement suprême aux mains du Congrès. C'est à cause de cet acte que le père de Carl Schurz lui dit : « Washington fut l'homme le plus noble de toute l'histoire, parce qu'il commanda à de grandes armées pour la libération de son peuple et revint ensuite, comme un simple fermier, à sa charrue. » Pourquoi Washington occupe-t-il la première place dans les cœurs de ses compatriotes, et pourquoi sa gloire ne cesse-t-elle de croître de génération en génération? Si les Allemands des États-Unis veulent bien examiner cette question avec leur « conscience » germanique et y trouver une réponse exacte, ils comprendront pourquoi les Américains ne souhaiteront jamais le succès de la *Kultur,* avec son droit divin et son autocratie militaire ; aucune « efficacité », en pareille compagnie, ne séduira jamais les Américains.

*
* *

Les Allemands d'Amérique essaient aujourd'hui de diminuer Treitschke. Ils nous disent que cet avocat des doctrines : « la force est le droit ; les petites nations n'ont pas de droits qui s'imposent aux grandes », n'est pas lu en Allemagne. Pourtant, pendant trente ans, il a été le plus célèbre professeur d'histoire de ce pays, le plus écouté, le plus cité, et il conserva sa chaire jusqu'à sa mort. Il est

trop tard pour nier qu'il ait été prophète, une fois que ses doctrines ont passé maintenant dans une réalité de sang et de fer, une fois qu'elles ont l'appui des Allemands d'Amérique comme on le voit aujourd'hui. Après tout, il n'a fait que se conformer aux enseignements des historiens qualifiés de *grands* par les Allemands. Niebuhr voyait dans Rome « le modèle du développement national ». Ranke écrivait : « La vraie destinée de la Prusse est d'être et de rester une monarchie militaire. Il est impossible de ne pas se soumettre à ce qui est historiquement imposé. » Mommsen répandit en Allemagne le culte du césarisme, et Sybel, homme de 48, après les succès de la politique bismarckienne, se convertit complètement à l'autocratie.

Treitschke, d'une plume plus facile et d'une langue plus éloquente, ne fit que compléter les doctrines esquissées par ses prédécesseurs ; et Bernhardi, aujourd'hui général en service actif, n'a fait qu'exposer un peu plus crûment les mêmes thèses. Ces hommes ne peuvent être répudiés. Les principes qu'ils ont proclamés sont ceux auxquels la plupart des Allemands actuels ajoutent foi ; ils font partie de la *Kultur* dont ils sont fiers.

*
* *

On ne peut que louer et respecter le sentiment qui porte les Allemands d'Amérique, devenus, par la loi, citoyens américains, à aimer le peuple allemand. On comprend aussi que le désaccord entre les États-Unis et l'Allemagne leur cause une profonde angoisse. Mais quand ils vont plus loin, comme c'est le cas de la plupart, quand ils font

des vœux pour le succès de l'autocratie militaire qui a déchaîné la guerre, ils travaillent à arrêter le progrès et la liberté civique dans le monde. Et les Allemands qui se montrent furieux et insolents envers les Américains, coupables de ne pas penser comme eux, n'en attendent pas moins que les Américains supportent en silence des assertions comme celles-ci, qui ont été applaudies par l'*Alliance nationale germano-américaine :*

« Nous n'avons aucun droit de juger d'autres nations tant que nos propres actes ne sont pas irréprochables. Si l'Allemagne a coulé le *Lusitania,* c'est qu'elle y fut provoquée par l'Angleterre. Mais, dans cette horrible catastrophe, les plus coupables de beaucoup sont les États-Unis. La vraie cause est leur soif de l'or. »

Lors d'une réunion à San-Francisco en août 1915, cette même *Alliance* déclara ce qui suit : « En tant que citoyens de ce pays, nous croyons de notre devoir de maintenir l'indépendance des États-Unis et leurs principes. » Les « principes » qui furent établis quand les derniers des 29.166 mercenaires allemands furent pris à Yorktown, ne peuvent être maintenus à côté de ceux de l'autocratie militaire, représentés aux États-Unis par ladite *Alliance.* Assurément, tous les Allemands d'Amérique ne prétendent pas servir deux causes aussi différentes ; mais ceux qui le font ne sont ni des Américains ni des Germano-Américains : ce sont des Allemands en Amérique, pas autre chose.

Combien peu les Allemands comprennent les Américains ! Lorsqu'ils veulent nous faire croire que l'Allemagne doit l'emporter dans cette guerre, ils nous demandent de faire des vœux pour un pays que l'Empereur peut employer, dès qu'il le voudra,

comme Frédéric le Grand employa la Prusse quand il s'empara de la Silésie ; ils comprennent l'Amérique aussi mal que le fit l'Empereur quand il crut que nous serions flattés de voir ériger une statue de Frédéric le Grand à Washington. Ils n'ont pas davantage compris les Américains quand ils ont cru leur fournir des excuses valables pour le traitement infligé à la Belgique. Ce pays n'avait fait de tort à personne. Il était libre, heureux et prospère ; il était indépendant. Quand le peuple belge vit le pays envahi, ses soldats tués, ses villes occupées, le moins que pussent faire les Allemands était de traiter avec douceur le petit nombre des exaspérés qui exercèrent le droit de se défendre eux-mêmes. Loin de là, ils commirent des horreurs qui firent dire au monde qu'Attila, avec ses hordes asiatiques, avait de nouveau envahi la Gaule.

*
* *

En dépit de Bismarck et de Bülow, en dépit de presque toute l'opinion en Allemagne, voici le professeur Münsterberg qui, en cette année 1915, vient dire que l'Allemagne se gouverne elle-même autant que les États-Unis, que les ministres sont responsables devant le Reichstag et que le président des États-Unis peut, de son propre mouvement, décider la guerre. Il ajoute que les Allemands d'Amérique ont considéré comme leur devoir sacré de répandre l'idéal et la vertu de l'Allemagne dans leur nouvelle patrie, afin que le pays devînt plus noble et meilleur. Les effets bienfaisants de cette propagande se faisaient déjà sentir, mais l'hostilité envers l'Allemagne l'a subitement interrompue, et

l'Amérique est de nouveau livrée à ses instincts d'initiative anarchique. Or, il se trouve précisément que, lorsque quelque grave défaut s'est révélé dans notre administration, les Allemands d'Amérique, à quelques exceptions près, n'ont en rien contribué aux efforts pour remédier au mal. Éloignés, pendant des siècles, de toute participation au Gouvernement, ils étaient incapables de toute politique de réforme. En outre, les Allemands de ce pays ne se sont pas montrés moins avides d'argent que les Américains. Ils ne sont pas plus étrangers qu'eux aux pratiques de corruption. Si les Allemands de l'État d'Indiana s'étaient appliqués, au prix des sacrifices nécessaires, à réformer le régime municipal, s'ils avaient coopéré avec ceux qui y travaillaient, nous aurions eu là, depuis vingt ans, la meilleure des administrations. Depuis quarante ans et plus, c'est tout le contraire que l'on a pu constater.

Münsterberg dit encore, en marquant la différence entre les croyances des Anglo-Saxons et celles des Allemands : « Le système anglo-saxon est dominé par le principe individualiste ; l'idéal teutonique a pour lien un esprit qui domine les individus. » Puis il explique comment, dans le système anglo-saxon, l'État vise au bonheur des individus, tandis que, dans la conception allemande, les individus servent l'État en tant que porteur de la civilisation nationale. En d'autres termes, nous avons ici la doctrine connue des professeurs allemands, que l'État aurait une vie propre, distincte de celle du peuple et supérieure à celle-ci.

Cette doctrine a été inventée par des philosophes allemands pour donner à l'autocratie une apparence respectable et éviter qu'elle ne parût fonder ses droits sur la force brutale. Cet État vivant d'une

vie propre, c'est l'âme supra-individuelle de Münsterberg. Pour le moment, l'âme en question est l'Empereur, responsable devant Dieu seul. Cette servilité philosophique envers l'autocratie a été enseignée par les professeurs allemands au point de leur faire perdre le respect du monde. Münsterberg demande si des citoyens allemands aux États-Unis se montrent déloyaux envers le pays lorsqu'ils s'efforcent d'y répandre cet idéal allemand. Je réponds qu'ils agissent déloyalement envers l'idéal politique américain. Nous n'admettons pas une vie de l'État distincte de la vie du peuple et supérieure à elle. Prenez le Reichstag et donnez-lui les mêmes pouvoirs que la Chambre des Communes, avec des ministres responsables : alors l'âme supra-individuelle et la vie distincte de l'État ne seront plus que des mots vides de sens. Les hommes cesseront d'être des serviteurs pour devenir des maîtres ; l'État est seulement le représentant des citoyens, agissant pour eux. Il n'y a pas de place dans ce pays-ci pour le gouvernement populaire asservi à un gouvernement de l'âme supra-individuelle, — en d'autres termes, à l'autocratie.

*
* *

Ainsi, les Américains ne peuvent se mettre d'accord avec les Allemands d'Amérique sans renoncer à leur idéal politique, car il n'y a pas de conciliation possible. Que feront donc les Américains ?

Quand un Américain considère l'histoire politique de son passé, depuis les tribus germaniques

où personne ne dictait la loi jusqu'à Abraham Lincoln, sur le champ de bataille de Gettysburg, proclamant le gouvernement du peuple par le peuple, il a sous les yeux un héritage grandiose qui n'est pas seulement celui des Anglo-Saxons, mais de tous ceux qui professent de l'accepter. Il appartient au catholique comme au protestant et au juif, au Russe comme au Polonais et à l'Allemand. Mais il faut que cette acceptation soit entière ; il ne faut pas qu'il y ait tendance à mêler l'idéal américain à celui qui, dans la vieille Europe, a été l'ennemi mortel de la liberté. Les Américains prennent à cœur de conserver intact leur héritage. L'immense conflit qui ébranle aujourd'hui le monde est celui de la démocratie contre l'autocratie. Voilà pourquoi l'Angleterre combat notre combat. Les Américains ne peuvent avoir de sympathies que pour ceux qui représentent les principes de toute leur histoire. Si ce parti l'emporte, le peuple allemand sortira des ténèbres qui l'enveloppent et prendra place à côté de nous, avec toutes les qualités qui les distinguent, au grand soleil de la liberté. Si ce parti a le dessous, les Américains doivent se ceindre les reins pour combattre à leur tour un adversaire tel que le monde n'en a jamais vu. Mais nous avons cela pour nous : l'Américain ne se laisse pas terroriser, et les luttes les plus longues ne lui font pas peur.

Lucius B. Swift,

*du Barreau d'Indianopolis* (1).

---

(1) Conférence faite devant le Club littéraire d'Indianopolis, le 4 octobre 1915.

# *LE DEVOIR INTERNATIONAL ET LES AMÉRICAINS « HYPHÉNÉS »* (1)

Durant l'année qui vient de s'écouler, l'activité de nos pacifistes professionnels s'est exercée presque exclusivement en faveur de l'iniquité internationale. Ils ont donné la main à ces méchants ennemis de l'Amérique, les Américains *hyphénés,* et aux représentants les plus avides des Américains dont l'argent est le seul dieu. Ils ont voulu forcer leur pays à prendre parti contre le droit et pour l'injustice qui semblait devoir l'emporter. C'est le Diable, non le Seigneur, qu'ont servi tous ces hommes et toutes ces femmes qui ont demandé à grands cris la paix, sans oser dire que la paix serait un crime tant que la Belgique n'aura pas été restituée aux Belges et que le renouvellement de pareils attentats n'aura pas été rendu impossible. Tout homme ou toute femme qui, aujourd'hui, réclame, au nom de la paix, que les États-Unis cessent de fournir des munitions aux pays assez courageux pour défendre la cause de la Belgique, sert le Diable et non le Seigneur.

---

(1) L'*hyphen*, en anglais, est le trait d'union. Un *Germano-Américain* est qualifié, aux États-Unis, de *hyphenated American;* on se permet ici le néologisme *hyphéné* au lieu de *semi-Américain,* qui pourrait signifier autre chose (*Trad.*).

Quant aux Américains *hyphénés*, l'année écoulée, parmi tous ses enseignements, nous a appris qu'à vouloir combiner la fidélité à deux drapeaux, celui des États-Unis et celui du pays natal, on aboutit toujours, dans la pratique, à mépriser le drapeau des États-Unis. Quand deux drapeaux sont hissés au même mât, il y en a toujours un qui est au-dessous de l'autre. L'Américain *hyphéné* subordonne toujours le drapeau américain. L'Américain de naissance ou d'origine allemande qui est un bon Américain, sans plus, a droit à la même considération que si ses ancêtres avaient débarqué du *Mayflower*. J'ai du sang allemand dans les veines et suis aussi fier de ce sang que des autres dont j'ai recueilli l'héritage. Mais je suis un Américain, rien qu'un Américain !

Les Germano-Américains qui ont fait de l'agitation l'an passé ne sont pas des Américains, mais des Allemands en Amérique. Leurs agissements ont été contraires à l'honneur et à l'intérêt du pays. L'homme qui chante : « L'Allemagne avant tout ! » révèle exactement ce qu'il pense ; il met le drapeau allemand au-dessus du drapeau américain.

Nous sommes, en Amérique, une nationalité nouvelle, alliée par le sang à toutes les nationalités de l'Europe. Mais si les diverses nationalités qui se sont fondues pour créer la nôtre cherchent à maintenir leur individualité par l'emploi de *traits d'union,* elles font de la sorte tout ce qu'elles peuvent pour nous empêcher de devenir une nation.

En matière internationale, un Américain loyal n'a que deux devoirs. D'abord, il doit servir l'honneur et l'intérêt des États-Unis. En second lieu, il doit traiter les autres nations en raison de

leur conduite et en accord avec les besoins supérieurs de l'humanité, non en accord avec les intérêts de la nation européenne dont tel ou tel de ses ancêtres a fait partie. S'il agit autrement, il trahit son devoir envers ses concitoyens et les intérêts de la patrie américaine.

Quant à ceux qui, dans une pareille crise, prennent conseil de l'appât du gain, quelques mots doivent suffire à leur adresse. Le baron de la viande ou du coton qui veut ignorer le massacre de nos femmes et de nos enfants, le torpillage de nos navires par les sous-marins allemands, qui prend parti contre l'Entente pour gagner de l'argent en vendant de la viande ou du coton, cet homme manque à toute considération d'honneur et de pudeur. Rien d'étonnant que ce grossier matérialiste se sente, en pareille occurrence, l'allié de l'homme de la paix quand même et de l'Américain *hyphéné,* frère sinistre du pacifiste à tout prix. Infidèles à la cause du genre humain, ils ne sont pas loin de trahir celle de leur pays. Qui est le plus abject ? Cela est difficile à dire. Mais ce qui est certain, c'est que l'Américain *hyphéné* essaie de servir sa patrie étrangère sans exposer sa misérable carcasse au danger de combattre dans les tranchées à côté de ses compatriotes, qui, eux du moins, ne prétendent pas servir deux patries.

Je ne peux pas admettre que notre nation n'ait pas de devoirs envers les autres nations. Pourtant, l'attitude de notre Gouvernement ne saurait se défendre que dans l'hypothèse où nos devoirs internationaux n'existeraient pas.

Assurément, on peut les nier, bien que cette thèse ne soit pas brillante. Mais ce qui est inadmissible, c'est de proclamer le contraire, et de

l'oublier tout à fait dans la pratique. C'est une politique basse de signer des traités d'arbitrage et de garder le silence quand les conventions de La Haye sont violées par les forts aux dépens des faibles. La théorie qui a inspiré ces traités a toutes mes sympathies, mais la pusillanimité qui les a laissé déchirer sous nos yeux me semble honteuse.

Depuis un an, nous avons refusé de nous préparer à défendre nos propres droits par la force; nous avons aussi refusé de dire un mot contre les crimes internationaux les plus horribles. Nous avons manqué à nos engagements pris à La Haye. Tout cela, nous assure-t-on officiellement, pour que notre Gouvernement ait un jour le vain honneur d'offrir ses services quand les belligérants se décideront à la paix. Un tel honneur serait bien trop chèrement payé par le refus d'accomplir un devoir national. Ce devoir nous obligeait à combattre l'injustice, à protéger l'innocence opprimée. Nous nous y sommes dérobés ignominieusement. Que les Américains ne perdent pas de vue le cas de la Belgique. Ce pays avait fidèlement rempli ses obligations internationales. Il avait maintenu strictement sa neutralité. En attaquant l'indépendance de la Belgique, l'Allemagne a violé la loi des nations et a commis un crime contre l'humanité. Elle s'y est employée avec une rigueur inhumaine; l'histoire ne connaît pas de spectacle plus horrible que la dévastation infligée à la Belgique, coupable d'avoir bravement défendu ses droits et son devoir international. Un Américain qui fait l'apologie de la conduite de l'Allemagne en Belgique ou s'abstient de la condamner, est indigne de vivre dans un pays libre, indigne de frayer avec des

hommes nobles et généreux. La blessure infligée à la loi internationale par la destruction de la Belgique est chose plus affreuse encore que tant de vies sacrifiées. Ce crime allemand est un acte de perfidie inexpiable, qui entraîna après lui toutes les autres infamies, terrorisme sur terre et sur mer, massacres de non-combattants. Et voilà ce que le silence des neutres et surtout celui des États-Unis a semblé pardonner à l'Allemagne !

Il est bon de connaître ce que la *Gazette de l'Allemagne du Nord* trouve à répondre pour défendre l'Allemagne contre des critiques allemands *au dire desquels la Belgique est encore traitée avec trop de douceur :* « Le Gouvernement allemand agit en Belgique dans le dessein d'empêcher que la sécurité et la santé de notre armée soient mises en péril par la famine et la maladie. Par ces motifs, il a consenti sans peine à ce que la population affamée fût nourrie par des neutres, de peur que nos propres troupes n'eussent à souffrir. On ne permettra pas que les mines belges produisent du charbon au delà de ce qui est strictement nécessaire à la population grelottante et à l'existence des industries. C'est le droit du conquérant et notre devoir envers notre propre armée de mettre le territoire conquis en état de produire les sommes qui, sans préjudice d'une indemnité de guerre à exiger plus tard, sont tirées du pays sous forme de contributions. Nous demandons maintenant à la Belgique 600 millions qui doivent être payés en un an par fractions. Cette somme représente la limite de la capacité présente du pays, qui a été sérieusement affectée par la guerre. Les pertes subies jusqu'à présent par la Belgique, sous forme de propriétés détruites, sont estimées à plus de 6 milliards. A cela il faut ajouter

les contributions, et toutes ces sommes doivent être gagnées par les Belges. »

Et les ignobles pacifistes des États-Unis s'agitent en ce moment pour empêcher l'exportation d'armes et de munitions en vue de reconquérir le pays qui souffre d'une oppression aussi hideuse ! Il fut un temps où les Américains étaient fiers de seconder Kossuth et Garibaldi, où ils souscrivaient pour les victimes de l'injustice en Irlande et en Pologne, où leurs sympathies allaient aux patriotes persécutés. Les Américains de la génération passée devraient se retourner dans leurs tombes à la pensée que de prétendus pacifistes sollicitent maintenant notre action dans l'intérêt des oppresseurs qui ont foulé aux pieds les corps et les âmes des hommes, des femmes et des enfants de la Belgique pacifique et inoffensive !

A défaut d'un devoir expressément imposé aux États-Unis, nous aurions du moins, dans cette affaire, dû agir suivant les instincts généreux de l'humanité. Mais le devoir que nous n'avons pas rempli nous était formellement imposé par la Convention de La Haye. Cette convention, signée le 18 octobre 1907, déclare que « S. M. l'Empereur allemand, roi de Prusse », et les autres puissances signataires, y compris la France, la Belgique, la Russie et les États-Unis, ont résolu de conclure une convention définissant les droits et les devoirs des neutres dans le cas de guerre sur terre. Article 1 : « Le territoire des puissances neutres est inviolable. » Article 5 : « Une puissance neutre ne doit pas permettre à des belligérants de faire passer des troupes par son territoire. » Article 10 : « Le fait pour une puissance neutre de résister, même par la force, aux tentatives de violer sa neutralité, ne

peut être regardé comme un acte hostile. » Article 7 : « Un État neutre n'est pas tenu d'empêcher l'exportation ou le transit, à destination d'un des belligérants, d'armes, de munitions de guerre ou, en général, de choses quelconques pouvant servir à une armée ou à une flotte. » Cette convention fut ratifiée par la Belgique le 8 août 1910 ; par la France le 7 octobre de la même année ; par l'Allemagne, les États-Unis et la Russie, le 27 novembre 1909. Pour nous excuser d'avoir manqué à notre devoir, certaines personnes ont invoqué l'article 20 : « Les articles de la présente Convention ne sont valables qu'entre les puissances signataires et alors seulement que tous les belligérants y ont adhéré. » Or, quelque chicane que l'on cherche, le cas de la violation de la neutralité belge par l'Allemagne y échappe. Cet événement s'est produit le 3 et le 4 août 1914. A cette époque, l'Allemagne n'était en guerre qu'avec la France et la Russie, l'une et l'autre signataires de la convention, comme la Belgique. L'Allemagne n'était pas encore en guerre avec la Serbie, le Monténégro et l'Angleterre ; l'Autriche n'était pas en guerre avec la Belgique. Quand l'Allemagne viola la Convention de La Haye que nous avions signée, tous les belligérants étaient signataires de la convention. Juridiquement et moralement, le cas n'est pas discutable.

Un traité est un engagement. Les signataires s'engagent réciproquement et chacun s'engage envers les autres. L'Allemagne avait promis à la France, à la Belgique, aux États-Unis et à la Russie qu'elle traiterait le territoire d'une puissance neutre (en l'espèce, la Belgique) comme un domaine inviolable. L'Allemagne viola sa promesse. La Belgique avait promis aux autres puissances qu'elle ne per-

mettrait pas qu'on violât sa neutralité : elle tint parole. L'Allemagne avait promis que, si un pays neutre (en l'espèce, la Belgique) résistait par la force à une tentative contre sa neutralité, l'Allemagne ne considérerait pas un tel acte comme hostile ; l'Allemagne a violé sa promesse. Quand l'Allemagne agit ainsi, nous manquâmes à notre tour aux engagements pris par nous en ne lui demandant pas compte de sa conduite. Le traité était une garantie conjointe et plurale ; chaque signataire avait le devoir d'agir s'il était violé, et c'était surtout le devoir des États-Unis, la plus puissante des nations neutres.

L'Allemagne s'était engagée à n'exiger d'aucune nation neutre qu'elle s'abstînt de fournir des munitions et des armes à des belligérants. Elle n'a pas tenu sa parole le jour où elle nous a demandé d'arrêter ce commerce. C'est là un acte évident de mauvaise foi, d'autant plus flagrant que l'article en question, comme j'en ai eu l'assurance personnelle, fut adopté à La Haye sur l'insistance particulière de l'Allemagne. D'après M. Charles Noble Gregory, auteur d'une étude capitale sur ce sujet, les délégués allemands réclamèrent cette liberté dans l'intérêt des établissements Krupp à Essen, fournisseurs principaux de munitions de guerre aux puissances du dehors.

Le représentant d'une grande manufacture d'armes aux États-Unis m'a dit qu'elle avait été sur le point de fermer ses portes peu avant le début de la guerre, parce que les Allemands l'excluaient systématiquement de tous les marchés par l'abaissement de leurs prix. Ç'a été la politique de l'Allemagne d'étouffer à l'étranger toute fabrication d'armes et de munitions ; si elle avait réussi, le monde entier

aurait été impuissant en présence de ce pays, seul capable de soutenir une longue guerre. Ce danger existait pour tous les États, car l'Allemagne a montré assez clairement que toute moralité internationale lui est étrangère et qu'elle considère toutes les autres nations, y compris les États-Unis, comme de simples proies offertes à son ambition.

C'est l'Allemagne qui, depuis des dizaines d'années, a fourni aux Turcs les moyens de maintenir dans un affreux état de servitude les Chrétiens de ses provinces d'Europe et d'Asie. C'est l'Allemagne qui a installé l'artillerie des forts belges, et je sais par un ami que le ministère de la Guerre allemand reçut alors des calques de tout ce qui avait été fait et de la topographie environnante, de manière que les armées allemandes pussent un jour s'emparer de ces forts avec le moins de retard et de sacrifices. Essen, centre d'approvisionnement des belligérants de tous pays, a gagné des sommes énormes, même dans les dernières guerres balkaniques. L'Allemagne n'a jamais refusé d'approvisionner un belligérant, alors même que l'adversaire de celui-ci ne pouvait pas se fournir chez elle. Ainsi, dans la guerre des Boers, l'Angleterre acheta de l'Allemagne 108 canons à tir rapide avec leurs munitions, des quantités de petites armes, de cartouches, de dynamite, etc. Les pacifistes professionnels, les Américains *hyphénés,* les Américains viande-et-coton, bref, tous les représentants, en Amérique, de la couardise, de l'avidité et de la trahison, lorsqu'ils s'efforcent d'empêcher ici l'envoi de munitions aux Alliés, jouent le jeu du militarisme le plus brutal contre la Belgique et contre leur propre pays.

Si la vente de munitions doit être interdite en temps de guerre, elle doit l'être aussi en temps de paix, car les munitions sont fabriquées seulement en vue d'une guerre éventuelle. Prohiber cela, c'est avantager les nations agressives qui fabriquent leurs propres munitions, ce que les nations pacifiques ne font pas. Le 13 novembre 1870, Goldwin Smith, qui sympathisait ardemment avec l'Allemagne dans sa lutte d'alors contre la France, écrivit à son ami Max Müller pour maintenir le droit moral des États-Unis de vendre des munitions à la France, droit sur lequel avait aussi insisté le président Grant. « Si cette vente était interdite, écrivait-il, un grand avantage serait assuré, contrairement aux intérêts de la civilisation, à celles des nations qui, en temps de paix, emploient leurs ressources à préparer la guerre. Une nation morale et civilisatrice, bienfaitrice de l'humanité, pourrait être assaillie par quelque empire très riche en chassepots, et, lorsqu'elle voudrait se procurer les moyens de se défendre, elle trouverait les manufactures d'armes fermées. »

Notre droit est explicitement reconnu dans nos traités existants avec l'Allemagne, comme par la Convention de La Haye. Le Gouvernement américain a toujours affirmé ce droit. Le président Washington, par l'entremise de son secrétaire d'État, Thomas Jefferson, et de son secrétaire de la Trésorerie, Alexandre Hamilton, adopta cette attitude lorsque la France, en 1793, protesta contre la vente d'armes américaines à l'Angleterre. Le président Lincoln, par l'entremise de son secrétaire d'État, William H. Seward, fit de même en 1862, quand le Mexique se plaignit que l'Amérique vendît des armes aux Français. Lincoln et Seward

avaient de la sympathie pour la cause mexicaine, mais ils avertirent ses représentants que le Mexique ne pouvait pas spécifier à l'Amérique quelles marchandises elle ne devait pas vendre à des sujets français, parce qu'elles pouvaient être employées à des opérations de guerre contre le Mexique. Le président Grant, les secrétaires d'État Henry Clay, Bayard, Blaine, Olney, John Hay, ont tous partagé cette manière de voir. Y renoncer aujourd'hui serait ranger les États-Unis du côté d'un des belligérants — en l'espèce, du belligérant qui a tort — et faire nous-mêmes actes de belligérants. Tout cela a été correctement exposé, le 25 janvier 1915, par le président Wilson et le secrétaire d'État Bryan, dans une lettre où il est dit : « Le devoir d'un neutre de restreindre le commerce des munitions de guerre n'a jamais été imposé ni par la loi internationale ni par aucun statut municipal. Empêcher l'embarquement d'armes et de munitions à destination d'un belligérant n'a jamais été la politique de notre Gouvernement..... Toute modification de nos précédents à cet égard au cours d'une guerre, qui affecterait inégalement les relations des États-Unis avec les belligérants, serait une violation injustifiable des principes de stricte neutralité auxquels ils s'efforcent de se conformer. »

Comme l'a dit un éminent connaisseur de droit international, l'interdiction de vendre des munitions aurait pour effet d'assurer la victoire au belligérant le mieux préparé dès le début, et pour conséquence d'obliger les nations pacifiques à vivre, en temps de paix, dans un état de *surpréparation* constante. Les pacifistes américains, qui soutiennent les prétentions allemandes à cet effet, font, comme d'habitude, le jeu des puissances belli-

queuses et agressives, qui méprisent cyniquement les règles de la moralité internationale.

Au point de vue moral, la vente d'armes à des belligérants peut être un très grand bien ou un très grand mal, suivant la justice de la cause que ces armes et munitions doivent servir. Cela est vrai dans le domaine international comme dans le domaine privé. Il est moral et bienfaisant de vendre des armes à un agent de police pour qu'il puisse réprimer les malfaiteurs ; il est immoral et malfaisant d'en vendre à des criminels. De même, il est souverainement immoral d'aider l'Allemagne d'une manière quelconque à remporter une victoire qui consacrerait l'oppression de la Belgique. Il est moral, au contraire, de vendre des armes qui serviront à rendre la liberté aux Belges.

Je parle en Américain, comme devrait le faire tout Américain, non en ennemi de l'Allemagne. A mon avis, les deux points cardinaux de la politique américaine devraient être ceux-ci : être prêts à sauvegarder nos droits ; témoigner une sympathie effective à toute nation qui la mérite et marquer des sentiments contraires à toute nation qui agit mal. Ainsi, en 1878, nos sympathies auraient dû être avec la Russie et la Bulgarie contre l'Angleterre. Vers 1880-1885, lors des questions soulevées par l'Égypte et le Soudan, nos sympathies auraient dû appuyer l'Angleterre contre la France. En 1914, elles se seraient prononcées contre l'Allemagne si nous étions restés fidèles à nos propres traditions et aux lois universelles de la justice. C'est une lâcheté de rester neutre entre le bien et le mal. C'est une lâcheté « de rester neutre par la pensée et le langage », de ne pas seconder la cause juste et de ne pas condamner l'injustice. C'est une chose basse

et indigne d'une nation de souscrire à des engagements pour protéger la justice contre l'injustice et de manquer à ces engagements. Enfin, et ceci est capital, aucune nation ne peut servir la cause de la paix internationale et de la justice si elle ne prouve, par ses actes, qu'elle refusera de rester neutre en présence d'un crime international et qu'en agissant alors contre le criminel, elle agit seulement contre le crime, prête à changer immédiatement de parti si le crime passait dans un autre camp.

La conduite de l'Allemagne envers la Belgique, ses cruautés envers des non-combattants (assassinat de femmes et d'enfants sur le *Lusitania*, attentats encore pires contre des femmes et des enfants en Belgique et dans le nord de la France), la levée de contributions excessives, le bombardement de villes sans défense, la destruction de cathédrales, d'universités et de cités, les ravages exercés dans les campagnes, l'usage de gaz empoisonnés — tout cela est en violation flagrante des conventions de La Haye de 1889 et de 1907, comme des lois reconnues de la guerre sur lesquelles ces conventions sont fondées. Isolément et collectivement, ce sont là des crimes contre le droit international, la civilisation, l'humanité, la justice. Cela étant, l'Amérique refuse de faire son devoir quand elle s'abstient d'agir, même si les conventions de La Haye ne l'y obligeaient pas. L'action de notre part eût été le seul moyen d'établir un précédent dans le droit international et d'empêcher ce droit d'être une dérision. La France, par exemple, a soutenu le droit et s'est acquittée de son devoir quand, dans le cas du *Trent,* les États-Unis commirent, à l'égard de l'Angleterre, la même injustice dont l'Angleterre, un demi-siècle plus tôt, s'était rendue

coupable envers nous — tort que répara promptement Abraham Lincoln [1]. A moins que les neutres ne soient disposés à prendre position contre des violations du droit international comme celles dont l'Allemagne s'est rendue coupable, il est impossible d'attribuer aux lois internationales l'efficacité et la puissance de contrainte qui conviennent à des lois.

Si les torts de l'Allemagne envers la Belgique étaient réparés, si l'Allemagne désavouait les actes tels que le torpillage du *Lusitania* et d'autres, nous devrions agir de tout notre pouvoir pour obtenir que l'Angleterre et la France observassent toutes leurs obligations, y compris celles qui concernent le commerce des neutres, telles qu'elles étaient reconnues avant la guerre. Mais c'est une grossière iniquité de réclamer des mesures contre des nations qui ont eu des torts, si torts il y a, dans des affaires secondaires, alors que nous ne faisons rien pour assurer la réparation des torts effroyables infligés à autrui par leurs adversaires. Agir contre la France et l'Angleterre, qui défendent aujourd'hui l'humanité et la civilisation, serait infâme, tant que nous n'aurions pas agi énergiquement

---

(1) Un des navires lancés à la poursuite du *Sumter*, vaisseau pirate des Confédérés du Sud, était le *San-Jacinto*, commandé par le capitaine Wilkes. Étant à la Havane, il apprit que deux commissaires des Confédérés, Mason et Slidell, envoyés en Angleterre et en France, devaient s'embarquer sur le paquebot anglais *Trent :* il prit position dans le canal des Bermudes, arrêta le *Trent* et captura Mason et Slidell. C'était là précisément un de ces actes contre lesquels les États-Unis avaient protesté sans cesse depuis 1790 et qui avaient été une des causes de leur guerre avec l'Angleterre en 1812. Les commissaires furent, en conséquence, mis en liberté et transportés par un autre paquebot en Angleterre. L'attitude de la Grande-Bretagne dans cette affaire, où elle eut l'appui formel de la France, fut très menaçante ; mais la justice de sa réclamation empêcha qu'elle ne déchaînât la guerre (J. B. MACMASTER, *History of the United States*, p. 413). — *Trad.*

contre l'Allemagne. L'Angleterre a proposé que les questions qui nous divisent soient soumises à l'arbitrage. Des traités solennels nous en font un devoir ; nous sommes contraints, par notre honneur national, d'accepter la proposition de l'Angleterre, ou d'abroger notre traité d'arbitrage avec elle. Toute autre conduite serait une marque de déloyauté.

On a été jusqu'à suggérer que les États-Unis payassent cinq milliards pour racheter la Belgique à l'Allemagne et la rendre aux Belges. La profonde immoralité de ce projet en dépasse encore l'absurdité. Si on l'acceptait, ce serait l'acceptation d'un immense chantage et un encouragement donné aux nations d'agir injustement pour faire de l'argent. L'Allemagne ou le Japon seraient alors justifiés à saisir New-York ou San-Francisco et à garder ces villes jusqu'à ce qu'on en payât la rançon.

La fleur de la trahison ne s'épanouit jamais plus complètement que lorsque le pacifiste professionnel et l'Américain *hyphéné* s'entendent pour quelque manifestation publique. Récemment, un soi-disant *Congrès du travail et de la paix* fut tenu à Washington, dans le but d'intimider les fonctionnaires pour les amener à interdire l'exportation des armes. Un des chefs d'une association germano-américaine déclara que « les membres de cette association ne s'enrôleraient pas au cas d'une guerre entre les États-Unis et l'Allemagne. » Si ces paroles ont été exactement rapportées par la presse, l'orateur en question et ceux dont il s'est fait l'interprète sont des traîtres ; en cas de guerre, ils devraient être traités sommairement. On a la preuve que, dans la pratique, le Germano-Américain n'est loyal qu'envers la première partie du nom qu'il se

donne. Les Germano-Américains de cet acabit devraient être immédiatement privés du droit de cité américain. Leur place n'est pas parmi nous, mais en Allemagne, ou dans les tranchées. Quantité d'Américains d'origine ou de naissance allemande, qui sont d'excellents Américains et ne sont que cela, partagent mon opinion à cet égard et sont indignés que des Américains *hyphénés* aient déshonoré leur race, comme ils l'ont fait au cours de l'an dernier. Il serait facile de constituer toute une administration nationale — président, vice-président et ministres — avec des Américains de sang allemand qui, dans la crise actuelle, auraient une politique si parfaitement américaine, si juste et si forte, que tout Américain pensant comme moi leur accorderait un appui chaleureux et confiant.

Les États-Unis ont un devoir envers les autres peuples. Il faudrait prouver par un acte que nous appartenons au concert des nations, avec des droits et des devoirs communs, et que notre force nous permet de servir autrui comme nous-mêmes. Ce devoir, les États-Unis ne peuvent le remplir qu'à la condition d'agir comme une nation, non comme un ramassis de nationalités. Si l'Amérique n'est qu'une macédoine de Germano-Américains, d'Irlando-Américains, d'Anglo-Américains, de Franco-Américains, de Judéo-Américains, d'Italo-Américains, de Scandinavo-Américains, alors il est inutile que nous soyons constitués en nation. Tout homme qui, dans ce pays, cherche à s'isoler de ses concitoyens en raison de sa religion ou de son origine, est un mauvais Américain. Tout homme qui, dans ce pays, essaie d'influencer la politique de la nation, non pas conformément aux intérêts des États-

Unis et de l'humanité, mais aux intérêts de la nation dont ses ancêtres ou lui-même ont fait partie, est un citoyen indigne, un mauvais patriote, qui devrait se hâter de quitter un pays dont sa présence seule menace l'intégrité et l'honneur.

Théodore ROOSEVELT [1].

---

(1) *Metropolitan* (New-York), octobre 1915. (Analyse et extraits.)

# *LE PRUSSIANISME COLONIAL*

---

Sous les assauts des Anglais, des Français et des Japonais, l'empire colonial allemand s'en va par morceaux. Quand on se rappelle les efforts et les centaines de millions qu'il a coûtés, la fierté que semblait en inspirer la possession, il paraît étrange que la minutieuse préparation de l'Allemagne en vue du conflit qu'elle prévoyait n'ait pas comporté quelques mesures pour la protection de son domaine colonial.

Assurément, si l'Allemagne croyait fermement, en juillet 1914, à la neutralité anglaise (et la surprise douloureuse qu'elle a manifestée, quand l'Angleterre lui a déclaré la guerre, disposerait à l'admettre), elle n'avait pas lieu de tenir compte des dangers qui menaçaient ses colonies, car la flotte allemande aurait suffi à les protéger. Si, d'autre part, elle fit dès l'abord la part du feu, ce fut dans la conviction que la guerre serait courte, et qu'il était superflu de faire de grands préparatifs pour sauver les colonies. La négligence témoignée à cet égard par l'Allemagne se comprend tout naturellement si elle était sûre de la victoire, car elle aurait acquis, à la fin de la guerre, un empire bien plus considérable, composé en grande partie de bonnes possessions britanniques. Ce qui s'est passé serait

donc la conséquence soit d'une politique imprévoyante,soit d'un orgueil militaire excessif.

Chacun sait aujourd'hui qu'une des principales erreurs de l'Allemagne consistait à spéculer sur des rébellions dangereuses dans les colonies britanniques. A l'honneur de la politique coloniale de la Grande-Bretagne, on a vu non seulement les coloniaux, mais les indigènes offrir un concours loyal à l'Empire; c'est aussi à l'honneur du système français de voir l'Empire colonial français rester loyal et les indigènes s'enrôler sous les drapeaux. Les sujets allemands n'ont rien fait de tel. La ruine de cet Empire colonial, comme s'il n'avait existé aucun lien vital entre lui et la métropole, a été une surprise pour les uns; elle a confirmé d'autres observateurs dans leur aversion de l'Allemagne et de ses méthodes. Ceci comporte quelques développements, car, après tout, ce dont il s'agit surtout dans la présente guerre, c'est de répondre à la question : « Désirons-nous que les affaires du monde soient conduites à la manière acceptée jusqu'à présent, ou à la mode allemande ? »

Bismarck, qui se disait plutôt anti-colonial, fut poussé dans la politique contraire par l'agitation des coloniaux. Les propos tenus par ces derniers révèlent une humeur qui nous est devenue familière : « l'Allemagne, à l'abri de ses canons », « la mission mondiale de l'Allemagne », etc., sont leurs mots de passe. « Et qui donc au monde, s'écriait T. Fabri, devrait oser agir sans crainte de la jalousie étrangère, si ce n'est le vainqueur de Königgrätz et de Sedan ? » La vague d'enthousiasme grossit; en 1884, Bismarck se prépara à céder au sentiment public en publiant un Livre Blanc où il énumérait, avec une blessante partialité,

les mauvais procédés de l'Angleterre à l'égard du commerce allemand dans l'Afrique du Sud-Ouest. Ce document reconnaissait, du moins implicitement, que cette région était sous l'influence britannique.

Peu après, le protectorat allemand fut péremptoirement déclaré sur toutes les contrées qui devaient plus tard être l'Afrique allemande du Sud-Ouest ; et alors, pour ainsi dire, sous la pression de la vapeur surchauffée, le couvercle sauta. Au printemps de 1884, l'Allemagne n'avait pas de possessions d'outre-mer ; en mars 1885, elle possédait un empire d'un million de milles carrés et exerçait sa domination sur plus de dix millions de sujets. La plus grande partie de cet empire fut insolemment arrachée de dessous les pattes du lion britannique. Le succès fut peut-être dû à la soudaineté et à l'effronterie de l'attaque. Le Dr Nachtigal l'emporta d'un cheveu sur le commissaire britannique de Togo et de Cameroun ; il hissa le drapeau allemand au nez de l'Anglais. Puis, en octobre, Karl Peters et deux autres aventuriers, sous de faux noms et déguisés en ouvriers, entreprirent et exécutèrent, pour la *Société coloniale allemande,* la conquête de ce qui fut plus tard l'Est africain allemand. Il n'y avait là, pas plus qu'en Nouvelle-Guinée et dans le reste de la Mélanésie, aucun intérêt allemand appréciable ; pourtant, tous ces pays furent annexés. Peters et ses associés ne perdirent pas de temps ; bientôt ils eurent les mains pleines de traités avec des roitelets de l'Est africain, qui avaient été induits à conclure des conventions sans les comprendre, mais s'aperçurent trop tard qu'ils avaient aliéné à la fois une grande partie de leur sol et de leur souveraineté. L'Allemagne n'offrit aucune excuse pour la prise de ces contrées

africaines que l'Angleterre regardait depuis longtemps comme son domaine futur. L'attitude de Bismarck fut celle d'un politique plein d'astuce, jointe à la brutalité d'un hobereau prussien.

Le fait le plus retentissant de l'expansion coloniale allemande fut la prise à bail pour quatre-vingt-dix-neuf ans, en 1898, du port chinois de Kiao-tcheou, sous prétexte de l'assassinat de deux missionnaires allemands. Un journal comique du temps attribua à Guillaume II ce monologue : « Pourvu que mes missionnaires tiennent bon, je serai bientôt le maître du monde ! »

Ces procédés ne sont évidemment pas plus blâmables que ceux de Bismarck aux environs de 1870.

Ayant acquis un empire colonial et ayant constaté que l'Angleterre, loin de lui chercher querelle, inclinait vers une sorte d'admiration mêlée de regrets, l'Allemagne se mit en devoir de créer une administration pour ses colonies. Inutile de dire que l'Allemand a des qualités admirables de science et d'organisation; mais il n'est pas adaptable. Tout le système fut prussianisé, inflexible comme le militarisme et la bureaucratie. Il représentait une tentative d'exporter en pays noir le régime complexe, à la fois militaire et administratif, de la métropole. Bien que l'inflexibilité et la rigueur gouvernementales ne soient pas sans leur utilité dans l'administration de pays conquis, elles sont aussi impropres en principe à de jeunes sociétés encore chaotiques que le serait le système des régions frontières à l'État prussien. Même les colons blancs se plaignaient sans cesse des retards et des intrusions que l'on attribuait au « tapis vert » de Berlin. Il y a quinze ans, les écrivains allemands qui parlaient des colonies étaient presque unanimes à condamner

la bureaucratie. Ils protestaient contre la caste militaire, contre les règlements méticuleux, les petites amendes, la centralisation à Berlin, l'inexpérience et la présomption des fonctionnaires coloniaux, en général contre la conduite arbitraire d'une administration qui ignorait tout du terrain qu'elle gouvernait, mais ne pouvait jamais admettre qu'elle se trompât.

Au point de vue social, même raideur, même impuissance à s'adapter aux circonstances. Comme en Allemagne, la distinction des rangs et des situations sociales devait subsister. Il n'y avait pas de clubs « sans façón », où colonel et caporal pussent se réunir, jouer ensemble au tennis ou s'exercer à la boxe. Chaque cercle militaire menait son existence à part et avalait ses grandes chopes de bière dans un isolement plein de dignité. On admet d'ordinaire que la bonne humeur et la camaraderie préservent, un peu partout, des maladies; mais cela est particulièrement vrai sous les tropiques, où les influences du foyer, la société de femmes et d'amis exercent si rarement leur action.

Le régime allemand, aggravé par les effets du climat, rendit les coloniaux très irritables et les prédisposa à de véritables accès de rage en présence de la moindre provocation. Il en résulta, pendant les premières années de l'administration allemande, nombre d'atrocités aux dépens des indigènes. Ce phénomène fut d'ailleurs de courte durée, comme dans le Congo belge, mais il laissa un mauvais souvenir, auquel vint s'ajouter la nature même d'une administration par laquelle toutes les susceptibilités indigènes étaient froissées.

Remarquons ici que les sujets noirs du nouvel Empire allemand étaient de qualité très médiocre.

On dit que Lord Salisbury, parlant des dunes désertes de l'Afrique sud-orientale allemande, remarquait que cette colonie avait en partage « un sol un peu maigre. » La civilisation de la plus grande partie de l'Afrique allemande laissait autant à désirer que le sol. C'est une des raisons, et non la moindre, du fait que les indigènes ne se sont pas serrés autour du drapeau allemand, comme les Indiens et les Africains du nord autour des drapeaux anglais et français.

Quand les noirs se révoltèrent dans l'Afrique orientale, Wissmann fut envoyé pour leur infliger une rude leçon, après quoi ils devaient être gouvernés « avec sévérité et justice ». Ce système a du bon ; assurément, il fait figure honorable sur le papier en comparaison du système britannique, consistant à faire de l'ordre avec du désordre. Mais ce dernier système, ou ce défaut de système, a l'avantage de ressembler à celui de la nature elle-même, procédant par de petites adaptations que provoque le sentiment d'un malaise ; presque automatiquement, il conduit à des changements de détails suffisants pour assurer l'harmonie du régime avec le milieu. Et les résultats en ont été si étonnants qu'on peut dire, au point de vue *pragmatique,* que l'événement l'a justifié.

On voit que les Allemands n'ont pas dépouillé leur caractère dans l'acquisition et l'administration de leur Empire colonial. Le léopard n'a pas renoncé à ses taches, pour adopter une couleur plus agréable, en émigrant d'un hémisphère à l'autre. Quelques adaptations pénibles se sont produites au cours des dernières années, mais sans laisser espérer qu'il pût en résulter un changement radical. Ce que nous constatons sur ce théâtre

secondaire de l'activité des Allemands n'est qu'un autre exemple de leur méthode générale, qui peut servir à compléter le tableau de leurs principes et de leur mentalité [1].

A. G. Keller.

---

(1) *New-York Nation*, 28 octobre 1915, p, 515-516.

# TABLE DES MATIÈRES

NANCY-PARIS, IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT — JANVIER 1916
ACHEVÉ D'IMPRIMER APRÈS LE 4e BOMBARDEMENT DE NANCY

